

VILLE DE GENÈVE

**COMPTES 2013 PAR POLITIQUE PUBLIQUE
ET RAPPORT DE GESTION DU
CONSEIL ADMINISTRATIF**

INTRODUCTION

Conformément à l'article 48 lettres d) et e) de la loi sur l'administration des communes (LAC), le conseil administratif a l'honneur de présenter au conseil municipal les comptes 2013 par politique publique et rapport de gestion du conseil administratif de la ville de Genève.

La première partie de ce rapport s'attache à l'analyse financière des comptes 2013, détaillant notamment les principaux écarts constatés entre le budget voté par le conseil municipal et les comptes, chapitre par chapitre. Un éclairage est ensuite porté sur la fiscalité. Enfin, une attention particulière est donnée au compte des investissements et à son financement, ainsi que sur les émissions et remboursements d'emprunts durant l'exercice.

Des informations financières, telles que les bilans résumés comparés, les délibérations, une récapitulation des amortissements et des investissements par groupe spécifique complètent cette partie.

Les volets 2 et 3, traitent des comptes par politique publique de la ville de Genève et des bilans de l'ensemble des départements pour l'exercice écoulé.

Les 2 dernières parties sont, quant à elles, dédiées au programme stratégique de développement durable et aux Délégations du CA.

Enfin, les annexes terminent ce rapport de gestion en proposant diverses informations statistiques.

TABLE DES MATIÈRES

1	SYNTHÈSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF	11	1
2	ANALYSE FINANCIÈRE	14	2
2.1	chiffres clés et principales évolutions	14	2.1
2.2	informations financières	16	2.2
2.3	Analyse par chapitre	29	2.3
3	COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE VILLE DE GENÈVE	48	3
3.1	charges par politique publique	48	3.1
3.2	revenus par politique publique	49	3.2
3.3	comptes de fonctionnement par politique publique et chapitre comptable	52	3.3
3.4	comptes de fonctionnement par politique publique et département	54	3.4
3.5	ressources humaines	56	3.5
3.6	subventions par politique publique	57	3.6
3.7	services compétents	59	3.7
4	COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE DES DÉPARTEMENTS	72	4
4.1	Autorités	72	4.1
4.2	Finances et logement	85	4.2
4.3	constructions et aménagement	107	4.3
4.4	culture et sport	121	4.4
4.5	environnement urbain et sécurité	161	4.5
4.6	cohésion sociale et solidarité	179	4.6
5	PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	208	5
5.1	PSDD - suivi annuel 2011-2014 par objectif	208	5.1
6	DÉLÉGATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF	242	6
6.1	délégation Genève ville solidaire (DGVS)	242	6.1
6.2	délégation à l'aménagement du territoire	250	6.2
7	ANNEXES	254	7
7.1	présentations « légales »	254	7.1
7.2	grandes manifestations	262	7.2
7.3	gestion hôtelière	265	7.3
7.4	Lexique	267	7.4

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1	DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS 2013 PAR GROUPE SPÉCIFIQUE	21
FIGURE 2	COMPTES 2013, BUDGET 2013 ET COMPTES 2012, EN MILLIERS DE FRANCS	31
FIGURE 3	ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ET DU FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS	44
FIGURE 4	EXCEDENT / INSUFFISANCE DE FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS	44
FIGURE 5	ÉVOLUTION DE LA DETTE, EN MILLIONS DE FRANCS	45
FIGURE 6	CHARGES PAR POLITIQUE PUBLIQUE	50
FIGURE 7	REVENUS PAR POLITIQUE PUBLIQUE	51
FIGURE 8	POIDS DES CHARGES PAR CHAPITRE COMPTABLE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES, EN MILLIONS DE FRANCS	53
FIGURE 9	POIDS DES CHARGES DES POLITIQUES PUBLIQUES DANS LES DÉPARTEMENTS, EN MILLIONS DE FRANCS	55
FIGURE 10	POIDS DES SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE	58
FIGURE 11	RÉPARTITION DES SUBVENTIONS PONCTUELLES	103

SYNTHÈSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

1 SYNTHÈSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Les comptes 2013 sont marqués par l’empreinte de la contribution extraordinaire à la nouvellement créée Fondation intercommunale de prévoyance CAP. si l’on neutralise ce versement unique de 119.5 mios de francs, les comptes déficitaires se révèlent alors bénéficiaires à hauteur de 84.0 mios de francs. ce constat positif de prime abord pour la santé financière de la ville de Genève doit toutefois être tempéré. En effet, la majeure partie de cet excédent théorique provient des correctifs fiscaux des années antérieures. ce sont ainsi près de 77.0 mios de francs concernant d’autres exercices fiscaux qui ont été comptabilisés en 2013.

Plus réjouissant, le constat que cette année comptable 2013 est une nouvelle fois marquée par une fine maîtrise des charges. Les outils de pilotage mis en œuvre permettent à l’administration de respecter au plus juste les enveloppes budgétaires votées. on ne peut que l’en féliciter.

Les investissements réalisés en 2013 se sont avérés proches de l’enveloppe définie par le conseil municipal à 110.0 mios de francs. Les investissements nets ont ainsi atteint 100.1 mios de francs. Le tiers de ce montant a été consacré au domaine « culture et loisirs », avec la réalisation du nouveau musée d’ethnographie, la construction de dépôts de stockage d’œuvres d’art à Artamis, la rénovation de l’Alhambra ou encore les études pour les grands projets à venir tels que la rénovation du grand théâtre et du musée d’art et d’histoire ou la construction de la nouvelle comédie.

2013 aura également vu l’élection d’un conseil d’État aux ambitions renouvelées. une importante démarche de mise à plat des interactions entre le canton et les communes a été initiée avec comme postulat la neutralité des coûts. Le conseil administratif salue cette démarche constructive qui devrait permettre d’améliorer les prestations fournies. Il s’agira d’un chantier conséquent pour les années à venir.

ANALYSE FINANCIÈRE

2 ANALYSE FINANCIÈRE

2.1 CHIFFRES CLÉS ET PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

COMPTES 2012		BUDGET 2013	
COMPTE ADMINISTRATIF			
CHF		CHF	
charges	revenus	charges	revenus
	1'090'077'916.49		1'103'996'342
1'013'009'215.80		1'023'886'163	
67'600'878.46		80'103'049	
7'220'448.57		0	
1'087'830'542.83	1'090'077'916.49	1'103'989'212	1'103'996'342
42'446'038.54	42'446'038.54	37'111'488	37'111'488
1'130'276'581.37	1'132'523'955.03	1'141'100'700	1'141'107'830
2'247'373.66 *		7'130 *	
1'132'523'955.03	1'132'523'955.03	1'141'107'830	1'141'107'830
dépenses	recettes	dépenses	recettes
148'176'408.41	20'580'188.80	90'000'000	
26'768'287.60	1'691'394.35	20'000'000	
	152'673'112.86		110'000'000
174'944'696.01	174'944'696.01	110'000'000	110'000'000
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS			
dépenses	recettes	dépenses	recettes
127'596'219.61		90'000'000	
25'076'893.25		20'000'000	
	71'905'299.47		76'799'549
	2'916'027.56		3'303'500
	2'247'373.66		7'130
	77'068'700.69		80'110'179
	2'082'207.38		
	79'150'908.07		80'110'179
	73'522'204.79		29'889'821
152'673'112.86	152'673'112.86	110'000'000	110'000'000
VARIATION DE FORTUNE			
	53'608'712.76		13'200'451
	22'160'865.69		16'696'500
	-73'522'204.79		-29'889'821
2'247'373.66 *		7'130 *	
2'247'373.66	2'247'373.66	7'130	7'130

	COMPTES 2013	
	CHF	
Fonctionnement	charges	Revenus
Revenus		1'189'610'559.32
Charges	1'147'979'162.15	
Amortissements	76'850'007.01	
Amortissements complémentaires	0.00	
Total net des charges et revenus	1'224'799'169.16	1'189'610'559.32
Imputations internes	32'884'665'74	32'884'665'74
Total brut des charges et revenus	1'257'683'834.90	1'222'495'225.06
Excédent de charges (*revenus)		35'188'609.84
	1'257'683'834.90	1'257'683'834.90
investissements	Dépenses	Recettes
Investissements du patrimoine administratif	108'122'268.49	20'211'652.47
Préfinancement sur patrimoine administratif		
Investissements du patrimoine financier	15'111'864.01	2'959'642.35
Investissements nets		100'062'837.68
	123'234'132.50	123'234'132.50
	Dépenses	Recettes
Investissements nets du patrimoine administratif	87'910'616.02	
Investissements nets du patrimoine financier	12'152'221.66	
Amortissements du patrimoine administratif		73'354'455.90
Amortissements du patrimoine financier		3'495'551.11
Excédent de charges du compte de fonctionnement		-35'188'609.84
Autofinancement		41'661'397.17
Préfinancement sur patrimoine administratif		716'981.80
Total financement des investissements		42'378'378.97
Insuffisance de financement		57'684'458.71
	100'062'837.68	100'062'837.68
Augmentation du patrimoine administratif		13'839'178.32
Augmentation du patrimoine financier		8'656'670.55
Insuffisance de financement		-57'684'458.71
Diminution de la fortune (*augmentation)	-35'188'609.84	
	-35'188'609.84	-35'188'609.84

Compte tenu du résultat de l'exercice 2013, la fortune au 31 décembre 2013 est de CHF 951'201'235.77

2.2 INFORMATIONS FINANCIÈRES

2.2.1 LISTE DES DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS

dépassements de charges sur crédits budgétaires de fonctionnement

dépassements couverts par des crédits supplémentaires votés par le conseil municipal.

DATE	DPT	PR/PA	PP	GROUPE	MONTANT VOTÉ	
22.01	1	PR-998	05	304	119'509'223.00	contribution extraordinaire à la CAP
25.06	A	PR-1022A	02	318	50'000.00	Financement de la participation de la VG à l'Expo.universelle de Milan
18.09	A	PR-1038	08	365	350'000.00	subv.à l'Ass. GE200.CH (bicentenaire de l'entrée de Genève dans la Suisse)
					119'909'223.00	

total brut des dépassements

CHF 167'469'569.89

dépassements autorisés par des crédits supplémentaires votés par le conseil municipal

CHF 119'909'223.00

total net des dépassements

CHF 47'560'346.89

ces dépassements de charges sont plus que compensés par une économie de CHF 50'886'434.77 et une augmentation des revenus de CHF 81'387'395.

2.2.2 PROJETS DE DÉLIBÉRATION

Le conseil administratif vous présente deux projets de délibération.

Le premier se rapporte aux dépassements de crédits budgétaires de fonctionnement.

Le deuxième a trait à l'approbation des comptes annuels de la ville de Genève et de son bilan établis au 31 décembre 2013.

DÉLIBÉRATION I

Le conseil municipal

vu l'article 30, lettre d), de la Loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;
vu les dépassements de charges sur les crédits budgétaires du présent rapport;
sur proposition du conseil administratif,

décide :

Article unique. – Il est ouvert au conseil administratif un crédit de CHF 47'560'346.89 pour couvrir les dépassements de charges sur les crédits budgétaires de fonctionnement.

DÉLIBÉRATION II

vu l'article 30, lettres d), e) et f), et 75, al. 2, de la Loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;
vu la liste des crédits supplémentaires mentionnés ci-dessus;
sur proposition du conseil administratif,

décide :

Article premier - compte de fonctionnement

Le compte de fonctionnement de la ville de Genève pour 2013 est approuvé pour les montants suivants :

charges	CHF	1'257'683'834.90
sous déduction des imputations internes de	CHF	32'884'665.74
soit un total des charges nettes de	CHF	1'224'799'169.16
revenus	CHF	1'222'495'225.06
sous déduction des imputations internes de	CHF	32'884'665.74
soit un total des revenus nets de	CHF	1'189'610'559.32
excédent de charges	CHF	35'188'609.84

Il est à mentionner que ces comptes comportent une dérogation au principe de spécialité temporelle pour les charges de fonctionnement relatives à l'acquisition de collections.

Article 2 - compte d'investissements

Le compte d'investissements 2013 est approuvé pour les montants suivants :

a) Patrimoine administratif		
dépenses	CHF	108'122'268.49
recettes	CHF	20'211'652.47
investissements nets	CHF	87'910'616.02
b) Patrimoine financier		
dépenses	CHF	15'111'864.01
recettes	CHF	2'959'642.35
investissements nets	CHF	12'152'221.66
c) Total		
dépenses	CHF	123'234'132.50
recettes	CHF	23'171'294.82
investissements nets	CHF	100'062'837.68

Article 3 -Financement des investissements

Le financement des investissements est approuvé pour les montants suivants :

a) Patrimoine administratif

investissements nets	CHF	87'910'616.02
Amortissements	CHF	73'354'455.90
Amortissements complémentaires	CHF	+ 0.00
excédent de charges de fonctionnement	CHF	- 35'188'609.84
Autofinancement	CHF	38'165'846.06
Préfinancement	CHF	716'981.80
insuffisance de financement	CHF	49'027'788.16

b) Patrimoine financier

investissements nets	CHF	12'152'221.66
Amortissements (autofinancement)	CHF	3'495'551.11
insuffisance de financement	CHF	8'656'670.55

c) Total

investissements nets	CHF	100'062'837.68
Amortissements	CHF	+ 76'850'007.01
Amortissements complémentaires	CHF	+ 0.00
excédent de charges de fonctionnement	CHF	- 35'188'609.84
Autofinancement	CHF	41'661'397.17
préfinancement	CHF	716'981.80
insuffisance de financement	CHF	57'684'458.71

Article 4 -variation de la fortune

La diminution de la fortune, soit CHF 35'188'609.84 est approuvée; elle correspond à l'excédent de charges du compte de fonctionnement.

Article 5 - Bilan

Le bilan au 31 décembre 2013 est approuvé, totalisant tant à l'actif qu'au passif CHF 2'630'891'283.19 dans la composition suivante:

2.2

Actifs

patrimoine financier (natures 10 à 13)

(Après déduction de CHF 131'330'112.16, provisions pour pertes sur débiteurs, nature 24)

patrimoine administratif (natures 14 à 17)

(Après déduction de CHF 120'000.-, provision perte sur prêt, nature 24)

total de l'actif

	2013	2012
CHF	1'460'420'240.38	1'502'896'839.34
CHF	1'170'471'042.81	1'156'631'864.49
CHF	2'630'891'283.19	2'659'528'703.83

Passifs

engagements courants et passifs transitoires (natures 20 et 25)

dettes à court, moyen et long termes (natures 21 et 22)

engagements envers des entités particulières (nature 23)

provisions (nature 24)

engagements envers les financements spéciaux et les préfinancements (nature 28)

fortune nette (nature 29)

total du passif

	2013	2012
CHF	85'120'913.98	151'454'056.47
CHF	1'490'000'000.00	1'410'000'000.00
CHF	76'486'560.93	82'794'865.05
CHF	4'425'704.30	6'658'410.88
CHF	23'656'868.21	22'231'525.82
CHF	951'201'235.77	986'389'845.61
CHF	2'630'891'283.19	2'659'528'703.83

Les engagements en faveur de tiers hors bilan s'élèvent au 31.12.2013 à CHF 7'032'921.45.

2.2.3 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS

en francs

groupes spécifiques	DÉPENSES BRUTES	RECETTES DIVERSES	SUBVENTIONS	DÉPENSES NETTES (PF+PA)	%
1 Logements	13'342'105.46	148'173.07	14'100.65	13'179'831.74	12.8%
2 Industrie, artisanat, commerce	4'775'355.31			4'775'355.31	4.7%
3 Écoles publiques	11'396'368.92			11'396'368.92	11.1%
4 culture et loisirs	45'035'298.54		9'164'073.81	35'871'224.73	35.0%
5 sports	3'619'839.38		500'000.00	3'119'839.38	3.0%
6 social	5'845'662.94			5'845'662.94	5.7%
7 sécurité publique	3'067'255.06			3'067'255.06	3.0%
8 hygiène et salubrité publique	5'597'403.88	4'095'612.76	341'774.63	1'160'016.49	1.1%
9 Aménagement du domaine privé vg	2'649'209.63	113'388.00		2'535'821.63	2.5%
10 Aménagement du domaine public	17'098'441.71	3'453'322.55	1'309'026.80	12'336'092.36	12.0%
11 Administration générale	8'216'125.73		1'482'397.55	6'733'728.18	6.6%
12 Planification de l'aménagement local	646'361.74			646'361.74	0.6%
13 Acquisitions de terrains	1'944'704.20			1'944'704.20	1.9%
14 opérations financières	0.00			0.00	0.0%
15 divers et imprévus	0.00			0.00	0.0%
total pages vertes	123'234'132.50	7'810'496.38	12'811'373.44	102'612'262.68	100.0%
1) hors pages vertes	0.00	2'455'594.00		-2'455'594.00	
2) hors pages vertes	0.00	93'831.00		-93'831.00	
total présentation générale	123'234'132.50	10'359'921.38	12'811'373.44	100'062'837.68	

dépenses PA nettes 87'910'616.02

dépenses PF nettes 12'152'221.66

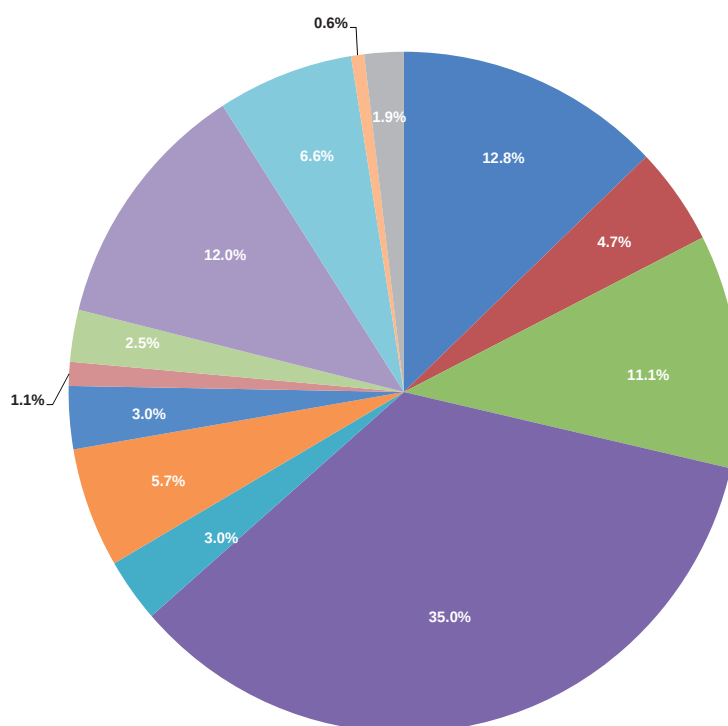
1) reprise de valeurs de terrain transférées sur les crédits de réalisation, soit les immobilisations suivantes :

a) N° 1123000639 Lausanne 27A	-437'573
b) N° 2143000695 Motta 22	-1'501'432
c) N° 1123000455 Lausanne 27	-371'589
d) N° 1123000063 tour-de-boël 7	-145'000
	-2'455'594

2) remboursement partiel du prêt consenti au parking du prieuré	-93'831
---	---------

Le détail des investissements se trouve dans la brochure « comptes 2013 par services ».

FIGURE 1 - DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS 2013 PAR GROUPE SPÉCIFIQUE



- 1 Logement
- 2 Industrie, artisanat, commerce
- 3 Écoles publiques
- 4 culture et loisirs
- 5 sports
- 6 social
- 7 sécurité publique
- 8 hygiène et salubrité publique
- 9 Aménagement du domaine privé vg
- 10 Aménagement du domaine public
- 11 Administration générale
- 12 Planification de l'aménagement local
- 13 Acquisitions de terrains

2.2.4 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES AMORTISSEMENTS

en francs

groupes spécifiques	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	COMPLÉMENTAIRES DE FONCTIONNEMENT	A CHARGE DES FONDS SPÉCIAUX	PRÉFINANCEMENTS	TOTAL
1 logements	1'477'604.16		38'211.10		1'515'815.26
2 Industrie, artisanat, commerce	3'338'139.05				3'338'139.05
3 Écoles publiques	13'581'524.07				13'581'524.07
4 culture et loisirs	11'615'762.26				11'615'184.79
5 sports	5'788'244.22				5'788'244.22
6 social	3'732'909.24				3'732'909.24
7 sécurité publique	3'375'306.22				3'375'306.22
8 hygiène et salubrité publique	4'061'940.33				4'061'940.33
9 Aménagement du domaine privé vg	3'983'906.12				3'983'906.12
10 Aménagement du domaine public	13'104'960.48			1) 716'981.80	13'821'942.28
11 Administration générale	12'215'506.52				12'215'506.52
12 Planification de l'aménagement local	0.00				0.00
13 Acquisitions de terrains	539'918.62				539'918.62
14 opérations financières	34'285.72				34'285.72
15 divers et imprévus	0.00				0.00
total (selon pages vertes détaillées)	76'850'007.01	0.00	38'211.10	716'981.80	77'605'199.91
dont PA	73'354'455.90			716'981.80	74'071'437.70
dont PF	3'495'551.11		38'211.10		3'533'762.21

1) Préfinancement taxe écoulement

Le détail des amortissements se trouve dans la brochure « comptes 2013 par service ».

2.2.5 BILANS RÉSUMÉS COMPARÉS

en francs

	2013	2012
TOTAL DES ACTIFS	2'630'891'283.19	2'659'528'703.83
patrimoine financier	1'460'420'240.38	1'502'896'839.34
10 disponibilités	33'477'991.58	81'088'230.33
11 Avoirs	274'555'093.88	299'676'839.67
12 Placements	1'100'893'189.57	1'091'564'576.18
13 Actifs transitoires	51'493'965.35	30'567'193.16
patrimoine administratif	1'170'471'042.81	1'156'631'864.49
14 Investissements	946'882'749.65	937'631'024.58
15 prêts et participations permanentes	210'835'279.58	205'630'723.91
16 subventions d'investissements	9'798'713.58	10'302'241.00
17 Autres dépenses à amortir	2'954'300.00	3'067'875.00

2.2

	2013	2012
TOTAL DES PASSIFS	2'630'891'283.19	2'659'528'703.83
engagements	1'656'033'179.21	1'650'907'332.40
20 engagements courants	64'644'427.48	121'710'483.58
22 dettes à moyen et long terme	1'490'000'000.00	1'410'000'000.00
23 engagements envers entités particulières	76'486'560.93	82'794'865.05
24 Provisions	4'425'704.30	6'658'410.88
25 Passifs transitoires	20'476'486.50	29'743'572.89
préfinancements et financements spéciaux	23'656'868.21	22'231'525.82
28 préfinancements	22'586'646.51	20'812'402.61
28 Financements spéciaux	1'070'221.70	1'419'123.21
29 Fortune	951'201'235.77	986'389'845.61

Le détail du bilan au 31 décembre 2013 se trouve dans la brochure « comptes 2013 par service »

2.2.6 BILANS RÉSUMÉS COMPARÉS PAR GROUPE DE COMPTES

En francs		31.12.2013	31.12.2012
1	ACTIF	2'630'891'283.19	2'659'528'703.83
10	disponibilités	33'477'991.58	81'088'230.33
100	caisses	190'400.32	237'873.74
101	comptes de chèques postaux	30'288'164.31	45'763'762.65
102	banques	2'959'080.00	35'019'576.34
109	trésorerie en transit	40'346.95	67'017.60
11	Avoirs	274'555'093'.88	299'676'839.67
110	avances de frais	15'490.05	11'838.45
111	comptes courants	21'892'375.43	16'893'636.42
112	impôts à encaisser	241'467'429.20	239'017'054.56
115	autres débiteurs	10'953'913.51	13'304'099.30
116	avoirs à terme fixe	0.00	30'000'000.00
119	autres créances	225'885.69	450'210.94
12	Placements	1'100'893'189.57	1'091'564'576.18
121	actions et parts sociales	33'328'156.00	30'633'030.00
122	prêts	7'477.40	1'644'450.75
123	immeubles	1'009'227'396.43	1'000'668'519.57
124	meublier, machines, véhicules	12'684.06	15'855.07
125	marchandises en stock	4'999'044.38	4'575'469.30
129	autres placements	53'318'431.30	54'027'251.49
13	Actifs transitoires	51'493'965.35	30'567'193.16
130	intérêts	1'300.00	11'083.34
132	assurances	44'073.85	3'292'089.80
135	frais chauffage	5'788'765.54	5'365'429.74
139	autres actifs transitoires	45'659'825.96	21'898'590.28
14	investissements	946'882'749.65	937'631'024.58
140	terrains non bâtis	48'261'152.39	46'867'479.39
141	ouvrages génie civil	373'975'905.78	374'714'697.81
143	terrains bâtis	491'218'250.55	481'636'579.31
145	forêts	1'577'904.75	912'994.63
146	meublier, machines, véhicules	22'659'481.14	25'847'201.12
149	autres biens	9'190'055.04	7'652'072.32
15	prêts et participations permanentes	210'835'279.58	205'630'723.91
152	communes	10'002.00	10'002.00
153	propres établissements	25'873'387.67	20'575'001.00
154	sociétés d'économie mixte	184'387'308.08	184'481'139.08
155	institutions privées	4.00	4.00
157	étranger	564'577.83	564'577.83
16	subventions d'investissements	9'798'713.58	10'302'241.00
161	crédits d'invest. subv.cantons	7'302'355.50	7'686'690.00
162	crédits d'invest. subv.communes	400'000.00	1'380'000.00
163	crédits d'invest. propres établissements	445'000.00	0.00
164	crédits d'invest. subv. stés mixtes	410'218.08	615'207.00
165	créd.d'inv.subv.instit.privées	1'241'140.00	620'344.00
17	Autres dépenses à amortir	2'954'300.00	3'067'875.00
170	divers crédits d'investissement	2'954'300.00	3'067'875.00

En francs	31.12.2013	31.12.2012
2 PASSIF	2'630'891'283.19	2'659'528'703.83
20 engagements courants	64'644'427.48	121'710'483.58
200 créanciers	40'070'444.57	35'207'214.58
201 dépôts	154'960.30	149'212.80
204 subventions à verser	5'563'810.69	7'113'799.17
206 comptes courants	11'550'821.59	71'977'956.65
209 autres engagements	7'304'390.33	7'262'300.38
22 dettes à moyen et long terme	1'490'000'000.00	1'410'000'000.00
221 reconnaissances de dettes	990'000'000.00	1'210'000'000.00
223 emprunts par obligations	500'000'000.00	200'000'000.00
23 engagements envers des entités particulières	76'486'560.93	82'794'865.05
233 Fonds spéciaux	28'019'728.78	31'361'289.97
234 Fonds pour risques non assurés	32'333'108.65	32'060'998.98
235 Autres fonds	15'893'179.10	19'267'487.18
237 Fonds de recherche	240'544.40	105'088.92
24 provisions	4'425'704.30	6'658'410.88
240 comptes de fonctionnement	4'422'505.25	3'556'678.83
241 comptes d'investissement	3'199.05	3'101'732.05
25 passifs transitoires	20'476'486.50	29'743'572.89
250 Intérêts courus sur dette publique	1'923'435.60	7'121'141.14
251 Loyers encaissés d'avance	4'503'334.65	4'756'013.53
259 autres passifs transitoires	14'049'716.25	17'866'418.22
28 préfinancements et financements spéciaux	23'656'868.21	22'231'525.82
280 préfin.travaux équipement	5'579'104.22	5'467'047.89
282 préfin.taxa d'écoulement	4'051'906.80	2'851'165.65
283 préfin.construction abris pc	1'244'709.25	1'342'390.70
285 préfin.relance économique	640'504.68	640'504.68
286 financements spéciaux divers	1'070'221.70	1'419'123.21
287 préfinancements de tiers	10'890'421.56	10'511'293.69
29 fortune nette	951'201'235.77	986'389'845.61
solde au 01.01.2013 / 2012	986'389'845.61	984'142'471.95
excédent de charges / revenus total :		
- 2013 / 2012	-35'188'609.84	2'247'373.66

2.2.7 ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2013

1. LIMITE DE CREDIT

La limite de crédit du compte cash management, à la banque cantonale de Genève, est de CHF 100.0 millions.

2. PLACEMENTS

Il n'y avait aucun placement en cours à la clôture des comptes 2013. Le placement existant au 31 décembre 2012 a été remboursé le 1er mars 2013.

3. CONTRAT SUR PRODUITS DERIVES

En 2007, la ville de Genève a conclu un contrat de swap de taux, adossé à un emprunt réalisé à taux variable. Ce contrat était assorti d'une option de sortie, offrant ainsi la possibilité à chacune des parties de dénouer cette transaction, à des échéances prédéterminées et aux conditions du marché. En 2013, cette option a été exercée. La prime de sortie a été fixée à la valeur mid de référence du jour de sortie. Ce montant correspond à la valeur actuelle des écarts entre le taux du swap conclu et le taux du marché sur la durée restante. Dans le cas qui nous concerne, la ville de Genève a payé une prime de CHF 20'727'438.89. Cette prime a été comptabilisée en charges constatées d'avance et sera répartie sur la durée résiduelle de l'emprunt concerné, soit 19 ans. Se reporter également au tableau de la dette consolidée.

Une prime de CHF 2'020'000.- relative à la vente d'un contrat de swaption figure en produits constatés d'avance au passif du bilan. L'option sur le swap pourra être exercée par la contrepartie en avril 2014. Se reporter également au tableau de la dette consolidée.

4. CAUTIONNEMENTS, GARANTIES, GAGES EN FAVEUR DE TIERS, AUTRES ENGAGEMENTS CONDITIONNELS

- a) Des garanties de loyer ont été émises par le service social pour un montant de CHF 11'667.- en faveur de cinq régies.
- b) Dans sa séance du 15.02.2006, le conseil municipal a voté l'ouverture d'un crédit de CHF 20.0 millions, destiné à la création de logements sociaux par la Fondation de la ville de Genève pour le logement social, par des dotations échelonnées en capital et conditionnelles à des projets acceptés par le conseil municipal.
Au 31 décembre 2013, le montant total cumulé versé à cette fondation s'élevait à CHF 13.1 millions, la ville est par conséquent engagée à hauteur de CHF 6.9 millions.
- c) Dans sa séance du 16.02.2010, le conseil municipal a voté l'ouverture d'un crédit de CHF 10.0 millions, destiné à financer le capital de dotation de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève.
Au 31 décembre 2013, le montant total cumulé versé à cette fondation s'élevait à CHF 6.25 millions, la ville est par conséquent engagée à hauteur de CHF 3.75 millions.

5. DETTES DECOULANT D'UN CONTRAT DE LEASING NON PORTEES AU BILAN

L'échéance du contrat de leasing, signé avec UBS Leasing SA, pour des sanitaires autonettoyants est fixée en 2014. Le solde des mensualités à payer au 31.12.2013 est de CHF 40'757.25. Le contrat ne prévoit pas de valeur de reprise à l'échéance.

L'échéance du contrat de leasing, signé avec UBS Leasing SA, pour un système de mise sous pli est fixée en 2017. Le solde des mensualités à payer au 31.12.2013 est de CHF 80'497.20. Le contrat ne prévoit pas de valeur de reprise à l'échéance.

6. VALEUR INTRINSEQUE DES IMMEUBLES LOCATIFS

Cette valeur, comprenant bâtiments et terrains, sous réserve des chantiers en cours se monte à CHF 1'796.0 millions. Elle représente la valeur de remplacement, c'est-à-dire la valeur de reconstruction de l'immeuble dans son état actuel.

La valeur comptable nette de ces immobilisations, figurant dans les états financiers (bilan) et la comptabilité, s'élève à CHF 1.009 milliard.

7. VALEUR D'ASSURANCE INCENDIE DES IMMOBILISATIONS

Le total atteint CHF 4'730.0 millions, soit :
CHF 3'440.0 mios pour les bâtiments ;
CHF 1'290.0 mios pour les biens meubles y compris les collections.

La valeur comptable nette de ces immobilisations est portée au bilan (voir les postes avec lettre a)) pour CHF 1'496.4 mios.

8. MOUVEMENTS DES PROVISIONS

a) Acquisitions de collections et livres en 2013

NO COMPTE	INTITULÉ	SOLDE 01.01.2013	ATTRIBUTIONS À LA PROVISION	PRÉLÈVEMENT DÉPENSES	SOLDE 31.12.2013
240500 à 240501	Provision acquis. Jardin Botanique	37'436.86	6'335.66	0.00	43'772.52
240510 à 240570	Provision acquis. M.A.H. et filiales	184'349.24	80'750.13	12'863.56	252'235.81
240601	Provision acquis. Muséum	6'689.14	8'005.00	0.00	14'694.14
240610 à 240611	Provision acquis. Biblio. municipales	143'167.34	81'173.00	0.00	224'340.34
240621	Provision acquis. Musée voltaire	6'626.81	-	4'061.94	2'564.87
240650	Provision acquis. Musée du S.I.S.	40'246.30	0.00	0.00	40'246.30
total		418'515.69	176'263.79	16'925.50	577'583.98

ces comptes enregistrent la part non dépensée ou l'excédent de dépense par rapport au budget de fonctionnement pour l'achat de collections et de livres.

ces reports de crédit sont en dérogation avec le principe de spécialité temporelle (art. 22 de la Loi sur la gestion financière de l'État, applicable aux communes selon son art. 4). Avec l'accord de l'État, l'approbation des comptes par le CM entérine cette manière de procéder.

b) Provisions pour impôts et taxe professionnelle communale

NO COMPTE	INTITULÉ	SOLDE 01.01.2013	ATTRIBUTIONS À LA PROVISION	DISSOLUTION DE PROVISION	SOLDE 31.12.2013
240001	Provision déb. centimes additionnels	90'500'000.00	11'156'000.00	0.00	101'656'000.00
240290	Provision débiteurs taxe prof.	3'826'469.77	1'798'412.53	0.00	5'624'882.32
240291	Provision trop encaissé taxe prof.	33'180.00	42'541.00	0.00	75'721.00
total		94'359'649'77	12'996'953'53	0.00	107'356'603'30

c) Autres provisions

Les vacances non prises et les heures supplémentaires non payées au 31 décembre 2013 ne font l'objet d'aucune provision.

9. EVALUATION DE CERTAINS POSTES DU BILAN

• 112 Impôts à encaisser

Le poste 112000 « centimes additionnels, reliquat » est provisionné à concurrence de 30%. ce taux est recommandé dans un courrier du conseil d'État adressé à l'Association des communes genevoise daté du 28 juin 1996.

La production de la taxe professionnelle résulte de la comptabilisation des bordereaux de taxations établis au cours de l'exercice. Les bordereaux de taxe professionnelle, encore ouverts au 31 décembre 2013 et qui font l'objet d'une

procédure de poursuites, de mise en liquidation, de sursis concordataire, de faillite ainsi certains dossiers en suspens (par exemple les contribuables dont l'adresse fait défaut) sont provisionnés pour leur totalité.

- **115 Autres débiteurs**

Les factures ouvertes, dont la date est antérieure au 1er octobre 2013, font l'objet, pour leur totalité, d'une provision pour débiteurs douteux, ainsi que certaines factures datées entre le 1er octobre 2013 et le 31 décembre 2013 pour autant qu'elles aient fait l'objet de rappels.

- **120/121 Titres en portefeuille (patrimoine financier)**

Les titres cotés sont portés au bilan à leur valeur de marché au 31 décembre 2013.
Les titres non cotés sont évalués à leur valeur d'acquisition.

- **125 Marchandises en stock**

Les stocks sont évalués au prix du marché, au prix moyen pondéré (PMP) ou au prix d'achat, respectivement au plus bas des trois.

- **140 à 149 Investissements**

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire en fonction des durées/taux d'amortissement ressortissant de l'article 34 RAC.

- **152 à 157 Prêts et participations permanentes (patrimoine administratif)**

Ces titres et participations apparaissent au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction d'amortissements éventuels.

La participation de 022 Télégenève de CHF 2'450'000.- figurant dans le compte 154000 « Prêts et participations sociétées d'économie mixte » n'a pas fait l'objet d'une réévaluation.

10. ENGAGEMENTS DE PREVOYANCE

Le total des engagements de prévoyance de la ville de Genève auprès de la caisse d'assurance du personnel de la ville de Genève et des services industriels de Genève au 31.12.2012 s'élève à CHF 1'711'737'869.95.

Le montant total des engagements au 31.12.2013 n'avait pas encore été communiqué au moment de l'établissement des états financiers 2013 de la ville de Genève.

Un crédit budgétaire supplémentaire de CHF 119'509'223 visant à financer à titre exceptionnel l'augmentation des engagements de prévoyance induite par la diminution du taux technique de 4,0% à 3,5% s'agissant des effectifs de la ville de Genève assurés auprès de la CAP, telle que prévue à l'article 31 des nouveaux statuts de la CAP, a été voté le 22 janvier 2013. Ce montant a été versé à la CAP le 20.12.2013.

11. ATTRIBUTION AU FONDS MUNICIPAL D'ART CONTEMPORAIN

Basées sur les délibérations du conseil municipal relatives aux crédits d'investissements alloués pour les travaux de construction, de rénovation et de restauration des édifices et des installations sportives propriété de la ville de Genève, ainsi que des ponts, les attributions au FMAC sont comptabilisées dans les immobilisations concernées figurant à l'actif du bilan d'une part et d'autre part, dans le compte 235460 « Fonds art contemporain ». Les prélèvements dans le fonds sont effectués directement dans ce compte.

Cette pratique devra faire l'objet d'une analyse lors du passage au modèle comptable harmonisé 2 (MCH2).

12. SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE (SCI)

Une analyse des risques a été effectuée dans le cadre de la mise en œuvre du SCI.

13. FORTUNE ET MOUVEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX

Les règles d'évaluation des titres mentionnées sous le point 9 s'appliquent également aux titres appartenant aux fonds spéciaux (groupe 233).

Le détail des fonds spéciaux se trouve dans la brochure « Comptes 2013 par services ».

2.3 ANALYSE PAR CHAPITRE

2.3.1 COMPTES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE

Au vu du niveau des charges de fonctionnement et de leur écart au budget, les comptes laissent apparaître des économies réalisées par les services, si l'on fait abstraction de la contribution extraordinaire à la CAP, des variations de provisions ainsi que des gratuités. En comparaison avec les comptes 2012, en neutralisant ces éléments, les charges s'inscrivent en augmentation de 0.1%.

S'agissant des revenus, ils sont constitués de 77.5% de revenus fiscaux. En 2013, le produit des impôts se révèle supérieur aux montants budgétés (+55.0 mios). Si l'on tient compte des correctifs liés aux années antérieures d'un montant de 74.0 mios de francs, on constate que la production cumulée des impôts sur les personnes physiques et les personnes morales est toutefois inférieure aux estimations portées au budget de fonctionnement de 28.5 mios de francs. Dans le même temps, la taxe professionnelle a atteint 126.0 mios de francs, soit 6.0 mios de plus que le montant budgété. Une analyse détaillée des rentrées fiscales est proposée sous une section spécifique.

Enfin, le niveau des investissements nets réalisés en 2013 s'élève à 100.1 mios, inférieur de 9.9 mios par rapport au montant inscrit dans le budget. Ces éléments sont repris en détail sous le point 5. Depuis 2011, les investissements ne sont ainsi plus autofinancés, les comptes 2013 révèlent une insuffisance de financement de 57.7 mios alors que les prévisions anticipaient un déficit de financement à hauteur de 29.9 mios. En neutralisant toutefois l'apport extraordinaire effectué en faveur de la CAP, les comptes 2013 présenteraient un excédent de financement de 61.8 mios de francs.

Tableau résumé du compte de fonctionnement 2013 comparé au budget 2013 et aux comptes 2012

(en millions de francs)		C2013	B2013	C2012	ÉCART C13-B13		ÉCART C13-C12	
revenus								
impôts	(chapitre 40)	921.8	866.8	828.5	+54.9	+6.3%	+93.3	+11.3%
revenus des biens	(chapitre 42)	169.5	152.8	160.0	+16.7	+10.9%	+9.5	+5.9%
revenus divers	(chapitre 43)	54.2	44.4	58.3	+9.8	+22.0%	-4.1	-7.1%
parts et contributions	(chapitre 44)	1.8	1.5	1.7	+ 0.3	+23.0%	+0.1	+5.5%
dédommagements de coll. publiques	(chapitre 45)	29.3	28.0	29.8	+1.3	+4.8%	-0.5	-1.8%
subventions et allocations	(chapitre 46)	12.6	10.5	11.5	+2.1	+20.2%	+1.2	+10.1%
total		1'189.6	1'104.0	1'090.1	+85.6	+7.8%	+99.5	+9.1%
charges								
charges de personnel	(chapitre 30)	579.2	461.3	451.2	+117.9	+25.6%	+128.0	+28.4%
biens, services et marchandises	(chapitre 31)	194.9	196.4	198.8	-1.5	-0.8%	-4.0	-2.0%
intérêts passifs	(chapitre 32)	19.3	26.2	29.1	-6.9	-26.4%	-9.9	-33.9%
pertes sur débiteurs	(chapitre 33)	24.9	17.5	16.8	+7.4	+42.4%	+8.1	+48.1%
contributions à d'autres collectivités	(chapitre 34)	42.9	42.6	35.8	+0.3	+0.6%	+7.1	+19.9%
dédommagements à des coll. publ.	(chapitre 35)	50.8	48.8	47.5	+1.9	+4.0%	+3.2	+6.8%
subventions et allocations à des tiers	(chapitre 36)	235.9	231.1	233.6	+4.8	+2.1%	+2.3	+1.0%
Attributions à des financements spéciaux	(chapitre 38)	0.0	0.0	0.1	+0.0	--	-0.0	-41.2%
total		1'147.9	1'023.9	1'013.0	+124.1	+12.1%	+134.9	+13.3%
Amortissements et investissements								
Amortissements ordinaires et extraordinaires		76.9	80.1	74.8	-3.3	-4.1%	+2.0	+2.7%
Investissements nets		100.1	110.0	152.7	-9.9	-9.0%	-52.6	-34.4%
comptes de fonctionnement et de financement								
Excédent des comptes de fonctionnement		-35.2	0.0	2.2		--		--
Excédent/Insuffisance de financement		-57.7	-29.9	-73.5		--		--

2.3.2 ÉCARTS PAR CHAPITRE

synthèse des principaux éléments constituant les écarts entre les comptes et le budget 2013
(en millions de francs)

écarts sur les revenus

revenus fiscaux

impôts personnes morales	+45.3 mios
dont +42.1 mios de report d'années précédentes	
impôts personnes physiques	+0.2 mio
dont +34.8 mio de report années précédentes	
Fonds de péréquation PM	+3.3 mio
taxe professionnelle	+ 6.0 mio

Autres revenus

redevance parking mt-blanc	+6.8 mios
revenus de gratuités	+4.5 mios
Actions BCGE	+2.7 mios
prestations pers. investissements	+ 2.5 mios
accord extrajudiciaire	+ 2.0 mios
remboursements assurances	+ 1.3 mio
préfinancement CJB.	+ 1.2 mio
intérêts intercalaires	-0.7 mio
bénéfices Métropole et PEV	-1.1 mio

écarts sur les charges

provisions

provision pour reliquat	+11.1 mios
taxe professionnelle	+1.8 mios
sécurité et espaces publics	-1.3 mio

pertes sur débiteurs

sécurité et espaces publics	+1.5 mio
centimes additionnels	-5.2 mios

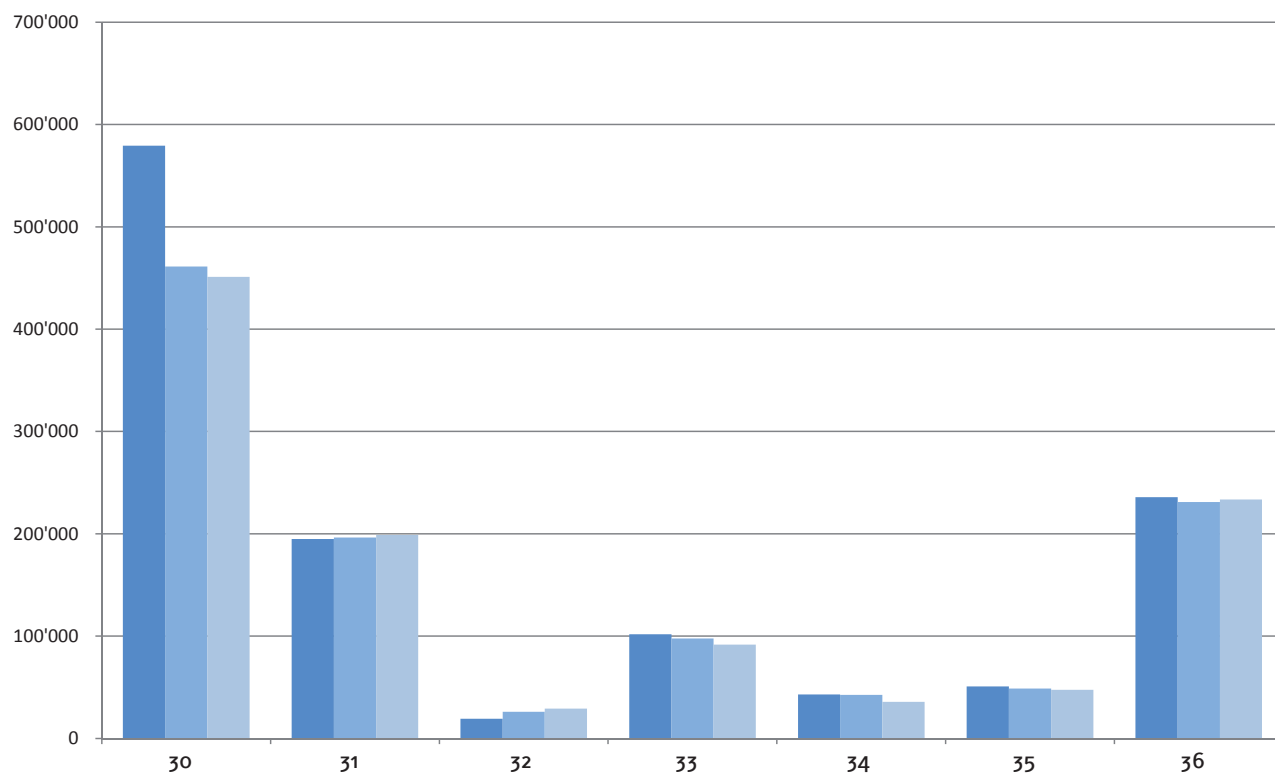
Autres charges

intérêts sur emprunts	- 6.9 mios
salaires fonctionnaires	- 4.7 mios
subvention petite enfance	- 1.2 mio
prime de fidélité	-1.0 mio
entretien des routes	+1.2 mio
entretien des bâtiments publics	+2.4 mios
salaires auxiliaires	+4.9 mios
gratuités	+5.6 mios

FIGURE 2: COMPTES 2013, BUDGET 2013 ET COMPTES 2012, EN MILLIERS DE FRANCS

- comptes 2013
- budget 2013
- comptes 2012

2.3



- 30 charges de personnel
- 31 biens, services et marchandises
- 32 intérêts passifs
- 33 amortissements
- 34 contributions à d'autres collectivités
- 35 dédommagements à des collectivités publiques
- 36 subventions accordées

Analyse des principaux écarts des revenus

chapitre 40 : impôts (en millions de francs)

C2013	B2013	C2012	ÉCART C13-B13		ÉCART C13-C12	
921.8	866.8	828.5	+54.9	+6.3%	+93.3	+11.3%

Les écarts entre les comptes 2013 et, respectivement, le budget 2013 et les comptes 2012 pour les différents groupes du chapitre 40 se présentent comme suit:

(en millions de francs)		C 2013	(B 2013)	(C 2012)
400	impôts sur le revenu et la fortune	579.9	+0.2	+16.7
401	impôts sur le bénéfice et le capital	196.2	+45.3	+67.4
406	impôts sur les chiens	0.3	+0.1	+0.0
408	Fonds de péréquation financière intercommunale	19.4	+3.3	+4.3
409	taxe professionnelle communale	126.0	+6.0	+4.9

L'analyse de l'évolution de la fiscalité est détaillée, pour chaque catégorie d'impôts dans un chapitre spécifique du présent rapport.

chapitre 42 : revenus des biens (en millions de francs)

C2013	B2013	C2012	ÉCART C13-B13		ÉCART C13-C12	
169.5	152.8	160.0	+16.7	+10.9%	+9.5	+5.9%
-40.0	-35.5	-37.7	- revenus de gratuités			
129.4	117.3	122.2	+12.2	+10.4%	+7.2	+5.9%

Les revenus des biens sont supérieurs à la fois au budget 2013 et aux comptes 2012.

Les écarts entre les comptes 2013 et respectivement le budget 2013 et les comptes 2012 pour les principaux groupes du chapitre 42 se présentent comme suit:

(en millions de francs)		C 2013	(B 2013)	(C 2012)
420	Avoirs à vue	0.1	- 0.0	-0.1
421	créances	2.3	-0.8	-2.7
422	capitaux du patrimoine financier	1.4	-0.4	-0.4
423	immeubles du patrimoine financier	85.7	+0.5	+1.2
424	gains comptables sur placements patrimoine financier	2.8	+2.8	+1.2
426	participation permanente du patrimoine administratif	5.3	+1.0	-0.5
427	immeubles du patrimoine administratif	70.7	+12.4	+10.9
429	Autres revenus	1.0	+0.9	-0.2

chapitre 42 : revenus des biens (suite)

éléments d'explication (par rapport au budget 2013)

- + 6.8 mios pour participation aux redevances du parking du mont-blanc
- + 4.5 mios pour les revenus liés aux prestations en nature (gratuités)
- + 2.7 mios pour la valorisation des actions au porteur BCGE
- + 1.1 mio pour diverses taxes
- + 1.0 mio pour les dividendes perçus pour les actions ATMB SA
- + 1.0 mio pour les loyers du patrimoine financier
- + 0.6 mio pour des encaissements de créances amorties
- + 0.6 mio pour les revenus liés à la concession d'affichage SGA
- - 0.7 mio pour les intérêts intercalaires
- - 1.1 mio pour les bénéfices de l'hôtel métropole et du parc des eaux-vives

chapitre 43 : revenus divers (en millions de francs)

C2013	B2013	C2012	ÉCART C13-B13		ÉCART C13-C12	
54.2	44.4	58.3	+9.8	+22.0%	-4.1	-7.1%
-3.0	-1.8	-2.9	- revenus de gratuités			
51.3	42.6	55.4	+8.6	+20.3%	-4.2	-7.5%

Les revenus divers sont en nette hausse par rapport au budget 2013, et en légère baisse par rapport aux comptes 2012.

Les écarts entre les comptes 2013 et respectivement du budget 2013 et des comptes 2012 pour les principaux groupes du chapitre 43 se présentent comme suit:

(en millions de francs)		C 2013	(B 2013)	(C 2012)
431	Émoluments administratifs	1.9	-0.0	+0.1
434	redevances d'utilisation et prestations de service	30.1	+2.2	-0.2
435	ventes de marchandises	3.0	+0.3	+0.0
436	indemnités de tiers	10.3	+3.7	-3.3
437	Amendes	1.7	+0.0	-0.1
438	prestations effectuées par le personnel (invest.)	5.6	+2.5	-0.4
439	autres contributions	1.6	+1.0	-0.2

éléments d'explication (par rapport au budget 2013)

- + 2.5 mios pour les prestations du personnel en faveur des investissements
- + 2.0 mios pour un accord extrajudiciaire
- + 1.3 mio pour des remboursements d'assurance
- + 1.2 mio pour prélèvements sur préfinancement de tiers au CJB
- + 1.1 mio pour des revenus liés à des prestations en nature (gratuités)
- + 0.7 mio pour les honoraires de régie à la GIM
- - 0.6 mio pour les interventions SIS

chapitre 44 : parts et contributions (en millions de francs)

C2013	B2013	C2012	ÉCART C13–B13		ÉCART C13–C12	
1.8	1.5	1.7	+ 0.3	+23.0%	+0.1	+5.5%

Les parts et contributions sont liées aux rétrocessions cantonales au sis des participations des assurances aux frais de prévention et le produit des droits sur les ventes volontaires aux enchères publiques. L'écart constaté avec le budget provient à part égale de ces deux éléments.

chapitre 45 : dédommagements de collectivités publiques (en millions de francs)

C2013	B2013	C2012	ÉCART C13–B13		ÉCART C13–C12	
29.3	28.0	29.8	+1.3	+4.8%	-0.5	-1.8%

Les dédommagements de collectivités publiques sont composés de la subvention cantonale aux frais de routes prévue par l'art. 20 L routes, (budgétés à hauteur de 15.0 mios de francs, comptabilisés pour 16.2 mios de francs), de la participation des communes aux frais de fonctionnement du sis (10.8 mios) et du Bibliobus (1.0 mio).

chapitre 46 : subventions acquises (en millions de francs)

C2013	B2013	C2012	ÉCART C13–B13		ÉCART C13–C12	
12.6	10.5	11.5	2.1	+20.2%	+1.2	+10.1%

éléments d'explication (par rapport au budget 2013)

- + 1.1 mio de dons non budgétés au musée d'art et d'histoire
- + 0.7 mio de participations du Fonds intercommunal non budgétées
- + 0.4 mio de subventions de la confédération à la création de places de crèches
- - 0.3 mio de participations du Fonds intercommunal à la création de places de crèches
- - 0.4 mio de subventions du canton au service du génie civil

chapitre 48 : Prélèvement sur les financements spéciaux

Pour mémoire, ceux-ci concernent les revenus de la dîme du livre.

Analyse des principaux écarts des charges

chapitre 30 : charges de personnel (en millions de francs)

C2013	B2013	C2012	ÉCART C13-B13		ÉCART C13-C12	
579.2	461.3	451.2	+117.9	+25.6%	+128.0	+28.4%
-119.5			- contribution extraordinaire CAP			
-459.7	461.3	451.2	-1.6	-0.3%	+8.5	+1.9%

2.3

En neutralisant la contribution extraordinaire versée en 2013 à la Fondation CAP, les charges de personnel présentent un non-dépensé par rapport au budget de 1.6 mio de francs.

Les écarts entre les comptes 2013 et, respectivement, le budget 2013 et les comptes 2012 pour les différents groupes du chapitre 30 se présentent comme suit:

(en millions de francs)		C 2013	(B 2013)	(C 2012)
300	Autorités et commissions	1.8	-0.3	-0.2
301	Traitement du personnel	360.0	+0.4	+8.5
303	Assurances sociales	29.5	-0.3	+1.2
304	Caisse de pensions et prévoyance	165.5	+119.0	+120.2
305	Assurances maladie et accident	8.1	-0.6	+0.1
306	Prestations en nature	2.3	-0.2	+0.1
307	Prestations aux pensionnés	5.4	+0.1	-2.1
308	Personnel intérimaire	2.6	+0.5	-0.0
309	Autres charges de personnel	4.2	-0.6	+0.3

éléments d'explication (par rapport au budget 2013)

- + 119.5 mios pour la contribution extraordinaire à la Fondation CAP
- + 4.9 mios pour les salaires pour du personnel auxiliaire
- + 0.9 mio pour les indemnités de nuisances
- + 0.6 mio pour les heures supplémentaires
- + 0.5 mio pour le personnel intérimaire
- + 0.2 mio pour l'allocation enfants
- - 0.2 mio pour les indemnités de vêtements
- - 0.3 mio pour les cotisations sociales
- - 0.3 mio pour les jetons de présence du conseil municipal
- - 0.5 mio pour les cotisations assurances accident
- - 0.5 mio pour les frais de formation
- - 0.6 mio pour les cotisations CAP
- - 0.8 mio pour la réadaptation professionnelle
- - 1.0 mio pour les primes de fidélité
- - 4.7 mios pour les salaires des fonctionnaires, y compris gel des postes vacants (11.0 mios)

chapitre 31 : biens, services et marchandises (en millions de francs)

C2013	B2013	C2012	ÉCART C13–B13		ÉCART C13–C12	
194.9	196.4	198.8	-1.5	-0.8%	-4.0	-2.0%

Les écarts entre les comptes 2013 et, respectivement, le budget 2013 et les comptes 2012 pour les différents groupes du chapitre 31 se présentent comme suit:

(en millions de francs)		C 2013	(B 2013)	(C 2012)
310	Fournitures de bureau	9.3	+0.1	-0.8
311	meubilier, machines, véhicules	6.8	-0.1	+0.4
312	eau, énergie, combustible	22.2	+0.3	+0.0
313	Achats de fournitures et marchandises	12.6	-0.8	-0.6
314	entretien des immeubles par des tiers	60.5	+0.9	-2.9
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	9.6	-1.1	+0.3
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	12.4	-0.3	-0.4
317	dédommagements	2.6	-0.3	+0.0
318	honoraires et prestations de service	56.2	-0.8	-0.4
319	Frais divers	2.5	+0.5	+0.3

éléments d'explication (par rapport au budget 2013)

- + 2.4 mios pour les charges d'entretien des bâtiments publics
- + 1.2 mio pour l'entretien des routes
- + 0.5 mio pour les frais d'annonces publicitaires
- + 0.4 mio pour les achats d'œuvres d'art
- + 0.4 mios pour les achats de fournitures funéraires
- + 0.2 mio pour les achats de carburant
- + 0.3 mio pour les charges compétent ENE
- - 0.2 mio pour les primes d'assurances
- - 0.8 mio pour les achats de fournitures pour véhicules
- - 0.8 mio pour les charges d'entretien des bâtiments locatifs
- - 0.8 mio pour les frais d'incinération des cheneviers
- - 0.8 mio pour les charges compétent Dsic

chapitre 32 : intérêts passifs (en millions de francs)

C2013	B2013	C2012	ÉCART C13–B13		ÉCART C13–C12	
19.3	26.2	29.1	-6.9	-26.4%	-9.9	-33.9%

éléments d'explication (par rapport au budget 2013)

L'évolution des taux courts s'est avérée nettement plus favorable que le scénario retenu lors de l'élaboration du budget. La stratégie retenue par le conseil administratif s'est révélée à nouveau profitable en 2013, induisant une économie de près de 6.9 mios par rapport au budget. Ainsi, depuis 2008, la charge d'intérêts a été divisée par 3.

chapitre 33 : pertes sur débiteurs (en millions de francs)

C2013	B2013	C2012	ÉCART C13-B13		ÉCART C13-C12	
24.9	17.5	16.8	+7.4	+42.4%	+8.1	+48.1%

L'augmentation du reliquat de 37.0 mios de francs justifie l'augmentation de la provision y relative de près de 11.2 mios de francs. cette augmentation est quelque peu réduite par des pertes effectives sur les centimes additionnels quelque peu inférieures aux prévisions.

éléments d'explication (par rapport au budget 2013)

provisions

en mios de francs

- sécurité et espaces publics -1.3
- service incendie et secours -0.4
- gérance immobilière municipale -1.3
- service du génie civil +0.6
- taxe professionnelle +1.8
- reliquat centimes additionnels +11.2

pertes effectives

- centimes additionnels - 5.2
- taxe professionnelle -0.4
- service incendie et secours +0.4
- sécurité et espaces publics +1.5

chapitre 34 : contributions à d'autres collectivités (en millions de francs)

C2013	B2013	C2012	ÉCART C13-B13		ÉCART C13-C12	
42.9	42.6	35.8	+0.3	+0.6%	+7.1	+19.9%

éléments d'explication (par rapport au budget 2013)

La compensation aux communes frontalières dépend de la masse salariale des travailleurs/euses frontaliers/ères imposé-e-s à la source. En 2013, le montant comptabilisé, 32.2 mios, s'est avéré proche des estimations portées au budget (31.9 mios).

Les charges relatives à la nouvelle péréquation intercommunale ont été comptabilisées sans aucun écart avec le budget, conformément aux dispositions légales y relatives. ces charges se sont montées à 10.8 mios de francs en 2013.

chapitre 35 : dédommagement à des collectivités publiques (en millions de francs)

C2013	B2013	C2012	ÉCART C13-B13		ÉCART C13-C12	
50.8	48.8	47.5	+1.9	+4.0%	+3.2	+6.8%

Les écarts entre les comptes 2013 et, respectivement, le budget 2013 et les comptes 2012 pour les différents groupes du chapitre 35 se présentent comme suit:

(en millions de francs)		C 2013	(B 2013)	(C 2012)
350	dédommagements versés à la confédération	0.0	+0.0	+0.0
351	dédommagements versés au canton	38.9	+1.5	+2.3
352	dédommagements versés à des communes	11.9	+0.5	+0.9

éléments d'explication (par rapport au budget 2013)

- + 0.2 mio pour des dédommagements versés à des communes dans le domaine du sport
- + 0.3 mio pour des dédommagements versés à des communes dans le domaine du social
- + 0.4 mio pour les frais de perception
- + 1.2 mio pour les « frais de police », compensés par une différence de revenus équivalente (« frais de routes »)

chapitre 36 : transfert à des tiers : subventions et allocations (en millions de francs)

C2013	B2013	C2012	ÉCART C13-B13		ÉCART C13-C12	
235.9	231.1	233.6	+4.8	+2.1%	+2.3	+1.0%
-43.0	-37.4	-40.6	- gratuités			
192.9	193.7	192.9	-0.9	-0.4%	-0.0	-0.0%

Les écarts entre les comptes 2013 et respectivement le budget 2013 et les comptes 2012 pour les différents groupes du chapitre 36 se présentent comme suit:

(en millions de francs)		C 2013	(B 2013)	(C 2012)
360	subventions confédération	0.5	+0.0	+0.0
361	subventions aux cantons	10.5	-0.1	+0.7
363	subventions à des propres établissements	6.3	-0.0	+0.0
364	subventions à des sociétés d'économies mixtes	2.3	+0.2	+0.2
365	subventions à des institutions privées	194.9	+3.5	-0.0
366	subventions à des personnes physiques	15.8	+1.1	+0.9
367	subventions à des institutions étrangères	5.5	+0.1	+0.5

éléments d'explication (par rapport au budget 2013)

- - 1.2 mio pour la subvention au secteur de la petite enfance
- - 0.6 mio pour les subventions octroyées par le service des sports
- + 0.6 mio pour les subventions octroyées par le service social
- + 5.6 mios pour les subventions relatives à des prestations en nature (gratuités)

2.3.3 ÉVOLUTION DE LA FISCALITÉ

Les recettes fiscales de la ville de Genève (y compris la taxe professionnelle) ont représenté, en 2013, 76.0% du total des revenus contre 77.4% aux comptes 2012. Une analyse différenciée des revenus fiscaux selon ses composantes se révèle intéressante.

(en millions de francs)	C2013	B2013	C2012	ÉCART C13-B13		ÉCART C13-C12	
revenus							
Personnes physiques	579.9	579.7	563.2	+0.2	+0.0%	+16.7	+3.0%
Personnes morales	196.2	150.9	128.8	+45.3	+30.0%	+67.4	+52.3%
Impôts sur les chiens	0.3	0.2	0.3	+0.1	+64.4%	+0.0	+2.5
Fonds de péréquation pers. morales	19.4	16.0	15.1	+3.3	+20.9%	+4.3	+28.6%
sous total I	795.8	746.8	707.4	+49.0	+6.6%	+88.4	+12.5%
taxe professionnelle	126.0	120.0	121.1	+6.0	+5.0%	+4.9	+4.0%
total (revenus)	921.8	866.8	828.5	+54.9	+6.3%	+93.3	+11.3%
charges							
Rétrocession aux communes frontalières françaises	32.1	31.9	30.5	+0.3	+0.8%	+1.7	+5.5%
Pertes sur créances irrécouvrables centimes additionnels	9.8	15.0	9.3	-5.2	-34.5%	+0.5	+5.7%
sous total I	42.0	46.9	39.8	-4.9	-10.5%	+2.2	+5.5%
Pertes sur créances irrécouvrables taxe professionnelle	1.4	1.8	1.4	-0.4	-22.0%	-0.0	-2.6%
sous total II	43.3	48.6	41.2	-5.3	-10.9%	+2.2	+5.3%
Frais de perception impôts	21.9	21.5	19.7	+0.4	+1.9%	+2.1	+10.9%
total (charges)	65.2	70.1	60.9	-4.9	-7.0%	+4.3	+7.1%
revenus nets	856.6	796.7	767.6	+59.8	+7.5%	+88.9	+11.6%

2.3

Depuis l'introduction du système postnumerando, les productions des impôts « personnes physiques » et « personnes morales » de l'année courante, inscrites aux comptes, sont estimées en totalité par le département cantonal des finances (DF). À ces estimations, il convient d'ajouter les montants correspondant aux correctifs liés aux productions effectives telles qu'estimées à ce jour pour les années antérieures. Une analyse pertinente de la manne fiscale réelle implique par conséquent de tenir compte de ces ajustements et de reconstituer a posteriori les résultats fiscaux provisoires de chaque exercice.

Après 2010, 2011 et 2012, 2013 est la quatrième année qui voit les effets de la nouvelle imposition des personnes physiques acceptée par le peuple en 2009. L'estimation pour l'année 2013 est désormais basée sur les taxations 2012 définitives ainsi que les déclarations 2012 retournées.

Une première lecture des résultats fiscaux 2013 révèle que les impôts « personnes physiques » sont très proches des montants budgétés (+0.0%). Les impôts « personnes morales » sont dans une situation bien plus favorable (+30.0%). Toutefois, les montants budgétés par définition n'appréhendent pas les correctifs des années antérieures, correctifs pouvant tout aussi bien être positifs que négatifs. Aussi, pour juger de la pertinence des estimations portées dans le budget, il convient d'appréhender la situation en neutralisant les effets des correctifs liés aux années antérieures.

- Le montant comptabilisé des impôts « personnes physiques » pour l'année 2013 est très légèrement supérieur au budget pour 0.2 mio. Les correctifs cumulés liés aux années antérieures représentent une somme positive de 34.8 mios. En ne considérant que l'estimation concernant l'année 2013, le produit de l'impôt « personnes physiques » reste en deçà du budget à hauteur de 34.6 mios. Les prévisions portées au budget se sont, pour l'instant, avérées donc bien plus optimistes que la réalité. Les explications de cet écart sont doubles. Tout d'abord, la production 2012 de l'impôt à la source s'est avérée bien inférieure aux montants budgétés (-21.4 mios). Ensuite, les années 2011 et 2012 s'avèrent être moins favorables qu'attendu au moment de l'élaboration des prévisions budgétaires pour 2013. Quand bien même les taux de croissance supposés sont proches, la première estimation pour 2013 de la production fiscale des personnes physiques imposées au barème ordinaire (180) subit cet effet de base négatif avec 13.0 mios de moins qu'attendu.
- La production estimée aux comptes 2013 concernant les impôts « personnes morales » est, quant à elle, bien supérieure au budget. Elle atteint 196.2 mios, soit 45.3 mios supérieure au budget, dont 42.1 mios de correctifs

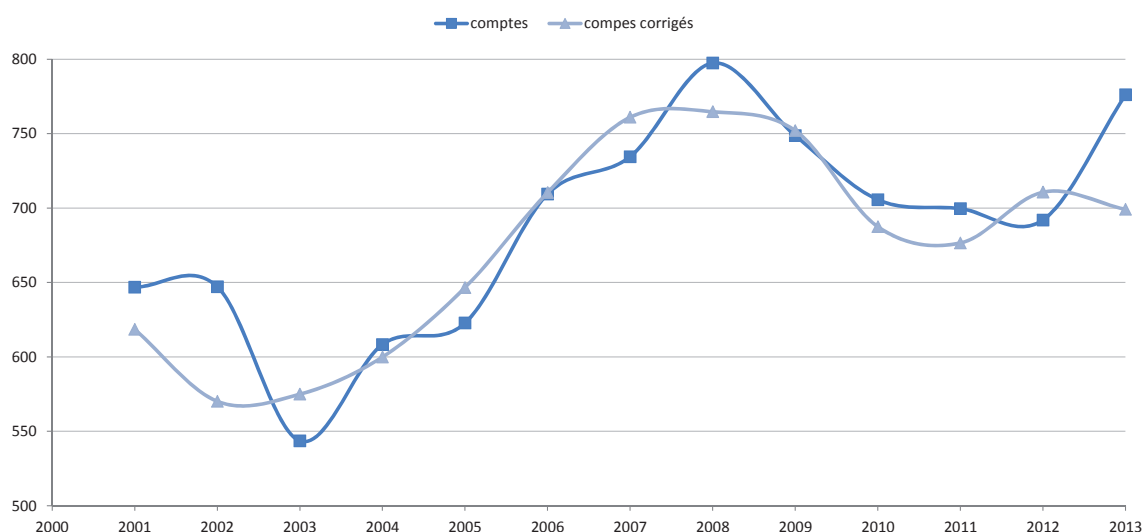
Évolution de la fiscalité (suite)

liés à des années antérieures. L'écart concernant seulement l'année 2013 est ainsi positif à hauteur de 3.2 mios. La première estimation pour l'année 2012 comptabilisée en 2012 à 127.5 mios de francs s'est avérée être totalement inexacte. En 2013, l'année 2012 est actuellement estimée à 161.9 mios de francs, soit 34.4 mios de plus.

La production comptabilisée en 2013 de la taxe professionnelle quant à elle dépasse quelque peu les prévisions budgétaires. Rappelons que par son mode d'imposition *praenumérando* bisannuel, la taxe se base principalement sur les années antérieures.

Les pertes effectives réalisées sur les débiteurs « centimes additionnels » sont en augmentation par rapport à 2012 pour atteindre 9.8 mios. À relever enfin qu'après plusieurs années de recul, le reliquat augmente à nouveau. Il atteint désormais 338.9 mios, en augmentation de 37.1 mios. Comme le 30.0% de ce montant est porté en provision, il engendre un provisionnement de 11.2 mios.

Production «centimes additionnels»



Les montants comptabilisés aux comptes 2013 sont de 77.1 mios supérieurs aux estimations correspondantes effectivement à l'exercice sous revue. Il conviendra de tenir compte de cet élément pour établir les prévisions de rentrées fiscales pour les années futures. À mentionner cette année l'importante révision à la hausse de 41.8 mios de la production estimée pour l'année 2012.

production «centimes additionnels» (suite)

La valeur de production d'un centime additionnel en 2013 a été la suivante :

- en comparaison avec le budget 2013

	PERSONNES		TOTAL
	PHYSIQUES	MORALES	
comptes 2013	12'744'943.35	4'311'613.69	17'056'557.04
Budget 2013	12'741'428.57	3'315'582.42	16'057'010.99
différence	+3'514.78	+996'031.28	+999'546.05
différence en %	0.0%	30.0%	6.2%

- en comparaison avec les comptes 2012

	PERSONNES		TOTAL
	PHYSIQUES	MORALES	
comptes 2013	12'744'943.35	4'311'613.69	17'056'557.04
comptes 2012	12'377'745.13	2'831'342.86	15'209'087.99
différence	+367'198.22	+1'480'270.83	+1'847'469.05
différence en %	3.0%	52.3%	12.1%

2.3.4 INVESTISSEMENTS

comptes des investissements (en millions de francs)

En 2013, les investissements nets se sont élevés à 100.1 mios, inférieurs de 9.0% à l'estimation portée au budget.

Le tableau comparatif ci-après montre l'évolution des investissements opérés depuis 2004 et leur taux de réalisation.

	COMPTES	BUDGET	TAUX DE RÉALISATION %
2004	132.6	100.0	132.6%
2005	100.3	110.0	91.2%
2006	91.5	110.0	83.2%
2007	73.9	100.0	73.9%
2008	66.1	95.0	69.7%
2009	103.8	95.0	109.3%
2010	104.1	95.0	111.2%
2011	128.9	95.0	135.7%
2012	152.7	100.0	152.7%
2013	100.1	110.0	91.0%
2004-2013	1'054.0	1'010.0	104.4%

En 2013, les investissements ont été inférieurs au montant budgété. Les principales dépenses d'investissements 2013 ont porté sur le musée d'ethnographie, le périmètre de chandieu, les dépôts et l'écoquartier d'artamis, l'alhambra et le renouvellement des véhicules de l'administration.

Le total des investissements atteint, pour ces dix dernières années, 1'054.0 mios, soit une moyenne annuelle de 105.4 mios et un taux de réalisation de 104.4%.

crédits extraordinaires votés en 2013

durant l'année 2013, le conseil municipal, sur proposition du conseil administratif, a voté 204.4 mios de nouveaux crédits extraordinaires. Après 2011 et 2012, deux années ayant dépassé le montant annuel budgété des dépenses d'investissements, 2013 voit le montant total dépensé de 100.1 mios en adéquation avec le montant total annuel d'investissements défini par le conseil municipal de 110.0 mios.

ces crédits concernent :

Le patrimoine administratif 191.5 mios
Le patrimoine financier 12.9 mios

Au cours de ces dix dernières années, l'évolution des crédits extraordinaires votés a été la suivante:

	CRÉDITS VOTÉS
2004	77
2005	111
2006	51
2007	76
2008	178
2009	101
2010	207
2011	220
2012	116
2013	204
2004-2013	1'341

La moyenne des crédits votés ces dix dernières années atteint 134.1 mios.

engagements futurs et fonctionnement des investissements

Après avoir analysé les dépenses d'investissements comptabilisées en 2013 et leur mode de financement ainsi que les nouveaux crédits votés, les commentaires suivants se rapportent plus spécifiquement aux engagements financiers futurs de la ville de Genève.

Au cours de l'année 2013, le conseil municipal a voté pour 204.4 mios de nouveaux crédits d'investissements, un montant à nouveau très largement supérieur à l'enveloppe annuelle octroyée. Dans le même temps, les dépenses d'investissements ont été conformes aux montants déterminés lors du vote du budget 2013.

Par ailleurs, le total des engagements qui s'élevait, au 31 décembre 2012, à un niveau de 513.0 mios, s'inscrit en augmentation de 85.0 mios, pour atteindre, au 31 décembre 2013, 598.0 mios.

Une rétrospective sur les dix dernières années permet d'observer leur évolution au 31 décembre de chaque année :

	ENGAGEMENTS	VARIATIONS (N / N-1)
2004	327	- 52
2005	334	+ 7
2006	290	- 44
2007	317	+ 27
2008	440	+ 123
2009	423	- 19
2010	482	+ 59
2011	566	+ 84
2012	513	- 53
2013	598	+85

Le niveau actuel des engagements reste important. Le conseil administratif est conscient de la double injonction :

- investir tout en surveillant attentivement le niveau de la dette.

A cet effet, il convient de rappeler que le conseil administratif informe de manière permanente le conseil municipal sur le montant des crédits votés au cours de l'exercice et l'incidence budgétaire de ceux-ci, grâce à un panneau affiché dans la salle des délibérations et au baromètre financier remis à chaque chef-fe de groupe.

Au 31 décembre 2013, la situation se résume de la manière suivante:

	MONTANT EN MIOS	INCIDENCE BUDGÉTAIRE ANNUELLE (ANNUITÉS)
crédits votés	204	16
crédits à l'examen des commissions	203	9
total	407	25

Financement des investissements en 2013

La structure du financement des investissements en 2013 s'est présentée comme suit:

(en millions de francs)	COMPTES	BUDGET
Amortissements	76.9	80.1
Excédent de revenus	-35.2	0.0
Autofinancement	41.7	80.1
Investissement nets	100.1	110.0
Préfinancement sur PA	0.7	0.0
Excédent / Insuffisance de financement	-57.7	-29.9
Taux d'autofinancement	41.7%	72.8%

Le taux d'autofinancement est à nouveau inférieur à 100.0%, ce qui signifie que l'année 2013 se boucle sur une insuffisance de financement.

Taux d'autofinancement réalisés entre 2004 et 2013

	AUTOFINANCEMENT
2004	70%
2005	69%
2006	157%
2007	237%
2008	333%
2009	222%
2010	137%
2011	89%
2012	50%
2013	42%

Variation de la fortune de la ville de Genève

L'excédent de charges des comptes de l'exercice 2013 de 35.2 mios est porté en diminution de la fortune nette de la ville de Genève qui s'élève, au 31 décembre 2013, à 951'201'235.77 francs.

FIGURE 3 : ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ET DU FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS

■ investissements
■ financement

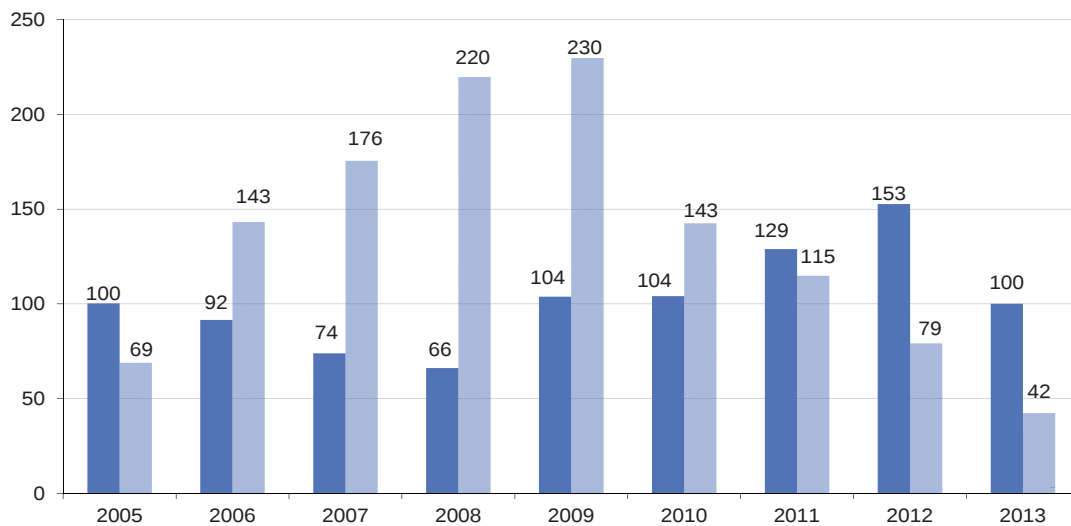
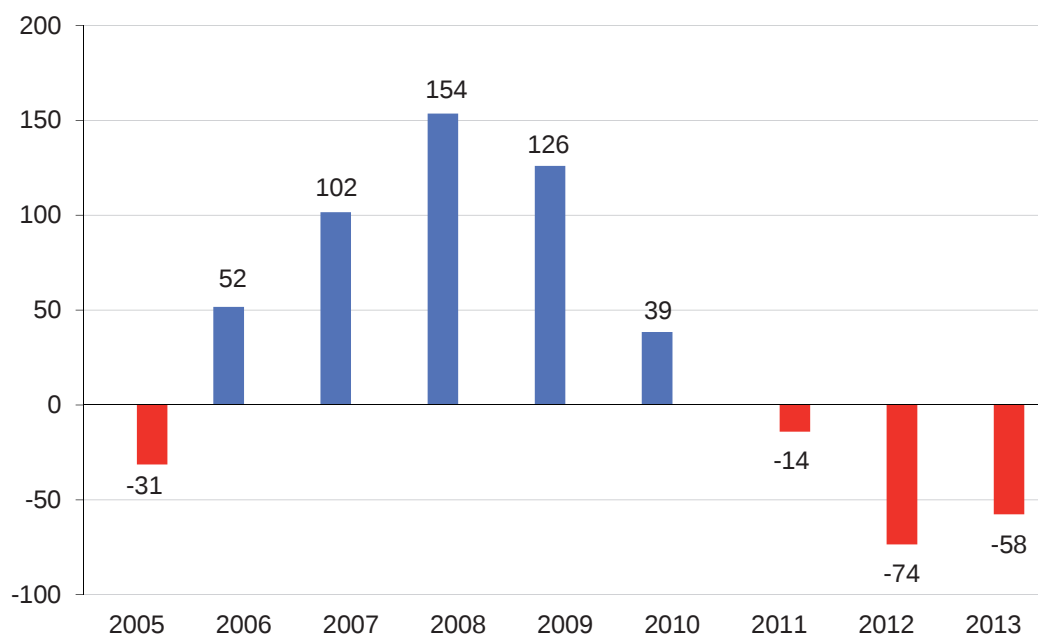


FIGURE 4 : EXCÉDENT / INSUFFISANCE DE FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS

■ excédent
■ insuffisance



Émissions et remboursements d'emprunts et de prêts à long terme en 2013

conformément à l'arrêté du conseil d'état approuvant la délibération du conseil municipal de la ville de Genève du 8 décembre 2012,

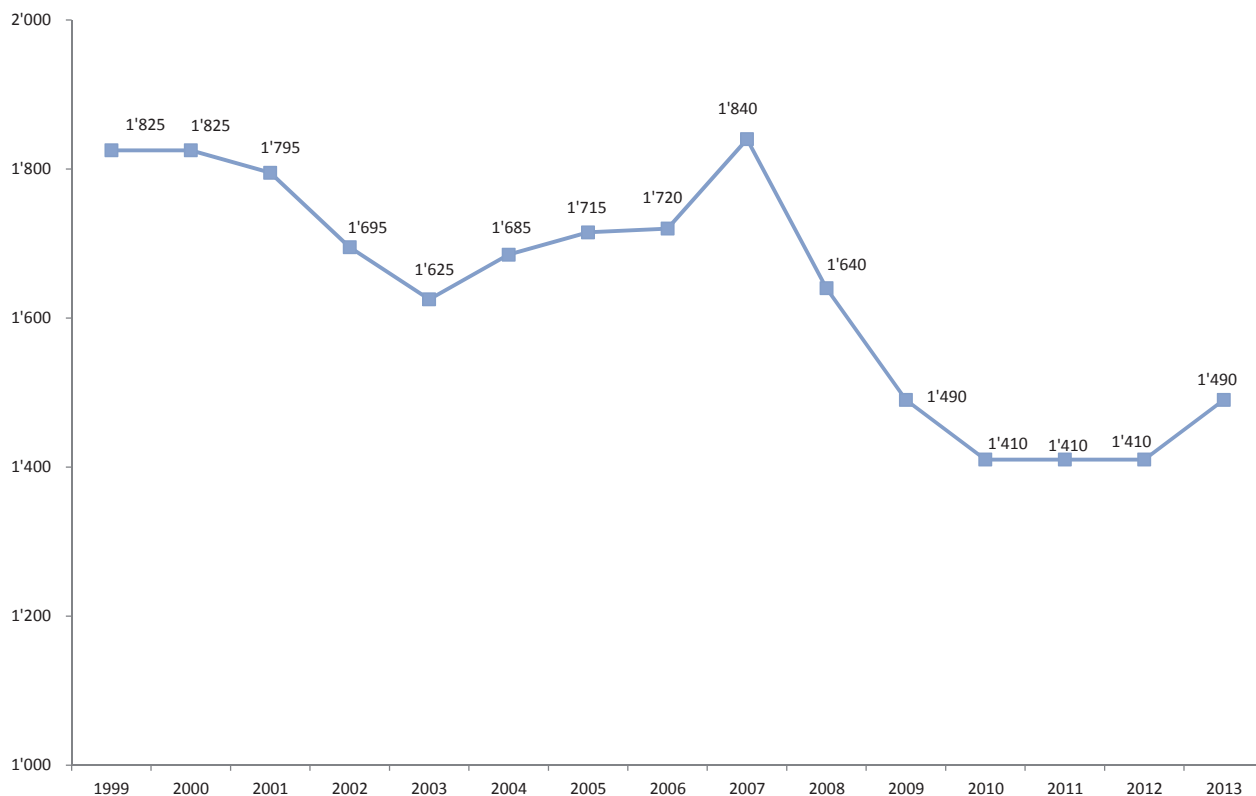
- le conseil administratif est autorisé à renouveler en 2013 les divers emprunts qui viendront à échéance et à procéder à tout remboursement anticipé si les conditions d'émission lui sont favorables ;
- le conseil administratif est autorisé à faire usage des nouveaux instruments financiers.

durant l'exercice écoulé, le conseil administratif a procédé aux opérations d'emprunts et de prêts suivantes :

- Émission d'un emprunt public de 150.0 mios de francs le 17 avril 2013 pour une durée de 10 ans, à un taux facial de 1.125%.
- Émission d'un emprunt public de 150.0 mios de francs le 12 décembre 2013 pour une durée de 11 ans à un taux facial de 1.625%

Le taux moyen pondéré de la dette en 2013 est de 1.41%.

FIGURE 5: ÉVOLUTION DE LA DETTE, EN MILLIONS DE FRANCS



COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE VILLE DE GENÈVE

3 COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE VILLE DE GENÈVE

3.1 CHARGES PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs		C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
0	Administration générale	259'079	144'404	114'674	79%	151'207
01	CONSEIL MUNICIPAL	2'529	2'916	-387	-13%	2'773
02	CONSEIL ADMINISTRATIF, MAIRE ET ADJOINT	2'123	2'229	-106	-5%	2'143
05	ADMINISTRATION GÉNÉRALE	236'039	120'018	116'021	97%	124'757
08	IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)	13'019	13'967	-948	-7%	14'079
09	DIVERS (NON VENTILABLES)	5'369	5'275	94	2%	7'455
1	sécurité publique	113'009	110'768	2'241	2%	105'690
10	PROTECTION JURIDIQUE	10'335	9'384	951	10%	9'388
11	SÉCURITÉ MUNICIPALE	50'433	49'858	576	1%	46'164
14	INCENDIE ET SECOURS	48'608	48'033	575	1%	46'248
16	PROTECTION CIVILE	3'633	3'493	140	4%	3'890
2	enseignement et formation	59'201	59'735	-534	-1%	63'700
21	ÉCOLES PUBLIQUES	59'201	59'735	-534	-1%	63'700
3	culture et loisirs	364'443	358'317	6'126	2%	355'842
30	ENCOURAGEMENT À LA CULTURE	259'558	254'862	4'696	2%	250'001
33	PARCS ET PROMENADES	35'179	36'096	-918	-3%	38'036
34	SPORTS	48'561	45'704	2'858	6%	48'074
35	AUTRES LOISIRS	21'145	21'655	-510	-2%	19'730
5	Prévoyance sociale	156'740	157'239	-499	-0%	155'728
54	INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE	102'871	104'129	-1'258	-1%	98'017
58	AIDE SOCIALE	53'869	53'110	758	1%	57'711
6	Trafic	42'985	46'001	-3'015	-7%	41'012
62	ROUTES COMMUNALES	41'724	44'807	-3'083	-7%	39'828
65	TRAFFIC RÉGIONAL	1'262	1'194	68	6%	1'184
7	Protection et aménagement de l'environ.	92'271	92'318	-47	-0%	89'223
71	APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX	4'442	4'862	-420	-9%	4'268
72	TRAITEMENT DES DÉCHETS	61'379	60'754	625	1%	59'254
74	CIMETIÈRES ET CRÉMATOIRES	12'547	12'274	273	2%	11'972
78	AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.	6'823	6'796	27	0%	6'490
79	AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	7'080	7'632	-552	-7%	7'240
9	Finances et impôts	169'957	172'319	-2'362	-1%	167'875
90	IMPÔTS	78'214	70'131	8'083	12%	64'049
92	ENTRE COMMUNES	10'754	10'754	-	-	5'305
94	CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX	19'689	26'504	-6'815	-26%	29'329
95	IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER	61'301	64'930	-3'629	-6%	69'191
TOTAL		1'257'684	1'141'101	116'583	10%	1'130'277

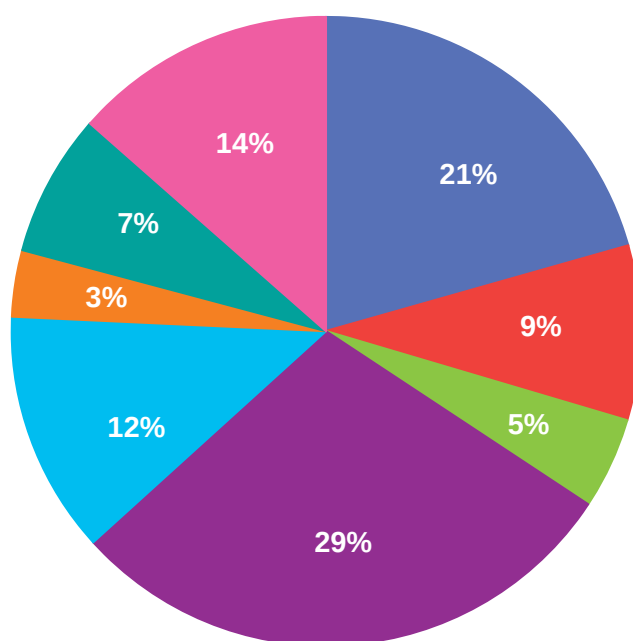
3.2 REVENUS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

En milliers de francs		C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
0	Administration générale	41'652	32'895	8'757	27%	38'495
01	CONSEIL MUNICIPAL	377	-	377	--	0
02	CONSEIL ADMINISTRATIF, MAIRE ET ADJOINT	125	45	80	177%	49
05	ADMINISTRATION GÉNÉRALE	14'612	14'733	-121	-1%	19'256
08	IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)	26'914	18'117	8'798	49%	19'190
1	sécurité publique	52'749	48'568	4'182	9%	54'488
10	PROTECTION JURIDIQUE	30'244	27'528	2'716	10%	29'271
11	SÉCURITÉ MUNICIPALE	2'945	2'080	865	42%	4'673
14	INCENDIE ET SECOURS	19'172	18'572	600	3%	19'516
16	PROTECTION CIVILE	389	387	1	0%	1'028
2	enseignement et formation	4'431	4'486	-55	-1%	4'511
21	ÉCOLES PUBLIQUES	4'431	4'486	-55	-1%	4'511
3	culture et loisirs	36'578	25'448	11'130	44%	34'321
30	ENCOURAGEMENT À LA CULTURE	26'790	18'784	8'006	43%	25'447
33	PARCS ET PROMENADES	1'145	798	348	44%	972
34	SPORTS	7'825	5'092	2'733	54%	7'112
35	AUTRES LOISIRS	817	774	44	6%	790
5	Prévoyance sociale	9'538	8'747	792	9%	8'864
54	INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE	7'491	6'972	519	7%	6'825
58	AIDE SOCIALE	2'048	1'775	273	15%	2'039
6	Trafic	21'966	21'177	789	4%	20'715
62	ROUTES COMMUNALES	21'966	21'177	789	4%	20'715
7	protection et aménagement de l'environ.	6'593	4'945	1'647	33%	5'774
71	APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX	363	60	303	504%	145
72	TRAITEMENT DES DÉCHETS	1'902	1'065	837	79%	1'961
74	CIMETIÈRES ET CRÉMATOIRES	4'279	3'773	507	13%	3'575
78	AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.	17	12	5	45%	4
79	AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	31	36	-4	-12%	88
9	Finances et impôts	1'048'988	994'843	54'145	5%	965'356
90	IMPÔTS	922'363	866'829	55'533	6%	829'282
94	CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX	21'704	27'921	-6'217	-22%	33'681
95	IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER	104'921	100'092	4'829	5%	102'394
TOTAL		1'222'495	1'141'108	81'387	7%	1'132'524

structure des écarts à l'état brut

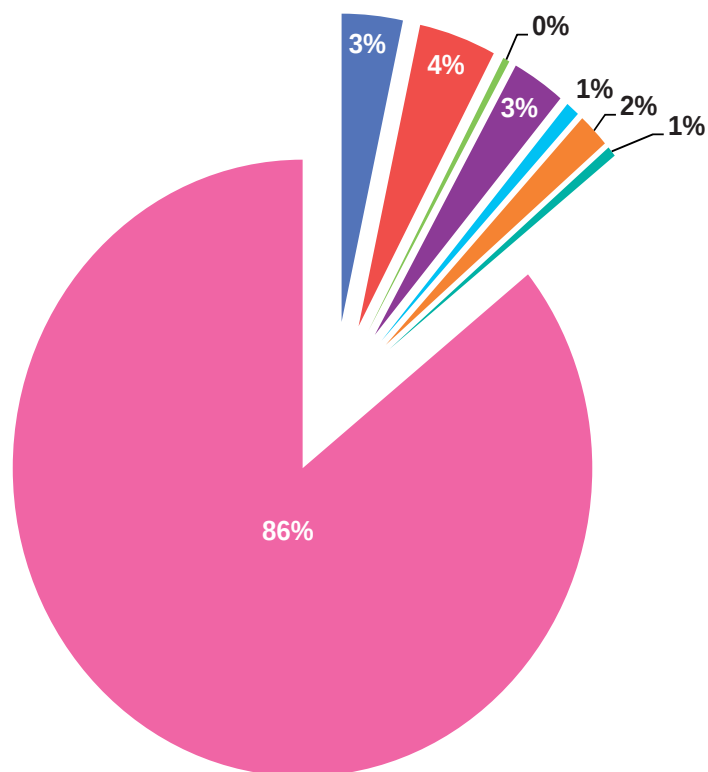
dépassement charges	167'469'569.89	manco revenus	-11'951'415.95
disponible charges	-50'886'434.77	suppléments	93'338'810.95
total	116'583'135.12		81'387'395.00

FIGURE 6 : CHARGES PAR POLITIQUE PUBLIQUE



- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 finances et impôts

FIGURE 7: REVENUS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

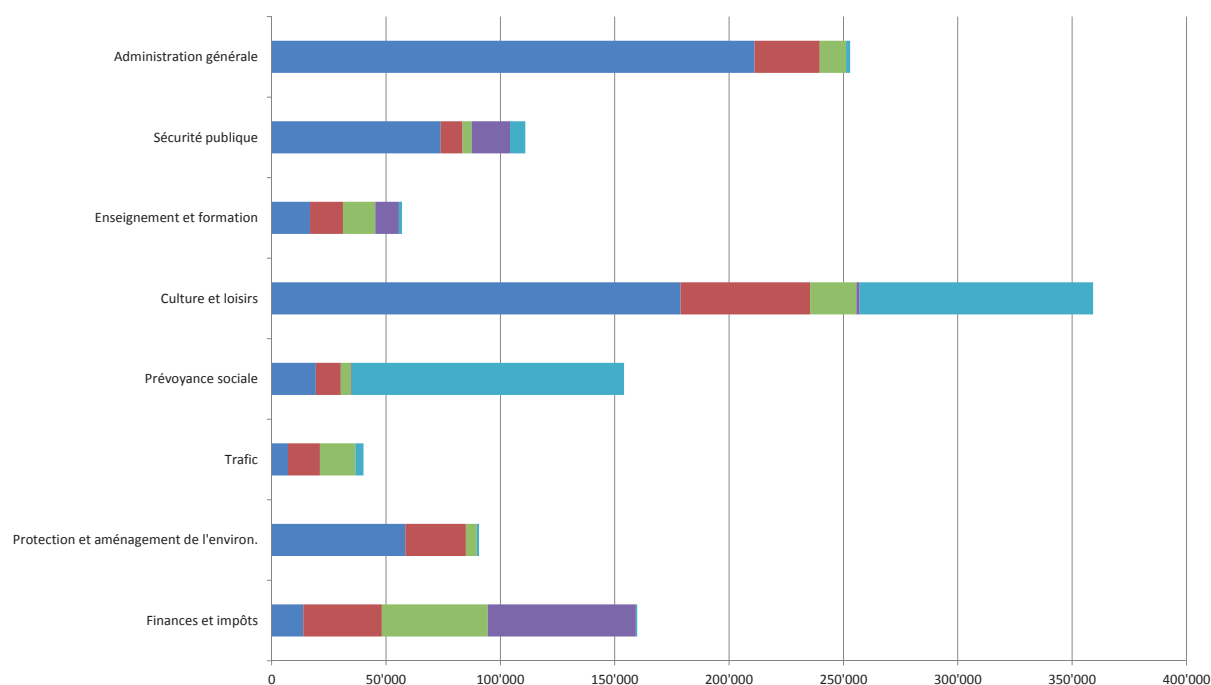


- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 finances et impôts

3.3 COMPTES DE FONCTIONNEMENT PAR POLITIQUE PUBLIQUE ET CHAPITRE COMPTABLE

En milliers de francs	ADMINISTRATION GÉNÉRALE	SÉCURITÉ PUBLIQUE	ENSEIGNEMENT ET FORMATION	CULTURE ET LOISIRS	PRÉVOYANCE SOCIALE	TRAFIC	PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT	FINANCES ET IMPÔTS	RÉSULTAT
charges	259'079	113'009	59'201	364'443	156'740	42'985	92'271	169'957	1'257'684
30 charges de personnel	211'092	73'940	16'725	178'786	19'294	7'114	58'418	13'813	579'181
31 biens, services et marchandises	28'531	9'493	14'453	56'666	10'957	13'959	26'494	34'316	194'871
32 intérêts passifs								19'261	19'261
33 amortissements	11'533	4'058	14'145	20'237	4'491	15'503	4'732	27'085	101'783
34 contributions à d'autres collectivités								42'901	42'901
35 dédommagements à des collectivités publiques	41	16'759	10'336	1'375	308		71	21'877	50'767
36 subventions accordées	1'769	6'609	1'295	102'105	119'026	3'585	926	550	235'865
37 subventions redistribuées	84						50		134
38 Attribution aux financements spéciaux				37					37
39 imputations internes	6'030	2'150	2'247	5'238	2'663	2'825	1'578	10'154	32'885
revenus	41'652	52'749	4'431	36'578	9'538	21'966	6'593	1'048'988	1'222'495
40 impôts								921'774	921'774
42 revenus des biens	22'551	28'192	3'843	12'841	6'883		409	94'743	169'463
43 revenus divers	11'530	10'640	345	14'676	615	1'268	5'989	9'149	54'211
44 parts à des recettes et contrib. sans affectation	320	1'464							1'784
45 dédommagements de collectivités publiques	334	11'257	206	1'217	63	16'236			29'313
46 subventions acquises	37	217	1	5'942	1'968	4'462			12'628
47 subventions à redistribuer	134								134
48 Prélèvements sur les financements spéciaux				305					305
49 imputations internes	6'747	979	37	1'597	9		195	23'322	32'885
RÉSULTAT	-217'427	-60'260	-54'770	-327'865	-147'201	-21'019	-85'678	879'031	-35'189

FIGURE 8 : POIDS DES CHARGES PAR CHAPITRE COMPTABLE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES, EN MILLIONS DE FRANCS



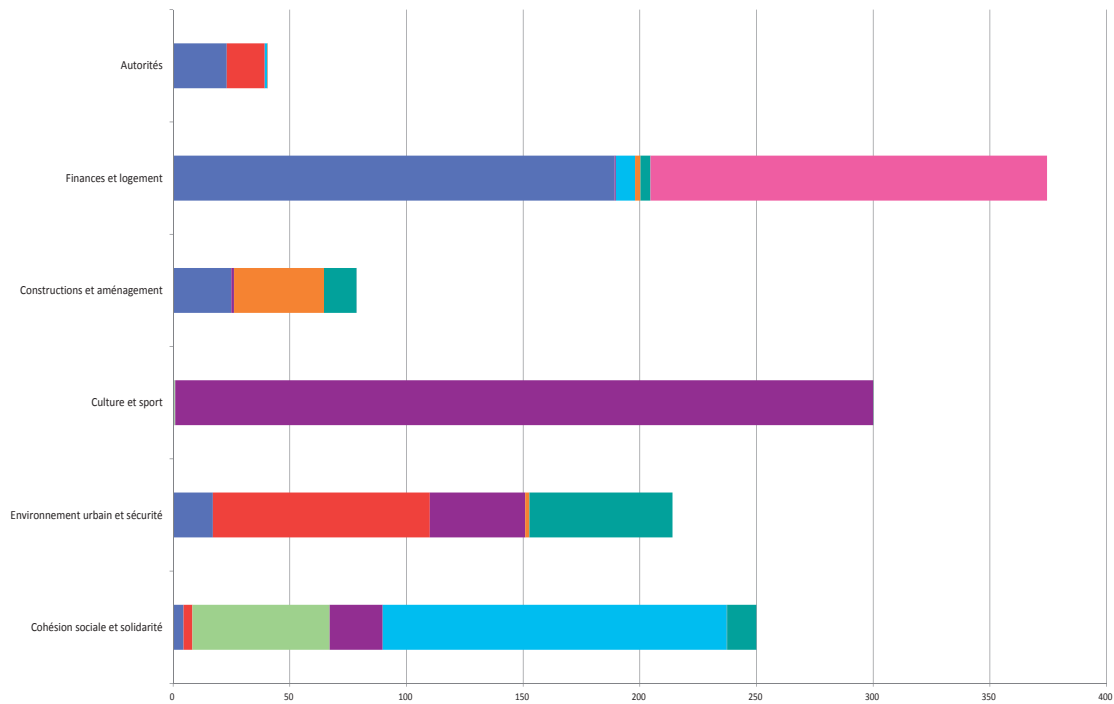
3.3

- 30 charges de personnel
- 31 biens, services et marchandises
- 32 et 33 intérêts et amortissements
- 34 et 35 contributions et dédommagements à d'autres collectivités publiques
- 36 subventions accordées

3.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT PAR POLITIQUE PUBLIQUE ET DÉPARTEMENT

en milliers de francs	AUTORITÉS	FINANCES ET LOGEMENT	CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT	CULTURE ET SPORT	ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ	COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ	RÉSULTAT
Administration générale	-21'733	-154'507	-19'548	-515	-16'785	-4'338	-217'427
charges	22'970	189'180	24'928	515	17'021	4'465	259'079
revenus	1'237	34'673	5'380	0	236	127	41'652
sécurité publique	-16'236	0	0	0	-41'926	-2'097	-60'260
charges	16'236	0	0	0	92'965	3'807	113'009
revenus	0	0	0	0	51'039	1'710	52'749
enseignement et formation	0	0	0	-395	0	-54'375	-54'770
charges	0	0	0	395	0	58'807	59'201
revenus	0	0	0	0	0	4'431	4'431
culture et loisirs	-94	-531	-1'150	-266'935	-37'235	-21'921	-327'865
charges	94	531	1'150	299'048	40'882	22'739	364'443
revenus	0	0	0	32'113	3'647	817	36'578
prévoyance sociale	-1'012	-8'227	-15	0	0	-137'947	-147'201
charges	1'012	8'227	15	0	0	147'485	156'740
revenus	0	0	0	0	0	9'538	9'538
trafic	16'024	-2'320	-32'812	-0	-1'796	-115	-21'019
charges	212	2'320	38'542	0	1'796	115	42'985
revenus	16'236	0	5'730	0	0	0	21'966
protection et aménagement de l'environ.	-1	-4'307	-13'563	-118	-59'421	-8'269	-85'678
charges	1	4'313	13'968	118	61'323	12'548	92'271
revenus	0	6	405	0	1'902	4'279	6'593
finances et impôts	-0	878'898	128	1	0	4	879'031
charges	0	169'945	12	0	0	0	169'957
revenus	0	1'048'843	140	1	0	4	1'048'988
RÉSULTAT	-23'051	709'006	-66'959	-267'962	-157'163	-229'059	-35'189

FIGURE 9 : POIDS DES CHARGES DES POLITIQUES PUBLIQUES DANS LES DÉPARTEMENTS, EN MILLIONS DE FRANCS



3.4

- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 finances et impôts

3.5 RESSOURCES HUMAINES

Politiques publiques	Fixes					Auxiliaires		
	301180 (ETP)					301190 (CHF)		
	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B2013	Écart postes	C 2013	B 2013	Écart
0 Administration générale	468.3	22.7	491.0	485.2	5.8	2'458'303	3'315'239	-856'936
05 Administration générale	453.5	20.7	474.2	468.2	6.0	2'458'303	3'295'039	-836'736
08 Immeubles du patrimoine administratif (non ventilables)	14.8	2.0	16.8	17.0	-0.2	-	20'200	-20'200
1 sécurité publique	529.1	23.0	552.1	543.8	8.3	365'963	418'610	-52'647
10 protection juridique	23.6	1.5	25.1	23.2	1.9	146'117	156'610	-10'493
11 sécurité municipale	237.2	16.0	253.2	248.0	5.2	24'502	120'000	-95'498
14 incendie et secours	253.5	5.5	259.0	256.8	2.2	195'344	142'000	53'334
16 protection civile	14.8	-	14.8	15.8	-1.0	-	-	-
2 Enseignement et formation	120.5	15.3	135.8	134.3	1.5	440'163	134'950	305'213
21 Écoles publique	120.5	15.3	135.8	134.3	1.5	440'163	134'950	305'213
3 culture et loisirs	1'237.0	34.9	1'271.9	1'286.5	-14.6	8'925'340	4'149'112	4'776'228
30 encouragement à la culture	858.0	30.4	888.4	893.8	-5.4	7'325'049	2'926'065	4'398'984
33 parcs et promenades	199.9	3.5	203.4	214.3	-10.9	113'789	180'000	-66'211
34 sports	172.7	1.0	173.7	171.7	2.0	1'463'163	1'031'727	431'436
35 autres loisirs	6.4	-	6.4	6.7	-0.3	23'339	11'320	12'019
5 Prévoyance sociale	121.9	1.3	123.2	126.7	-3.5	1'731'499	1'213'305	518'194
54 institutions pour la jeunesse	50.9	0.5	51.4	51.9	-0.5	415'767	227'085	188'682
58 aide sociale	71.0	0.8	71.8	74.8	-3.0	1'315'732	986'220	329'512
6 trafic	55.2	1.0	56.2	56.3	-0.1	-	54'500	-54'500
62 routes communales	55.2	1.0	56.2	56.3	-0.1	-	54'500	-54'500
7 Protection et aménagement de l'environnement	463.9	12.0	475.9	465.6	10.3	1'537'248	1'076'038	461'210
71 approv.en eau,protection et correction des eaux	25.0	-	25.0	27.0	-2.0	30'281	-	30'281
72 traitement des déchets	333.2	7.0	340.2	329.4	10.8	814'543	463'638	350'905
74 cimetières et crématoires	55.6	5.0	60.6	60.8	-0.2	225'594	71'700	153'894
78 autres tâches de protection de l'environnement	19.7	-	19.7	19.4	0.3	405'291	360'700	44'591
79 aménagement du territoire	30.4	-	30.4	29.0	1.4	61'540	180'000	-118'460
9 finances et impôts	121.5	2.5	124.0	125.2	-1.2	69'168	263'298	-194'130
95 immeubles du patrimoine financier	121.5	2.5	124.0	125.2	-1.2	69'168	263'298	-194'130
total	3'117.4	112.7	3'230.1	3'223.5	6.6	15'527'685	10'625'052	4'902'633
05 Administration générale *	17.2	4.0	21.2	21.5	-0.3	8'125	-	8'125

* P.M. Administration de la caisse de retraite (CAP)

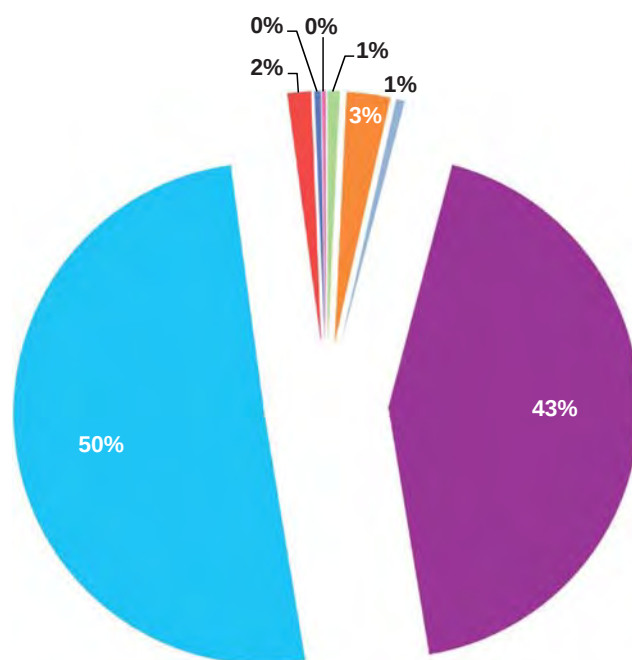
ETP: Équivalent temps plein

3.6 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
subventions monétaires	192'892	193'744	-852	-0%	192'931
0 Administration générale	667	664	3	0%	474
1 sécurité publique	33	27	5	19%	33
2 Enseignement et formation	906	1'084	-177	-16%	977
3 culture et loisirs	81'462	81'925	-464	-1%	81'717
5 Prévoyance sociale	107'760	107'988	-227	-0%	107'711
6 trafic	1'262	1'194	68	6%	1'184
7 protection et aménagement de l'environ.	802	862	-60	-7%	836
gratuités	42'973	37'357	5'616	15%	40'641
0 Administration générale	1'101	969	132	14%	991
1 sécurité publique	6'577	5'181	1'396	27%	5'803
2 Enseignement et formation	389	389	0	0%	393
3 culture et loisirs	20'643	17'435	3'208	18%	19'011
5 Prévoyance sociale	11'266	10'494	772	7%	11'503
6 trafic	2'323	2'323	0	0%	2'323
7 protection et aménagement de l'environ.	124	15	109	702%	66
9 finances et impôts	550	550	0	0%	550
total	235'865	231'100	4'764	2%	233'572

3.6

FIGURE 10 : POIDS DES SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE



- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 finances et impôts

3.7 SERVICES COMPÉTENTS

3.7.1 COMMENTAIRE GÉNÉRAL SUR LES SERVICES COMPÉTENTS

Les services transversaux tels que la direction financière (CMAI et Assurances), direction des ressources humaines, direction du patrimoine bâti, centrale municipale d'achat et d'impression, Logistique et manifestations, Direction des systèmes d'information et communication, Énergie et Gérance immobilière municipale budgètent et enregistrent les charges sous leur compétence directement dans les centres de coûts des services bénéficiaires.

Le service compétent est responsable de la gestion budgétaire du total des dépenses de son domaine. Il répartit les charges dans les services sur la base des éléments dont il dispose : personnel, demandes, besoins, historique actualisé (comptes), ventilation par immeuble, par service.

Il arrive cependant qu'au moment de l'élaboration du budget certaines charges ne puissent pas être réparties dans les services, faute d'informations suffisantes. Les services compétents budgètent alors sur leur propre centre de coûts et attribuent les charges aux services au moment de leur comptabilisation.

vous trouverez dans les pages suivantes une analyse par service compétent /nature de compte.

3.7.2 DFIN - ASSURANCES

En milliers de francs		C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
total charges		3'776.5	3'996.0	-219.5	-5.5	4'056.4
318	Honoraires et prestations de service	3'755.5	3'968.0	-212.5	-5.4	4'025.3
318100	1) C-ASS Primes d'assurances incendie	3'318.5	3'318.0	0.5	0.0	3'309.4
318120	C-ASS Primes d'assurances bris de glaces	70.0	70.0	0.0	0.0	70.0
318140	C-ASS Primes d'assurances rc véhicules	191.3	193.5	-2.2	-1.1	188.6
318150	C-ASS Primes d'assurances casco	4.2	32.5	-28.3	-87.2	12.5
318160	C-ASS Primes d'assurances vol	82.8	100.0	-17.2	-17.2	79.3
318170	C-ASS Primes d'assurances transports	61.0	248.0	-187.0	-75.4	360.5
318180	C-ASS Primes d'assurances protection juridique	27.6	6.0	21.6	360.2	5.0
319	Frais divers	21.1	28.0	-6.9	-24.7	31.1
319010	C-ASS Franchises	21.1	28.0	-6.9	-24.7	31.1
1)	Incendie	2'225.7	2'160.0	65.7		2'219.3
	Dégâts d'eau	512.7	520.0	-7.3		511.9
	Bris de glaces	468.2	510.0	-41.8		466.7
	R.c. générale	111.9	128.0	-16.1		111.5
total		3'318.5	3'318.0	0.5		3'309.4

COMMENTAIRES :

Les transports d'oeuvres ou de matériel nécessitant une assurance ad hoc ont été moins nombreux en 2013.

3.7.3 DFIN - CENTRALE MUNICIPALE D'ACHAT ET D'IMPRESSION

en milliers de francs		C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
total charges		663.3	978.0	-314.7	-32.2	718.3
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	332.0	439.2	-107.2	-24.4	345.9
310011	C-CMAI Achats de fournitures de bureau	149.4	143.7	5.7	4.0	132.5
310511	C-CMAI Impressions diverses	140.8	235.6	-94.8	-40.2	183.8
310571	C-CMAI Frais de reliure et restauration de livres	41.9	60.0	-18.1	-30.2	29.6
311	Mobilier, machines, véhicules et matériel	237.8	310.3	-72.4	-23.3	310.1
311010	C-CMAI Achats de mobilier et machines de bureau	237.7	277.3	-39.5	-14.3	291.4
311201	C-CMAI Achats de matériel d'atelier et outillage	0.1	33.0	-32.9	-99.7	18.7
313	Achats de fournitures et autres marchandises	11.5	30.5	-19.0	-62.4	11.4
313161	C-CMAI Achats d'autres fournitures	0.0	0.5	-0.5	-100.0	0.1
313201	C-CMAI Achats de fournitures pour ateliers	11.5	30.0	-18.5	-61.8	11.3
315	Entretien d'objets mobiliers par des tiers	53.8	103.0	-49.2	-47.8	41.8
315011	C-CMAI Entretien du mobilier et machines de bureau	8.1	60.0	-51.9	-86.4	13.4
315111	C-CMAI Entretien mat.équip/nettoyage bât.par tiers	12.2	3.0	9.2	306.3	2.1
315201	C-CMAI Entretien matériel d'ateliers par des tiers	33.5	40.0	-6.5	-16.3	26.4
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	26.8	60.0	-33.2	-55.4	0.0
316201	C-CMAI Location de matériel d'ateliers et outilla.	26.8	60.0	-33.2	-55.4	0.0
318	Honoraires et prestations de service	1.5	35.0	-33.5	-95.8	9.1
318251	C-CMAI Transports effectués par des tiers	1.5	15.0	-13.5	-90.3	8.4
318551	C-CMAI Prestations pour services divers	0.0	20.0	-20.0	-100.0	0.7

COMMENTAIRES :

L'amélioration de la gestion des impressions continue de porter ses fruits. Elle se traduit par une meilleure prise en charge par l'atelier et donc une baisse de l'externalisation des travaux d'impression et de reliure. Le non-dépensé sur le groupe 311 correspond à des acquisitions moins importantes que prévues.

3.7.4 DIRECTION DU PATRIMOINE BÂTI

en milliers de francs		C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
total charges		32'346.6	31'744.0	602.6	1.9	38'125.8
311	mobilier, machines, véhicules et matériel	14.2	100.0	-85.8	-85.8	17.0
311162	C-DPBA Achats d'autre matériel	14.2	100.0	-85.8	-85.8	17.0
314	Entretien des immeubles par des tiers	30'850.8	30'044.0	806.8	2.7	36'394.0
314031	C-DPBA entretien autres terrains, emplac.	15.2	100.0	-84.8	-84.8	30.4
314041	C-DPBA Entretien clôtures et barrières	272.2	170.0	102.2	60.1	188.8
314091	C-DPBA Entretien des ouvrages PCI.	79.5	150.0	-70.5	-47.0	403.2
314160	C-DPBA maintien propreté ville de Genève	346.4	400.0	-53.6	-13.4	404.5
314200	C-DPBA Entretien bâtiments administratifs	2'929.7	3'238.5	-308.8	-9.5	4'028.6
314250	C-DPBA contrats bâtiments administratifs	541.3	507.6	33.7	6.6	543.8
314301	C-DPBA Entretien des bâtiments publics	10'961.8	9'537.9	1'423.9	14.9	12'307.1
314304	C-DPBA Entr. logts de fonction dans bât. publics	2.6	100.0	-97.4	-97.4	66.6
314351	C-DPBA contrats bâtiments publics	2'004.1	1'935.0	69.1	3.6	1'961.5
314500	C-DPBA Entretien bâtiments locatifs	11'581.5	11'900.0	-318.5	-2.7	14'181.2
314550	C-DPBA contrats bâtiments locatifs	1'622.6	1'700.0	-77.4	-4.6	1'699.8
314600	C-DPBA Entretien bâtiments industriels	26.3	40.0	-13.7	-34.3	23.0
314650	C-DPBA contrats bâtiments industriels	7.1	12.0	-4.9	-40.7	10.8
314700	C-DPBA Entretien homes pour personnes âgées	40.0	15.0	25.0	166.4	75.7
314801	C-DPBA Entretien locaux de tiers	311.7	138.0	173.7	125.9	363.0
314851	C-DPBA contrats locaux de tiers	109.0	100.0	9.0	9.0	106.1
315	Entretien d'objets mobiliers par des tiers	42.1	60.0	-17.9	-29.9	81.8
315162	C-DPBA Entretien d'autre matériel par des tiers	42.1	60.0	-17.9	-29.9	81.8
318	Honoraires et prestations de service	1'439.5	1'540.0	-100.5	-6.5	1'632.9
318221	C-DPBA Frais de surveillance et d'interventions	230.0	300.0	-70.0	-23.3	417.5
318222	C-DPBA contrats de surveillance	521.7	530.0	-8.3	-1.6	528.1
318223	C-DPBA contrats d'ouverture & fermeture bât.public	441.3	450.0	-8.7	-1.9	465.3
318381	C-DPBA Expertises par des tiers - immeubles	94.2	100.0	-5.8	-5.8	90.5
318391	C-DPBA Honoraires divers - immeubles	152.2	160.0	-7.8	-4.9	131.6

3.7

DIRECTION DU PATRIMOINE BÂTI - SUITE

en milliers de francs	C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
total revenus	105.9	0.0	105.9	-	423.4
436 dédommagements de tiers	105.9	0.0	105.9	-	423.4
436361 C-DPBA Remboursement travaux par tiers	105.9	0.0	105.9	-	423.4

COMMENTAIRES :

Groupe 311 :

Le projet d'acquisition d'un compactus, devisé à hauteur de CHF 80'000.-, pour la BGE a été abandonné.

Groupe 314 :

L'excédent de charges relatif à ce groupe est principalement dû à des interventions urgentes et imprévues. Ces engagements ont tous été préalablement approuvés par le conseil administratif et communiqués à la commission des finances en date du 15 octobre 2013, conformément aux dispositions prévues par l'article 29 du règlement d'application de la loi sur l'Administration des communes (RAC, B 6 05.01).

Groupe 318 :

Le non dépensé sur ce groupe est essentiellement dû à une amélioration de la programmation des systèmes de détection d'intrusion. De ce fait, les fausses alarmes ont été considérablement réduites et par conséquent leur facturation.

Groupe 436 :

Ce groupe correspond à des remboursements de diverses natures au caractère aléatoire. Il n'est dès lors pas budgété. Il correspond par exemple à des remboursements suite à des sinistres et au remboursement du fonds pour l'art moderne et contemporain.

3.7.5 DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

en milliers de francs		C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
total charges		9'754.7	10'570.3	-815.6	-7.7	9'970.7
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	2.6	15.0	-12.4	-82.7	14.2
310032	c-DSIC Achats de fournitures informatiques	2.6	15.0	-12.4	-82.7	14.2
311	mobilier, machines, véhicules et matériel	554.3	647.5	-93.2	-14.4	627.6
311030	c-DSIC Achats matériel et logiciels informatiques	358.6	300.0	58.6	19.5	494.0
311031	c-DSIC Achat mat.et logiciels inform.comp.p/revenu	0.0	0.0	0.0	-	15.5
311041	c-DSIC Achats de matériel de communication	195.8	347.5	-151.7	-43.7	118.1
314	Entretien des immeubles par des tiers	866.5	890.0	-23.5	-2.6	1'081.9
314192	c-DSIC Entretien,réseaux fibre optique hors immeub	168.3	170.0	-1.7	-1.0	126.6
314261	c-DSIC Entretien informat. et télécomm. bât.admin.	639.8	720.0	-80.2	-11.1	923.6
314561	c-DSIC Entretien informatique télécom bât.locatifs	58.4	0.0	58.4	-	31.7
315	Entretien d'objets mobiliers par des tiers	5'150.9	5'774.8	-623.9	-10.8	5'237.9
315031	c-DSIC Entr.matériel inform.et logiciels par tiers	4'288.8	4'437.6	-148.8	-3.4	3'952.2
315041	c-DSIC entret.matériel de communicat.par des tiers	862.1	1'337.2	-475.1	-35.5	1'285.7
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	889.8	769.2	120.6	15.7	828.5
316031	c-DSIC location appareils multifonctions	880.4	763.7	116.8	15.3	821.3
316042	c-DSIC Location matériel de télécom.et transmiss.	9.3	5.5	3.8	69.7	7.3
318	Honoraires et prestations de service	2'290.6	2'473.8	-183.2	-7.4	2'180.5
318271	c-DSIC Travaux informatiques par des tiers	721.3	770.3	-49.0	-6.4	442.9
318431	c-DSIC Liaisons inform.,radio,tv,internet	314.1	480.0	-165.9	-34.6	427.3
318450	c-DSIC téléphones	1'255.2	1'223.5	31.7	2.6	1'310.3

3.7

COMMENTAIRES :

groupe 315 :
certains projets entrepris en 2013 n'ont pas pu être finalisés comme escompté avant la fin de l'année ou ont été abandonnés.

groupe 318 :
Le compte 318431 explique la plus grande part de l'écart du groupe. Des suppressions de lignes louées du réseau effectuées plus tôt que prévues expliquent l'essentiel de cette baisse.

Divers :
Il est à noter que la DSIC budgétise une partie des comptes sous sa compétence sur son propre centre de coûts, alors que, pour l'exercice comptable, les charges sont imputées ou ventilées sur le centre de coûts des services bénéficiaires, en fonction de leur consommation.

3.7.6 ÉNERGIE

en milliers de francs		C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
total charges		22'115.9	21'570.2	545.6	2.5	21'971.1
312	Eau, énergie, combustible	20'861.1	20'600.2	260.9	1.3	20'811.8
312020	C-ENE BOIS	117.8	200.0	-82.2	-41.1	78.2
312030	C-ENE Electricité	8'294.3	8'258.7	35.6	0.4	8'342.5
312040	C-ENE Eau	6'176.5	6'544.9	-368.4	-5.6	6'537.8
312060	C-ENE chauffage	242.7	245.0	-2.3	-0.9	201.9
312070	C-ENE GAZ	3'233.9	3'011.0	222.9	7.4	3'007.8
312080	C-ENE Huile de chauffage	2'795.9	2'340.7	455.3	19.4	2'643.4
312999	C-ENE écarts d'inv.rebus, dim.prix	0.1	0.0	0.1	-	0.1
314	Entretien des immeubles par des tiers	1'254.8	970.0	284.8	29.4	1'159.3
314201	C-ENE Entretien bâtiments administratifs	109.0	125.0	-16.0	-12.8	82.1
314251	C-ENE contrats bâtiments administratifs	81.6	65.0	16.6	25.6	87.8
314302	C-ENE Entretien des bâtiments publics	306.3	320.0	-13.7	-4.3	365.1
314352	C-ENE contrats bâtiments publics	241.5	170.0	71.5	42.1	173.5
314501	C-ENE Entretien bâtiments locatifs	383.0	225.0	158.0	70.2	349.0
314551	C-ENE contrats bâtiments locatifs	133.3	65.0	68.3	105.1	101.8

COMMENTAIRES :

groupe 312 :

ce groupe subit un léger dépassement budgétaire (+1.3%) dû principalement à la conjonction d'une augmentation tarifaire et d'un hiver rigoureux et long. Les postes relatifs à l'huile de chauffage et au gaz accusent un dépassement, en partie compensée par une économie sur la consommation d'eau.

groupe 314 :

ce dépassement est dû pour moitié à des impondérables d'entretien et de réparations urgentes, et pour moitié à la conclusion de contrats d'entretien et de dépannage des installations à gaz rendus nécessaires suite à un changement de pratique contractuelle des sig.

3.7.7 GÉRANCE IMMOBILIÈRE MUNICIPALE

en milliers de francs		C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
total charges		1'371.9	1'286.3	85.6	6.7	1'388.5
312	Eau, énergie, combustible	1'371.9	1'286.3	85.6	6.7	1'388.5
312061	C-GIM chauffage	1'371.9	1'286.3	85.6	6.7	1'388.5

COMMENTAIRES :

La saison de chauffe 2013 a été particulièrement longue suite à un printemps très frais. Par ailleurs, le prix de l'huile de chauffage avait été évalué à 91.- les 100 litres pour un coût effectif de 92.41 les 100 litres.

3.7.8 RESSOURCES HUMAINES

en milliers de francs		C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
total charges		455'203.5	457'247.4	-2'043.9	-0.4	446'754.7
300	Autorités et commissions	1'580.6	2'052.8	-472.2	-23.0	2'000.5
300161	C-DRH Jetons de présence CM (compétence DRH)	1'557.6	2'008.2	-450.6	-22.4	1'975.9
300921	C-DRH Jetons de présence autres commissions	23.0	44.6	-21.6	-48.4	24.6
301	traitements du personnel	359'921.7	359'565.0	356.7	0.1	351'443.2
301020	C-DRH Allocations de naissance	47.7	35.0	12.7	36.3	44.0
301180	C-DRH salaires fonctionnaires	298'397.0	314'089.6	-15'692.5	-5.0	289'816.1
301190	C-DRH salaires personnel auxiliaire	15'535.8	10'625.1	4'910.8	46.2	16'758.7
301200	C-DRH salaires des stagiaires	399.8	400.0	-0.2	0.0	402.3
301210	C-DRH salaires des apprentis	1'268.9	1'309.5	-40.5	-3.1	1'192.6
301220	C-DRH salaires des chômeurs	0.0	150.0	-150.0	-100.0	0.0
301240	C-DRH salaires des civilistes	244.6	320.0	-75.4	-23.6	304.1
301250	C-DRH salaires des jeunes durant l'été	249.2	250.0	-0.8	-0.3	248.4
301270	C-DRH heures supplémentaires	1'819.3	1'206.5	612.8	50.8	1'651.2
301300	C-DRH Prime de fidélité	25'745.5	26'738.3	-992.9	-3.7	25'139.3
301310	C-DRH Prime de mise à la retraite	804.6	574.1	230.6	40.2	660.4
301331	C-DRH Prime professionnelle et de fonction	2'247.7	2'115.3	132.4	6.3	2'211.4
301340	C-DRH service supplémentaire (indemnité)	1'178.1	1'070.6	107.5	10.0	1'160.5
301350	C-DRH Indemnités de nuisance	7'757.7	6'869.1	888.7	12.9	7'202.8
301360	C-DRH Prime de fin d'étude	12.0	14.0	-2.0	-14.3	8.5
301380	C-DRH heures complémentaires	0.9	0.0	0.9	-	3.8
301400	C-DRH salaires réguliers	16.5	0.0	16.5	-	79.4
301500	C-DRH Traitement divers - réadapt. professionnelle	170.8	950.0	-779.2	-82.0	474.1
301510	C-DRH réduction pour postes vacants	0.0	-11'000.0	11'000.0	-100.0	0.0
301600	C-DRH Allocations pour enfants	4'025.6	3'848.1	177.5	4.6	4'085.6
303	Assurances sociales	29'458.2	29'771.0	-312.8	-1.1	28'250.3
303350	C-DRH Assurance maternité part ADM	148.6	165.7	-17.2	-10.4	155.3
303360	C-DRH Cotisations AVS, AI, APG	18'218.9	18'963.8	-744.9	-3.9	17'774.9
303380	C-DRH Cotisations assurance chômage	3'796.0	3'683.4	112.7	3.1	3'706.5
303390	C-DRH Part aux frais administratifs AVS	516.4	537.7	-21.3	-4.0	503.9
303400	C-DRH Cotisations allocations familiales	6'620.6	6'260.4	360.2	5.8	5'967.5
303520	C-DRH contributions pour civilistes	157.6	160.0	-2.4	-1.5	142.3
304	caisses de pensions et de prévoyance	45'992.6	46'531.2	-538.5	-1.2	45'313.3
304410	C-DRH cotisat. caisse assurance du personnel (CAP)	45'949.2	46'316.2	-367.0	-0.8	45'297.3
304450	C-DRH caisse assurance du personnel 57/62 ans	0.0	200.0	-200.0	-100.0	0.0
304510	C-DRH cotisations autres caisses	43.5	15.0	28.5	189.8	16.1

RESSOURCES HUMAINES - SUITE

en milliers de francs		C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
305	Assurance maladie et accidents	8'034.7	8'601.7	-567.0	-6.6	7'960.3
305530	C-DRH cotisat.assurance accidents professionnels	2'849.9	8'000.7	-5'150.8	-64.4	2'788.4
305540	C-DRH cotisat.assurance accidents non profession.	4'756.5	0.0	4'756.5	-	4'625.6
305580	C-DRH Particip. caisse maladie pers. fixe et temp.	256.7	361.0	-104.3	-28.9	371.1
305631	C-DRH cotisations assurances hors LAA	171.6	240.0	-68.4	-28.5	175.2
306	Prestations en nature	687.8	850.9	-163.1	-19.2	721.1
306640	C-DRH indemnités de repas	348.7	325.6	23.1	7.1	352.0
306650	C-DRH indemnités de vêtements	336.1	525.3	-189.2	-36.0	352.6
306670	C-DRH frais de lunettes	3.0	0.0	3.0	-	16.5
307	Prestations aux pensionnés	5'369.0	5'275.0	94.0	1.8	7'455.2
307670	C-DRH Pension du conseil Administratif	1'353.0	1'455.0	-102.0	-7.0	1'606.8
307680	C-DRH Pension SIS	669.0	500.0	169.0	33.8	499.5
307681	C-DRH Pensions diverses	3.4	20.0	-16.6	-83.0	3.5
307690	C-DRH Rentes complémentaires	3'343.6	3'300.0	43.6	1.3	5'345.4
308	Personnel interimaire	50.5	492.0	-441.5	-89.7	47.0
308750	C-DRH Personnel interimaire	50.5	492.0	-441.5	-89.7	47.0
309	Autres charges du personnel	3'096.5	3'363.9	-267.4	-7.9	2'766.1
309770	C-DRH Annonces et frais pour la recherche de pers.	268.2	320.0	-51.8	-16.2	272.0
309810	C-DRH cours formation, instructions, perfectionn.	2'458.8	2'600.0	-141.2	-5.4	2'249.7
309830	C-DRH Frais de visites médicales	55.9	145.0	-89.1	-61.4	57.5
309900	C-DRH Fonds de décès	171.8	178.9	-7.0	-3.9	168.0
309940	C-DRH indemnités au décès	141.7	120.0	21.7	18.1	18.9
317	Dédommagements	785.7	744.0	41.7	5.6	781.4
317021	C-DRH indemnités de téléphone du personnel	2.2	0.0	2.2	-	1.8
317050	C-DRH Débours des autorités	68.9	68.9	-0.0	0.0	64.5
317060	C-DRH indemnités de fonction	341.4	445.1	-103.7	-23.3	380.8
317071	C-DRH Frais dépl. et repas de travail du personnel	67.0	20.0	47.0	235.2	51.8
317080	C-DRH indemn.utilisation transports publics gen.	306.2	210.0	96.2	45.8	282.6
318	Honoraires et prestations de service	26.3	0.0	26.3	-	16.3
318432	C-DRH Liaisons inform.,radio,TV,internet du cm	26.3	0.0	26.3	-	16.3
319	Frais divers	200.0	0.0	200.0	-	0.0
319061	C-DRH Autres frais	200.0	0.0	200.0	-	0.0

RESSOURCES HUMAINES - SUITE

en milliers de francs		C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
total revenus		5'398.9	3'970.0	1'428.9	36.0	4'214.5
427	immeubles du patrimoine administratif	107.3	210.0	-102.7	-48.9	117.2
427180	c-DRH Macarons parking personnel	107.3	210.0	-102.7	-48.9	117.2
429	Autres revenus	0.4	0.0	0.4	-	0.3
429361	c-DRH Revenus divers	0.4	0.0	0.4	-	0.3
436	dédommagements de tiers	5'291.3	3'760.0	1'531.3	40.7	4'097.0
436220	c-DRH Frais de formation, remboursement	21.6	10.0	11.6	116.5	13.1
436241	c-DRH Primes d'assurances, remboursement	1.8	0.0	1.8	-	1.4
436250	c-DRH Remboursement perte de salaire - accident	3'902.6	2'800.0	1'102.6	39.4	3'001.7
436260	c-DRH Remboursement perte de salaire - invalidité	492.1	250.0	242.1	96.8	340.0
436280	c-DRH Rembours. perte salaire - personnel mobilisé	152.0	200.0	-48.0	-24.0	135.7
436301	c-DRH Dédommagements divers	4.5	0.0	4.5	-	3.5
436500	c-DRH Remboursement perte salaires - maternité	716.6	500.0	216.6	43.3	601.7

3.7

COMMENTAIRES :

L'économie de CHF 2.0 mios sur les comptes de charges 2013 provient essentiellement des mouvements de personnel et des vacances de postes tout au long de l'année. Le nombre de postes vacants au 31 décembre 2013 est de 117 postes. (ETP)

Groupe 300 :
Le nombre de commissions du conseil municipal a été inférieur.

Groupe 303 :
L'écart sur les charges sociales est dû notamment aux mouvements du personnel, le budget étant établi à un instant T.

Groupe 304 :
Les salaires déterminants LPP pour le calcul des charges sociales ont été inférieurs à ceux budgétés.

Groupe 305 :
Le budget est établi sur la base d'un taux moyen de sinistralité.

Groupe 308 :
Le recours au personnel intérimaire par les départements de l'environnement urbain et de la sécurité et de la cohésion sociale et solidarité a été inférieur aux prévisions.

Groupe 309 :
La mise en place de teasers en lieu et place d'annonces traditionnelles a permis de réaliser des économies. Les charges liées à la formation et aux visites médicales ont été inférieures au budget.

Groupe 319 :
suite à un contentieux juridique avec un employé, une indemnité exceptionnelle a été versée.

Groupe 436 :
Le caractère aléatoire de ce groupe de revenus rend une budgétisation précise difficile.

3.7.9 LOGISTIQUE ET MANIFESTATIONS

en milliers de francs		C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
total charges		1'768.9	1'530.7	238.1	15.6	1'776.7
313	Achats de fournitures et autres marchandises	1'251.6	1'030.9	220.7	21.4	1'248.5
313521	c-LOM Achats carburant	1'243.5	1'030.9	212.6	20.6	1'243.4
313599	c-LOM Ecarts stock carburant	8.1	0.0	8.1	-	5.1
318	Honoraires et prestations de service	517.3	499.8	17.4	3.5	528.2
318091	c-LOM impôts taxes sur véhicules à moteur	517.3	499.8	17.4	3.5	528.2

4

COMPTES PAR DÉPARTEMENT

4

4 COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE DES DÉPARTEMENTS

4.1 AUTORITÉS

4.1.1 FAITS MARQUANTS

durant l'année 2013, la direction générale a continué à assurer son rôle d'appui et de proposition auprès du conseil administratif (CA) et de coordination au sein de l'administration. Plusieurs projets et études ont été conduits au sein du comité de direction (CODIR), du comité d'attribution immobilière, (COATTRIM) et de la commission d'investissement (COMIN).

Le CODIR et ses sous-groupes ont travaillé sur plusieurs projets :

En tant que comité de pilotage (COPIL), le CODIR a travaillé sur plusieurs importants projets DRH, tels que l'analyse des fonctions types, la définition des fonctions particulièrement pénibles ou dangereuses, la gestion des indemnités des nuisances et remboursement de frais, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GEPEC), ainsi que le portail RH, projet de plateforme unique de gestion partagée des ressources humaines. Il a validé la méthode de fixation du traitement initial, finalisé la directive générale relative au processus de recrutement et d'intégration, celle relative au temps consacré à l'allaitement ou encore celle relative au langage épique. Il a aussi contribué à l'élaboration du nouveau concept global pour l'accueil des nouvelles collaboratrices et des nouveaux collaborateurs et lancé un projet d'évaluation des entités organisationnelles.

En collaboration avec le département des finances et du logement (DFL), il a continué à assurer le suivi du nouveau système de contrôle interne (SCI) et l'introduction d'une cartographie consolidée des risques. Il a suivi la mise en œuvre du programme stratégique de développement durable (PSDD) et validé le processus de son suivi annuel, il a arbitré et validé les grands projets transversaux contenus dans le prochain plan des systèmes d'information et de communication (PSIC), validé le projet de mise en place d'un nouvel intranet, validé les appels d'offres, les allotissements et les projets 2013 pour les marchés publics.

Toujours en tant que COPIL, le CODIR a validé et soumis au CA de nouvelles directives et procédures, telles qu'une nouvelle directive générale relative à la cession des véhicules et engins, une nouvelle série d'indicateurs pour le plan directeur communal, le projet de nouvelle plateforme de marque. Il a travaillé sur une nouvelle directive générale relative à la sécurité incendie, relancé les activités du système d'information du territoire de la ville (SITV), continué à superviser le travail de refonte des directives et centralisé les annonces dans la presse de toute l'administration, permettant une réduction des coûts conséquente.

Le COATTRIM, quant à lui, a poursuivi son travail de

consultation et de coordination interdépartementale sur plusieurs dossiers d'attribution de locaux, afin de répondre aux sollicitations de l'exécutif, des départements et de tiers.

Le travail de regroupement des ateliers mécaniques et des ateliers généraux du service des pompes funèbres, cimetières et crématoire (SPF) et du service logistique et manifestations (LOM) a été mené à bien, ce qui a permis une meilleure organisation des activités du site François-Dussaud et une utilisation plus efficace des locaux. Par ailleurs, le COATTRIM a uniformisé la procédure de validation des conventions bipartites et tri-partites de mise à disposition de locaux appartenant à la ville ; il a aussi chargé un groupe de travail interne de préparer un projet de gestion du patrimoine administratif en vue de le soumettre au CA.

Le travail d'inventaire des conventions de mise à disposition de tiers a été mené à terme, mais l'enquête sur l'utilisation des locaux loués à des tiers n'a pas fourni les résultats escomptés ; le COATTRIM va donc poursuivre ses efforts de recensement afin d'étudier s'il est possible de récupérer certains locaux et de mieux utiliser des locaux appartenant à l'administration afin de réduire les coûts des locations externes.

Pendant l'année écoulée la COMIN a continué à travailler sur les prochains PFI en proposant divers scénarii de planification des dépenses d'investissement ; elle a aussi exploré plusieurs pistes pour alléger la charge financière et élaboré de nouveaux outils de pilotage financier. De nombreuses analyses ont été lancées, notamment sur les coûts liés aux normes de construction, l'impact des investissements sur l'économie locale, l'étude sur l'amortissement des terrains et la thématique du partenariat public/privé.

Une nouvelle directive générale relative à la rédaction et validation formelle d'une proposition de crédit d'investissement a été élaborée et validée. A la demande du CA, la COMIN a également examiné ponctuellement plusieurs demandes de crédit, avant leur soumission au conseil municipal (CM).

Outre ses tâches courantes de soutien aux CA et au CM, le département des Autorités a consacré l'année 2013 au développement de ses prestations publiques et internes ainsi qu'au renforcement de la collaboration interservices.

En ce sens, un réseau des gestionnaires RH des services et unités a été créé pour harmoniser les pratiques et procédures en matière de ressources humaines. De plus, le projet pilote de gestion des absences non planifiées (GANP) a été implémenté au sein du département dès

novembre 2013. Pour préparer sa mise en œuvre, tous les niveaux hiérarchiques ont bénéficié de formations spécifiques qui ont permis d'appréhender les enjeux du GANP et ont largement contribué au succès de sa mise en pratique.

Le développement de cette collaboration s'est également concrétisé avec d'autres services municipaux et cantonaux. Par exemple, l'Administration centrale (ACE) et les services de l'énergie de la ville et du canton ont reconduit leur campagne de subventionnement des expertises thermographiques de bâtiments afin de cibler les éventuelles rénovations permettant de diminuer la consommation d'énergie du parc immobilier genevois. Toujours dans le domaine de l'élargissement des prestations, la direction générale (DG), par le biais des Archives municipales, est intervenue dans de nombreux services de l'Administration municipale et a collaboré au développement de nouveaux instruments de gestion de l'information. Par ailleurs, les Archives ont procédé à la numérisation de la correspondance d'Eugène Pittard, premier directeur du Musée d'ethnographie de Genève et scientifique de renommée internationale.

Parallèlement, l'unité information et communication (Infocom) a complété la charte graphique permettant désormais à la ville de disposer d'une véritable architecture de marque capable de porter les valeurs que la ville de Genève souhaite incarner. De plus, le site Internet a été étoffé par la création d'un « guide des quartiers » afin de renforcer l'information de proximité.

Pour le service juridique (LEX), l'augmentation significative du volume des dossiers juridiques ou judiciaires, amorcée en 2012, s'est poursuivie tout au long de l'année 2013.

En ce qui concerne le contrôle financier (CFI), l'arrêté du conseil d'état du 18 septembre 2013 donne une base réglementaire à sa mission d'audit interne qui n'existait que de manière partielle et indirecte dans son règlement datant de 1980. Par ailleurs, le conseil administratif a décidé de nommer un nouveau directeur devant entrer en fonction le 1^{er} mars 2014.

En 2013, le conseil administratif a également élevé le secrétariat du conseil municipal au rang de service.

Au niveau international, la cérémonie de remise du Prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits de l'homme, organisée par le service des relations extérieures (SRE), s'est inscrite, pour la première fois, dans le cadre d'une

semaine des droits humains. La ville de Genève, l'université, la Fondation Martin Ennals et la République et canton de Genève ont développé un partenariat pour offrir, une semaine durant, une plateforme de réflexion sur les droits humains.

De même, pour marquer la Journée internationale de la Paix, le 21 septembre, le SRE, en collaboration avec le service de la jeunesse, Interpeace, l'Office des Nations unies à Genève et Caran d'Ache, a organisé un concours d'illustrations sur le thème de la Paix. Quatre artistes, parmi les lauréats, ont vu leurs toiles reproduites sur des drapeaux qui ont pavoisé le pont du Mont Blanc pendant une semaine.

À nouveau, le SRE a été fortement mobilisé pour l'organisation de la Fête du 31 décembre et celle du 1^{er} août. À cette occasion, Madame Sandrine Salerno, maire, a permis aux Genevoises et Genevois de découvrir la richesse culturelle et gastronomique du canton du Jura.

Le service a également fourni un soutien logistique substantiel et financier pour l'organisation de la 7^{ème} conférence européenne des villes durables qui s'est tenue du 17 au 19 avril au CICG. Cet événement, organisé tous les trois ans depuis 1994, représente le plus important rendez-vous européen sur le développement durable.

Le SRE continue à participer activement aux réunions des comités du Club suisse de la Presse, du Centre d'accueil Genève internationale (CAGI), du Club diplomatique ainsi qu'aux séances du groupe interdépartemental aux affaires internationales. La ville peut ainsi faire valoir ses points de vue et coordonner ses actions avec les autres partenaires de la « Genève internationale ».

4.1.2 COMMENTAIRE SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

L'une des principales priorités de l'année 2013 pour le département des Autorités a été d'avancer dans la conceptualisation et le déploiement d'un système de contrôle interne (SCI) efficace et généralisé.

Le plan d'action élaboré pour 2013 comprenait plusieurs étapes :

- 1) Finalisation de la cartographie des risques liés aux missions de chaque service et unité par :
 - l'identification des risques existants ;
 - l'évaluation de leur probabilité et de leur impact (niveau de risque) ;
 - la détermination des mesures de prévention de ces risques.
- 2) Révision des directives générales administratives (DGA).

L'objectif de révision des DGA a été partiellement atteint et avoisine les 50 % de la valeur cible. En effet, de nombreuses DGA sont liées à des règlements municipaux en cours d'élaboration ou de refonte. Leur actualisation a par conséquent dû être mise en attente.

Grâce à une participation active et intensive de tous les services et unités du département, la 1^{ère} partie des Codex (chapitres 1 à 4) a été achevée (à l'exception du CFI en attente d'un nouveau directeur). L'objectif fixé a donc été atteint. Les Codex seront finalisés durant l'année 2014.

La seconde priorité du département consistait à développer l'approche transversale tant au niveau du département qu'au niveau de l'ensemble de l'Administration municipale.

Afin de compléter les nombreuses réalisations déjà mentionnées sous la rubrique des faits marquants, nous pouvons ajouter quelques réalisations complémentaires illustrant le degré d'accomplissement de cette priorité.

Les Archives, par exemple, ont dispensé de nombreux cours de formation destinés aux correspondant-e-s archives et records management de l'ensemble des services de l'Administration. Elles ont également pris en charge seize versements d'archives de différentes tailles en provenance des services de l'Administration.

Dans le même esprit, l'unité information et communication a tourné plusieurs vidéos pour mettre en valeur les prestations de la ville. Le film « Bienvenue en ville », présentant différents métiers de la ville aux nouvelles collaboratrices et nouveaux collaborateurs, a également été finalisé.

4.1.3 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

En milliers de francs	DG	ACE	LEX	SRE	SCM	CM	CA	CFI	Total
Administration générale	4'420	3'975	1'650	3'358	1'964	2'529	3'387	1'688	22'970
sécurité publique							16'236		16'236
culture et loisirs		1					93		94
prévoyance sociale		6		70			936		1'012
trafic							212		212
protection et aménagement de l'environ.	1								1
total	4'420	3'982	1'650	3'428	1'964	2'529	20'864	1'688	40'524

4.1

REVENUS PAR SERVICE

En milliers de francs	DG	ACE	LEX	SRE	SCM	CM	CA	CFI	Total
Administration générale	65	971	6	26	12	0	125	31	1'237
trafic							16'236		16'236
total	65	971	6	26	12	0	16'361	31	17'473

4.1.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

AUTORITÉS	TOTAL CHARGES	40'524'464	41'476'542	-952'079	-2%	39'574'808
	TOTAL REVENUS	17'473'022	15'891'350	1'581'672	10%	17'125'737
en francs		C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
O ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
01 CONSEIL MUNICIPAL						
CHARGES		2'528'877	2'915'748	-386'871	-13%	2'772'591
30 charges de personnel		1'818'361	2'144'291	-325'931	-15%	2'057'004
300 Autorités et commissions		1'748'928	2'016'210	-267'282	-13%	1'981'799
303 Assurances sociales		66'050	122'316	-56'266	-46%	71'813
305 Assurance maladie et accidents		2'828	5'765	-2'937	-51%	3'234
309 Autres charges du personnel		555	-	555	--	159
31 biens, services et marchandises		611'392	672'858	-61'466	-9%	610'333
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité		68'826	99'200	-30'374	-31%	72'258
311 mobilier, machines, véhicules et matériel		2'294	-	2'294	--	2'185
313 Achats de fournitures et autres marchandises		548	-	548	--	-
314 entretien des immeubles par des tiers		1'337	-	1'337	--	1'288
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers		25'015	60'583	-35'568	-59%	26'634
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation		0	-	0	--	896
317 dédommagements		169'917	183'000	-13'083	-7%	185'063
318 honoraires et prestations de service		339'222	320'325	18'897	6%	313'709
319 frais divers		4'232	9'750	-5'518	-57%	8'301
33 Amortissements		83'579	92'500	-8'921	-10%	92'477
331 Amortissements ordinaires du PA		83'579	92'500	-8'921	-10%	92'477
36 subventions accordées		2'000	2'000	-	-	2'000
365 subventions accordées - institutions privées		2'000	2'000	-	-	2'000
39 imputations internes		13'545	4'099	9'446	230%	10'777
390 intérêts répartis		1'638	2'799	-1'161	-41%	3'164
392 Autres prestations internes		11'907	1'300	10'607	816%	7'613
REVENUS		377	-	377	--	0
43 revenus divers		377	-	377	--	0
436 dédommagements de tiers		377	0	377	--	0
02 CONSEIL ADMINISTRATIF, MAIRE ET ADJOINT						
CHARGES		2'122'730	2'228'686	-105'956	-5%	2'143'480
30 charges de personnel		1'381'506	1'364'132	17'374	1%	1'283'079
301 traitements du personnel		1'268'352	1'237'416	30'936	3%	1'183'277
303 Assurances sociales		101'644	99'501	2'143	2%	89'182
305 Assurance maladie et accidents		11'271	26'975	-15'705	-58%	10'396
309 Autres charges du personnel		240	240	0	0%	224

en francs		C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
31	biens, services et marchandises	726'101	836'554	-110'453	-13%	837'466
310	fournitures de bureau, imprimés, publicité	3'837	16'000	-12'163	-76%	3'149
311	meublier, machines, véhicules et matériel	3'742	-	3'742	--	6'574
313	Achats de fournitures et autres marchandises	1'845	2'700	-855	-32%	2'117
314	entretien des immeubles par des tiers	9'677	-	9'677	--	20'575
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	16'896	5'079	11'817	233%	14'521
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	11'953	18'000	-6'047	-34%	12'412
317	dédommagements	134'608	186'500	-51'892	-28%	151'262
318	honoraires et prestations de service	497'822	491'275	6'547	1%	459'739
319	frais divers	45'721	117'000	-71'279	-61%	167'118
39	imputations internes	15'123	28'000	-12'878	-46%	22'935
391	Mise à disposition de locaux	0	8'000	-8'000		11'838
392	Autres prestations internes	15'123	20'000	-4'878	-24%	11'098
REVENUS		124'583	45'000	79'583	177%	49'485
43	revenus divers	124'583	45'000	79'583	177%	49'485
436	dédommagements de tiers	124'583	45'000	79'583	177%	49'485
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
CHARGES		17'756'818	19'662'464	-1'905'646	-10%	17'678'169
30	charges de personnel	11'438'365	12'753'362	-1'314'997	-10%	10'925'105
301	traitements du personnel	9'259'060	10'324'634	-1'065'574	-10%	8'759'441
303	Assurances sociales	758'577	825'332	-66'755	-8%	674'136
304	caisses de pensions et de prévoyance	1'186'130	1'335'472	-149'342	-11%	1'276'661
305	Assurance maladie et accidents	143'113	226'757	-83'644	-37%	136'009
306	prestations en nature	24'312	36'560	-12'248	-34%	19'965
309	Autres charges du personnel	67'174	4'608	62'566	1358%	58'894
31	biens, services et marchandises	4'969'028	5'811'278	-842'250	-14%	5'344'436
310	fournitures de bureau, imprimés, publicité	625'744	752'907	-127'163	-17%	652'988
311	meublier, machines, véhicules et matériel	52'307	50'000	2'307	5%	110'368
312	eau, énergie, combustible	135'974	129'448	6'526	5%	116'292
313	Achats de fournitures et autres marchandises	827'964	828'900	-936	-0%	793'252
314	entretien des immeubles par des tiers	185'479	150'821	34'658	23%	109'792
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	186'365	189'497	-3'132	-2%	170'263
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	164'239	104'850	59'389	57%	150'820
317	dédommagements	69'520	133'140	-63'620	-48%	71'103
318	honoraires et prestations de service	1'961'614	2'706'665	-745'051	-28%	2'451'921
319	frais divers	759'822	765'050	-5'228	-1%	717'636
33	Amortissements	121'530	127'369	-5'839	-5%	172'393
331	Amortissements ordinaires du PA	121'680	127'369	-5'689	-4%	122'801

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
334 pertes sur débiteurs	-150	-	-150	--	49'592
35 dédommagements à des collectivités publiques	28'282	25'000	3'282	13%	42'754
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	28'282	25'000	3'282	13%	42'754
37 subventions redistribuées	83'575	-	83'575	--	75'750
376 personnes physiques	83'575	-	83'575	--	75'750
39 imputations internes	1'116'038	945'455	170'583	18%	1'117'731
390 intérêts répartis	7'422	10'228	-2'806	-27%	11'808
391 mise à disposition de locaux	669'428	668'379	1'049	0%	677'738
392 autres prestations internes	439'188	266'848	172'340	65%	428'186
REVENUS	1'111'917	846'350	265'567	31%	1'184'876
42 revenus des biens	24'113	2'000	22'113	1106%	2'250
427 immeubles du patrimoine administratif	5'450	2'000	3'450	173%	2'250
429 autres revenus	18'663	-	18'663	--	0
43 revenus divers	982'518	844'350	138'168	16%	1'035'054
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	300	0	300	--	0
435 ventes	820'686	807'000	13'686	2%	802'992
436 dédommagements de tiers	87'492	4'350	83'142	1911%	160'476
439 autres contributions	74'040	33'000	41'040	124%	71'586
45 dédommagements de collectivités publiques	17'265	0	17'265	--	0
450 confédération	17'265	0	17'265	--	0
46 subventions acquises	4'446	-	4'446	--	70'500
469 autres subventions	4'446	-	4'446	--	70'500
47 subventions à redistribuer	83'575	-	83'575	--	75'750
471 subventions à redistribuer - cantons	83'575	-	83'575	--	75'750
49 imputations internes	0	-	0	--	1'323
492 autres prestations internes	0	-	0	--	1'323
08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)					
CHARGES	561'618	392'312	169'306	43%	101'086
36 subventions accordées	561'618	392'312	169'306	43%	101'086
365 subventions accordées - institutions privées	559'496	392'312	167'184	43%	101'086
366 subventions accordées - personnes physiques	2'123	0	2'123	--	0
1 SÉCURITÉ PUBLIQUE					
11 SÉCURITÉ MUNICIPALE					
CHARGES	16'236'144	15'000'000	1'236'144	8%	15'840'051
35 dédommagements à des collectivités publiques	16'236'144	15'000'000	1'236'144	8%	15'840'051
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	16'236'144	15'000'000	1'236'144	8%	15'840'051

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	85'758	22'700	63'058	278%	23'000
31 biens, services et marchandises	1'058	0	1'058	--	0
314 entretien des immeubles par des tiers	1'058	0	1'058	--	0
36 subventions accordées	84'700	22'700	62'000	273%	23'000
365 subventions accordées - institutions privées	84'700	22'700	62'000	273%	23'000
34 SPORTS					
CHARGES	8'000	-	8'000	--	8'000
36 subventions accordées	8'000	-	8'000	--	8'000
365 subventions accordées - institutions privées	8'000	-	8'000	--	8'000
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	1'011'827	945'332	66'495	7%	694'932
36 subventions accordées	1'011'827	945'332	66'495	7%	694'932
360 subventions accordées - confédération	3'000	0	3'000	--	0
365 subventions accordées - institutions privées	749'994	695'332	54'662	8%	694'932
367 subventions accordées - étranger	258'833	250'000	8'833	4%	0
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	0	-	0	--	900
33 Amortissements	0	-	0	--	900
334 pertes sur débiteurs	0	-	0	--	900
REVENUS	16'236'144	15'000'000	1'236'144	8%	15'840'051
45 dédommagements de collectivités publiques	16'236'144	15'000'000	1'236'144	8%	15'840'051
451 cantons	16'236'144	15'000'000	1'236'144	8%	15'840'051
65 TRAFIC RÉGIONAL					
CHARGES	211'950	309'300	-97'350	-31%	272'500
36 subventions accordées	211'950	309'300	-97'350	-31%	272'500
361 subventions accordées - cantons	190'700	309'300	-118'600	-38%	250'000
365 subventions accordées - institutions privées	21'250	0	21'250	--	22'500
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	661	-	661	--	34
31 biens, services et marchandises	661	-	661	--	34
318 honoraires et prestations de service	661	-	661	--	34

4.1

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.					
CHARGES	0	-	0	--	40'000
36 subventions accordées	0	-	0	--	40'000
365 subventions accordées - institutions privées	0	-	0	--	37'000
367 subventions accordées - étranger	0	-	0	--	3'000
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	79	-	79	--	65
32 intérêts passifs	79	-	79	--	65
320 engagements courants	79	-	79	--	65
REVENUS	0	-	0	--	51'325
42 revenus des biens	0	-	0	--	51'325
421 créances	0	-	0	--	51'325

4.1.5 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

05 Administration générale

318 honoraires et prestations de service

Le disponible s'explique principalement par :

- 1) un non dépensé dans le budget «mairie» et dans celui de la fête du 31 décembre. ces deux budgets se trouvent dans le groupe 318, alors que certaines dépenses doivent être imputées sur d'autres comptes. enfin, le nombre et l'ampleur des réceptions en 2013 ont baissé comparativement à 2012.
- 2) des rendus sur les comptes destinés aux votations, qui dépendent des échéances politiques et des non dépensés sur les comptes d'affaires juridiques qui dépendent de contraintes extérieures non prévisibles.
- 3) l'abandon et le report de projets d'infocom.
- 4) Le fait que le cfi n'a eu que peu recours à des mandataires externes.

4.1.6 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	Fixes					Auxiliaires		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	total postes	B 2013	écart postes	C 2013	B 2013	Écart
05	Administration générale	72.0	5.1	77.1	75.2	1.9	666'739	851'369	-184'630
	TOTAL	72.0	5.1	77.1	75.2	1.9	666'739	851'369	-184'630

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.1.7 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
subventions monétaires	1'156	971	185	19%	593
Administration générale	388	242	146	60%	103
culture et loisirs	93	23	70	308%	31
prévoyance sociale	463	397	66	17%	146
trafic	212	309	-97	-31%	273
protection et aménagement de l'environ.	0	0	0	--	40
gratuités	724	701	23	3%	549
Administration générale	176	152	23	15%	0
prévoyance sociale	549	549	0	0%	549
total général	1'880	1'672	208	12%	1'142

4.1.8 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs	C 2013	B 2013	Écart
A Autorités	1'155'945	970'800	185'145
01 conseil municipal	2'000	2'000	0
365 subventions accordées - institutions privées	2'000	2'000	0
amicale des anciens conseillers municipaux	2'000	2'000	0
08 immeuble du patr. admin. (non ventil.)	386'000	240'000	146'000
365 subventions accordées - institutions privées	386'000	240'000	146'000
rassemblement E/F politique sociale logement	20'000	20'000	0
subventions et allocations diverses et imprévues (voir PP 30-34-58-65)	366'000	220'000	146'000
30 encouragement à la culture	84'700	22'700	62'000
365 subventions accordées - institutions privées	84'700	22'700	62'000
rencontres internationales de genève (trf de la direction du dpt 3)	22'700	22'700	0
subventions et allocations diverses et imprévues (voir PP 08-34-58-65)	62'000	0	62'000
34 sports	8'000	0	8'000
365 subventions accordées - institutions privées	8'000	0	8'000
subventions et allocations diverses et imprévues (voir PP 08-30-58-65)	8'000	0	8'000
58 aide sociale	463'295	396'800	66'495
360 subventions accordées - confédération	3'000	0	3'000
subventions et allocations diverses et imprévues	3'000	0	3'000
365 subventions accordées - institutions privées	201'462	146'800	54'662
commémoration du bicentenaire de l'adhésion de genève à la confédération	50'000	50'000	0
communauté genevoise d'action syndicale - cgas	6'200	6'200	0
divers projets pour la genève internationale	70'000	70'000	0
shinagawa	28'262	20'600	7'662
subventions et allocations diverses et imprévues (voir PP 08-30-34-65)	47'000	0	47'000
367 subventions accordées - étranger	258'833	250'000	8'833
fds municipal d'aide humanitaire p/collectivités publ. (trf du dpt 1)	250'000	250'000	0
subventions et allocations diverses et imprévues	8'833	0	8'833
65 trafic régional	211'950	309'300	-97'350
361 subventions accordées - cantons	190'700	309'300	-118'600
compagnie générale de navigation sur le lac léman	190'700	309'300	-118'600
365 subventions accordées - institutions privées	21'250	0	21'250
subventions et allocations diverses et imprévues (voir PP 08-30-34-58)	21'250	0	21'250

4.1

4.1.9 GRATUITÉS

en francs	C 2013	B 2013	Écart
A Autorités	724'150	700'844	23'306
08 immeuble du patr. admin. (non ventil.)	175'618	152'312	23'306
365 subventions accordées - institutions privées	173'496	152'312	21'184
fond. conserv. maison général dufour	152'312	152'312	0
gratuités salles comm. accordées par ca (nouvelle)	21'184	0	21'184
366 subventions accordées - personnes physiques	2'123	0	2'123
gratuités salles comm. accordées par ca (nouvelle)	2'123	0	2'123
58 aide sociale	548'532	548'532	0
365 subventions accordées - institutions privées	548'532	548'532	0
ctre henry dunant (villa plantamour)	226'428	226'428	0
villa moynier	322'104	322'104	0

4.2 FINANCES ET LOGEMENT

4.2.1 FAITS MARQUANTS

Le département des finances et du logement (DFL) est un département stratégique, dont l'activité transversale profite à l'ensemble de l'Administration municipale. En 2013, les services du DFL ont mis en œuvre ou finalisé de nombreux chantiers d'importance.

En 2013, un accord a été conclu par la ville de Genève et le syndicat UNIA concernant le respect des conventions collectives de travail par les établissements publics gérés par la Gérance immobilière municipale (GIM). Cet accord permet à la ville d'être exemplaire dans sa politique de location. Parallèlement, la GIM a fourni un important effort afin de permettre le démarrage de chantiers de rénovation impliquant la libération des immeubles par le relogement des occupant-e-s, sans qu'il n'ait préalablement été recouru à des résiliations de baux comme le font la plupart des propriétaires. Le service a également continué à mettre en œuvre les recommandations du contrôle financier et de la cour des comptes. Ainsi, sur 56 recommandations (de faible ou moyenne importance) formulées par le contrôle financier, 50 ont été suivies, le solde étant en cours de réalisation. Quant aux 11 recommandations (risque mineur ou modéré) de la cour des comptes, 8 d'entre elles ont été mises en œuvre. Les trois restantes sont en lien direct avec le projet en cours d'intégration du service à la base commune des demandeur-euse-s de logement, géré par l'État de Genève. Pour des raisons techniques, le lancement de ce projet a été reporté à 2014.

La direction des ressources humaines (DRH) a concrétisé le projet « bienvenue en ville de Genève », qui vise à accueillir les nouveaux collaborateur-trice-s de manière conviviale, tout en leur offrant une vision globale de l'administration et en les sensibilisant aux enjeux du service public. En 2013, une attention particulière a été accordée à la protection de la maternité. Outre une fiche explicative envoyée à l'ensemble du personnel, une formation spécifique a été mise sur pied et dispensée aux assistant-e-s de sécurité et aux responsables RH de département. Par ailleurs, avec l'entrée en vigueur du nouveau formulaire d'entretien périodique, la DRH a mis en place une formation destinée à l'ensemble des cadres de l'ad-

ministration. En tout, 35 sessions ont eu lieu et plus de 420 cadres y ont participé. Finalement, un spécialiste en protection incendie a été engagé. Il a dispensé 48 formations aux chargé-e-s d'évacuation.

La direction des systèmes d'information et de communication (DSIC) a débuté en 2013 une opération d'envergure, visant à remplacer les équipements du réseau informatique de l'Administration municipale, devenus obsolètes. Les actions entreprises ont déjà permis de basculer sur la nouvelle infrastructure plus de 114 sites sur l'ensemble des 146 sites desservis, soit plus de 10'000 équipements (poste de travail, imprimante, téléphone, etc.). L'année 2013 a également vu le réseau wifi public de la ville s'étendre largement par la mise en service de plus de 80 points d'accès supplémentaires. Finalement, la DSIC a mis en place pour le service de la sécurité et des espaces publics (SEEP) un outil pratique pour la gestion in situ des marchés sur le territoire municipal.

En 2013, les négociations initiées il y a deux ans par la direction du département avec l'union des associations patronales genevoises (UAPG) et la communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) ont abouti. L'accord signé en septembre permet de garantir que les entreprises sous-traitantes mandatées par les entreprises adjudicatrices dans le cadre des marchés publics de la ville respectent les conventions collectives de travail. Cet accord offre ainsi des garanties uniques et pragmatiques protégeant à la fois les travailleur-euse-s mais aussi les entreprises qui respectent les règles des marchés publics.

Dans un contexte marqué par une concurrence accrue entre les États, la direction du département a également travaillé en 2013 au sein du groupe permanent conjoint (GPC), réunissant la confédération, le canton et la ville sur une stratégie visant au maintien et au développement de l'attractivité et de l'excellence de la Genève internationale. Au cours de l'année, les groupes techniques et politiques du GPC se sont réunis à huit reprises. La stratégie élaborée s'articule autour de six axes et vise à assurer le futur de Genève, voire de la Suisse, en tant que centre de gouvernance mondiale. L'un des enjeux

majeurs des années à venir sera la rénovation de plusieurs bâtiments. outre le palais des nations, dont la rénovation est évaluée à CHF 617.0 millions, il s'agira en effet de trouver un financement pour les locaux du bureau international du travail (BIT), l'organisation mondiale de la santé (OMS) et l'union internationale des télécommunications (UIT). Le montant global de ces rénovations est estimé à 1.2 milliard de francs.

Le service Agenda 21-ville durable (A21) a poursuivi la coordination des 13 objectifs du programme stratégique de développement durable 2011-2014 et en a renforcé la communication grâce au lancement d'une newsletter. À travers l'équipe de La ville est à vous, il a coordonné 24 jours de manifestations dans 12 quartiers, ainsi qu'un événement spécial célébrant les 10 ans de la manifestation. Par ailleurs, l'A21 a continué à appuyer les services municipaux dans la prise en compte de l'égalité et la diversité dans leurs missions et prestations. Au terme de l'année, il a soumis au conseil administratif une stratégie visant à valoriser la diversité et à développer l'action municipale dans les domaines prioritaires du programme d'intégration cantonal 2014-2017. Le service a également publié un portrait économique de la ville de Genève, permettant de mieux connaître le tissu socio-économique municipal. En matière d'insertion sociopro-

fessionnelle, 15 projets (dont 4 nouveaux) ont fait l'objet d'une décision positive pour un financement par le biais du Fonds chômage. Enfin, hors Fonds chômage et la ville est à vous, le service a traité 87 demandes de subvention au cours de l'année.

Le service de la taxe professionnelle communale (tax) a continué à officier comme entité de référence, en particulier à l'égard des autres communes genevoises. Ainsi, des séances ont été organisées avec les personnes en charge du calcul de cet impôt dans les communes. De même, le service a activement participé au groupe de travail intercommunal en charge de la nomenclature des groupes professionnels, en y déléguant deux personnes. La collaboration avec la ville de Versoix s'est également poursuivie, à satisfaction des deux parties.

4.2.2 COMMENTAIRE SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

genève solidaire

En 2013, par le biais de la Délégation Genève ville solidaire (DGVs), la ville de Genève a consacré 0.61% de son budget à la solidarité internationale. Cet engagement conséquent a été salué en décembre 2013 par l'organisation Solidar Suisse, à l'occasion de la publication de son classement annuel des communes les plus conscientes de leurs responsabilités sociales. Avec une note de 50 sur 50, la ville de Genève a en effet été sacrée « championne suisse » en matière de coopération au développement.

genève ville durable

En 2013, le service A21 a organisé la 7^{ème} conférence européenne des villes durables, en collaboration avec une quinzaine de partenaires suisses et européens. Ce grand événement s'est déroulé du 17 au 19 avril 2013 au CICG, en présence de plus de 850 personnes provenant de 51 pays. Articulée autour du thème de l'économie socialement et écologiquement responsable, la conférence a proposé 7 séances plénières rassemblant 36 intervenant-e-s européens, 29 ateliers thématiques avec des expert-e-s de chaque domaine et 17 visites de site, permettant de valoriser les bonnes pratiques genevoises. L'espace d'exposition a rassemblé 48 exposant-e-s, issu-e-s des institutions publiques comme du secteur privé marchand et non marchand.

Au final, cette conférence a marqué le lancement d'une plateforme internet sur les villes durables (<http://www.sustainablecities.eu/>). Elle a également permis à la ville de Genève de mettre en valeur ses actions pour le développement durable et de renforcer ses liens avec les institutions et les associations locales, nationales et internationales dans plusieurs domaines, comme la finance durable, les achats publics, les quartiers durables, l'économie sociale et solidaire, la souveraineté alimentaire et l'inclusion sociale. Enfin, cette conférence a ouvert le débat sur une meilleure prise en compte des dimensions économiques et sociales dans la mise en œuvre de la durabilité par les villes.

genève intercommunale

Suite à la révision de la Loi fédérale sur la prévoyance vieillesse, survivants et invalidité (LPP), la CAP a dû procéder en 2013 à plusieurs changements d'importance. Le 22 janvier 2013, le conseil municipal a approuvé les nouveaux statuts de la Fondation de prévoyance CAP et son règlement relatif au financement et à la garantie de prévoyance. Il a également voté un crédit budgétaire supplémentaire de CHF 119.5 millions afin de financer l'apport extraordinaire prévu dans ses nouveaux statuts. Les autres communes affiliées auprès de la CAP ont approuvé ces textes et le grand conseil a voté le projet de loi tel que préavisé par les communes affiliées. Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2014, l'ancienne CAP passera le relais à la « Fondation de prévoyance intercommunale de droit public de la ville de Genève, des services industriels de Genève et des communes genevoises affiliées, ainsi que d'autres employeurs affiliés conventionnellement (CAP) ». Durant le deuxième semestre 2013, les travaux préparatoires destinés à définir les principes de gouvernance de cette nouvelle fondation et d'en rédiger les différents règlements ont été menés. La CAP satisfera donc à l'avenir les exigences de la loi sur la prévoyance professionnelle.

4.2.3 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

En milliers de francs	DFL	TAX	DFIN	GIM	DRH	A21	DSIC	total
Administration générale	3'013	2'995	10'137	12'245	140'891	207	19'691	189'180
culture et loisirs				281		246	3	531
prévoyance sociale	6'040			1'689		499		8'227
trafic				2'320				2'320
protection et aménagement de l'environ.						4'313		4'313
finances et impôts		3'216	105'412	61'196	121			169'945
total	9'052	6'211	115'549	77'731	141'012	5'266	19'694	374'515

REVENUS PAR SERVICE

En milliers de francs	DFL	TAX	DFIN	GIM	DRH	A21	DSIC	total
Administration générale	2'383	213	5'203	23'075	3'615	50	133	34'673
protection et aménagement de l'environ.						6		6
finances et impôts		126'037	822'628	100'177				1'048'843
total	2'383	126'250	827'831	123'252	3'615	56	133	1'083'521

4.2.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

FINANCES ET LOGEMENT	TOTAL CHARGES	374'515'341	258'688'860	115'826'481	45%	263'549'940
	TOTAL REVENUS	1'083'521'350	1'022'657'272	60'864'078	6%	993'139'918
en francs		C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
CHARGES		172'082'566	53'064'988	119'017'578	224%	54'789'828
30 charges de personnel		158'662'538	35'369'016	123'293'522	349%	39'651'312
300 Autorités et commissions		1'520	8'600	-7'080	-82%	7'605
301 traitements du personnel		30'836'332	23'742'512	7'093'820	30%	30'498'702
303 Assurances sociales		2'541'434	2'906'506	-365'072	-13%	3'605'549
304 caisses de pensions et de prévoyance		123'488'325	4'317'642	119'170'683	2760%	4'015'344
305 assurance maladie et accidents		669'369	1'058'508	-389'140	-37%	680'503
306 prestations en nature		22'783	38'200	-15'417	-40%	27'706
308 personnel interimaire		50'511	100'000	-49'489	-49%	46'997
309 autres charges du personnel		1'052'263	3'197'048	-2'144'785	-67%	768'907
31 biens, services et marchandises		4'429'684	8'721'724	-4'292'040	-49%	4'974'000
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité		438'472	660'365	-221'893	-34%	480'509
311 mobilier, machines, véhicules et matériel		176'202	996'764	-820'562	-82%	345'048
312 eau, énergie, combustible		353'959	308'100	45'859	15%	312'070
313 achats de fournitures et autres marchandises		51'794	97'761	-45'967	-47%	34'341
314 entretien des immeubles par des tiers		313'335	1'593'700	-1'280'365	-80%	406'915
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers		1'043'379	915'045	128'334	14%	860'676
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation		322'490	834'655	-512'165	-61%	328'242
317 dédommagements		405'434	373'933	31'501	8%	390'276
318 honoraires et prestations de service		1'193'768	2'797'144	-1'603'376	-57%	1'681'880
319 frais divers		130'849	144'257	-13'408	-9%	134'043
33 amortissements		6'224'381	5'915'629	308'752	5%	6'959'276
330 amortissements ordinaires du PF		603'126	604'994	-1'867	-0%	603'126
331 amortissements ordinaires du PA		5'619'956	5'310'635	309'321	6%	6'359'356
334 pertes sur débiteurs		1'298	0	1'298	--	-3'206
36 subventions accordées		4'800	4'800	0	0%	4'800
361 subventions accordées - cantons		4'800	4'800	0	0%	4'800
39 imputations internes		2'761'164	3'053'820	-292'656	-10%	3'200'441
390 intérêts répartis		683'443	925'921	-242'478	-26%	1'062'105
391 mise à disposition de locaux		1'830'119	1'848'576	-18'457	-1%	1'855'146
392 autres prestations internes		247'602	279'323	-31'721	-11%	283'190
REVENUS		7'758'059	9'701'716	-1'943'657	-20%	9'846'646
42 revenus des biens		33'383	18'000	15'383	85%	32'533
426 participations permanentes du PA		-10	0	-10	--	0
429 autres revenus		33'393	18'000	15'393	86%	32'533
43 revenus divers		5'814'637	8'348'892	-2'534'255	-30%	8'095'889
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service		3'224'737	3'751'592	-526'855	-14%	3'336'320
435 ventes		500	0	500	--	18'873
436 dédommagements de tiers		2'589'084	4'597'300	-2'008'216	-44%	4'736'872
439 autres contributions		315	0	315	--	3'823

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
44 parts à des recettes et contrib. sans affectation	319'509	150'000	169'509	113%	280'518
441 parts à des recettes cantonales	319'509	150'000	169'509	113%	280'518
45 dédommagements de collectivités publiques	316'254	234'435	81'819	35%	305'825
451 cantons	75'338	79'435	-4'097	-5%	77'431
452 communes	240'916	155'000	85'916	55%	228'393
46 subventions acquises	33'025	0	33'025	--	0
469 autres subventions	33'025	0	33'025	--	0
47 subventions à redistribuer	50'000	0	50'000	--	0
472 subventions à redistribuer - communes	50'000	0	50'000	--	0
49 imputations internes	1'191'252	950'389	240'863	25%	1'131'882
492 autres prestations internes	1'191'252	950'389	240'863	25%	1'131'882
08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)					
CHARGES	12'402'825	13'482'515	-1'079'690	-8%	13'909'633
30 charges de personnel	1'764'702	1'930'084	-165'382	-9%	1'811'486
301 traitements du personnel	1'442'619	1'564'737	-122'118	-8%	1'484'599
303 assurances sociales	119'448	124'349	-4'902	-4%	114'973
304 caisses de pensions et de prévoyance	168'726	180'493	-11'767	-7%	170'898
305 assurance maladie et accidents	26'599	36'713	-10'114	-28%	28'136
306 prestations en nature	6'586	23'000	-16'414	-71%	12'115
309 autres charges du personnel	725	792	-67	-8%	765
31 biens, services et marchandises	5'982'188	5'970'198	11'990	0%	6'114'882
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	0	5'000	-5'000		3'632
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	101'087	108'500	-7'413	-7%	36'616
312 eau, énergie, combustible	445'823	531'127	-85'304	-16%	517'103
313 achats de fournitures et autres marchandises	43'773	46'000	-2'227	-5%	51'411
314 entretien des immeubles par des tiers	2'971'971	3'178'727	-206'756	-7%	3'108'639
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	15'453	25'514	-10'061	-39%	27'476
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	269'935	250'160	19'775	8%	270'726
318 honoraires et prestations de service	1'846'710	1'793'670	53'040	3%	1'815'515
319 frais divers	287'437	31'500	255'937	812%	283'764
33 amortissements	2'991'317	3'533'420	-542'104	-15%	3'874'060
331 amortissements ordinaires du PA	3'865'965	3'528'420	337'545	10%	4'190'255
332 amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	90'778
334 pertes sur débiteurs	-874'648	5'000	-879'648	-17593%	-406'973
35 dédommagements à des collectivités publiques	1'095	3'500	-2'405	-69%	2'368
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	1'095	3'500	-2'405	-69%	2'368
36 subventions accordées	1'125'131	1'101'628	23'503	2%	1'272'512
360 subventions accordées - confédération	387'780	387'780	0	0%	387'780
361 subventions accordées - cantons	17'706	0	17'706	--	0
363 subventions accordées - propres établissements	3'405	0	3'405	--	0
365 subventions accordées - institutions privées	714'489	713'848	641	0%	884'732
366 subventions accordées - personnes physiques	1'750	0	1'750	--	0
39 imputations internes	538'393	943'685	-405'292	-43%	834'324
390 intérêts répartis	502'244	894'357	-392'113	-44%	789'456
391 mise à disposition de locaux	17'580	30'328	-12'748	-42%	19'200

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
392 autres prestations internes	18'570	19'000	-430	-2%	25'669
REVENUS	26'914'463	18'116'838	8'797'625	49%	19'190'349
42 revenus des biens	22'378'990	13'579'087	8'799'903	65%	14'434'909
425 prêts du patrimoine administratif	76'500	0	76'500	--	153'000
426 participations permanentes du PA	3'762'936	2'718'000	1'044'936	38%	4'245'286
427 immeubles du patrimoine administratif	18'539'113	10'861'087	7'678'026	71%	10'034'748
429 autres revenus	440	0	440	--	1'875
43 revenus divers	64'220	51'000	13'220	26%	258'943
431 émoluments administratifs	330	0	330	--	0
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	3'420	10'000	-6'580	-66%	3'191
435 ventes	106	0	106	--	7'639
436 dédommagements de tiers	60'364	41'000	19'364	47%	248'113
49 imputations internes	4'471'253	4'486'751	-15'498	-0%	4'496'496
491 mise à disposition de locaux	4'471'253	4'486'751	-15'498	-0%	4'496'496
09 DIVERS (NON VENTILABLES)					
CHARGES	4'694'211	4'775'000	-80'789	-2%	6'951'267
30 charges de personnel	4'694'211	4'775'000	-80'789	-2%	6'951'267
307 prestations aux pensionnés	4'694'211	4'775'000	-80'789	-2%	6'951'267
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	238'773	241'144	-2'371	-1%	30'644
31 biens, services et marchandises	226'081	210'500	15'581	7%	0
314 entretien des immeubles par des tiers	225'807	210'500	15'307	7%	0
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	274	0	274	--	0
36 subventions accordées	12'692	30'644	-17'952	-59%	30'644
365 subventions accordées - institutions privées	12'692	30'644	-17'952	-59%	30'644
34 SPORTS					
CHARGES	3'036	0	3'036	--	0
31 biens, services et marchandises	3'036	0	3'036	--	0
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	3'036	0	3'036	--	0
35 AUTRES LOISIRS					
CHARGES	288'788	233'008	55'780	24%	250'088
36 subventions accordées	288'788	233'008	55'780	24%	250'088
365 subventions accordées - institutions privées	288'788	233'008	55'780	24%	250'088
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE					
CHARGES	545'173	426'275	118'898	28%	695'630
36 subventions accordées	545'173	426'275	118'898	28%	695'630
365 subventions accordées - institutions privées	545'173	426'275	118'898	28%	695'630
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	7'682'169	7'722'884	-40'715	-1%	12'785'125
30 charges de personnel	233'944	441'499	-207'555	-47%	115'106
300 autorités et commissions	7'233	4'000	3'233	81%	6'455
301 traitements du personnel	183'301	369'041	-185'741	-50%	89'408
303 assurances sociales	15'386	29'996	-14'611	-49%	7'274

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
304 caisses de pensions et de prévoyance	23'424	30'233	-6'809	-23%	10'078
305 Assurance maladie et accidents	4'505	8'132	-3'627	-45%	1'863
309 Autres charges du personnel	96	96	0	0%	28
31 biens, services et marchandises	78'440	160'000	-81'561	-51%	63'096
317 dédommagements	102	0	102	--	0
318 honoraires et prestations de service	78'338	160'000	-81'663	-51%	63'096
33 Amortissements	0	563	-563	-100%	0
331 Amortissements ordinaires du PA	0	563	-563	-100%	0
36 subventions accordées	7'363'410	7'120'823	242'587	3%	12'606'923
365 subventions accordées - institutions privées	1'475'244	1'333'871	141'373	11%	6'739'952
366 subventions accordées - personnes physiques	742'832	587'452	155'380	26%	1'005'915
367 subventions accordées - étranger	5'145'335	5'199'500	-54'165	-1%	4'861'056
39 imputations internes	6'375	0	6'375	--	0
392 Autres prestations internes	6'375	0	6'375	--	0
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	2'320'015	2'320'015	0	0%	2'320'015
36 subventions accordées	2'320'015	2'320'015	0	0%	2'320'015
360 subventions accordées - confédération	115'495	115'495	0	0%	115'495
361 subventions accordées - cantons	115'495	115'495	0	0%	115'495
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	457'644	457'644	0	0%	457'644
365 subventions accordées - institutions privées	1'631'381	1'631'381	0	0%	1'631'381
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.					
CHARGES	4'312'996	4'104'075	208'921	5%	3'943'173
30 charges de personnel	1'897'813	1'924'476	-26'663	-1%	1'622'152
301 traitements du personnel	1'513'748	1'563'669	-49'921	-3%	1'323'726
303 Assurances sociales	124'665	123'893	772	1%	100'964
304 caisses de pensions et de prévoyance	209'430	200'053	9'377	5%	163'545
305 Assurance maladie et accidents	24'884	34'189	-9'304	-27%	21'456
306 prestations en nature	1'463	2'000	-538	-27%	0
309 Autres charges du personnel	23'623	672	22'951	3415%	12'461
31 biens, services et marchandises	488'501	525'670	-37'170	-7%	526'144
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	46'441	70'200	-23'759	-34%	72'094
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	1'779	0	1'779	--	5'894
312 eau, énergie, combustible	8'250	2'808	5'442	194%	4'960
313 achats de fournitures et autres marchandises	0	0	0	--	12
314 entretien des immeubles par des tiers	13'089	9'500	3'589	38%	13'191
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	26'400	0	26'400	--	18'009
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	11'307	0	11'307	--	1'889
317 dédommagements	7'804	15'000	-7'196	-48%	6'605
318 honoraires et prestations de service	354'379	402'162	-47'783	-12%	365'373
319 frais divers	19'050	26'000	-6'950	-27%	38'119
33 Amortissements	1'000'000	1'000'250	-250	-0%	1'000'000
331 Amortissements ordinaires du PA	1'000'000	1'000'250	-250	-0%	1'000'000

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
36 subventions accordées	380'492	359'032	21'460	6%	362'154
365 subventions accordées - institutions privées	380'492	359'032	21'460	6%	362'154
37 subventions redistribuées	50'000	0	50'000	--	0
375 subventions redistribuées - institutions privées	50'000	0	50'000	--	0
39 imputations internes	496'190	294'647	201'543	68%	432'724
390 intérêts répartis	17'038	27'198	-10'160	-37%	20'958
391 mise à disposition de locaux	146'342	129'360	16'982	13%	138'171
392 autres prestations internes	332'810	138'089	194'721	141%	273'596
REVENUS	6'094	0	6'094	--	3'504
43 revenus divers	6'094	0	6'094	--	3'504
436 dédommagements de tiers	6'094	0	6'094	--	3'504
9 FINANCES ET IMPÔTS					
90 IMPÔTS					
CHARGES	78'213'830	70'131'173	8'082'657	12%	64'048'773
33 Amortissements	24'189'306	16'785'000	7'404'306	44%	13'841'311
334 pertes sur débiteurs	24'189'306	16'785'000	7'404'306	44%	13'841'311
34 contributions à d'autres collectivités	32'147'313	31'878'353	268'960	1%	30'472'815
346 compensation financière aux communes françaises	32'147'313	31'878'353	268'960	1%	30'472'815
35 dédommagements à des collectivités publiques	21'877'210	21'467'820	409'390	2%	19'734'647
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	21'877'210	21'467'820	409'390	2%	19'734'647
REVENUS	922'362'600	866'829'411	55'533'189	6%	829'281'676
40 impôts	921'773'846	866'829'411	54'944'435	6%	828'523'569
400 impôts sur le revenu et la fortune	579'894'922	579'735'000	159'922	0%	563'187'404
401 impôts sur le bénéfice et le capital	196'178'423	150'859'000	45'319'423	30%	128'826'100
406 impôts sur les chiens	328'885	200'000	128'885	64%	320'835
408 fonds de péréquation (personnes morales)	19'382'841	16'035'411	3'347'430	21%	15'076'651
409 taxe professionnelle communale	125'988'775	120'000'000	5'988'775	5%	121'112'579
42 revenus des biens	588'753	0	588'753	--	758'107
429 autres revenus	588'753	0	588'753	--	758'107
92 ENTRE COMMUNES					
CHARGES	10'753'707	10'753'707	0	0%	5'305'359
34 contributions à d'autres collectivités	10'753'707	10'753'707	0	0%	5'305'359
341 contributions à communes - contrib. de péréquation	10'753'707	10'753'707	0	0%	5'305'359
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	19'676'690	26'504'015	-6'827'325	-26%	29'329'047
31 biens, services et marchandises	427'927	327'000	100'927	31%	192'468
318 honoraires et prestations de service	403'845	312'000	91'845	29%	152'900
319 frais divers	24'082	15'000	9'082	61%	39'567
32 intérêts passifs	19'248'763	26'177'015	-6'928'252	-26%	29'136'579
320 engagements courants	35'812	86'182	-50'370	-58%	83'305
321 dettes à court terme	55'802	0	55'802	--	45'753
322 dettes à moyen et long terme	19'088'391	25'986'833	-6'898'442	-27%	28'786'257
323 dettes envers des entités particulières	68'758	104'000	-35'242	-34%	221'265

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
REVENUS	21'703'035	27'921'100	-6'218'065	-22%	32'424'181
42 revenus des biens	4'952'775	5'921'100	-968'325	-16%	6'847'564
420 Avoirs à vue	75'093	100'100	-25'007	-25%	144'006
421 créances	2'341'880	3'142'000	-800'120	-25%	3'771'685
422 capitaux du patrimoine financier	774'425	1'164'000	-389'575	-33%	1'142'314
426 participations permanentes du PA	1'500'000	1'500'000	0	0%	1'500'000
429 autres revenus	261'377	15'000	246'377	1643%	289'558
49 imputations internes	16'750'260	22'000'000	-5'249'740	-24%	25'576'617
490 intérêts répartis	16'750'260	22'000'000	-5'249'740	-24%	25'576'617
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER					
CHARGES	61'300'562	64'930'060	-3'629'498	-6%	69'191'357
30 charges de personnel	13'813'046	14'711'948	-898'902	-6%	13'657'240
301 traitements du personnel	11'122'201	11'936'221	-814'020	-7%	11'098'784
303 assurances sociales	908'450	949'952	-41'502	-4%	858'511
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'432'365	1'460'260	-27'895	-2%	1'395'129
305 assurance maladie et accidents	197'998	278'543	-80'545	-29%	204'056
306 prestations en nature	57'336	77'500	-20'164	-26%	57'414
309 autres charges du personnel	94'696	9'472	85'224	900%	43'346
31 biens, services et marchandises	33'888'229	33'924'048	-35'819	-0%	37'249'712
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	30'942	45'200	-14'259	-32%	26'524
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	204'355	201'000	3'355	2%	183'755
312 eau, énergie, combustible	4'353'379	4'129'355	224'024	5%	4'533'514
313 achats de fournitures et autres marchandises	154'199	192'600	-38'401	-20%	191'946
314 entretien des immeubles par des tiers	17'393'043	17'957'049	-564'006	-3%	20'003'593
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	279'980	403'957	-123'977	-31%	312'717
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	1'391'291	1'302'500	88'791	7%	1'407'913
317 dédommagements	12'253	13'000	-747	-6%	12'162
318 honoraires et prestations de service	9'532'633	9'023'387	509'246	6%	10'097'024
319 frais divers	536'154	656'000	-119'846	-18%	480'563
33 amortissements	2'895'404	2'940'077	-44'674	-2%	2'632'138
330 amortissements ordinaires du PF	2'831'289	2'637'990	193'299	7%	2'276'267
331 amortissements ordinaires du PA	704	2'088	-1'383	-66%	0
334 pertes sur débiteurs	63'410	300'000	-236'590	-79%	355'871
36 subventions accordées	549'640	549'640	0	0%	549'640
365 subventions accordées - institutions privées	549'640	549'640	0	0%	549'640
39 imputations internes	10'154'244	12'804'347	-2'650'103	-21%	15'102'627
390 intérêts répartis	8'644'635	11'261'969	-2'617'334	-23%	13'428'542
391 mise à disposition de locaux	366'200	383'120	-16'920	-4%	366'200
392 autres prestations internes	1'143'408	1'159'258	-15'850	-1%	1'307'885
REVENUS	104'777'100	100'088'207	4'688'893	5%	102'393'563
42 revenus des biens	89'056'501	85'794'919	3'261'582	4%	86'754'691
422 capitaux du patrimoine financier	662'715	663'000	-285	-0%	662'715
423 immeubles du patrimoine financier	85'673'838	85'131'919	541'919	1%	84'452'165
424 gains comptables sur les placements du PF	2'695'126	0	2'695'126	--	1'620'375
429 autres revenus	24'822	0	24'822	--	19'437

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
43 revenus divers	9'149'000	7'806'950	1'342'050	17%	9'030'599
431 émoluments administratifs	2'120	3'000	-880	-29%	2'090
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	8'189'362	7'507'950	681'412	9%	8'150'532
435 ventes	28'009	0	28'009	--	39'641
436 Dédommagements de tiers	738'206	295'000	443'206	150%	640'017
439 Autres contributions	191'303	1'000	190'303	19030%	198'320
49 imputations internes	6'571'598	6'486'338	85'260	1%	6'608'272
491 Mise à disposition de locaux	6'571'598	6'486'338	85'260	1%	6'608'272

4.2.5 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

05 Administration générale

- 310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité**
une meilleure gestion des impressions ainsi qu'une augmentation des prestations en interne expliquent l'écart favorable par rapport au budget.
- 311 mobilier, machines, véhicules et matériel**
disponible provenant de certains comptes gérés par les compétents CMAI et DSIC non répartis dans les services lors de l'élaboration budgétaire (voir tableaux des compétents).
- 314 Entretien des immeubles par des tiers**
disponible provenant de certains comptes gérés par le compétent DSIC non répartis dans les services lors de l'élaboration budgétaire (voir tableaux des compétents).
- 316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation**
disponible provenant du compte « c-DSIC location appareils multifonctions » non réparti dans les services lors de l'élaboration budgétaire (voir tableaux des compétents).
- 318 honoraires et prestations de service**
disponible provenant de certains comptes gérés par les compétents CMAI et DSIC non répartis dans les services lors de l'élaboration budgétaire (voir tableaux des compétents).
- 434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service**
Ajustement de la refacturation CAP par rapport aux charges réelles.
- 436 dédommagements de tiers**
Écart dû principalement à la répartition dans les services des remboursements de pertes de salaires, le budget étant inscrit en totalité à la DRH -3.6 mios et, par ailleurs, de revenus non budgétés perçus dans le cadre du règlement d'un litige +2.0 mios.
- 441 Part à des recettes cantonales**
Les droits sur les ventes volontaires aux enchères publiques ont été supérieurs à ceux escomptés.

08 Immeuble du patr. admin. (non ventil.)

- 314 Entretien des immeubles par des tiers**
L'utilisation du budget d'entretien des bâtiments administratifs et publiques par la direction compétente du patrimoine bâti a été inférieure aux prévisions.
- 319 Frais divers**
Dénouement d'un litige entre la ville de Genève et un locataire d'un établissement public.
- 334 pertes sur débiteurs**
dissolution d'une partie de la provision pour pertes sur débiteurs suite à la régularisation de plusieurs dossiers. Les provisions ne sont pas budgétées.
- 426 Participations permanentes du PA**
Écart dû au dividende ATMB SA « Autoroutes Tunnel du Mont-Blanc ».
- 427 Immeubles du patrimoine administratif**
Encaissement rétroactif sur 5 ans de la redevance due sur le parking du Mont-Blanc.

90 Impôts

- 334 pertes sur débiteurs**
voir 2.3 « Analyse par chapitre »

351 **dédommagements à des collect. publiques - cantons**
voir 2.3 «Analyse par chapitre»

401 **impôts sur le bénéfice et le capital**
voir 2.3 «Analyse par chapitre»

408 **Fonds de péréquation (personnes morales)**
voir 2.3 «Analyse par chapitre»

409 **taxe professionnelle communale**
quelques dossiers en suspens, relatifs à des exercices précédents, ont été finalisés en 2013.

429 **Autres revenus**
voir 2.3 «Analyse par chapitre»

94 **charges et revenus des capitaux**

322 **dettes à moyen et long terme**
une stratégie appropriée a permis de bénéficier de taux plus bas qu'anticipé au budget.

421 **créances**
diminution des intérêts intercalaires due à la baisse des taux d'intérêts.

422 **capitaux du patrimoine financier**
différence due principalement au taux retenu pour l'établissement du budget des intérêts sur l'immobilisation de l'hôtel métropole.

429 **Autres revenus**
Agiors sur emprunts publics.

4.2

95 **immeubles du patrimoine financier**

314 **Entretien des immeubles par des tiers**
utilisation des budgets d'entretien du DPBA et de la GIM inférieure aux attentes suite notamment à la vacance de deux postes de gérant-e.

318 **Honoraires et prestations de service**
hausse de l'impôt immobilier suite à une baisse des taux de capitalisation pris en compte par l'administration fiscale. honoraires de régies (non monétaire) en hausse suite à une augmentation des revenus locatifs.

334 **Pertes sur débiteurs**
diminution de la provision pour pertes sur débiteurs suite à la régularisation de divers dossiers contentieux.

423 **Immeubles du patrimoine financier**
légère augmentation des revenus locatifs essentiellement sur les surfaces commerciales et les loyers libres.

424 **Gains comptables sur les placements du PF**
réévaluation actions BCG

434 **Autres redevances d'utilis. et prest. de service**
honoraires de régie (non monétaire) en hausse suite à l'augmentation des revenus locatifs.

436 **dédommagements de tiers**
divers remboursements (pertes sur salaires et énergie sur les gratuités) non répartis au budget.

4.2.6 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	FIXES					AUXILIAIRES		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B2013	écart postes	C 2013	B 2013	écart
05	Administration générale	197.7	8.0	205.7	200.5	5.2	731'971	1'018'970	-286'999
08	Immeubles du patrimoine administratif (non ventilables)	14.8	2.0	16.8	17.0	-0.2	-	20'200	-20'200
58	Aide sociale	1.7	-	1.7	2.0	-0.3	-	-	-
78	Autres tâches de protection de l'environnement	11.4	-	11.4	11.0	0.4	313'961	260'700	53'261
95	Immeubles du patrimoine financier	121.5	2.5	124.0	125.2	-1.2	69'168	263'298	-194'130
	TOTAL	347.1	12.5	359.6	355.7	3.9	1'115'100	1'563'168	-448'068

ETP: ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.2.7 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2013	B 2013	écart	%	C 2012
subventions monétaires	7'162	7'106	55	1%	12'591
Administration générale	204	290	-86	-29%	287
culture et loisirs	191	191	-0	-0%	189
prévoyance sociale	6'417	6'276	141	2%	11'765
protection et aménagement de l'environ.	350	350	0	0%	350
gratuités	5'428	5'039	389	8%	5'501
Administration générale	925	816	109	13%	991
culture et loisirs	111	73	38	52%	91
prévoyance sociale	1'492	1'271	220	17%	1'537
trafic	2'320	2'320	0	0%	2'320
protection et aménagement de l'environ.	30	9	21	238%	12
finances et impôts	550	550	0	0%	550
total	12'590	12'146	444	4%	18'092

4.2.8 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs	C 2013	B 2013	Écart
1 Finances et logement	7'161'754	7'106'401	55'353
08 Immeuble du patr. admin. (non ventil.)	204'470	290'000	-85'530
365 subventions accordées - institutions privées	204'470	290'000	-85'530
subventions accordées à des institutions privées (A21)	204'470	290'000	-85'530
35 Autres loisirs	190'500	190'700	-200
365 subventions accordées - institutions privées	190'500	190'700	-200
La ville est à vous	190'500	190'700	-200
58 Aide sociale	6'416'784	6'275'701	141'083
365 subventions accordées - institutions privées	659'345	576'201	83'144
Association cap vert-genève	2'000	2'000	0
Association centre Europe - tiers monde (CETIM)	51'500	51'500	0
Association Genève tiers-monde	15'500	15'500	0
Association organisation mondiale contre la torture	18'600	18'600	0
Association service international pour les droits de l'homme	4'100	4'100	0
Association terre des hommes suisse, section romande	8'900	8'900	0
CAGI	50'000	0	50'000
chômage - économie sociale et solidaire	1	1	0
Fédération genevoise de coopération	92'800	92'800	0
Fondation de l'appel de Genève	30'900	30'900	0
Fondation Didé (Dignité en détention)	5'200	5'200	0
Fondation du DocIP	20'600	20'600	0
Mandat international	0	51'500	-51'500
Œuvre suisse d'entraide ouvrière	154'600	154'600	0
subventions institutions privées-promotion de l'égalité	204'644	120'000	84'644
366 subventions accordées - personnes physiques	612'105	500'000	112'105
Aide personnalisée	612'105	500'000	112'105
367 subventions accordées - étranger	5'145'335	5'199'500	-54'165
Association Le comité international de la croix-rouge (CICR)	51'500	51'500	0
Association Médecins sans frontières, section suisse	8'000	8'000	0
coopérations décentralisées	3'400'835	3'455'000	-54'165
DGS - TRIAL	100'000	100'000	0
Institutions genevoises d'aide au développement	1'585'000	1'585'000	0
78 Autres tâches de protection de l'env.	350'000	350'000	0
365 subventions accordées - institutions privées	350'000	350'000	0
Association Après - projet incubateur ESS	350'000	350'000	0

4.2.9 GRATUITÉS

en francs		C 2013	B 2013	Écart
1	Finances et logement	5'428'387	5'039'464	388'923
05	Administration générale	4'800	4'800	0
361	subventions accordées - cantons	4'800	4'800	0
	état de genève - simon g	4'800	4'800	0
08	immeuble du patr. admin. (non ventil.)	920'661	811'628	109'033
360	subventions accordées - confédération	387'780	387'780	0
	wilson, palais (confédération)	387'780	387'780	0
361	subventions accordées - cantons	17'706	0	17'706
	rabais octroyés salles communales	17'706	0	17'706
363	subventions accordées - propres établissements	3'405	0	3'405
	rabais octroyés salles communales	3'405	0	3'405
365	subventions accordées - institutions privées	510'019	423'848	86'171
	mottatom	253'848	253'848	0
	rabais octroyés salles communales	253'283	170'000	83'283
	salles communales utilisées par A21	2'889	0	2'889
366	subventions accordées - personnes physiques	1'750	0	1'750
	rabais octroyés salles communales	1'750	0	1'750
30	Encouragement à la culture	12'692	30'644	-17'952
365	subventions accordées - institutions privées	12'692	30'644	-17'952
	festival du film m. cohendet (supprimée)	0	17'952	-17'952
	sté astronomique genève	12'692	12'692	0
35	Autres loisirs	98'288	42'308	55'980
365	subventions accordées - institutions privées	98'288	42'308	55'980
	Ass. Amis des grottes	42'308	42'308	0
	collectif ex-naro & co - verseuse 8 (trf du se3 dépt 5)	55'980	0	55'980
54	Institutions pour la jeunesse	545'173	426'275	118'898
365	subventions accordées - institutions privées	545'173	426'275	118'898
	Atelier x	57'380	57'380	0
	Auberge de jeunesse - rue rothschild	487'793	368'895	118'898
58	Aide sociale	946'627	845'122	101'505
365	subventions accordées - institutions privées	815'899	757'670	58'229
	Action de soutien à l'enfance démunie	34'964	35'056	-92
	ASF - Apprentissages sans frontières (nouvelle)	8'510	0	8'510
	Ass. intégration prof. femmes migrantes (supprimée)	0	24'176	-24'176
	Assoc. conseil-général - Lissignol 8	47'380	47'380	0
	Assoc. foyer ouvrier du grütli	63'988	63'988	0
	Association Découvrir	40'264	0	40'264
	Association Rehma	93'684	93'684	0
	Au cœur des grottes - Mestrezat 7A	18'000	18'000	0
	coop d'habitation le bois gentil - servette 30A-32	5'806	5'806	0
	coop. unité voisinage - Av. de France 17 (nouvelle)	33'723	0	33'723
	Fond. expressive associative - savoises 11-15-17	25'000	25'000	0
	Fond. expressive associative - savoises 9	29'000	29'000	0
	frères de nos frères	62'477	62'477	0
	terre des hommes	251'103	251'103	0

en francs	C 2013	B 2013	Écart
T-interactions - Prévost 10	102'000	102'000	0
366 subventions accordées - personnes physiques	130'727	87'452	43'275
occupation illicite - Amis 5	8'400	0	8'400
occupation illicite - divers appts du PF	0	59'952	-59'952
occupation illicite - Goetz-Monin 8	3'480	0	3'480
occupation illicite - Grottes 10	15'840	0	15'840
occupation illicite - Grottes 6	1'200	0	1'200
occupation illicite - Grottes 8	6'000	0	6'000
occupation illicite - Industrie 7-9	5'400	0	5'400
occupation illicite - Verseuse 8	18'000	0	18'000
subventions indirectes aux locataires	72'407	27'500	44'907
62 Routes communales	2'320'015	2'320'015	0
360 subventions accordées - confédération	115'495	115'495	0
wilson, Palais parking (confédération)	115'495	115'495	0
361 subventions accordées - cantons	115'495	115'495	0
wilson, Palais parking (canton)	115'495	115'495	0
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	457'644	457'644	0
parking St-Antoine	326'036	326'036	0
parking St-Jean	131'608	131'608	0
365 subventions accordées - institutions privées	1'631'381	1'631'381	0
parking Plainpalais SA	788'532	788'532	0
parking Seujet SA	320'014	320'014	0
parking Villereuse SA	522'835	522'835	0
78 Autres tâches de protection de l'env.	30'492	9'032	21'460
365 subventions accordées - institutions privées	30'492	9'032	21'460
Association Écocycle	27'204	0	27'204
Association Écocycle - chauffage	585	0	585
Tournerêve	2'252	9'032	-6'780
Tournerêve - chauffage	451	0	451
95 Immeubles du patrimoine financier	549'640	549'640	0
365 subventions accordées - institutions privées	549'640	549'640	0
Assoc. habitants de l'îlot 13 - Montbrillant 14	13'808	13'808	0
Assoc. habitants îlot 13 - Gares 15 ter	15'832	15'832	0
Hôtel du Rhône	520'000	520'000	0

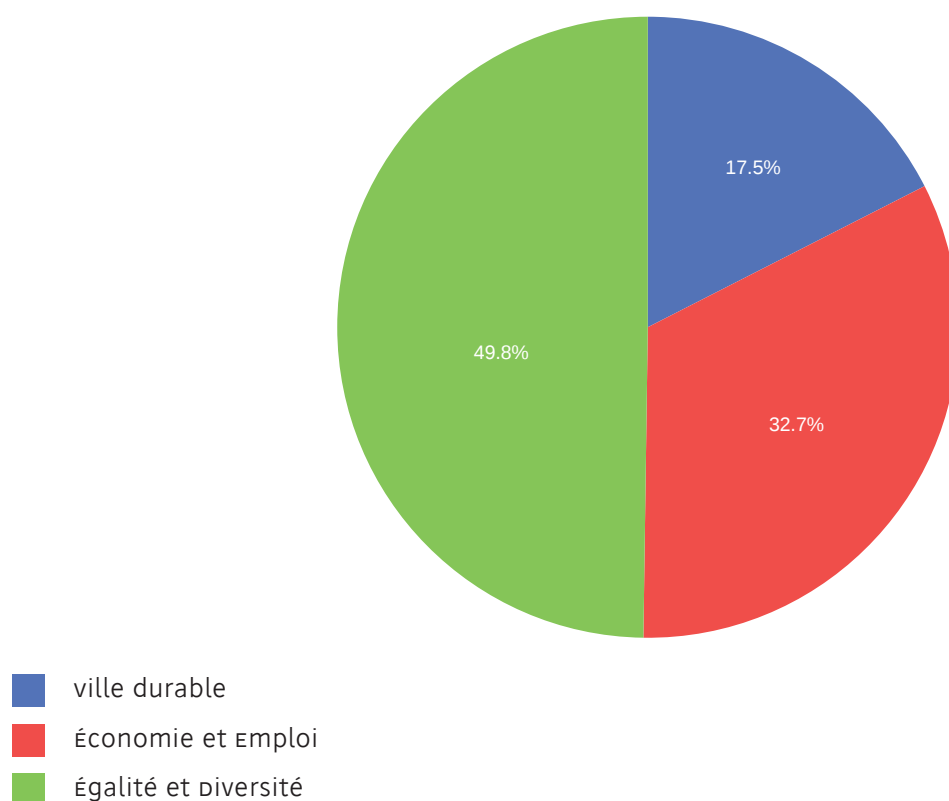
4.2.10 LISTE DES SUBVENTIONS PONCTUELLES AGENDA 21 EN FRANCS (1/2)

NOM	PROJET	MONTANT
ville durable		71'580
Association biomobile	soutien à l'association biomobile	20'000
Association écoart	subvention pour 2 mosaïques participatives dans le cadre des manifestations de quartier «La ville est à vous»	3'300
Association écoAttitude	organisation de la conférence de Patrick Viveret	2'000
Association l'Atelier d'Art	soutien à l'association l'Atelier d'Art	14'280
cinétransat	2 soirées en lien avec DD dans le cadre de cinétransat 2013	11'000
comité d'organisation des Assises transfrontalières	Assises transfrontalières, 29 et 30 novembre 2013	5'000
terragir énergie solidaire	subvention Robin des Watts - programme 2013-2014	6'000
université de Genève	subvention «Exposition Planet Solar Deepwater»	10'000
Économie et emploi		133'890
ACTARES	soutien financier ponctuel	10'000
Alternatives face aux défis écologiques	rencontres européennes (24-26 janvier 2014)	2'000
Association «Les Galinettes urbaines»	subvention projet de poulailler communautaire	1'500
Association «un repas pour l'avenir»	The Meal 2013, Plaine de Plainpalais 21 septembre 2013	5'000
Jeune chambre internationale Genève	Partenariat pour la seconde édition du prix IDDEA	20'000
Les Artichauts Association	subvention pour le potager de Beaulieu	30'000
Les cueillettes de Landecy	renouvellement du projet cocorico en ville de Genève	6'000
Plateforme pour une agriculture socialement durable	subvention Plateforme pour une agriculture durable	8'000
Pré en bulle	Projet socioculturel «Beaulieu en campagne»	2'000
prospecierara	subvention «Tomates urbaines»	8'000
salon des chocolatiers sàrl	3 ^{ème} édition du salon international des chocolatiers	13'390
softweb sàrl	subvention «Journée de l'entrepreneuriat social»	9'000
synact.org sàrl	subvention pour Assises de l'employabilité 2013	15'000
uniterre	Publication brochure sur la souveraineté alimentaire	4'000
Égalité et diversité		203'644
Amnesty international	Animation 6 ateliers Éducation aux droits humains	1'000
Association bloom and boom	soirée «Wonder Woman, à l'aise avec l'argent»	2'000
Association Élargis tes horizons	La Journée «Élargis tes horizons» du 16 novembre 2013	10'000
Association être femme aujourd'hui	Festival de films de femmes - 4 ^{ème} édition	10'000
Association Gendering	Activités semaine de l'égalité à l'ECG Jean-Piaget	1'680
Association K@yu Intégration	Projet «Cours de français de Kayu Intégration»	10'000
Association Lestime	Activités semaine de l'égalité à l'ECG Jean-Piaget	420
Association maison kultura	organisation d'un Forum sur l'inter-culturalité	2'500
Association pour la promotion des droits humains	permanence pour populations migrantes arabophones	15'000
Association tambour battant	subvention 8 ^{ème} Tambour Battant Festival	10'000
Dialogai	soirée networking organisée en marge de Genève 2013	2'000
Esprit Nomade	Projet «Mix-cité : suivez les guides !»	16'000
F-information	Publication d'une brochure statut des conjoint-e-s de détenteurs de carte de légitimation et permis CI	5'000
Fédération genevoise Association LGBT	Projet Totem et préparation des Assises contre les LGBT-phobies dans le monde du travail	26'000
Festival films & Forum international droits humains	Prise en charge partielle de la soirée du 8 mars 2013	3'000
Haute école d'arts et de design	subvention pour le projet «Clips IDAHO»	5'000
LGBT YOUTH SUISSE	subvention «Plan d'Action 2013»	25'000
Marche mondiale des femmes	rencontre des jeunes féministes d'Europe	3'000

(2/2)

NOM	PROJET	MONTANT
metis presses sàrl	finalisation et édition «de la différence urbaine. Le quartier des grottes/genève»	5'000
network groupe régional de genève	frais réception plaque bartholomé tecia (10 juin 2013)	2'044
observatoire romand du droit d'asile et des étrangers	mise en œuvre du droit d'asile et des étrangers	10'000
réseau du cancer du sein (ASAP)	subvention «campagne du mois du cancer du sein»	8'000
tierra incognita	subvention pour le projet «force de femmes»	15'000
université populaire Albanaise (UPA)	subvention pour une formation à l'interculturalité	6'000
visagenève	subvention pour le projet «visagenève» 2013	10'000
total		409'114

FIGURE 11 - RÉPARTITION DES SUBVENTIONS PONCTUELLES



4.2

4.2.11 FONDS CHÔMAGE

Au 31 décembre 2013, le Fonds chômage totalise au passif du bilan CHF 7'116'679. ce montant comprend les montants engagés par des décisions du CA (dû aux associations sur la base de conventions) ainsi que la somme disponible pour le financement de projets (nouveaux et renouvellements) selon le détail suivant:

compte 235241 - montant engagé au 31.12.2013: CHF 6'902'679

compte 235240 - montant disponible: CHF 214'000

N correspond au financement de nouveaux projets

R correspond au renouvellement de projets déjà initiés

Liste des engagements pris par le CA en 2013			disponible au 01.01.2013 : CHF 6'088'660		période de financement		
NOM DE L'ASSOCIATION	N/R	NOM DU PROJET	DESCRIPTION	MONTANT ACCORDÉ	2013	2014	2015
BAB-via	R	Antenne VIA	Projet d'insertion sociale et professionnelle qui s'adresse à des jeunes âgés de 15 à 25 ans, sans formation achevée et sans activité. Le dispositif propose un processus permettant de renouer progressivement avec un projet de formation ou une activité professionnelle.	975'839		975'839	
Bateau Genève	R	Entretien du Bateau Genève	Projet proposant une quinzaine de places de stage afin d'effectuer des travaux d'entretien et d'aménagements légers permettant de maintenir le « Genève » en bon état de fonctionnement. cette activité destinée à des personnes « en rupture » contribue à renforcer l'envie et le courage de se réinsérer dans le monde du travail et de continuer à mettre à profit les compétences nouvellement acquises.	100'000		50'000	50'000
Bienvenue	R	stewards urbains	service d'accueil et de renseignements "itinérant" ou en lien avec des lieux de mobilité (gare, aéroport, stations tpg, etc.) ou de fort passage (rue basse, vieille ville, etc) permettant aux personnes en insertion d'acquérir des compétences dans les métiers de l'accueil et de l'information ; l'association s'engage également à encadrer leur réinsertion grâce à des formations sur mesure.	100'000		100'000	
caddie service	R	À deux pas des commerces	service de livraison des achats à vélo électrique; pour assurer l'accueil et les livraisons, l'association emploie des personnes en activité de réinsertion sociale et professionnelle.	1'182'000		591'000	591'000
camarada	N	guichet économie domestique	Projet mettant en relation des employeurs et des personnes qui cherchent à travailler dans l'économie domestique. Il s'adresse à des femmes sans emploi et peu qualifiées ; des synergies de formation sont créées avec la structure camarada.	213'500	40'000	122'000	51'500
camarada	R	secteur insertion prof.	Projet offrant à des femmes migrantes peu ou pas qualifiées des outils pratiques et théoriques (formations spécifiques) pour faciliter leur insertion socioprofessionnelle dans le monde du travail en suisse.	400'000		200'000	200'000
comptabilis	R	Programme d'insertion	Projet proposant des stages formateurs et qualifiants destinés à des personnes en rupture ou en difficulté professionnelle; il permet aux stagiaires de développer et de consolider des compétences par la pratique quotidienne des métiers de la comptabilité et de la gestion administrative des RH.	437'500	130'000	220'000	87'500

NOM DE L'ASSOCIATION	N/R	NOM DU PROJET	DESCRIPTION	MONTANT ACCORDÉ	2013	2014	2015
découvrir	R	Asumir	Projet visant la reprise d'un emploi pour des femmes migrantes qualifiées; intégrant en outre une formation spécifique permettant aux participantes de valoriser leur parcours, d'acquérir des connaissances sur le contexte local et d'élaborer un projet professionnel.				
	R		Avenant 1 ^{ère} phase	55'000	55'000		
	R		2 ^{ème} phase	550'000	90'000	280'000	180'000
Fondation IPT	N	réinsertion personnes sans droits	Projet visant à la réinsertion de personnes atteintes dans leur santé qui ne bénéficient d'aucun soutien de l'assurance-chômage, de l'AI ou des services sociaux. ce projet comprend un bilan socio-professionnel approfondi, la réalisation d'un stage d'employabilité (entreprises partenaires), la participation à des modules de développement personnel et la définition d'un projet professionnel réaliste et réalisable. Le projet professionnel est ensuite mis en œuvre par un stage de validation et un coaching individuel en vue de décrocher un emploi fixe de durée déterminée, indéterminé ou temporaire.	483'000	161'000	241'500	80'500
genèveroule	N	mécaniciens volants	service d'intervention rapide pour les cyclistes qui tombent en panne; activité de proximité intégrant des postes de travail destinés à des personnes en insertion.	286'500	139'000	147'500	
genèveroule	R	Arcade terrassière	Promotion du vélo par le biais de prêts gratuits et de locations à Genève; le projet est couplé à un programme de réinsertion socioprofessionnelle dans lequel les personnes sont formées à l'accueil, à la gestion, à la mécanique et l'entretien des vélos.	133'320	20'000	70'000	43'320
mamajah	N	tremplin vert	Projet proposant des stages de formation pratique en éco-construction, agro-écologie, animation socio pédagogique, à l'attention de jeunes adultes en situation de « décrochage » et de chômeur/euse-s très éloigné-e-s du marché du travail.	250'000	95'000	155'000	
Pacte	R	Espace Emploi Équilibre	Projet proposant plusieurs prestations à destination d'un public essentiellement féminin: services de consultations avec des coachs spécialisés, "café-emploi" (conférences, réseautage), ateliers créatifs, partage de compétences, etc.	63'000	63'000		
Réalise	R	Industrie et logistique	Atelier de sous-traitance d'activités industrielles de pointe visant à développer les compétences de personnes peu ou pas qualifiées.	295'000	180'000	115'000	
T-Interactions	R	T-Interac	Projet permettant aux bénéficiaires d'acquérir des compétences socioprofessionnelles dans différents secteurs d'activité (hôtellerie, restauration, bureautique, etc.) au sein des différentes entreprises sociales de l'association T-Interaction.	350'000		350'000	
total attributions 2013:				5'874'659			
solde disponible au 31.12.2013:				214'000			

4.3 CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT

4.3.1 FAITS MARQUANTS

Le monitoring du Plan directeur communal (PDCM) offre une vitrine permettant d'observer et de suivre l'action communale sur des thèmes représentatifs soutenus politiquement.

Les fiches thématiques sont mises à jour chaque année à la fin du premier semestre suivant l'exercice concerné.

L'action du département de la construction et de l'aménagement (DCA) est organisée notamment autour de trois axes majeurs.

Le premier axe, intitulé « Planification et logements », se consacre essentiellement à veiller à ce que l'objectif en matière d'offre de nouveaux logements soit atteint, sans concession avec le respect des dispositions légales. Les moyens mis en œuvre agissent essentiellement sur des leviers que le département maîtrise. Cela en veillant notamment à assurer un aménagement continu et cohérent du territoire communal lors des processus de planification des zones à bâtir et à veiller au respect de la légalité des projets de constructions qui lui sont soumis via les autorisations de construire.

Plusieurs démarches en zone de développement ont été initiées, menant pour certaines à l'établissement de plans localisés de quartier (PLQ) d'initiative communale, ou à des modifications de zones. Ces projets concernent notamment les secteurs Trembley, Rosemont, Bourgogne et le secteur à proximité de la future gare des Eaux-vives.

Courant 2013, le conseil d'état a adopté huit plans, dont la modification de zone des « Jardins des Nations » et le plan directeur de quartier de la Concorde.

Les études des périmètres de la Forêt, de la Petite Boissière et de Godefroy se poursuivent normalement.

Le deuxième axe, relatif à l'« Entretien et valorisation du patrimoine bâti », vise à entretenir et à rénover en priorité les immeubles à fort indice de dégradation, en y intégrant les préceptes de la politique énergétique et climatique permettant notamment d'éviter, chaque fois que possible, le recours aux énergies d'origines fossiles. En 2013, les immeubles du patrimoine administratif ont vu le démarrage de cinq chantiers et la mise en exploitation de six réalisations. Les objets du patrimoine financier sont concernés par trois nouveaux chantiers et la mise en exploitation d'une réalisation.

En ce qui concerne la politique énergétique et climatique de la ville de Genève à proprement parlé, le DCA poursuit activement sa stratégie pour tendre vers son objectif « 100% renouvelable et zéro émission de CO₂ en 2050 ». Bien que les consommations d'énergie et les émissions de CO₂ soient en constante diminution, il faut souligner que le développement significatif des énergies renouvelables implique impérativement la réalisation d'infrastructures d'envergure à l'échelle des quartiers. Dans cette optique, l'année est marquée par le démarrage du projet « Cadeco-Jonction ». Ce projet prévoit d'alimenter en chaleur d'ici 2017, en provenance en quasi-totalité d'origine renouvelable, une vingtaine de bâtiments dans le quartier de la Jonction, à des coûts similaires aux solutions fossiles traditionnelles.

Le troisième axe oriente l'action politique en vue d'améliorer la qualité de vie citoyenne dans les domaines des « espaces de vie et de la mobilité ». Dans ce domaine, l'année 2013 a été marquée par la mise en exploitation de trois chantiers d'envergure (places Longemalle et Simon-Goulart, rue de Saint-Jean). Le projet de cœur piétonnier aux Râquis a été autorisé. Le dossier de revalorisation du quai des Bergues a progressé et le processus visant à une requalification du secteur de Rive s'est précisé. Le projet de l'Écoquartier Jonction est passé en phase d'exécution pour les bâtiments, et les études d'aménagement des espaces publics s'achèvent. Enfin, toutes les études liées aux aménagements associés au CEVA sont désormais en cours et évoluent à un rythme soutenu pour répondre aux exigences de coordination et de mise en service de ces espaces publics.

Au niveau de la mobilité, il faut souligner la montée en puissance des moyens affectés à l'entretien routier courant et à la mise en place de nombreuses mesures d'assainissement sonore. Une soixantaine de ces mesures ont été engagées ou achevées en 2013. À ce titre, une campagne de sensibilisation a été lancée pour mieux informer les citoyens des actions de la ville de Genève dans ce domaine.

Concernant les aménagements cyclables, la ville poursuit sa stratégie d'amélioration du réseau, notamment en aménageant le chemin des Coudriers et le quai du Cheval Blanc. De plus, elle accompagne activement le canton dans plusieurs projets visant à créer ou améliorer des itinéraires sur les principaux axes d'entrée en ville.

4.3.2 COMMENTAIRE SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

Le DCA veille en permanence à ce que les projets réalisés dans le cadre de la politique de construction de logements, respectent en tout temps la légalité. En 2013, les actions menées ont tout particulièrement visé les projets de surélévations. Des recours ont été déposés par le département contraignant les autorités cantonales (DALE et la commission d'architecture), à mieux justifier et circonstancier leurs préavis dérogatoires portant sur les gabarits des constructions. Au niveau juridique, le DCA a porté une attention toute particulière aux oppositions liées aux autorisations complémentaires du projet CEVA, au suivi de la mise en œuvre de l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB), au projet de reconstruction sur l'ex-site Artamis, ainsi qu'aux divers plans localisés de quartiers.

La stratégie d'entretien et de valorisation du patrimoine bâti ne se restreint pas uniquement aux objets les plus vétustes. Elle intègre les principes du développement durable en considérant l'ensemble du cycle de vie des bâtiments et en visant l'efficacité énergétique chaque fois que possible.

La volonté politique étant clairement d'inscrire dans la durée une stratégie cohérente de rénovation et de valorisation du patrimoine.

Dans le domaine énergétique, l'année 2013 a été l'occasion pour la ville de faire un point de situation particulier et de communiquer sur le degré d'avancement de sa stratégie et plus spécifiquement par rapport à la poursuite de l'objectif « 100 % renouvelable et zéro émission CO₂ ».

La réduction des émissions de CO₂ se poursuit au rythme prévu (-13.2 % pour la période 2005-2012), sachant que la ville de Genève s'était engagée auprès de l'office fédéral de l'environnement (OFEV) sur un objectif de réduction cumulé de 10 % pour cette période.

La ville a été récompensée pour ses bons résultats. Elle s'est vue rétrocéder intégralement les montants de la taxe CO₂ qu'elle avait dû s'acquitter pour cette période lors de l'achat des combustibles d'origine fossile, soit une ristourne de CHF 1.83 millions, dont près de 1.0 million versés directement au fonds « Énergie et climat ».

Dans les domaines de l'espace public et de la mobilité, l'année 2013 marquée par l'achèvement de plusieurs chantiers importants, a accusé un ralentissement de l'activité. Cela a été dû à la fois à des décisions du conseil municipal de reporter ou d'abandonner certains projets, et en raison d'une diminution dans le traitement des procédures pendant la période électorale cantonale.

Dans le domaine de l'entretien courant du réseau routier, le budget 2013 y relatif a augmenté de CHF 2.0 millions par rapport au précédent budget, conformément aux accords conclus avec l'État.

Le DCA a adapté les moyens de génie civil affectés à ces activités, en menant avec succès d'importants travaux d'aménagement, malgré la complexité de leur mise en œuvre. Globalement, la pression politique s'est accrue sur les aspects liés au domaine public. Les logiques techniques s'effacent de plus en plus au profit d'un débat politique, ce qui a pu parfois conduire à des retards ou à des blocages sur certains dossiers ou chantiers.

4.3.3 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

en milliers de francs	DCA	URB	DBPA	ENE	SAM	GCI	total
Administration générale	6'878	9	8'620	5'999	13	3'408	24'928
culture et loisirs	1'146		4				1'150
prévoyance sociale	15						15
trafic					4'207	34'335	38'542
protection et aménagement de l'environ.		3'135			6'310	4'523	13'968
finances et impôts						12	12
total	8'039	3'144	8'624	5'999	10'531	42'278	78'615

REVENUS PAR SERVICE

en milliers de francs	DCA	URB	DBPA	ENE	SAM	GCI	total
Administration générale	15		3'640	1'721		3	5'380
trafic						5'730	5'730
protection et aménagement de l'environ.		23			20	363	405
finances et impôts	140						140
total	155	23	3'640	1'721	20	6'096	11'655

4.3.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT	TOTAL CHARGES	78'614'680	84'348'682	-5'734'002	-7%	78'811'922
	TOTAL REVENUS	11'655'198	10'232'450	1'422'748	14%	13'352'409
en francs		C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
O ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
CHARGES		24'922'919	26'362'172	-1'439'253	-5%	27'143'056
30 charges de personnel		18'216'791	19'481'785	-1'264'994	-6%	17'979'838
301 traitements du personnel		14'566'783	15'742'682	-1'175'899	-7%	14'464'413
303 Assurances sociales		1'187'925	1'251'322	-63'397	-5%	1'108'044
304 caisses de pensions et de prévoyance		2'038'472	2'100'374	-61'901	-3%	1'971'313
305 Assurance maladie et accidents		273'741	339'246	-65'505	-19%	266'892
306 prestations en nature		30'179	41'725	-11'546	-28%	50'109
309 Autres charges du personnel		119'690	6'436	113'254	1760%	119'066
31 biens, services et marchandises		4'001'687	4'549'274	-547'587	-12%	4'506'468
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité		255'815	320'594	-64'779	-20%	271'606
311 mobilier, machines, véhicules et matériel		112'073	90'000	22'073	25%	146'771
312 eau, énergie, combustible		485'356	552'662	-67'306	-12%	687'039
313 achats de fournitures et autres marchandises		1'010'237	1'216'750	-206'513	-17%	1'369'793
314 entretien des immeubles par des tiers		218'830	224'338	-5'508	-2%	291'340
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers		455'271	447'800	7'471	2%	404'826
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation		70'784	191'250	-120'466	-63%	259'893
317 dédommagements		169'694	224'120	-54'426	-24%	167'830
318 honoraires et prestations de service		1'149'592	1'188'375	-38'783	-3%	845'429
319 frais divers		74'035	93'385	-19'350	-21%	61'941
33 Amortissements		1'521'990	1'080'766	441'224	41%	3'437'231
330 Amortissements ordinaires du PF		36'634	54'357	-17'723	-33%	36'634
331 Amortissements ordinaires du PA		697'739	1'026'409	-328'670	-32%	653'090
334 pertes sur débiteurs		787'618	0	787'618	--	2'747'507
35 dédommagements à des collectivités publiques		11'156	28'300	-17'144	-61%	0
352 dédommagements à des collect. publiques - communes		11'156	28'300	-17'144	-61%	0
36 subventions accordées		20'000	40'000	-20'000	-50%	16'500
361 subventions accordées - cantons		0	0	0	--	5'000
365 subventions accordées - institutions privées		20'000	40'000	-20'000	-50%	11'500
39 imputations internes		1'151'295	1'182'048	-30'753	-3%	1'203'020
390 intérêts répartis		100'821	134'285	-33'464	-25%	155'373
391 mise à disposition de locaux		985'211	984'208	1'003	0%	990'826
392 Autres prestations internes		65'264	63'555	1'709	3%	56'820

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
REVENUS	5'379'794	3'947'950	1'431'844	36%	7'039'463
42 revenus des biens	305	0	305	--	0
429 autres revenus	305	0	305	--	0
43 revenus divers	4'339'473	2'887'000	1'452'473	50%	5'853'746
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	894'355	945'000	-50'645	-5%	993'075
435 ventes	1'778	0	1'778	--	1'472
436 dédommagements de tiers	489'320	322'000	167'320	52%	1'938'856
438 prestations du personnel pour les investissements	2'934'431	1'620'000	1'314'431	81%	2'895'350
439 autres contributions	19'589	0	19'589	--	24'994
49 imputations internes	1'040'016	1'060'950	-20'934	-2%	1'185'717
492 autres prestations internes	1'040'016	1'060'950	-20'934	-2%	1'185'717
08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)					
CHARGES	5'000	0	5'000	--	5'000
36 subventions accordées	5'000	0	5'000	--	5'000
365 subventions accordées - institutions privées	5'000	0	5'000	--	5'000
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	1'149'874	1'358'513	-208'639	-15%	1'026'088
30 charges de personnel	849'579	899'255	-49'675	-6%	813'938
301 traitements du personnel	677'358	718'555	-41'197	-6%	655'464
303 assurances sociales	55'696	57'465	-1'770	-3%	50'640
304 caisses de pensions et de prévoyance	102'681	107'367	-4'686	-4%	97'730
305 assurance maladie et accidents	10'145	15'580	-5'435	-35%	9'779
309 autres charges du personnel	3'701	288	3'413	1185%	326
31 biens, services et marchandises	176'115	173'151	2'964	2%	141'537
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	5'514	12'710	-7'196	-57%	6'932
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	27	1'500	-1'473	-98%	55
312 eau, énergie, combustible	9'501	8'599	902	10%	8'496
313 achats de fournitures et autres marchandises	184	700	-516	-74%	86
314 entretien des immeubles par des tiers	19'949	18'242	1'707	9%	17'273
317 dédommagements	5'827	8'900	-3'073	-35%	6'551
318 honoraires et prestations de service	124'248	118'900	5'348	4%	99'816
319 frais divers	10'865	3'600	7'265	202%	2'327
33 amortissements	0	133'433	-133'433	-100%	0
331 amortissements ordinaires du PA	0	133'433	-133'433	-100%	0
36 subventions accordées	91'900	119'900	-28'000	-23%	38'000
365 subventions accordées - institutions privées	91'900	119'900	-28'000	-23%	38'000
39 imputations internes	32'280	32'774	-494	-2%	32'612
391 mise à disposition de locaux	32'280	32'280	0	0%	32'280
392 autres prestations internes	0	494	-494	-100%	332

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	15'000	15'000	0	0%	15'000
36 subventions accordées	15'000	15'000	0	0%	15'000
365 subventions accordées - institutions privées	15'000	15'000	0	0%	15'000
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	37'604'032	40'838'401	-3'234'369	-8%	35'974'533
30 charges de personnel	7'113'648	7'220'361	-106'713	-1%	6'848'038
301 traitements du personnel	5'733'479	5'881'051	-147'572	-3%	5'506'441
303 Assurances sociales	465'090	467'034	-1'944	-0%	422'863
304 caisses de pensions et de prévoyance	706'899	727'923	-21'024	-3%	712'428
305 Assurance maladie et accidents	200'004	129'618	70'386	54%	194'075
306 prestations en nature	5'508	12'000	-6'492	-54%	9'632
309 Autres charges du personnel	2'668	2'736	-68	-2%	2'600
31 biens, services et marchandises	12'162'992	11'536'507	626'485	5%	10'040'775
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	357	0	357	--	970
312 eau, énergie, combustible	1'096'369	1'108'676	-12'307	-1%	1'140'358
313 achats de fournitures et autres marchandises	51'935	40'100	11'835	30%	49'310
314 entretien des immeubles par des tiers	10'859'169	10'246'802	612'367	6%	8'695'182
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	803	0	803	--	0
317 dédommagements	60'936	43'000	17'936	42%	56'157
318 honoraires et prestations de service	93'423	97'929	-4'506	-5%	98'797
33 Amortissements	15'502'888	18'435'260	-2'932'372	-16%	14'915'075
331 Amortissements ordinaires du PA	15'502'888	18'435'260	-2'932'372	-16%	14'598'619
332 Amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	316'456
39 imputations internes	2'824'504	3'646'273	-821'769	-23%	4'170'645
390 intérêts répartis	2'730'074	3'556'561	-826'487	-23%	4'086'472
391 mise à disposition de locaux	76'012	76'012	0	0%	76'012
392 autres prestations internes	18'418	13'700	4'718	34%	8'161
REVENUS	5'730'187	6'177'000	-446'813	-7%	4'875'172
43 revenus divers	1'268'148	1'277'000	-8'852	-1%	2'072'283
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	342'890	77'000	265'890	345%	32'539
435 ventes	0	0	0	--	5'346
436 dédommagements de tiers	94'209	0	94'209	--	32'299
438 prestations du personnel pour les investissements	831'048	1'200'000	-368'952	-31%	2'002'100
46 subventions acquises	4'462'039	4'900'000	-437'961	-9%	2'802'889
461 subventions acquises - cantons	4'462'039	4'900'000	-437'961	-9%	2'802'889
65 TRAFIC RÉGIONAL					
CHARGES	937'938	774'495	163'443	21%	802'138
36 subventions accordées	937'938	774'495	163'443	21%	802'138
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	937'938	774'495	163'443	21%	802'138

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
71 APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX					
CHARGES	4'180'235	4'422'566	-242'331	-5%	4'007'508
30 charges de personnel	2'948'058	3'208'769	-260'711	-8%	2'847'087
301 traitements du personnel	2'383'864	2'577'602	-193'738	-8%	2'309'306
303 Assurances sociales	189'114	206'059	-16'945	-8%	175'856
304 caisses de pensions et de prévoyance	276'888	359'547	-82'658	-23%	268'186
305 Assurance maladie et accidents	87'393	61'265	26'128	43%	87'814
306 prestations en nature	9'622	3'000	6'622	221%	4'786
309 Autres charges du personnel	1'176	1'296	-120	-9%	1'140
31 biens, services et marchandises	1'024'036	995'110	28'926	3%	932'722
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	79	0	79	100%	0
312 eau, énergie, combustible	424'345	560'647	-136'302	-24%	598'473
313 Achats de fournitures et autres marchandises	41'271	37'400	3'871	10%	38'197
314 entretien des immeubles par des tiers	6'486	2'015	4'471	222%	5'929
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	336'575	360'000	-23'426	-7%	246'388
317 dédommagements	10'425	6'500	3'925	60%	6'895
318 honoraires et prestations de service	73'993	28'548	45'445	159%	36'840
319 frais divers	130'862	0	130'862	100%	0
33 Amortissements	164'129	164'129	0	0%	164'129
331 Amortissements ordinaires du PA	164'129	164'129	0	0%	164'129
39 imputations internes	44'011	54'557	-10'546	-19%	63'569
390 intérêts répartis	30'435	42'809	-12'374	-29%	49'480
391 mise à disposition de locaux	11'148	11'148	0	0%	11'148
392 autres prestations internes	2'428	600	1'828	305%	2'941
REVENUS	362'571	60'000	302'571	504%	145'392
43 revenus divers	362'571	60'000	302'571	504%	145'392
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	240'117	60'000	180'117	300%	99'909
436 dédommagements de tiers	122'454	0	122'454	--	45'483
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	342'881	397'000	-54'119	-14%	314'736
31 biens, services et marchandises	342'881	397'000	-54'119	-14%	314'736
318 honoraires et prestations de service	342'881	397'000	-54'119	-14%	314'736
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.					
CHARGES	2'364'993	2'548'778	-183'784	-7%	2'284'231
30 charges de personnel	1'452'692	1'469'568	-16'876	-1%	1'356'439
301 traitements du personnel	1'164'218	1'186'539	-22'321	-2%	1'094'369
303 Assurances sociales	96'333	95'121	1'212	1%	85'146
304 caisses de pensions et de prévoyance	157'453	161'688	-4'235	-3%	148'569
305 Assurance maladie et accidents	18'783	25'788	-7'005	-27%	17'005
309 Autres charges du personnel	15'905	432	15'473	3582%	11'349
31 biens, services et marchandises	403'376	577'691	-174'315	-30%	517'711
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	38	0	38	--	0
312 eau, énergie, combustible	4'192	6'461	-2'269	-35%	4'177
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	70	0	70	--	131

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
317 dédommagements	1'848	1'980	-132	-7%	1'848
318 honoraires et prestations de service	397'228	569'250	-172'022	-30%	511'555
33 Amortissements	10'000	0	10'000	100%	0
334 pertes sur débiteurs	10'000	0	10'000	100%	0
36 subventions accordées	459'881	445'000	14'881	3%	343'266
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	0	60'000	-60'000		43'266
365 subventions accordées - institutions privées	385'000	385'000	0	0%	300'000
366 subventions accordées - personnes physiques	74'881	0	74'881	--	0
39 imputations internes	39'044	56'519	-17'475	-31%	66'816
390 intérêts répartis	39'044	47'519	-8'475	-18%	54'836
392 autres prestations internes	0	9'000	-9'000		11'980
REVENUS	11'248	12'000	-752	-6%	0
42 revenus des biens	9'484	0	9'484	100%	0
427 immeubles du patrimoine administratif	9'484	0	9'484	100%	0
43 revenus divers	1'764	0	1'764	100%	0
436 dédommagements de tiers	1'764	0	1'764	100%	0
46 subventions acquises	0	12'000	-12'000	-100%	0
469 autres subventions	0	12'000	-12'000	-100%	0
79 AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE					
CHARGES	7'080'028	7'631'757	-551'729	-7%	7'239'632
30 charges de personnel	4'886'185	5'034'972	-148'787	-3%	4'859'603
301 traitements du personnel	3'978'973	4'095'162	-116'189	-3%	3'973'418
303 assurances sociales	324'307	323'380	928	0%	303'381
304 caisses de pensions et de prévoyance	508'347	526'935	-18'587	-4%	508'489
305 assurance maladie et accidents	61'910	87'672	-25'762	-29%	61'512
306 prestations en nature	0	0	0	--	550
309 autres charges du personnel	12'648	1'824	10'824	593%	12'252
31 biens, services et marchandises	1'007'676	1'350'867	-343'191	-25%	963'689
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	68'639	103'243	-34'604	-34%	49'476
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	21'798	4'500	17'298	384%	15'416
312 eau, énergie, combustible	29'932	34'209	-4'277	-13%	28'264
313 achats de fournitures et autres marchandises	1'071	1'647	-576	-35%	757
314 entretien des immeubles par des tiers	45'368	79'634	-34'266	-43%	65'607
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	116'869	179'614	-62'745	-35%	110'996
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	29'857	7'440	22'417	301%	31'095
317 dédommagements	22'214	27'160	-4'946	-18%	17'527
318 honoraires et prestations de service	654'153	892'067	-237'914	-27%	626'847
319 frais divers	17'775	21'353	-3'578	-17%	17'704
33 Amortissements	837'317	841'787	-4'470	-1%	1'022'038
331 amortissements ordinaires du PA	847'623	841'787	5'836	1%	940'209
332 amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	81'829
334 pertes sur débiteurs	-10'306	0	-10'306	100%	0
39 imputations internes	348'849	404'131	-55'282	-14%	394'302
390 intérêts répartis	40'568	64'565	-23'997	-37%	73'983
391 mise à disposition de locaux	306'372	307'372	-1'000	-0%	306'762

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
392 autres prestations internes	1'909	32'194	-30'285	-94%	13'557
REVENUS	31'398	35'500	-4'102	-12%	87'940
43 revenus divers	31'398	35'500	-4'102	-12%	87'940
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	22'750	24'500	-1'750	-7%	23'590
435 ventes	0	1'000	-1'000	-100%	0
436 dédommagements de tiers	4'886	0	4'886	100%	28'467
438 prestations du personnel pour les investissements	3'762	10'000	-6'238	-62%	35'883
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	11'780	0	11'780	100%	0
32 intérêts passifs	11'780	0	11'780	100%	0
320 engagements courants	11'780	0	11'780	100%	0
REVENUS	0	0	0	--	1'204'441
42 revenus des biens	0	0	0	--	1'204'441
421 créances	0	0	0	--	1'204'441
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER					
REVENUS	140'000	0	140'000	100%	0
42 revenus des biens	140'000	0	140'000	100%	0
424 gains comptables sur les placements du PF	140'000	0	140'000	100%	0

4.3.5 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

05 Administration générale

334 Pertes sur débiteurs

cet écart provient des écritures de régularisation des provisions pour pertes sur débiteurs passées par le service compétent comptabilité générale. ces écritures ne sont jamais budgétisées.

62 Routes communales

314 Entretien des immeubles par des tiers

dépassement dû à la réalisation d'importantes campagnes de réfection et d'entretien des routes, notamment, par la mise en place du revêtement phono-absorbant permettant de lutter contre le bruit routier, et pour le maintien en état du réseau routier situé en vdg.

434 Autres redevances d'utilisation et prestations de service

ce groupe comptabilise tous les remboursements de travaux réalisés par la ville pour le compte de propriétaires privés. cela concerne les travaux de reprise de réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées dans le cadre du chantier d'assainissement de la rue des savoises. ces remboursements sont difficiles à prévoir.

79 Aménagement du territoire

318 Honoraires et prestations de service

certaines projets d'aménagements ont pris du retard notamment du fait des processus de validation avec le canton. d'autres ont pris du retard au niveau des études menées, soit pour permettre l'intégration de demandes liées à la protection du patrimoine bâti et végétal, soit en raison de son intégration avec un autre projet mené par le canton.

de plus, une partie des projets liés à la mobilité prévus en 2013 ont été reportés sur l'exercice 2014, sur demande de la direction générale de la mobilité (dgm), laquelle souhaitait tenir compte des orientations stratégiques du nouveau gouvernement cantonal élu en 2013.

4.3.6 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	Fixes					Auxiliaires		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B2013	écart postes	C 2013	B 2013	écart
05	Administration générale	110.6	3.6	114.2	116.6	-2.4	399'646	471'000	-71'354
30	encouragement à la culture	4.5	-	4.5	4.5	-	52'296	50'500	1'796
62	routes communales	55.2	1.0	56.2	56.3	-0.1	-	54'500	-54'500
71	Approv.en eau,protection et correction des eaux	25.0	-	25.0	27.0	-2.0	30'281	-	30'281
78	Autres tâches de protection de l'environnement	8.3	-	8.3	8.4	-0.1	91'330	100'000	-8'670
79	Aménagement du territoire	30.4	-	30.4	29.0	1.4	61'540	180'000	-118'460
	TOTAL	234.0	4.6	238.6	241.8	-3.2	635'093	856'000	-220'907

ETP: ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.3.7 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

En milliers de francs	C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
subventions monétaires	1'455	1'394	60	4%	1'177
Administration générale	25	40	-15	-38%	22
culture et loisirs	92	120	-28	-23%	38
prévoyance sociale	15	15	0	0%	15
trafic	938	774	163	21%	802
protection et aménagement de l'environ.	385	445	-60	-13%	300
gratuités	75	0	75	--	43
protection et aménagement de l'environ.	75	0	75	--	43
total général	1'530	1'394	135	10%	1'220

4.3.8 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs	C 2013	B 2013	Écart
2 constructions et aménagement	1'454'838	1'394'395	60'443
05 administration générale	20'000	40'000	-20'000
365 subventions accordées - institutions privées	20'000	40'000	-20'000
promotion d'expositions, publications architecturales (institut.)	20'000	40'000	-20'000
08 immeuble du patr. admin. (non ventil.)	5'000	0	5'000
365 subventions accordées - institutions privées	5'000	0	5'000
revue Faces	5'000	0	5'000
30 encouragement à la culture	91'900	119'900	-28'000
365 subventions accordées - institutions privées	91'900	119'900	-28'000
Association pour la promotion de l'Art sacré (APAS)	10'000	10'000	0
Fondation des clefs de saint-pierre (trf de la direction du dpt 3)	61'900	61'900	0
maison de l'architecture	20'000	18'000	2'000
restauration des édifices cultuels	0	30'000	-30'000
58 aide sociale	15'000	15'000	0
365 subventions accordées - institutions privées	15'000	15'000	0
Association Handicapés Architecture urbanisme (HAU)	15'000	15'000	0
65 trafic régional	937'938	774'495	163'443
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	937'938	774'495	163'443
part. v.g. aux frais d'exploitation bus jonction (ligne 32)	454'892	320'000	134'892
part. v.g. aux prolongements horaires 166 lignes urbaines (vendredi-samedi soir)	483'046	454'495	28'551
78 autres tâches de protection de l'env.	385'000	445'000	-60'000
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	0	60'000	-60'000
Fondation des parkings, perte d'exploitation	0	60'000	-60'000
365 subventions accordées - institutions privées	385'000	385'000	0
Genève-roule	300'000	300'000	0
samedis du vélo (nouvelle subvention)	85'000	85'000	0

4.3

4.3.9 GRATUITÉS

en francs	C 2013	B 2013	Écart
2 constructions et aménagement	74'881	0	74'881
78 autres tâches de protection de l'env.	74'881	0	74'881
366 subventions accordées - personnes physiques	74'881	0	74'881
vélostation cornavin - subvention usagers	74'881	0	74'881

4.4 CULTURE ET SPORT

4.4.1 FAITS MARQUANTS

2013 a été une année de concrétisation des partenariats, marquée par un engagement important pour le rayonnement culturel et sportif de Genève, que ce soit à travers la déclaration commune signée avec le canton pour un partenariat public renforcé en faveur de la culture, la tenue de la première édition des quartz du cinéma suisse à Genève, en partenariat avec le canton et la ville de Zurich, ou la mise en place d'un soutien à la relève sportive coordonné avec les autres communes et le canton.

La tenue du colloque public des états généraux des musées genevois, réunissant divers acteurs et experts impliqués aussi bien dans des musées publics que privés, a été un événement majeur de la mise en place de la future politique muséale genevoise. Ce processus s'inscrit dans le cadre d'une volonté plus large d'ouvrir et de promouvoir les institutions culturelles, de valoriser leur patrimoine de manière plus contemporaine et vivante et de les faire travailler ensemble de manière transversale, ce qui peut se décliner aussi par des actions orientées vers le grand public, telles que la 1^{ère} nuit des musées, les sentiers culturels ou le soutien à la 1^{ère} fête du théâtre. Cette dernière a d'ailleurs fait écho à la clôture du cycle des huit rencontres théâtrales initiées en 2012 et conclues au printemps 2013.

Cette volonté d'ouverture, de valorisation et de transversalité s'est aussi concrétisée par le biais du programme très riche et varié d'expositions tenues en 2013. Ainsi, le public genevois a pu découvrir au centre d'Iconographie genevoise les œuvres du plus célèbre des photographes genevois, Frédéric Boissonnas, acquises par la ville de Genève en 2011. En matière d'expositions innovantes, on retiendra notamment l'exposition dédiée à Roger Pfund au musée d'art et d'histoire, oiseaux au Muséum d'histoire naturelle ainsi que les visites à l'aveugle à l'Ariana dans le cadre de l'exposition du céramiste Jean Fontaine. Les conservatoire et jardin botaniques ont invité la population genevoise à la fête des palmiers, fondée sur l'exposition palms and co, qui a également été l'occasion du lancement du projet transfrontalier naturellement ! art, nature & singularités. Enfin, concernant les activités de médiation hors-murs, on retiendra notamment la création du FMAC-mobile et son programme remarqué de sensibilisation à l'art dans les crèches, une œuvre, mon doudou et moi ou encore l'opération vinyles des bibliothèques municipales à la fête de la musique.

D'autres événements culturels ont par ailleurs été organisés par le département de la culture et du sport (DCS) pour la population genevoise, comme la Fureur de lire, le week-end en fanfare ainsi que la semaine des nomi-

nés aux cinémas du grütli en marge des quartz; cette dernière permettant de valoriser pour un plus grand nombre la grande richesse du cinéma suisse.

Par ailleurs, la traversée nocturne a permis de rassembler des participant-e-s d'horizons différents en suscitant des regards croisés sur la nuit genevoise et en contribuant à réaffirmer la nécessité de définir une politique de la nuit concertée à Genève.

Durant 2013, le DCS, en étroite collaboration avec le département des constructions et de l'aménagement, a continué à travailler à la mise à niveau et à l'amélioration des infrastructures municipales. Les chantiers du musée d'ethnographie et de l'Alhambra – future maison de la musique – permettront des réouvertures prochaines, accompagnées de programmations riches et novatrices. Le chantier Bot. II-III des conservatoire et jardin botaniques a, quant à lui, été lancé avec succès. Les travaux préparatoires pour le crédit de rénovation du grand théâtre de Genève ont évolué de manière positive. La bibliothèque de la cité verra un nouveau jour en 2015, grâce aux travaux de remplacement du mobilier et des installations électriques votés, tout en créant un nouveau pôle musique et en agrandissant les espaces dédiés au public. Le projet lauréat du futur pavillon de la danse sur la place Sturm a été présenté au public et plus particulièrement au milieu de la danse et aux habitant-e-s du quartier. Le projet de rénovation et d'agrandissement du musée d'art et d'histoire – projet phare et emblématique pour Genève – a été mené à terme, notamment sur le plan muséal et de son fonctionnement.

Enfin les travaux de la bibliothèque de Genève restent prioritaires et urgents: un récolement topographique complet des collections réalisé en 2013 montre que les espaces de stockage seront saturés dans 3 ans seulement, sans oublier une situation critique en matière de sécurité pour le patrimoine.

Outre les nombreuses manifestations et prestations organisées et soutenues par le service des sports, on retiendra notamment l'organisation du festival urban geneva. Ce festival, organisé conjointement par le service des sports et le service de la jeunesse de la ville de Genève, était l'occasion d'établir un pont entre sport et culture (musique et danse principalement). Cette manifestation gratuite s'est inscrite comme le grand rendez-vous de la culture urbaine de la région genevoise. L'organisation, par le service des sports, de l'étape genevoise de la 67^{ème} édition du tour de Romandie a également marqué l'année 2013 avec un contre la montre au cœur de la rade.

Enfin, concernant les infrastructures sportives, un diagnostic (PR-971) de l'état sanitaire des installations sportives ainsi qu'une étude sur la pratique sportive et sur les perceptions de l'offre sportive par les utilisateurs et utilisatrices de nos nombreuses installations ont été réalisés. ces études permettent notamment de déterminer la conformité des installations sportives aux normes et règlements en vigueur, les disciplines pratiquées par site, le taux d'occupation, les différents niveaux de compétition et les besoins exprimés par les associations sportives. cet état des lieux permettra de dégager des pistes d'actions prioritaires dès 2014. en parallèle, certains travaux urgents d'entretien ont pu être initiés en 2013, notamment au centre sportif du bout-du-monde, et le cycle de transformation des terrains de football en surface synthétique a pu continuer, grâce aux PR-961 et PR-1037.

Pour clore cette année, le 30 décembre 2013 a marqué le lancement des festivités autour du bicentenaire de l'entrée de Genève dans la confédération auxquelles le DCS participe pleinement.

4.4.2 COMMENTAIRE SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

une des priorités du département de la culture et du sport (dcs) en 2013 a été le renforcement du partenariat public en faveur de la culture et du sport, dans le cadre d'une vision commune et concertée entre les communes et le canton, et avec nos partenaires au-delà de nos frontières. plusieurs avancées importantes ont été réalisées en 2013 dans la poursuite de cet objectif politique.

dans le domaine de la culture, la déclaration d'intention du 12 juin 2012 pour la mise en place d'une « politique culturelle concertée et renforcée » signée par les deux magistrats en charge de la culture au canton et en ville de Genève a abouti le 30 octobre 2013 à la signature de la déclaration conjointe du conseil d'état et du conseil administratif de la ville de Genève concernant la mise en œuvre de la loi cantonale sur la culture, ratifiant les engagements financiers et le soutien institutionnel du canton concernant le grand théâtre de Genève, la nouvelle comédie, le musée d'art et d'histoire et la bibliothèque de Genève. Les discussions reprendront en 2014 avec le nouveau conseil d'état afin de mettre en œuvre les priorités d'actions définies dans la déclaration.

Aussi, à l'initiative du dcs, une première rencontre du groupe de concertation culturelle du grand Genève s'est tenue à l'automne et donnera lieu à des Assises culturelles en 2014, ceci afin de renforcer les collaborations intercommunales et régionales au-delà de la frontière genevoise.

dans le domaine du sport, la ville de Genève s'est engagée à suivre de près le processus d'élaboration du projet de loi cantonale sur le sport, en concertation avec les autres communes genevoises. fait remarquable, la ville de Genève, l'acg et le canton se sont mis d'accord sur les conditions de soutien à la relève sportive, avec des engagements financiers tripartites importants, portant sur un programme de soutien à la relève sportive sur plusieurs années. cet accord s'inscrit dans la volonté des collectivités publiques d'offrir une aide cohérente et pérenne à la formation des jeunes et à l'éclosion des talents.

dans son soutien au développement et à la valorisation de l'économie créative et l'économie à vocation culturelle, on citera la très réussie 2^{ème} édition des Journées européennes des métiers d'art étendue à 11 institutions muséales et théâtrales. en outre, le dcs a soutenu activement l'étude sur la rénovation des cinémas indépendants et le maintien du cinélux comme cinéma de quartier, ainsi que la réouverture de la cave 12. Les arts numériques ont également été un domaine d'action important à travers la participation du dcs à la conférence Lift 2013 et à la démarche du urban data challenge. conjointement avec le canton, la ville de Genève a créé en 2013 deux nouvelles bourses de soutien aux musiques actuelles et aux librairies. enfin, des pistes visant à répondre à la pénurie de lieux de travail ont été mises à l'étude, telles que la relance des contrats de confiance pour les artistes et autres acteurs de l'économie créative.

Les rencontres théâtrales se sont achevées sur un dialogue riche qui sert de base à la politique théâtrale du département et donnera lieu à des rencontres annuelles dès 2014 avec les milieux des arts de la scène.

L'organisation des états généraux des musées genevois a permis de poser les premiers jalons d'une politique muséale qui vise à renforcer la place des musées dans la cité tout en favorisant leur rayonnement sur le plan régional, national et international. ce processus aboutira à la mise en place d'une conférence des directions des musées genevois, publics et privés, qui se tiendra pour la première fois au printemps 2014. cette politique comprendra le déploiement de mesures répondant aux besoins des publics, telles qu'une réflexion sur les horaires d'ouverture. A titre d'exemples, la bibliothèque de Genève a étendu ses heures d'ouverture au public et le musée d'ethnographie va élargir ses heures d'ouverture en soirée, de façon bimensuelle. par ailleurs, les sentiers culturels, inaugurés en 2013, s'étendront à de nouveaux quartiers dès 2014.

en 2013, le dcs a réalisé une première récolte systématique et annuelle des données sur les publics. L'analyse des données permettra, notamment, d'obtenir une connaissance plus fine en termes de fréquentation et de provenance des publics et donnera lieu, dès 2014, à la publication d'un rapport annuel.

Le dcs s'est également engagé dans plusieurs projets majeurs, tel qu'un audit de la sécurité passive et active dans nos institutions patrimoniales ; l'élaboration de projets culturels et scientifiques (psc) dans différentes institutions, donnant lieu à l'adaptation des organisations de services ; la mise en place des entretiens périodiques ou encore la sécurisation de l'environnement juridique de nos musées, dans le domaine de la déontologie et dans leurs relations contractuelles avec des tiers. enfin, en ce qui concerne les personnes en emploi de solidarité (eds), le dcs a continué sa politique proactive d'engagement, à qualification égale et au gré des opportunités, des eds sur des postes fixes. Ainsi, grâce à cette politique, tous les services concernés ont diminué en 2013 le nombre d'eds en favorisant activement leur réinsertion, à l'exception des bibliothèques municipales, pour lesquelles ce sera une priorité en 2014.

4.4.3 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

En milliers de francs	DCS	SAT	SPC	SEC	GTG	CJB	MAH	MEG	MHN	ARI	BMU	BGE	SPO	Total
Administration générale	10	1				17	96	11	19	5	143	174	39	515
Enseignement et formation				364					11			20		395
culture et loisirs	5'909	14'639	3'667	61'678	42'703	17'721	34'654	8'699	17'911	3'976	20'079	18'853	48'560	299'048
protection et aménagement de l'environ.						23	0		1				94	118
total	5'919	14'640	3'667	62'042	42'703	17'762	34'751	8'709	17'941	3'982	20'222	19'046	48'693	300'076

REVENUS PAR SERVICE

En milliers de francs	DCS	SAT	SPC	SEC	GTG	CJB	MAH	MEG	MHN	ARI	BMU	BGE	SPO	total
culture et loisirs	117	3'892	505	3'931	5'829	1'551	2'806	100	510	317	1'389	3'342	7'825	32'113
Finances et impôts							0				1	0	0	1
total	117	3'892	505	3'931	5'829	1'551	2'806	100	510	317	1'389	3'342	7'826	32'114

4.4.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

CULTURE ET SPORT		TOTAL CHARGES	300'075'694	291'881'117	8'194'577	3%	297'338'678
		TOTAL REVENUS	32'114'087	21'590'002	10'524'085	49%	30'545'989
en francs		C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012	
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
CHARGES		514'718	0	514'718	100%	5'199'969	
30	charges de personnel	0	0	0	--	4'065'189	
301	traitements du personnel	0	0	0	--	2'878'461	
303	Assurances sociales	0	0	0	--	219'400	
304	caisses de pensions et de prévoyance	0	0	0	--	398'368	
305	Assurance maladie et accidents	0	0	0	--	42'598	
306	Prestations en nature	0	0	0	--	7'140	
308	Personnel interimaire	0	0	0	--	479'300	
309	Autres charges du personnel	0	0	0	--	39'922	
31	Biens, services et marchandises	514'718	0	514'718	100%	785'111	
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	0	0	0	--	13'720	
311	Mobilier, machines, véhicules et matériel	0	0	0	--	106'755	
312	Eau, énergie, combustible	0	0	0	--	156	
313	Achats de fournitures et autres marchandises	0	0	0	--	11'162	
314	Entretien des immeubles par des tiers	0	0	0	--	105'869	
315	Entretien d'objets mobiliers par des tiers	225'293	0	225'293	100%	47'839	
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	0	0	0	--	65'072	
317	Dédommagements	0	0	0	--	29'910	
318	Honoraires et prestations de service	289'425	0	289'425	100%	387'267	
319	Frais divers	0	0	0	--	17'362	
33	Amortissements	0	0	0	--	141'011	
331	Amortissements ordinaires du PA	0	0	0	--	141'011	
39	Imputations internes	0	0	0	--	208'659	
390	Intérêts répartis	0	0	0	--	8'780	
391	Mise à disposition de locaux	0	0	0	--	21'210	
392	Autres prestations internes	0	0	0	--	178'669	
REVENUS		0	0	0	--	719'311	
43	Revenus divers	0	0	0	--	27'874	
436	Dédommagements de tiers	0	0	0	--	27'874	
46	Subventions acquises	0	0	0	--	691'438	
460	Subventions acquises - confédération	0	0	0	--	89'756	
469	Autres subventions	0	0	0	--	601'682	
2 ENSEIGNEMENT ET FORMATION							
21 ÉCOLES PUBLIQUES							
CHARGES		394'582	400'302	-5'720	-1%	384'928	
36	subventions accordées	394'582	400'302	-5'720	-1%	384'928	
365	subventions accordées - institutions privées	384'382	385'102	-720	-0%	379'728	
366	subventions accordées - personnes physiques	5'000	10'000	-5'000	-50%	0	
367	subventions accordées - étranger	5'200	5'200	0	0%	5'200	

en francs		C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
3 CULTURE ET LOISIRS						
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE						
CHARGES		250'672'703	245'841'372	4'831'331	2%	243'548'943
30	charges de personnel	125'406'485	124'257'749	1'148'736	1%	118'476'308
300	Autorités et commissions	6'525	0	6'525	--	0
301	traitements du personnel	100'570'081	99'804'796	765'286	1%	95'467'531
303	Assurances sociales	8'239'343	7'954'194	285'149	4%	7'353'062
304	caisses de pensions et de prévoyance	12'781'306	12'910'583	-129'277	-1%	12'363'534
305	Assurance maladie et accidents	2'133'747	2'241'647	-107'899	-5%	2'083'700
306	prestations en nature	441'616	425'322	16'294	4%	445'064
308	personnel interimaire	615'571	847'480	-231'909	-27%	252'827
309	autres charges du personnel	618'296	73'728	544'568	739%	510'590
31	biens, services et marchandises	39'476'439	36'376'295	3'100'144	9%	40'776'126
310	fournitures de bureau, imprimés, publicité	6'019'690	5'541'071	478'619	9%	7'018'479
311	meublier, machines, véhicules et matériel	2'504'118	1'867'316	636'802	34%	1'732'661
312	eau, énergie, combustible	3'262'852	3'150'352	112'500	4%	2'931'562
313	achats de fournitures et autres marchandises	2'024'051	2'557'124	-533'073	-21%	2'341'863
314	entretien des immeubles par des tiers	7'532'680	6'849'327	683'353	10%	9'002'279
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	1'732'268	2'349'858	-617'590	-26%	1'865'853
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	3'438'609	3'212'795	225'814	7%	3'641'839
317	dédommagements	442'537	518'390	-75'853	-15%	399'889
318	Honoraires et prestations de service	12'342'862	10'221'329	2'121'533	21%	11'733'983
319	frais divers	176'771	108'733	68'038	63%	107'716
33	Amortissements	10'572'186	10'854'265	-282'079	-3%	8'071'971
330	Amortissements ordinaires du PF	0	6'160	-6'160	-100%	0
331	Amortissements ordinaires du PA	10'474'091	10'847'605	-373'514	-3%	7'704'556
332	Amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	317'445
334	pertes sur débiteurs	98'095	500	97'595	19519%	49'969
36	subventions accordées	72'212'946	71'307'140	905'806	1%	72'719'428
361	subventions accordées - cantons	67'392	13'000	54'392	418%	45'928
362	subventions accordées - communes	81'096	81'500	-404	-0%	89'365
363	subventions accordées - propres établissements	6'304'904	6'317'724	-12'820	-0%	6'286'599
365	subventions accordées - institutions privées	65'258'514	64'354'416	904'098	1%	65'739'176
366	subventions accordées - personnes physiques	455'801	537'000	-81'199	-15%	499'276
367	subventions accordées - étranger	45'239	3'500	41'739	1193%	59'084
38	Attribution aux financements spéciaux	36'533	0	36'533	--	62'103
386	Attribution aux financements spéciaux	36'533	0	36'533	--	62'103
39	imputations internes	2'968'113	3'045'923	-77'810	-3%	3'443'009
390	Intérêts répartis	816'120	985'997	-169'877	-17%	1'135'797
391	Mise à disposition de locaux	1'267'643	1'324'805	-57'162	-4%	1'225'717
392	Autres prestations internes	884'351	735'121	149'230	20%	1'081'494
REVENUS		24'287'656	16'493'515	7'794'141	47%	22'714'283
42	revenus des biens	8'987'682	8'878'514	109'168	1%	8'849'382
427	Immeubles du patrimoine administratif	8'969'120	8'876'514	92'606	1%	8'786'559
429	Autres revenus	18'561	2'000	16'561	828%	62'822

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
43 revenus divers	7'677'858	2'607'401	5'070'457	194%	7'003'413
431 émoluments administratifs	10'047	13'300	-3'253	-24%	9'499
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	3'468'053	1'848'301	1'619'752	88%	3'640'215
435 ventes	296'607	168'200	128'407	76%	258'411
436 dédommagements de tiers	1'651'411	335'150	1'316'261	393%	1'289'863
437 amendes	181'295	206'350	-25'055	-12%	194'516
438 prestations du personnel pour les investissements	1'763'387	0	1'763'387	--	1'046'391
439 autres contributions	307'058	36'100	270'958	751%	564'518
45 dédommagements de collectivités publiques	1'217'351	1'218'000	-649	-0%	1'207'332
451 cantons	210'000	210'000	0	0%	210'000
452 communes	1'007'351	1'008'000	-649	-0%	997'332
46 subventions acquises	5'805'749	3'645'501	2'160'248	59%	5'245'688
460 subventions acquises - confédération	28'000	0	28'000	--	0
461 subventions acquises - cantons	1'139'020	955'501	183'519	19%	1'167'320
469 Autres subventions	4'638'730	2'690'000	1'948'730	72%	4'078'368
48 prélèvements sur les financements spéciaux	304'508	0	304'508	--	1'882
486 prélèvements sur les financements spéciaux	304'508	0	304'508	--	1'882
49 imputations internes	294'508	144'099	150'409	104%	406'587
491 mise à disposition de locaux	96'414	91'599	4'815	5%	98'403
492 Autres prestations internes	198'094	52'500	145'594	277%	308'184
33 PARCS ET PROMENADES					
CHARGES	0	0	0	--	219'775
31 biens, services et marchandises	0	0	0	--	219'775
314 entretien des immeubles par des tiers	0	0	0	--	219'775
34 SPORTS					
CHARGES	48'375'205	45'549'693	2'825'511	6%	47'880'376
30 charges de personnel	22'625'616	22'275'027	350'589	2%	22'109'424
301 traitements du personnel	18'343'267	18'194'873	148'395	1%	18'081'958
303 Assurances sociales	1'493'271	1'449'761	43'510	3%	1'386'630
304 caisses de pensions et de prévoyance	2'237'060	2'132'695	104'366	5%	2'092'409
305 Assurance maladie et accidents	386'593	415'847	-29'254	-7%	387'253
306 prestations en nature	62'935	67'500	-4'565	-7%	59'518
309 autres charges du personnel	102'489	14'352	88'137	614%	101'657
31 biens, services et marchandises	9'073'463	8'769'174	304'289	3%	8'460'647
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	261'852	240'900	20'952	9%	206'798
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	577'392	724'550	-147'158	-20%	495'335
312 eau, énergie, combustible	3'275'243	3'144'907	130'336	4%	3'228'674
313 achats de fournitures et autres marchandises	928'381	987'000	-58'619	-6%	968'949
314 entretien des immeubles par des tiers	1'871'317	1'406'294	465'023	33%	1'679'760
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	200'549	315'111	-114'562	-36%	253'750
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	43'136	12'000	31'136	259%	44'708
317 dédommagements	16'660	14'980	1'680	11%	15'962
318 honoraires et prestations de service	1'892'698	1'909'432	-16'734	-1%	1'558'879
319 frais divers	6'234	14'000	-7'766	-55%	7'832

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
33 Amortissements	5'767'889	5'435'379	332'510	6%	6'492'312
331 Amortissements ordinaires du PA	5'838'465	5'435'379	403'086	7%	5'138'420
332 Amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	1'308'492
334 pertes sur débiteurs	-70'576	0	-70'576	--	45'400
35 Dédommagements à des collectivités publiques	1'374'917	1'167'266	207'651	18%	1'163'439
352 dédommagements à des collect. publiques - communes	1'374'917	1'167'266	207'651	18%	1'163'439
36 subventions accordées	8'766'562	7'076'960	1'689'602	24%	8'409'674
365 subventions accordées - institutions privées	8'665'562	7'026'960	1'638'602	23%	8'344'474
366 subventions accordées - personnes physiques	101'000	50'000	51'000	102%	65'200
39 imputations internes	766'757	825'887	-59'130	-7%	1'244'880
390 intérêts répartis	377'133	491'998	-114'865	-23%	590'087
391 mise à disposition de locaux	32'893	39'893	-7'000	-18%	36'111
392 Autres prestations internes	356'731	293'996	62'735	21%	618'681
REVENUS	7'825'405	5'092'487	2'732'918	54%	7'111'930
42 revenus des biens	3'162'311	1'041'887	2'120'424	204%	1'908'813
427 Immeubles du patrimoine administratif	3'162'311	1'041'887	2'120'424	204%	1'906'313
429 Autres revenus	0	0	0	--	2'500
43 revenus divers	4'486'047	4'050'600	435'447	11%	4'209'398
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	3'200'536	3'110'000	90'536	3%	3'139'128
435 ventes	144'135	148'500	-4'365	-3%	135'506
436 Dédommagements de tiers	973'765	785'100	188'665	24%	792'574
439 Autres contributions	167'612	7'000	160'612	2294%	142'190
46 subventions acquises	136'241	0	136'241	100%	756'500
469 Autres subventions	136'241	0	136'241	100%	756'500
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	0	0	0	--	161'343
480 Prélèvements sur les financements spéciaux - cant.	0	0	0	--	161'343
49 imputations internes	40'806	0	40'806	--	75'875
491 Mise à disposition de locaux	0	0	0	--	10'500
492 Autres prestations internes	40'806	0	40'806	--	65'375
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	99	150	-51	-34%	118
31 biens, services et marchandises	99	150	-51	-34%	118
314 entretien des immeubles par des tiers	99	150	-51	-34%	118
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	118'196	89'600	28'596	32%	104'306
31 biens, services et marchandises	118'196	89'600	28'596	32%	104'306
318 honoraires et prestations de service	118'196	89'600	28'596	32%	104'306
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	192	0	192	--	263
31 biens, services et marchandises	2	0	2	--	0
319 frais divers	2	0	2	--	0

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
32 Intérêts passifs	190	0	190	--	263
320 engagements courants	190	0	190	--	263
REVENUS	1'026	0	1'026	--	465
42 revenus des biens	1'026	0	1'026	--	465
420 Avoirs à vue	3	0	3	--	9
421 créances	20	0	20	--	0
429 Autres revenus	1'003	0	1'003	--	456
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER					
REVENUS	0	4'000	-4'000	-100%	0
42 revenus des biens	0	4'000	-4'000	-100%	0
423 Immeubles du patrimoine financier	0	4'000	-4'000	-100%	0

4.4.5 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

30 Encouragement à la culture

310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité

Financement de la « dîme du livre » versée par l'université pour l'acquisition des collections.

311 mobilier, machines, véhicules et matériel

Financement de tiers pour l'achat d'œuvres d'art et collections des musées.

313 Achats de fournitures et autres marchandises

suite à des contraintes de calendrier liées à la réouverture du MEG, moins de dépenses ont été engagées en achats de fourniture et de marchandises. En revanche, l'intervention d'entreprises tierces a été sollicitée pour la construction des éléments scénographiques.

318 honoraires et prestations de service

Le dépassement de ce groupe s'explique comme suit :

MAH : charges relatives aux expositions (Pfund, héros Antiques, Liban, Picasso etc.), couvertes par des financements de tiers.

CJB : charges relatives à des mandats et des projets couvertes par des financements de tiers (vontobel, canton de Genève, Fondation Mellon, etc.).

MHN : charges relatives à la désinfestation générale du muséum d'histoire naturelle (extrait CA du 10 avril 2013).

DIC : charges relatives à l'étude comparative et prospective du grand théâtre de Genève couvertes par des financements de tiers (service cantonal de la culture, cercle du grand théâtre, Association des communes genevoises) et à la journée des Arts et métiers (vacheron constantin).

365 subventions accordées – institutions privées

Financement du Fonds intercommunal (FI) aux festivals Antigél et de la Bâtie.

434 Autres redevances d'utilisation et prestations de service

Préfinancement de tiers pour des mandats et des projets (vontobel, canton de Genève, Fondation Mello, etc.).

438 prestations du personnel pour les investissements

concerne le crédit d'investissement pour la rétroconversion (finalisation catalogage rétrospectif).

439 Autres contributions

dons et contribution de tiers pour l'exposition à la maison Tavel (MAH).

469 Autres subventions

MAH : Financement de tiers pour les projets et expositions (Revenus Barthélémy, Menn, Liban, Picasso, donations D.Duncan etc.).

SEC : Financement du Fonds intercommunal (FI) aux festivals Antigél et de la Bâtie.

MHN : Financement de tiers pour les expositions (Association nos oiseaux).

- 486 prélèvements sur les financements spéciaux**
Financement de la « dîme du livre » versée par l'université pour l'acquisition des collections.

34 sports

- 365 subventions accordées - institutions privées**
gratuités pour les manifestations, diverses sociétés, etc. (triathlon international de Genève, Fédération genevoise d'échecs Genève, servette hockey club – association mouvement juniors, club des patineurs de Genève, Association swiss open, natation sportive Genève, Genève natation 1885, Association Geneva open ATP, etc.).
- 427 immeubles du patrimoine administratif**
gratuités pour les manifestations, diverses sociétés, etc. (triathlon international de Genève, Fédération genevoise d'échecs Genève, servette hockey club – association mouvement juniors, club des patineurs de Genève, Association swiss open, natation sportive Genève, Genève natation 1885, Association Geneva open ATP, etc.).

4.4.6 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	Fixes					Auxiliaires		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B2013	écart postes	C 2013	B 2013	écart
30	encouragement à la culture	833.7	28.4	862.1	865.8	-3.7	7'054'430	2'705'565	4'348'865
34	sports	172.7	1.0	173.7	171.7	2.0	1'463'163	1'031'727	431'436
	TOTAL	1'006.4	29.4	1'035.8	1'037.4	-1.6	8'517'593	3'737'292	4'780'301

ETP: ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.4.7 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
subventions monétaires	66'598	66'928	-330	-0%	68'420
enseignement et formation	82	87	-6	-7%	77
culture et loisirs	66'516	66'841	-325	-0%	68'344
gratuités	14'776	11'856	2'920	25%	13'094
enseignement et formation	313	313	0	0%	308
culture et loisirs	14'463	11'543	2'920	25%	12'785
total	81'374	78'784	2'590	3%	81'514

4.4.8 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs	C 2013	B 2013	Écart
3 culture et sport	66'597'594	66'927'997	-330'403
21 écoles publiques	81'580	87'300	-5'720
365 subventions accordées - institutions privées	71'380	72'100	-720
diverses sociétés scientifiques genevoises	19'880	20'600	-720
écoles de musique	51'500	51'500	0
366 subventions accordées - personnes physiques	5'000	10'000	-5'000
promotion de la recherche scientifique	5'000	10'000	-5'000
367 subventions accordées - étranger	5'200	5'200	0
centre suisse de recherches scientifiques à Abidjan	5'200	5'200	0
30 encouragement à la culture	61'577'757	61'302'297	275'460
361 subventions accordées - cantons	4'777	0	4'777
Accès à la culture (théâtres, concerts)	2'777	0	2'777
Fonds général livre et édition (attr.ponct.)	2'000	0	2'000
362 subventions accordées - communes	67'805	80'000	-12'195
Accès à la culture (autres tâches culturelles)	138	80'000	-79'862
Accès à la culture (théâtres, concerts)	58'667	0	58'667
Fonds général livre et édition (attr.ponct.)	3'000	0	3'000
soutien aux échanges et tournées (voir également groupes 363, 365 et 366)	6'000	0	6'000
363 subventions accordées - propres établissements	5'642'658	5'655'478	-12'820
Accès à la culture (mass media)	43'656	0	43'656
Accès à la culture (théâtres, concerts)	51'524	108'000	-56'476
FAD (État major - La comédie, Le Poche)	5'547'478	5'547'478	0
365 subventions accordées - institutions privées	55'487'417	55'046'819	440'598
2012 Rousseau pour tous (voir également groupe 366 et 367)	220'867	258'500	-37'633
Académie internationale de la céramique	4'600	4'600	0
Accès à la culture (autres tâches culturelles)	64'720	20'000	44'720
Accès à la culture (mass media)	60'226	50'000	10'226
Accès à la culture (théâtres, concerts)	574'698	780'000	-205'303
ACTART	192'800	192'800	0
Activités culturelles et scientifiques (attribution ponctuelle)	275'991	276'000	-9
Andata ritorno	23'700	23'700	0
Art lyrique et vocal	317'000	317'000	0
Association - Festival Archipel	300'000	300'000	0
Association de soutien à la musique vivante (ASMV) festival voix de fête	144'300	144'300	0
Association genevoise des Musiciens de Jazz (AGMJ)	61'900	61'900	0
Association l'usine	95'900	95'900	0
Association pour la danse contemporaine	773'200	773'200	0
Association pour le patrimoine industriel	103'100	103'100	0
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)	814'400	814'400	0
Ateliers d'ethnomusicologie	552'600	552'600	0
Autrement Aujourd'hui	6'900	6'900	0
Bourses médiateurs culturels (AC) (voir également groupe 366)	15'000	0	15'000
bureau culturel	30'000	30'000	0
cadets de Genève	51'500	51'500	0
cappella genevensis	30'000	30'000	0
cave 12	120'000	120'000	0

en francs	C 2013	B 2013	Écart
centre d'art contemporain	1'309'800	1'309'800	0
centre de la photographie	270'600	270'600	0
centre d'édition contemporaine	150'000	150'000	0
cercle choral (chorale municipale)	10'300	10'300	0
cérémonie des quartz (nouvelle subvention)	62'500	62'500	0
chorales classiques	288'700	288'700	0
cinéma spoutnik	120'000	120'000	0
cinémas du grütli	138'700	138'700	0
clique de fifres et tambours du conservatoire populaire de musique (cpm)	20'600	20'600	0
communauté israélite de genève (bibliothèque)	20'600	20'600	0
compagnie 1602-locaux	100'000	100'000	0
concours de musique	375'000	375'000	0
contrechamps	752'600	752'600	0
cycle de lecture - c. thébert	12'400	12'400	0
eklekto	140'000	140'000	0
ensemble vocal séquence	51'500	51'500	0
fanfare de la croix-bleue	15'500	15'500	0
fanfare du losange	25'800	25'800	0
fanfare municipale du petit-saconnex	15'500	15'500	0
fanfareduloup orchestra	200'000	200'000	0
festival international du film sur les droits humains (FIFDH)	125'000	125'000	0
fonction cinéma	267'700	267'700	0
fondamco (mamco)	1'100'000	1'100'000	0
fondation pour l'art moderne et contemporain (BAC)	257'700	257'700	0
fondation pour l'écrit (salon du livre)	155'000	155'000	0
fondation romande pour le cinéma	2'500'000	2'500'000	0
fondation st-gervais	2'505'000	2'505'000	0
fonds actions culturelles et médiation (voir également groupe 366)	260'850	260'000	850
fonds autres salles	220'000	220'000	0
fonds bourses pour jeunes artistes (voir également groupe 366)	36'000	30'000	6'000
fonds général cinéma	880'700	902'900	-22'200
fonds général danse	1'049'900	1'050'000	-100
fonds général livre et édition (voir également groupe 366)	740'650	754'300	-13'650
fonds général musique (voir également groupe 366)	572'700	479'000	93'700
fonds général pluridisciplinaire (voir également groupe 366)	859'300	460'300	399'000
fonds général théâtre	1'490'000	1'500'000	-10'000
fonds intermittents du spectacle domiciliés à genève	292'287	300'000	-7'713
fonds soutien aux échanges et tournées (voir également groupe 366)	429'000	440'000	-11'000
galerie Forde	72'200	72'200	0
GE Grave	51'500	51'500	0
genève se livre	8'000	9'100	-1'100
grand-théâtre - contrepartie de la contribution du fonds intercommunal	2'500'000	2'500'000	0
grand-théâtre - exploitation	10'666'819	10'666'819	0
harmonie des eaux-vives	15'500	15'500	0
harmonie nautique	82'500	82'500	0
La Bâtie - Festival de genève	1'127'800	927'800	200'000

en francs	C 2013	B 2013	Écart
La Parfumerie	140'000	140'000	0
L'Empiro	14'400	14'400	0
Liederkrantz-concordia	7'200	7'200	0
L'orchestre de chambre de Genève	701'000	701'000	0
maison de Rousseau et de la littérature (nouvelle subvention)	81'500	81'500	0
musique ancienne	154'600	154'600	0
musique en été (scène Ella Fitzgerald, Jazz-estival)	408'509	423'700	-15'191
musique municipale de la ville de Genève	103'100	103'100	0
ondine genevoise	51'500	51'500	0
orchestre de la Suisse romande (OSR)	9'500'000	9'500'000	0
orchestres amateurs et symphoniques	46'400	46'400	0
piano nobile	20'600	20'600	0
post tenebras rock	325'000	325'000	0
projets d'expositions (BAC)	550'000	550'000	0
revue genevoise	335'100	335'100	0
salle Ernest-Ansermet	100'000	100'000	0
société accordéoniste mixte «Les Amis»	1'500	1'500	0
société chorale des Eaux-vives	5'200	5'200	0
société des écrivains genevois (prix)	10'300	10'300	0
société Jean-Jacques Rousseau	50'000	50'000	0
soutien aux manifestations	100'000	100'000	0
stargazer	10'300	10'300	0
théâtre am stram gram	1'080'000	1'080'000	0
théâtre de l'Orangerie	500'000	500'000	0
théâtre de l'usine	220'000	220'000	0
théâtre des marionnettes de Genève	710'000	710'000	0
théâtre du Galpon	200'000	200'000	0
théâtre du Grütli	1'811'500	1'811'500	0
théâtre du Loup	715'500	715'500	0
théâtre Pitoëff	295'000	300'000	-5'000
union accordéoniste mixte	16'500	16'500	0
union des chanteurs genevois	3'100	3'100	0
union genevoise des musiques et chorales - matériel et uniforme	40'000	40'000	0
366 subventions accordées - personnes physiques	375'100	520'000	-144'900
2012 Rousseau pour tous	2'000	0	2'000
bourses artistes confirmés (AC)	35'000	35'000	0
bourses médiateurs culturels (AC)	0	15'000	-15'000
Fonds actions culturelles et médiation	0	10'000	-10'000
Fonds bourses Patiño-Ville de Genève	34'000	36'000	-2'000
Fonds bourses pour jeunes artistes	76'000	83'000	-7'000
Fonds général cinéma	16'600	0	16'600
Fonds général livre et édition	50'000	50'000	0
Fonds général musique	66'300	160'000	-93'700
Fonds général pluridisciplinaire	1'000	50'000	-49'000
Fonds général théâtre	8'000	0	8'000
Fonds soutien aux échanges et tournées	38'000	30'000	8'000

en francs	C 2013	B 2013	Écart
prix d'orgue p. second	1'000	1'000	0
publication, résidence & atelier	47'200	50'000	-2'800
34 sports	4'938'257	5'538'400	-600'143
365 subventions accordées - institutions privées	4'938'257	5'538'400	-600'143
Association cantonale genevoise de basketball amateur	84'299	123'700	-39'401
Association cantonale genevoise de football	154'600	154'600	0
Association cantonale genevoise de judo	70'000	70'000	0
Association cantonale genevoise de rugby	51'500	51'500	0
Association cantonale genevoise des clubs de ski	123'700	123'700	0
Association centre d'entraînement à la régates	68'000	68'000	0
Association Genève Escalade	20'600	20'600	0
Association genevoise d'athlétisme	61'900	61'900	0
Association genevoise de badminton	72'200	72'200	0
Association genevoise de gymnastique	176'300	176'300	0
Association genevoise de handball	146'500	146'500	0
Association genevoise de hockey sur gazon	57'600	57'600	0
Association genevoise de natation	135'700	135'700	0
Association genevoise de ski nautique	20'900	20'900	0
Association genevoise de tennis de table	43'900	43'900	0
Association genevoise de volleyball	94'900	119'900	-25'000
bicross club de Genève	20'600	20'600	0
canoë club de Genève	41'200	41'200	0
centre formation juniors ARGT	39'800	39'800	0
championnat genevois de ski alpin - Association genevoise des clubs de ski	10'300	10'300	0
championnats internationaux de natation de Genève - Genève Natation 1885	29'000	35'000	-6'000
club d'échecs de Genève	22'700	22'700	0
course au large à la voile - centre d'entraînement à la régates	82'500	82'500	0
course de l'escalade - stade Genève	82'500	82'500	0
curling club de Genève	16'700	16'700	0
Fédération genevoise des clubs de voile	20'600	20'600	0
Fonds-aide à la formation des jeunes	287'128	300'000	-12'872
Fonds-aide à l'organisation de manifestations et/ou projets sportifs	413'380	330'000	83'380
Fonds-élite (sportif/ive-s individuels-e-s)	29'050	35'000	-5'950
Fonds-jeunes talents (sportif/ive-s individuel-e-s)	5'000	35'000	-30'000
Fonds-soutien au sport handicap	24'000	60'000	-36'000
Fonds-soutien aux clubs sportifs y compris l'élite	115'900	220'000	-104'100
Fonds-soutien sports des aînés	0	35'000	-35'000
Geneva open -tournois de tennis	100'000	100'000	0
Geneva seahawks	26'200	26'200	0
Genève futur hockey ordinaire	500'000	500'000	0
Genève Rink-Hockey club, hockey sur roulettes	59'800	59'800	0
Genève servette Hockey club Association	149'500	149'500	0
GESPORT	0	200'000	-200'000
Hivernal pétanque la genevoise	10'300	10'300	0
meeting Interclubs - natation sportive Genève	-6'200	6'200	-12'400
Mémorial Georges Caillat (Athlética 2003) - centre Athlétique de Genève	28'900	28'900	0

en francs	C 2013	B 2013	Écart
société d'escrime de genève - centre de formation juniors	10'300	10'300	0
soutien aux clubs d'Alpinisme	20'600	20'600	0
soutien aux clubs d'Athlétisme	22'000	22'000	0
soutien aux clubs de badminton	10'300	10'300	0
soutien aux clubs de basket	211'400	220'700	-9'300
soutien aux clubs de boules ferrées	2'800	2'800	0
soutien aux clubs de boxe	2'500	3'700	-1'200
soutien aux clubs de canoë-kayak	1'400	1'400	0
soutien aux clubs de cyclisme	-7'700	43'300	-51'000
soutien aux clubs de football	256'800	278'500	-21'700
soutien aux clubs de gymnastique	66'500	66'500	0
soutien aux clubs de handball	14'400	14'400	0
soutien aux clubs de Hockey sur gazon	10'300	10'300	0
soutien aux clubs de Lutte	-900	3'700	-4'600
soutien aux clubs de marche	1'000	1'000	0
soutien aux clubs de motocyclisme	2'800	47'800	-45'000
soutien aux clubs de multisports	22'300	22'300	0
soutien aux clubs de natation	82'400	102'100	-19'700
soutien aux clubs de patinage	10'300	10'300	0
soutien aux clubs de pétanque	1'900	1'900	0
soutien aux clubs de rink-hockey	15'500	15'500	0
soutien aux clubs de rugby	7'900	18'200	-10'300
soutien aux clubs de ski	56'300	56'300	0
soutien aux clubs de sport handicap	15'300	15'300	0
soutien aux clubs de tennis	56'100	56'100	0
soutien aux clubs de tennis de table	11'900	11'900	0
soutien aux clubs de tir à l'arc	0	1'900	-1'900
soutien aux clubs de tir sportif	2'800	2'800	0
soutien aux clubs de triathlon	8'200	8'200	0
soutien aux clubs de twirling	1'400	1'400	0
soutien aux clubs de unihockey	8'200	8'200	0
soutien aux clubs de voile	86'000	86'000	0
soutien aux clubs de vol libre	0	1'400	-1'400
soutien aux clubs d'échecs	64'100	61'800	2'300
soutien aux clubs d'escrime	5'200	5'200	0
soutien aux sports urbains	5'000	5'000	0
soutien de clubs de volleyball	114'100	99'300	14'800
rhoukball club de genève	30'900	30'900	0
tour de romandie cycliste - prologue	54'000	55'000	-1'000
tournoi de beachvolley - Association genevoise de volleyball	30'900	30'900	0
tournoi de football des schtroumpfs	5'200	5'200	0
tournoi des jeunes - Association genevoise de volleyball	-13'400	13'400	-26'800
triathlon international de genève	30'900	30'900	0
unihockey club genève - centre de formation juniors	20'600	20'600	0
union vélocipédique genevoise	47'100	47'100	0
urania genève sport football juniors	41'200	41'200	0

4.4.9 GRATUITÉS

en francs		C 2013	B 2013	Écart
3	culture et sport	14'776'496	11'856'405	2'920'091
21	écoles publiques	313'002	313'002	0
365	subventions accordées - institutions privées	313'002	313'002	0
	Académie de musique (69 m2 non partagés)	11'328	11'328	0
	Accademia d'Archi	1'613	1'613	0
	conservatoire de musique - locaux dans les écoles	51'775	51'775	0
	conservatoire populaire de musique - locaux dans les écoles	216'133	216'133	0
	École de musique La Lyre	4'909	4'909	0
	espace musical	2'902	2'902	0
	Institut Jaques-Dalcroze - locaux dans les écoles	8'938	8'938	0
	ornithophila	433	433	0
	studio kodaly	14'971	14'971	0
30	encouragement à la culture	10'635'188	10'004'843	630'345
361	subventions accordées - cantons	62'615	13'000	49'615
	état et ses institutions, mise à disposition de locaux	2'470	5'000	-2'530
	gratuités MAH/dir.	38'634	0	38'634
	gratuités MAH/pho.	1'595	3'000	-1'405
	matériel et personnel (divers bénéficiaires)	400	0	400
	rabais octroyés - scènes culturelles - victoria hall	17'800	0	17'800
	rabais octroyés Accueil du public	1'382	0	1'382
	rabais octroyés BAA	333	0	333
	rabais octroyés expo., conf., films MAH	0	5'000	-5'000
362	subventions accordées - communes	13'291	1'500	11'791
	gratuités MAH/dir.	1'360	0	1'360
	gratuités MAH/pho.	0	500	-500
	matériel et personnel (divers bénéficiaires)	11'400	0	11'400
	rabais octroyés Accueil du public	384	0	384
	rabais octroyés BAA	146	0	146
	rabais octroyés expo., conf., films MAH	0	1'000	-1'000
363	subventions accordées - propres établissements	662'246	662'246	0
	FAD châtelaine 43 - H comédie	51'960	51'960	0
	FAD cheval-blanc 7 Théâtre de Poche bureau	129'844	129'844	0
	FAD Pontets 33 (ex-usine waegell)	50'180	50'180	0
	FAD Théâtre de la comédie	395'290	395'290	0
	FAD Théâtre de Poche dépôt	34'972	34'972	0
365	subventions accordées - institutions privées	9'771'097	9'307'597	463'500
	AAJB (Bot. Shop)	1'148	1'148	0
	Académie internationale de la céramique	20'134	20'134	0
	Act-Art Halles de l'île arcade jura (nord - 172m2)	51'976	51'976	0
	Am Stram Gram - Frontenex 56	261'217	261'217	0
	AMR	226'503	226'503	0
	Andata Ritorno (arcade 29m2 coulou. 42)	4'864	4'864	0
	Andata Ritorno (arcade 75m2 coulou. 42)	22'664	22'664	0
	Archipel (Plainpalais)	87'173	18'000	69'173
	ASMV - concerts d'été (SEF)	192'000	192'000	0

en francs	C 2013	B 2013	Écart
ASMV voix-de-fête (Palladium)	0	60'000	-60'000
Assoc. danse contemp. (sc Eaux-vives)	60'000	0	60'000
Assoc. Espace tempo. (KSE Plainpalais)	5'436	5'436	0
Assoc. théâtre de l'orangerie - parc de la grange	7'270	7'270	0
Assoc. théâtre de l'orangerie - sujet 36 (nouvelle)	4'458	0	4'458
Association Labo, bd st-georges 5	18'132	18'132	0
Association l'usine (groupes culturels)	454'684	454'684	0
Association pour la danse contemporaine AdC (grütli)	82'212	82'212	0
Association sirocco-black movie	14'094	14'094	0
Association utopiana	58'800	58'800	0
Atelier danse manon hotte	2'531	2'531	0
Ateliers d'ethnomusicologie	41'945	41'945	0
Autrement Aujourd'hui (usine)	65'938	65'938	0
Buvette de l'orangerie	13'872	13'872	0
cadets de Genève	120'424	120'424	0
cadets de Genève - chauffage	25'749	0	25'749
cappella genevensis	13'279	13'279	0
casino-théâtre (ASMV voix-de-fête)	8'391	12'000	-3'610
casino-théâtre (confiture)	51'247	60'000	-8'753
casino-théâtre (revue genevoise)	90'475	107'500	-17'025
cave 12 - prairie 4	75'501	75'501	0
centre d'art contemporain - vieux-grenadiers 10	378'344	378'344	0
centre d'édition contemporaine - st-Léger 18	35'735	30'824	4'911
cercle choral de Genève	8'706	8'706	0
châtelaine 43, moulin à danse Mado (nouvelle)	12'728	0	12'728
chorale des Eaux-vives (56m2)	9'209	9'209	0
chorale des Eaux-vives (67m2)	5'434	5'434	0
cie G. Jobin - coulouvrenière 44	35'736	35'736	0
ciné bulletin	6'711	6'711	0
cinéma tous écrans	8'389	8'389	0
cinémas du grütli	68'622	68'622	0
cinématou - arcade rue des Grottes 11	24'176	24'176	0
compagnie romande d'opérette	11'055	11'055	0
compagnons de La tulipe noire	4'683	4'683	0
CPG ctre photo (vieux-grenadiers 10)	54'193	54'193	0
divers ateliers à l'usine (15 ateliers)	166'606	166'606	0
divers ateliers au grütli (6 ateliers)	75'501	75'501	0
diverses sociétés, mise à disposition de locaux	11'559	20'000	-8'441
eklekto, geneva percussion center	27'857	27'857	0
FAD Buvette de la comédie	43'072	0	43'072
Fanfare de la croix-bleue	17'977	17'977	0
Fanfare du Losange	58'901	58'901	0
Fanfare municipale du Petit-saconnex	54'582	54'582	0
Fêtes de Genève (supprimée)	0	50'000	-50'000
FIFDH au grütli	8'389	8'389	0
Fonction cinéma (salle grütli)	39'093	39'093	0

en francs	C 2013	B 2013	Écart
fond. images & société - carouge 100	46'840	46'840	0
Fondamco (mamco) - vieux-grenadiers 10	693'267	693'267	0
Fondation du grand théâtre - local répétition&atelier couture	355'694	0	355'694
Fondation du grand théâtre - théâtre	1'852'291	0	1'852'291
Fondation du grand théâtre (dépôt châtelaine)	77'940	77'940	0
Fondation du grand théâtre (détaillé aux cptes)	0	3'104'434	-3'104'434
Fondation du grand théâtre (pkg-simon 7)	2'160	2'160	0
Fondation du grand théâtre 7-9 ateliers construct.	896'449	0	896'449
Fondation nogueira (château-bloch 19)	25'836	25'836	0
Fondation pour l'art moderne et contemporain FAMC	26'006	26'006	0
Fondation romande du cinéma	12'080	9'312	2'768
foofwa - coulouvrenière 44	52'344	52'344	0
GE Grave	54'696	54'696	0
Georges Robert - concerts jazz (CHV)	15'000	15'000	0
gratuités GIM - salles com (SEC)	152'525	8'000	144'525
gratuités MAH/dir.	105'084	10'000	95'084
gratuités MAH/pho.	6'754	20'000	-13'246
gratuités tavel	670	1'550	-880
GUS grp. usagers anc. SIP - château-bloch 19	43'400	43'398	2
Harmonie Big Band des eaux-vives (36 m2 non partagés)	5'542	5'542	0
Harmonie Big Band des eaux-vives (82m2)	13'571	13'571	0
Harmonie nautique	59'050	59'050	0
Info Flora - locaux	11'062	10'504	558
Info Flora - ressources informatiques	29'000	29'000	0
L'Empre-Genève	656	656	0
Lez-Arts-muraille	10'592	10'592	0
Librairie du boulevard (Bot. shop)	4'835	4'835	0
L'orchestre mandolinata	18'380	18'380	0
L'usine, divers bénéficiaires salle de répétition	15'436	15'436	0
Marionnettes de Genève - Pontets 33	36'798	36'798	0
Matériel et personnel (divers bénéficiaires)	266'695	130'000	136'695
Mise à disposition des studios	2'640	0	2'640
Musique municipale VGE	59'730	59'730	0
Ondine genevoise	86'239	86'239	0
Opéra-studio	13'279	13'279	0
OSR (bibliothèque au grütli)	7'215	7'215	0
Pinacothèque - rue de Montbrillant 28	22'964	22'964	0
Pro Natura (Bot. shop)	1'511	1'511	0
Pro Specie Rara	1'460	1'460	0
Rabais octroyés - scènes culturelles	999	0	999
Rabais octroyés - scènes culturelles - casino théâtre	18'283	0	18'283
Rabais octroyés - scènes culturelles - Victoria Hall	112'730	0	112'730
Rabais octroyés - scènes culturelles (détail ds cptes)	0	225'000	-225'000
Rabais octroyés Accueil du public	9'026	0	9'026
Rabais octroyés Archéologie	195	0	195
Rabais octroyés Arts appliqués	1'950	0	1'950

en francs	C 2013	B 2013	Écart
rabais octroyés Ateliers décors	0	30'000	-30'000
rabais octroyés BAA	10'126	0	10'126
rabais octroyés Beaux Arts	2'857	0	2'857
rabais octroyés expo., conf., films MAH	2'950	24'000	-21'050
rabais octroyés kiosque mobile	7'000	0	7'000
rabais octroyés musée de horlogerie	244	0	244
rabais octroyés Pitoëff	146'274	0	146'274
rabais octroyés restauration	8'972	0	8'972
rabais promotion & presse	982	0	982
saint-gervais Genève - temple 5	323'396	323'396	0
salle Ernest-Ansermet - autres bénéficiaires	0	4'000	-4'000
salle Ernest-Ansermet - ensemble Contrechamps	66'000	66'000	0
salle Ernest-Ansermet - orchestre de chambre de Genève	30'000	30'000	0
SHAG (local GIM-vieux-Billard)	7'244	7'244	0
société genevoise des écrivains	2'560	2'560	0
société Jean-Jacques Rousseau	6'124	6'124	0
sté d'histoire et d'archéologie de Genève	3'020	3'020	0
studios (Halle de l'île)	36'904	36'904	0
studios (Halle de l'île) - chauffage	7'101	0	7'101
swiss films (au Grütli)	6'543	9'312	-2'769
th. Parfumerie - St-Gervais - Louis-Favre 14 (nouvelle)	4'260	0	4'260
théâtre Am Stram Gram	0	3'667	-3'667
théâtre des Grottes	63'152	63'152	0
théâtre des Grottes - chauffage	6'984	0	6'984
théâtre des marionnettes de GE	67'292	68'155	-863
théâtre du Grütli	258'885	258'885	0
théâtre du Loup - chandieu 6-8 (supprimée)	0	26'536	-26'536
théâtre en cavale (Plainpalais)	3'023	17'000	-13'978
théâtre Le Galpon - route des péniches (nouvelle)	12'972	0	12'972
théâtre Les Montreurs d'images - Cluse 95 A	3'352	3'352	0
théâtre Les Montreurs d'images - Cluse 95 B	8'920	8'920	0
théâtre Les Montreurs d'images - Cluse 95 C	32'716	32'716	0
théâtre Les Montreurs d'images - Michel-Simon 9	96'100	96'100	0
théâtre Malandro - Châtelaine 43	31'372	31'372	0
théâtre Saint-Gervais - Muraille 9-11	11'148	11'148	0
Union Accordéoniste Mixte de Genève	24'377	24'377	0
366 subventions accordées - personnes physiques	80'701	17'000	63'701
bons de prêt gratuits	7'150	4'000	3'150
gratuités MAH/bir.	40'397	0	40'397
gratuités MAH/pho.	6'393	5'000	1'393
gratuités tavel	20	0	20
rabais octroyés Accueil du public	2'461	0	2'461
rabais octroyés Archéologie	238	0	238
rabais octroyés Architecture & Péco	115	0	115
rabais octroyés Arts appliqués	8'138	0	8'138
rabais octroyés BAA	82	0	82

en francs	C 2013	B 2013	Écart
rabais octroyés beaux Arts	5'890	0	5'890
rabais octroyés cabinet des estampes	88	0	88
rabais octroyés collectif MAH	58	0	58
rabais octroyés expo., conf., films MAH	0	8'000	-8'000
rabais octroyés musée de horlogerie	36	0	36
rabais octroyés restauration	58	0	58
rabais octroyés transports et assurances	127	0	127
rabais Promotion & Presse	9'453	0	9'453
367 subventions accordées - étranger	45'239	3'500	41'739
gratuités MAH/dir.	3'805	0	3'805
gratuités MAH/pho.	8'923	1'500	7'423
rabais octroyés accueil du public	420	0	420
rabais octroyés Arts appliqués	10'416	0	10'416
rabais octroyés BAA	5'626	0	5'626
rabais octroyés beaux Arts	2'718	0	2'718
rabais octroyés cabinet des estampes	389	0	389
rabais octroyés collectif MAH	2'469	0	2'469
rabais octroyés expo., conf., films MAH	0	2'000	-2'000
rabais octroyés restauration	8'400	0	8'400
rabais Promotion & Presse	2'073	0	2'073
34 sports	3'828'305	1'538'560	2'289'745
365 subventions accordées - institutions privées	3'727'305	1'488'560	2'238'745
Ass. cant. gen. basket+féd. sui - villa le Plonjon	4'928	4'928	0
Ass. cantonale genevoise de football	59'323	59'323	0
Ass. fédérale des troupes de transmission (AFTT)	8'706	8'706	0
Assoc. cant. genevoise de gymnastique - villa le Plonjon	7'876	7'876	0
Assoc. cant. genevoise de gymnastique - villa le Plonjon - chauffage	2'101	0	2'101
Assoc. cant. genevoise gym satus	16'091	16'091	0
Assoc. genevoise de tennis de table - villa le Plonjon	5'292	5'292	0
Assoc. genevoise de tennis de table - villa le Plonjon - chauffage	1'301	0	1'301
Assoc. genevoise de volley ball - villa le Plonjon	4'668	4'668	0
Assoc. genevoise de volley ball - villa le Plonjon - chauffage	1'147	0	1'147
Assoc. genevoise des sports - villa le Plonjon	4'228	4'228	0
Assoc. genevoise des sports - villa le Plonjon - chauffage	1'040	0	1'040
Association genevoise de tennis de table	23'122	23'122	0
Association sportive genevoise de tir (ASGT)	121'805	121'805	0
Billard des Allières	9'377	9'377	0
Boxing-club genevois	37'215	37'215	0
Budo-club des Grottes	57'683	55'527	2'156
canoë club de Genève	11'558	11'558	0
Centre de sports sous-marins	24'109	24'109	0
Cercle des sports Genève	28'801	28'801	0
Club de billard de Plainpalais	51'060	51'060	0
Club d'échecs Bois-Gentil	8'873	8'873	0
Club d'échecs Genève	8'538	8'538	0
Club hygiénique Plainpalais	5'420	5'420	0

en francs	C 2013	B 2013	Écart
club hygiénique Plainpalais (carl-vogt)	57'044	57'044	0
club hygiénique Plainpalais (carl-vogt) - chauffage	1'538	0	1'538
club sportif des Agents de ville	8'389	8'389	0
course de l'escalade (dépôt)	4'795	4'795	0
CTT Hauteville	0	23'122	-23'122
damier genevois	9'041	9'041	0
École genevoise de gymnastique artistique	7'284	7'284	0
Fédération suisse de gymnastique Eaux-vives	3'379	3'379	0
Fédération suisse de pétanque	7'170	7'170	0
Fémina Genève-ville	1'771	1'771	0
FSG Genève-Pâquis	21'201	21'201	0
FSG Genève-ville	2'217	2'217	0
Genève Basketball Club Pâquis-seujet	6'754	6'754	0
Genève-servette HC SA	310'000	310'000	0
gratuits Bois-des-Frères - SPO	10'000	0	10'000
gratuits Bout-du-Monde&vessy - SPO	23'500	0	23'500
gratuits Geneva Open	341'000	0	341'000
gratuits Patinoires - SPO	682'000	0	682'000
gratuits Piscines - SPO	809'060	0	809'060
gratuits Queue d'Arve - SPO	157'875	0	157'875
gratuits Stades&salles - SPO	229'365	0	229'365
Groupe local du Berger belge	600	600	0
Karate Club de Genève	42'452	44'591	-2'139
Le Chemin	4'406	4'406	0
L'Esquive Boxing Club - Bâle 26	23'416	23'416	0
Loge du Gardien - Plonjon	4'796	4'796	0
MASQU' A RADE	9'650	9'650	0
Mise à disp. salles de gymnastique	173'331	173'331	0
Mont-Blanc Bridge Group	5'420	5'420	0
Nikko Nanbudo Club GE	24'499	24'499	0
Pédale des Eaux-vives	3'379	3'379	0
Piscine des Vernets - locaux mis à disposition	35'306	35'307	
Ptérois - Villa le Plonjon	7'204	7'204	0
Ptérois - Villa le Plonjon - chauffage	1'924	0	1'924
Shung Don Kwan	109'828	109'828	0
Société militaire des Carabiniers genevois	20'493	20'493	0
Status Genève-ville	1'771	1'771	0
Tennis de table Club Migros (TTC Migros)	23'122	23'122	0
Toutes assoc. locaux archives	3'112	3'112	0
Toutes assoc. salles réunion - Villa le Plonjon	23'096	23'096	0
Twirling Club Genève	8'476	8'476	0
US Chêne-Eaux-vives FC	3'379	3'379	0
366 subventions accordées - personnes physiques	101'000	50'000	51'000
Piscine des Vernets - locaux mis à disposition	101'000	50'000	51'000

4.4.8 LISTE DES SUBVENTIONS PONCTUELLES EN FRANCS (1/15)

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
3001000 Activités culturelles et scientifiques (montant budgété : CHF 276'000)		275'991
Art for the world	Africa / château de penthes	20'000
Association bancs publics	cafés scientifiques	10'000
Association design days	design days	10'000
Association Impascience	Frayeurs et tremblements	5'000
Association nova carta	un livre à votre façon	5'650
Association objectif Genève	Automnales	25'000
Association Olga Havel	Général von Bubna-Libérateur de Genève 1813	6'000
Association TAKO	Jouez, je suis à vous	20'000
Autrement-Aujourd'hui	A l'hôtel des routes	4'000
Fédération des artistes de Kugler	Kugler Pantone	3'000
Fondation du Musée International	Exposition La satire en images - réforme et propagande	35'000
Genève Natation 1885	Douche froide - 75 coupes...	5'000
Librairie Arabe L'Olivier	Garantie de déficit	20'000
Lift Events Sàrl	Art numérique et open data	10'000
Lift Events Sàrl	Urban Data Challenge	45'000
Musique municipale	Ivan le terrible	8'000
Pro Vélo Genève	L'autre salon	1'591
Théâtre Marionnettes de Genève	Musée nomade de la marionnette	30'000
United Music Foundation	Sidney Bechet	10'000
Vallelian Eric	Mimeric	2'750
3105000 Accès à la culture (montant budgété : CHF 1'038'000)		856'406
JEUNESSE		544'702
Art'o Danse		470
Association 4 vents		320
Association Ballet Junior		1'400
Association Confiture		6'560
Association Danse Contemporaine (ADC)		6'280
Association de soutien à la musique vivante (ASMV)		9'114
Association du Grütli		17'110
Association Musicodanse / Festival Antigél		9'660
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)		6'324
Ateliers d'ethnomusicologie		296
Blues Association de Genève		385
Caecilia		10'895
Cercle Jean-Sebastien Bach		150
Cinéma Sputnik		1'300
Cinémas du Grütli		3'753
Cinematou		5'790
Concours de Genève		640
Ensemble Cantatio		450
Ensemble Variante		500
Fanfare du Loup Orchestra		2'792
Festival Archipel		300
Festival Black Movie		14'760
Festival International du Film Oriental de Genève (FIFOG)		1'100
Fondation d'art dramatique de Genève (FAD)		13'060
Fondation du Grand Théâtre de Genève		136'589
Fondation pour l'écrit du Silpg		10'000
Forum de Meyrin		29'340
Gli Angeli		915

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
La Bâtie Festival de Genève		13'172
La Lanterne magique		5'715
La Parfumerie		10'238
Le Galpon		600
Les Amis de la guitare		500
L'orchestre de chambre de Genève (OCC)		4'260
Mapping Festival		1'275
pestak.ch		15'990
Saint Gervais Genève		6'084
Simply Theater		1'500
Société coopérative Migros		8'699
Teatro Malandro		10'740
Théâtre de Carouge		63'743
Théâtre de la Comédie de Genève (FAD)		36'462
Théâtre de L'Alchimie		5'930
Théâtre de l'Orangerie		15'100
Théâtre de L'Usine		2'064
Theatre des Amis		2'506
Théâtre du Crève-cœur SARL		4'920
Théâtre du Loup		18'193
Théâtre du Saule Rieur		490
Théâtre en Cavale		2'875
Théâtre Marionnettes de Genève		5'268
Université GE - Activités culturelles		2'624
Ville d'Onex		9'801
Wagner Geneva Festival		5'700
JEUNESSE (20 ans/20 francs)		130'875
Association Ballet Junior		600
Association Cinélux		294
Association Confiture		4'400
Association Danse Contemporaine (ADC)		5'458
Association de soutien à la musique vivante (ASMV)		8'254
Association du Grütli		2'040
Association Musicodanse / Festival Antigél		5'000
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)		664
Ateliers d'Ethnomusicologie		317
Caecilia		1'305
Cercle Jean-Sebastien Bach		125
Cinéma Sputnik		200
Cinémas du Grütli		2'745
Cinematou		1'831
Concours de Genève		160
Darbellay Marianne Ciné		112
Ensemble Variante		500
Fanfare du Loup Orchestra		1'715
Festival International du Film Oriental (FIFO)		900
Fondation d'Art Dramatique de Genève (FAD)		2'500
Fondation du Cinéma Bio		152
Fondation du Grand Théâtre de Genève		5'335
Forum de Meyrin		11'705
La Bâtie Festival de Genève		9'345
La Parfumerie		8'855

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Le galpon		480
Les Amis de la guitare		500
L'orchestre de chambre de Genève (OCG)		281
L'orchestre de la Suisse romande (OSR)		532
mairie de Plan-les-Ouates		54
maison de quartier des Pâquis		24
maison du quartier de la Jonction		230
mapping festival		725
pestak.ch		2'820
Post tenebras rock (PTR)		2'230
saint Gervais Genève		1'380
société anonyme pour l'exploitation		1'000
société coopérative Migros-Genève		1'653
teatro Malandro		5'400
théâtre Am Stram Gram		5'262
théâtre de Carouge		7'455
théâtre de la comédie de Genève		2'155
théâtre de L'Alchimie		3'480
théâtre de l'Orangerie		2'838
théâtre de L'usine		730
theatre des Amis		210
théâtre du Crève-cœur SARL		1'580
théâtre du Loup		4'822
théâtre du saule Rieur		26
théâtre en cavale		270
théâtre marionnettes de Genève		2'964
université GE - Activités culturelles		153
ville d'Onex		6'385
Wagner Geneva Festival		724
POPULAIRES		46'362
Association Confiture		175
Association Danse Contemporaine (ADC)		335
Association du Grütli		1'500
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)		480
Ateliers d'ethnomusicologie		455
cinémas du Grütli		1'652
Fanfare du Loup Orchestra		825
Fondation d'art dramatique de Genève (FAD)		1'225
Fondation du Grand Théâtre de Genève		22'705
La Lanterne Magique		855
La Parfumerie		1'100
L'orchestre de la Suisse romande (OSR)		930
saint Gervais Genève		655
société coopérative Migros-Genève		4'403
théâtre Am Stram Gram		2'232
théâtre de Carouge		2'640
théâtre de la comédie de Genève (FAD)		1'210
théâtre de l'Orangerie		240
théâtre du Loup		1'140
théâtre en cavale		625
théâtre marionnettes de Genève		980
PERSONNES ÂGÉES		111'184
Association du Grütli		3'580

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
cinémas du grütli		15'857
Fondation d'art dramatique de Genève (FAD)		13'068
saint gervais Genève		2'335
Théâtre Am stram gram		384
Théâtre de Carouge		17'055
Théâtre de Carouge		17'420
Théâtre de la comédie de Genève (FAD)		23'580
Théâtre de l'Orangerie		12'680
Théâtre du Loup		2'145
Théâtre en cavale		2'060
Théâtre Marionnettes de Genève		1'020
CHÉQUIER CULTURE		19'090
Association confiture		110
Association danse contemporaine (ADC)		460
Association de soutien à la musique vivante (ASMV)		40
Association du grütli		520
Association Festival Archipel		80
Association Musicodanse / Festival Antigél		340
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)		130
Ateliers d'Ethnomusicologie		30
Caecilia		110
Fanfare du loup orchestra		40
Festival Black Movie		240
Festival International du Film sur les Droits Humains (FIFDH)		90
Fondation d'art dramatique de Genève (FAD)		350
Fondation des cinémas du grütli		1'850
Fondation du Grand Théâtre de Genève		2'330
Fondation du Musée International de la Réforme		30
Fondation Théâtre Marionnettes de Genève		1'350
Forum Meyrin		690
GPR Production		120
La Bâtie Festival de Genève		660
La Parfumerie		170
Le Galpon		220
L'Orchestre de chambre de Genève (OCG)		40
L'Orchestre de la Suisse Romande (OSR)		280
Mairie de Plan-les-Ouates		110
Maison de quartier des Pâquis		110
Maison du quartier de la Jonction		60
Mamco		10
pestak.ch		2'170
Post tenebras Rock (PTR)		270
saint gervais Genève		430
Société coopérative Migros-Genève		60
Teatro Malandro		200
Théâtre Am stram gram		650
Théâtre de Carouge		520
Théâtre de la comédie de Genève (FAD)		1'570
Théâtre de L'Alchimic		590
Théâtre de l'Orangerie		490
Théâtre de L'Usine		200

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
theatre des Amis		140
théâtre du Loup		340
théâtre en cavale		170
ville d'onex		720
HANDICAP ET CULTURE		4'193
Fondation du grand théâtre de Genève		4'193
3106000 Fonds général théâtre (montant budgété : CHF 1'500'000)		1'498'000
Anne Bisang Productions	convention	50'000
compagnie L'Alakran	convention	70'000
compagnie sturmfrei	convention	70'000
compagnie super trop top	convention	65'000
studio d'Actions théâtrales	convention	50'000
teatro malandro	convention	240'000
théâtre spirale	convention	70'000
compagnie confiture	Activités annuelles	180'000
Association Ambitions	Ambitions	10'000
Association compagnie virgule	En pleine mer	27'000
Association de la compagnie	Jésus revient !	15'000
Association des Amis de la terrasse du troc	Fête du théâtre Genève	30'000
Association des Hélices	Donne-moi 7 jours	35'000
Association du théâtre du marais	Bar	25'000
Association Fatum	Cailloux dans la cité	20'000
Association Lectures-performances	Lagune	10'000
Association toutfaitmain	Oedipus	8'000
collectif bouche Froide	Notes de cuisine	30'000
compagnie 94	Dans solitude des champs de coton	25'000
compagnie Apsara	Le chant des sirènes	25'000
compagnie de théâtre	Shopping and Fucking	20'000
compagnie Fatrasproduction	Labyrinthe(s)	22'000
compagnie helvetic shakespeare	Hamlet, anatomie de la mélancolie	20'000
compagnie Lesarts	Grand jeu et catchimpro	10'000
compagnie Métamorphoses	Art	10'000
compagnie Métamorphoses	Les liaisons dangereuses	70'000
compagnie SMCf2	Boudoir & tête de cheval	8'000
compagnie The three monkeys	Je crois que manger seule...	24'000
Dimi Association	La ferme des animaux	9'000
La fourmilière	Ring	5'000
La troupe ment	Drôle d'enterrement	5'000
Le bestiaire à pampilles	Man on the spoon	12'000
Le Galpon	Migrations	15'000
Le théâtre du coin	Les trois pommes	15'000
Les bamboches	Elles font quoi les marionnettes	25'000
Les fondateurs	Les fondateurs 4	25'000
Martine Paschoud Arnex	Les murs et les fenêtres	8'000
Novicov Andrew	Famille d'artistes d'Alfredo Garcia	40'000
Où sommes-nous	Vladimir» Alchimic	40'000
Sevenact	Christian Baumann seul en scène	5'000
théâtre de Séraphin	IV Festival Antonin Arthaud	5'000
théâtre de Séraphin	Les Pitres cruauté	15'000
théâtre du sentier	La valise rouge	20'000
ultimate production	A Poil	15'000
3106000 Fonds général danse (montant budgété : CHF 1'050'000)		1'049'900
Alias compagnie / Guilherme Bothello	convention de soutien conjoint	185'900
Association La Ribot	convention de soutien conjoint	40'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
compagnie 7273	convention de soutien conjoint	70'000
compagnie greffe	convention de soutien conjoint	70'000
Fondation Parano / Gilles Jobin	convention de soutien conjoint	160'000
Neopostt / Foofwa d'immobilité Ahrrrt Association	convention de soutien conjoint	70'000
ADC Association Danse Contemporaine	Fête de la musique	15'000
Art'o Danse	Groove'n'Move	20'000
Association Alba Lucera	Fil rouge	3'000
Association autotrophe	A sec avec du sable	15'000
Association Ballet Junior	Mix6 & Mix7	15'000
Association CENC	Vacarm	20'000
Association Cie Projet 11	Twisted pair	25'000
Association Danse-Habile	La conférence des oiseaux	20'000
Association de L'Estuaire	Tosca VD3R	15'000
Association Donsen	La trace des pas de l'invisible	15'000
Association Drizzle Droplets	Durga c'est moi	5'000
Association Morris Mendi	IDIOM3 & Hug Me Loëx	25'000
Association Sam-Hester	Le cousin lointain	25'000
Association So Close	O	18'000
Association Speedbattles	PLAY	10'000
Association Vertical Danse	Larmes	30'000
Breathless Cie	Une curiosité	25'000
Compagnie 100% Acrylique	Électronique City	70'000
Compagnie Oxyde	Le bal des vivantes XIII	3'000
Mademoiselle MCH	Froufrou	30'000
RA de MA ré	Laissez-moi danser	20'000
Réseau Danse Suisse	Fête de la danse à Genève	30'000
3106000 Fonds actions culturelles et médiation (montant budgété : CHF 270'000)		269'100
Tierra Incognita	convention	50'000
Artos	Activités annuelles	7'000
60x60	60x60, dans la cité des frères Honegger	15'000
Association Aspasie	Clôture des 30 ans d'Aspasie	7'000
Association Danse-Habile	Rêves-singularités-pluriels	30'000
Association des usagers Bains des Pâquis	Semaine d'actions contre le racisme	5'000
Association des Amis de la Terrasse du Troc	Fête du théâtre Genève	40'000
Association Geis&Dorf	Un été à Geisendorf	10'000
Association sportive des Charmilles	Wismi et les enfants perdus	3'350
Baz'art de Saint-Gervais	Baz'art - 4ème édition	10'000
Cinétransat	Cinétransat - 5ème édition	10'000
Compagnie Les Trois Mâts	Guérilla sociale et artistique - 2ème édition	15'000
Compagnie Les Trois Mâts	The Nana	20'000
Compagnie Virevolte	Transmission : Part one	5'000
Dialogai	Animation culturelle	4'750
Fondation Cap Loisirs	Exposition Pascal Tassini à l'espace34	10'000
La Compagnie des Basors	Playliste	10'000
Saint Gervais Genève	Assemblée des compagnies	15'000
Théâtre de la Comédie de Genève	Récits de femmes	2'000
3106000 Fonds autres salles (montant budgété : CHF 220'000)		220'000
Art'o Danse	Groove'n'Move	80'000
Association Musicodanse	Festival Antigél	130'000
Compagnie Greffe	Atelier danse	10'000
3106000 Fonds bourses et prix (montant budgété : CHF 150'000)		147'000
Association Scène et Siure	Bourse d'aide à la création	12'000
Casilda Regueiro Gonzalez	Bourse d'aide à la création	3'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
émilie André	bourse d'aide à la création	1'000
François de Limoges	bourse d'aide à la création	12'000
ghost prod	bourse d'aide à la création	12'000
Giona Bierens de Haan	bourse d'aide à la création	10'000
Heike Fiedler	bourse d'aide à la création	10'000
Julie Gilbert Choffat	bourse d'aide à la création	13'000
Leo Tardin	bourse d'aide à la création	7'000
Maud Le Monnier	bourse d'aide à la création	5'000
Pauline Julier Chapoulier	bourse d'aide à la création	15'000
Pocket Prod	bourse d'aide à la création	12'000
Andreas Fontana	bourse Patiño	2'000
Arblinda Dauti	bourse Patiño	4'000
Crystel Ceresa	bourse Patiño	2'000
Estelle Revaz	bourse Patiño	2'000
Fredy Vallejos	bourse Patiño	4'000
Marie Velardi	bourse Patiño	4'000
Martin Panchaud	bourse Patiño	6'000
Raphaël Julliard	bourse Patiño	6'000
Sophie Alphonso	bourse Patiño	4'000
Alberto Brigandi	Prix d'orgue Pierre Second	1'000
3106000 Fonds intermittents (montant budgété : CHF 300'000)		300'000
Action Intermittents	Action Intermittents	300'000
3106000 Fonds soutien échanges tournées (montant budgété : CHF 470'000)		463'000
TRANSFRONTALIER/AGGLOMÉRATION		121'530
Association Pré-en-Bulle	CRFG / Passe douane	2'280
Bob Verschueren	CRFG / LandArt	12'000
Fondation d'art dramatique de Genève	CRFG / Les colporteurs	6'250
Fondation d'art dramatique de Genève	La Fabrique du dépaysement Interreg IV / Annecy	15'000
Forum Meyrin	CRFG / PassDanse	6'000
La Bâtie Festival de Genève	CRFG / Les Nouveaux Bâisseurs	20'000
Lettres Frontières	Projet Livre	10'000
Théâtre saint- Gervais - ADC	P.A.C.T. Interreg IV / Annecy	50'000
DANSE		97'470
Alias compagnie	convention de soutien conjoint	10'000
Association Dreams Come True	convention de soutien conjoint	10'000
Association La Ribot	convention de soutien conjoint	10'000
Association Neopost Ahrrrt / Foowfa d'immobilité	convention de soutien conjoint	10'000
Compagnie 7273	convention de soutien conjoint	10'000
Compagnie Greffe	convention de soutien conjoint	10'000
Parano Fondation / Gilles Jobin	convention de soutien conjoint	10'000
Perceuse Productions	convention	10'000
Association Cobalt	spirituel délire / Mexique	1'670
Association Mademoiselle MCH	BAT / Pologne	1'800
Compagnie 100% Acrylique	Roi fatigué cherche royaume...	10'000
Compagnie József Trefeli	Jinx 103 / France et Grèce	2'000
Compagnie Laura Tanner	entre deux / Venezuela	2'000
THÉÂTRE		181'500
Compagnie L'Alakran	convention de soutien conjoint	10'000
Teatro Malandro	convention de soutien conjoint	10'000
Compagnie Super Trop Top	convention régionale	10'000
Compagnie Sturmfrei	convention	10'000
Théâtre Am Stram Gram	convention	30'000
Théâtre Spirale	convention	10'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
corodis	Activités annuelles	35'000
Association E collectif	Léonce et Léna / suisse	3'000
Association Pousse-caillou	kalavrita des mille Antigone / France	5'000
Association séléne	Les jours sont... / québec	2'000
Association théâtre l'Article	Pop-up cirkus / Angleterre	1'800
Au petit bonheur les mots	Bon appétit Mister gigi! Et bonne nuit Mister... / suisse et France	2'000
compagnie Anadyomène	Interroger l'habituel / sierre	7'000
compagnie Apsara	Les papiers de l'amour / Tel-Aviv et Beirouth	5'000
compagnie des ombres	Intimité data storage / Nyon et sion	3'000
compagnie les Associés de L'ombre	Le trip Rousseau / Paris	5'000
helvetic shakespeare company	Qui a peur de Virginia Woolf / suisse	10'000
La tête dans le sac	La nuit finira-t-elle un jour / Paris	5'000
L'agence	Les artistes de la contrefaçon / Neuchâtel et Caen	6'200
L'Ascenseur à poissons cie	Opus incertum, empilement de listes / suisse	5'000
Le cabinet des curiosités	2/3 - yacht / Nyon	3'000
Le ciel production	X3 / France	3'500
MUSIQUE		57'500
Antoine Läng	Sbdqtç / suisse et France	5'000
Association Melk production	IFeel2 / suisse et France	4'000
Association DYFL	Plaistow / tchéquie, Pologne et Japon	4'000
Association Les Amplitudes	Les Amplitudes / Chaux-de-Fonds	3'000
Association Swiss Bulgarian	Bulgarie	1'000
Association Swiss-Balkan Creative Music	Swiss Music Days / Belgrade	5'000
Centre culturel suisse	Pol et Eklekto / Paris	1'500
Chorale des Eaux-vives	Festival International de Vérone	3'000
Collège de Genève	Tournée OCG / Italie	5'000
Cyril Bondi	Diatribes / Japon	3'000
Cyril Bondi	Trio Queixas	2'000
Julie Campiche	Oxiory / Europe	4'000
Leo Tardin	Grand Pianoramix / Europe	7'000
PFL management	Mama Rosin / Europe	5'000
Raphaël Ortis	Léon4tet / Russie et Europe du Nord	5'000
PLURIDISCIPLINAIRE		5'000
Association Toit du monde	Of Bridges & Borders / Chili	5'000
3106000 Fonds général cinéma (montant budgété : CHF 902'900)		902'600
Association cinéma des trois mondes (FILMAR)	Convention	80'000
Cinéma tous écran	Convention	335'000
Festival Black Movie	Convention	180'000
Festival International du Film Oriental de Genève (FIFO)	Convention	100'000
Association Cinématou	Activités annuelles	40'000
Ana Simon	Sortilèges de Genève	11'600
Association Le Gai Savoir	Everybody's Perfect 2	35'000
Association Quartz	Programme d'accompagnement	35'000
Caméra club de Genève	Le Jet d'Or - 4 ^{ème} biennale	1'000
Cinéma tous écrans	Collaboration Institut Lumière / Fête des Lumières - Interreg	10'000
COLLIDE@CERN	Résidence artistique - 2 ^{ème} édition	15'000
Écran mobile	Écran mobile - 10 ^{ème} édition	4'000
Festival Black Movie	Prix de la ville de Genève	5'000
Fondation des Cinémas du Grütli	Fête de la musique	6'000
Fondation des Cinémas du Grütli	Quinzaine des Réalisateurs à Genève	10'000
Fondation Rui Nogueira	Fondation Rui Nogueira	25'000
Louise Productions Sàrl	L'Escalier	5'000
Louise-Adélaïde Carrin	Les Papillons Noirs	5'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
3106000 Fonds de soutien au livre et à l'édition (montant budgété : CHF 804'300)		791'300
PRIX DE LA VILLE DE GENÈVE		30'000
daniel vouillamoz	Écrivains genevois	5'000
manon pulver	Écrivains genevois	5'000
marc antoine mathieu	bande dessinée / R. Töpffer	10'000
tom tirabosco	bande dessinée / R. Töpffer	10'000
BOURSES D'AIDE À L'ÉDITION		285'000
éditions Métispresses	convention	30'000
éditions olizane	convention	50'000
éditions zoé	convention	50'000
éditions Atrabile	convention	20'000
éditions Atrabile	convention	10'000
éditions Héros-Limite	convention	20'000
éditions La Joie de Lire	convention	50'000
éditions Labor & Fides	convention	50'000
La revue de belles lettres (RBL)	convention	5'000
BOURSES (CCMVL)		78'500
Adrienne Barmann	bourse à l'illustration	4'000
claudine tabarini	bourse auteurs confirmés	12'500
éditions des sauvages	bourse d'aide à l'édition	25'000
éditions Entremonde	bourse d'aide à l'édition	25'000
Les notes du concierge	bourse à l'illustration	12'000
BOURSES AUX LIBRAIRIES INDÉPENDANTES		23'550
Librairie Albatros	Animation	2'600
Librairie du boulevard	Animation	5'000
Librairie Fahrenheit 451	Animation	2'000
Librairie La Librerit	Animation	3'750
Librairie Le Parnasse	Animation	2'500
Librairie Le rameau d'or	Animation	3'500
Librairie Le vent des routes	Animation	2'000
Librairie nouvelles pages	Animation	2'200
SOUTIEN AU LIVRE ET À L'ÉDITION		374'250
A. type éditions	Le livre des utopies réalisables	5'000
Armando Bado Editore	Riconciliarsi con il padre	3'000
Art & Fiction	collection Pacific 2012	5'000
Art et fiction	4 titres ds la collection Re: Pacific	5'000
Association Le Livre sur les quais	manifestation Le livre sur les quais	15'000
Association Les Idées	collection: Ils ont choisi Genève. Livres 1 et 2	8'000
Bernard Campiche éditeur	Loin de soi	5'000
Bernard Campiche éditeur	Poésie 1990-2012	3'000
cercle de la librairie et de l'édition	CDL et animations librairies / Fureur de lire	28'000
cercle de la librairie et de l'édition	stand CLEG au SdL	51'550
cercle de la librairie et de l'édition	café-bar L'ivresse au SdL	5'000
cercle de la librairie et de l'édition	Librairie Festival livre et petite enfance	4'000
commune de Vandœuvre	Prix du SdL de Genève	3'000
éditions cabédita	si Genève m'était contée - Légendes et musique	4'500
éditions cousu mouche	graine de sabbat	5'000
éditions d'autre part	Atteinte à la mémoire	3'000
éditions de la Baconnière	cette malédiction... de Florian Eglin	3'000
éditions de la Baconnière	Post tenebras rock, une épopée électrique	10'000
éditions d'en bas	quand l'esprit de Genève s'embrase.	6'000
éditions d'en bas	Histoire et combats. Mouvement ouvrier et socialisme	6'000
éditions d'en bas	DATAS	6'000
éditions d'en bas	Archives militantes	6'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Éditions d'en bas	dépasser la haine, construite la paix.	6'000
Éditions des sables	4 ouvrages	5'000
Éditions des sauvages	déroute	5'000
Éditions des sauvages	titiana et la tectonique	4'500
Éditions du tricorné	tierra incognita	2'000
Éditions Favre	guide des balades cyclolittéraires	5'000
Éditions kazalma	veilleuse (revenez demain)	3'000
Éditions La Joie de lire	livre disque de Jean L'homme	5'000
Éditions Le miel de l'ours	printemps des poètes, Paris	700
Éditions Le miel de l'ours	marché de la poésie, Paris	1'500
Éditions Markus Haller	traduction de kelsen, sunstein et hunt	15'000
Éditions Markus Haller	participation des éditions MH au 6e salon livre sc humaines Paris	1'000
Éditions métropolis	Ah j'oubliais l'effarante beauté des lieux	5'000
Éditions métropolis	genève voix du sud, géographie et littérature	5'000
Éditions notari	le temps au Japon	5'000
Éditions samizdat	cette voix d'un ailleurs	2'000
Éditions slatkine	un vaudois dans la tourmente	4'500
Éditions slatkine	American Lonely	10'000
Éditions uqbar	ghost estates	4'000
encre fraîche éditions	concours d'écriture	2'000
Fonderie kugler	utopic café et open kugler	1'500
grimaces édition	le transporteur de nuit	2'000
hécatombe	BD collective	10'000
infolio éditions	hassan fathy dans son temps	10'000
infolio éditions	le corbusier, tome 2	3'000
kehrer verlag	lieux délaissés - verlassen orte	2'000
Lars müller Publisher	in Jesus' name	9'000
Lettres frontière	manifestations littéraires de l'association	5'000
Librairie Albatros	Roman	2'500
Librairie Droz	soixante trois	3'000
madame Lolvé Tillmann	résidence littéraire Gênes	1'500
maison de Rousseau et de la Littérature (MRL)	invitation de russel banks et Isabelle Huppert / Fureur de lire	30'000
nouvelle Association du courrier (NAC)	pages ouvertes aux auteur-e-s suisse	4'000
œuvre suisse des lectures pour la jeunesse (OSL)	quatre contes philosophiques	2'500
paulette Éditions	Le dos de la cuiller	5'000
tirabosco tom	solde soutien à la publication de la bande dessinée conrad	2'000
3106000 Fonds général musique (montant budgété : CHF 639'000)		644'000
Association tambour battant	convention	85'000
Association quatuor terpsycordes	activités annuelles	18'000
Association Polhymnia	activités annuelles	5'000
Association vortex	activités annuelles	20'000
Fondation romande pour la chanson tt les musiques Actuelles	activités annuelles	20'000
Swiss chamber concerts Genève	activités annuelles	10'000
Francis-José Treichler	bourse musiques actuelles	10'000
Marc Perrenoud	bourse musiques actuelles	10'000
Orchestre tout puissant	bourse musiques actuelles	10'000
PFL management	bourse musiques actuelles	10'000
Alexandre Babel	nouvel album	4'500
Antoine Läng	nouvel album	2'700
Association des Amis de la musique juive	hors des sentiers battus...	9'000
Association Akouphène	festival Akouphène	8'000
Association de soutien à la musique vivante	voix de fête (complément)	45'700

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Association de soutien au quatuor	voyage musical en Europe	5'000
Association des usagers des bains des pâquis	Les Aubes Musicales	30'000
Association Ensemble vide	concerts à ARCOOP	6'000
Association headfun	Festival Electron et Présences Électronique Genève (PEG)	150'000
Association Insubordinations	organisation de concerts	8'000
Association Le cabinet	programmation 2012 du cabinet	8'000
Association matka	mym	3'500
Association suisse diagonales jazz	suisse diagonales jazz	4'000
Association suisse musique et vie	concerts d'été	10'000
bars en fête	Édition bars en fête	10'000
blues Association de Genève	BAG Thursdays	8'000
christian GRAF	même si	5'000
compagnie Passacaille	deux pianos et percussions	4'000
compagnie the three monkeys	Adieu gary cooper	2'000
concertus saisonnus	concertus saisonnus	20'000
dimitri MOLIAVKO-VISOTZKY	schizzi di orlando furioso	5'000
Electronic Music Network	Écoutes au vert	8'000
FACE Z	FACE I	8'000
Franco Casagrande	Album «Home coffe» du groupe nine	4'000
Hell's kitchen blues	nouvel album	8'000
Hidden Music Association	nouvel album	5'000
La Teuf	La Teuf s'amuse	5'000
Les Amis de la guitare	série de quatre concerts	4'000
Les concerts de l'Athénée 4	Les Athénéennes	10'000
Marcos Andres Jimenez Olariaga	nouvel album	5'000
Nicolas Field	Dovetailed	4'500
Orchestre tout puissant	nouvel album	6'000
Paolo Rota	nouvel album	4'000
Raphaël Lorenzo Anker	nouvel album	5'000
Rock This Town Extrafine	programmation	6'000
Ron Lahyani	nouvel album	1'600
The Chikit	nouvel album	4'000
Transistor Girl	nouvel album	4'500
Yannis Friederich	The Trap is set	5'000
3106000 Fonds général pluridisciplinaire (montant budgété : CHF 510'300)		860'300
Association Musicodanse	Fonds intercommunal / Festival Antigél	350'000
Association Dreams Come True	convention de soutien conjoint	70'000
Association La Ribot	convention de soutien conjoint	30'000
Association Tambour Battant	convention	85'000
Perceuse Productions Scène	convention	40'000
Association headfun	Festival Electron et Présences Electronique Genève (PEG)	100'000
Association Alba Lucera	Fil rouge	5'000
Association Empty Words	Eastward	12'000
Association Les Arts Minis	vertical surround	10'300
Association ROLLX	cüpli	10'000
cobalt	spirituel délire	7'000
Fatrasproduction Compagnie	Pollen, etc.	5'000
folle de parole	OP OP LE BALLON!	15'000
hyaquadire-que	Lit sur mes lèvres	25'000
kaleidos	Medea	10'000
Korpus Animus Bartek Sozanski	Hamlet-Babylone	25'000
La Compagnie Ann Schöenberg	La nuit je pense au soleil	10'000
Mapping v Jing Festival	Mapping Festival	50'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
violeta motta gutierrez	cocyte	1'000
3106610 Bourses et prix AC (montant budgété : CHF 50'000)		50'000
Association utopiana	médiateur en art contemporain	15'000
solvej andersen dufour	artiste de plus de 35 ans	35'000
3106610 Lieu d'expositions, Le commun (montant budgété : CHF 550'000)		550'000
Association headfun	festival electron	100'000
Association kelleg	L'ombre de l'art	25'000
Association attitudes	Lauréats du prix kiefer hablitzel <30 ix jeune art suisse	100'000
centre de la photographie	falsefakes – craifauxsemblants dans le cadre des 50JPG	60'000
centre de la photographie	cindy sherman that's me - that's not me	80'000
Fondation Auer ory pour la photographie	regarde ! les enfants	35'000
mapping v jing festival	mapping festival	80'000
Association Planet22	the ocean before me	55'000
compagnie folle de parole	une saison en enfer / raout artistique	15'000
3106610 Publication, résidence et atelier (montant budgété : CHF 50'000)		47'200
daniel berset	soutien	7'200
Philippe Deléglise	cycle des figures de chladni	10'000
rudy décelière	Livre-disque «que cela reste unique	10'000
pascal Landry	L'incomplétude du sens	10'000
shahryar nashat	Livre d'artiste	10'000
3106610 soutien aux manifestations (montant budgété : CHF 100'000)		100'000
Art for the world	exposition «Food»	40'000
Association utopiana	Résidences d'artistes	25'000
Association Forde Art contemporain	Activités annuelles (complément)	11'000
Association MOS ESPA	Festival Mos Espa	15'000
Association BAL	Résidences d'artistes	9'000
3106610 Acquisition d'œuvres mobiles AC		683'255
VIACCOZ PAUL	dessins «La main, le squelette et la pieuvre» et de la vidéo «Prédateurs»	13'900
VIACCOZ PAUL	Peinture murale «L'Avalanche»	32'000
Act art	Ensemble de trois cent soixante-six gravures «du quatorze au treize novembre» de Bastien Gachet	15'000
galerie xippas	Peintures d'une série de sept «Les Avanchets» d'yves bélorgey	37'404
galerie TM Project	vidéo «Huerfano's faces» d'elisa Larvego	2'625
galerie samy Abraham	dessins d'une série de quatre «Burning (Brasilia)»	11'500
FRUEHAUF SERGE	Photographies «Archive architecturale»	10'240
galerie blancpain art contemporain	collage «Paricutin volcano intervention» de Peter Hutchinson	12'000
galerie skopia	Installation sonore «concrete music» de Jérémy Chevalier	15'000
galerie blancpain art contemporain	sculpture «small monuments» et de l'installation vidéo «Art is better life» d'urs Lüthi	148'000
galerie blancpain art contemporain	pastels de la série «street/(phaka)» de David Tremlett	22'500
Act art	Photographies de la série «Huerfano's faces» d'elisa Larvego	8'700
galerie skopia	Photographies «sans titre» de Francis Baudevin	17'500
galerie Bernard Ceysson	tableau «Ne pas marcher même en chaussettes» de Christian Robert-Tissot	20'000
galerie Daniel Varenne	sculpture «vertical pattern non-square black 1» d'hervé Graumann	20'000
RAMISHVILI KOKA	Installation vidéo «Black sea»	30'000
Act art	Photographies «Fort» de Sabine Tholen	19'200
Act art	tableaux «Pluie» de Tami Ichino	7'500
ANDRIE LUC	Peintures «Bolaño»	100'000
galerie Daniel Varenne	Photographie «1169-18-2012» de Patrick Weidmann	9'800
VELARDI MARIE	Aquarelles de la série «Aquifers»	2'376
galerie Guy Bärtschi	tableau «Today is a great day» d'omar BA	10'800
galerie Guy Bärtschi	tableau «Le potager de Mass (hommage à John Seymour)» de Vidya Gastaldon	24'100

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
galerie skopia	dessin «1944» d'Alex Hanimann	24'000
galerie skopia	dessin «24-11-1963-1122» d'Alex Hanimann	24'000
BOISSEAU Sylvie & WESTERMEYER Frank	vidéo «Génération à venir»	3'500
MARZULLO Angela	vidéo «Home schooling»	10'000
IORIO Maria & CUOMO Raphaël	Film «Twisted Realism»	26'810
Piano Nobile	dessins de l'ensemble «sans titre (ombre, lichens)» d'Alexia Turlin	4'800
3106610 soutiens financiers divers AC		244'873
Perceuse Productions Scène	convention	40'000
DING Emilie	Burning (Brasilia) présentée au Kunsthaus d'Aarau	2'973
DECELIERE Rudy	exposition «Allotopie I, II et III» à l'abbatiale de Bellelay	10'000
PERLINGEIRO Maria-Carmen	exposition «Luz de Pedra» au MAM de Rio de Janeiro	10'000
LOEFFEL Gabriela	production de l'installation vidéo «Bodyguarding»	8'600
TURLIN Alexia	participation à l'exposition «Balises» à Piano Nobile	1'000
IUNCKER Steeve	photographies «Rites, pour passage»	12'000
ARMLEDER John	exposition «Furniture sculptures» au Swiss Institute de New York	10'000
JOLY Alexandre	exposition «Silent Movements» au Kunsthaus de Langenthal	8'000
MISSIKA Adrien	exposition «Archipel» à l'espace La Salle de Bains à Lyon	2'000
POST Frédéric	production de l'œuvre «Très nuevos rituales» présentée à Valparaíso	5'000
Fondamco	manifestation «On a pas tous les jours vingt ans»	100'000
RAMISHVILI Koka	Aérodrome 12 présenté à la galerie de l'Hôtel de Ville d'Yverdon	2'300
MOMEIN Nicolas	production de l'œuvre «A côté de...» présentée à Piano Nobile	4'000
THOLEN Sabine	exposition «Nous continuâmes à ramer sous les murs mêmes...» à Halle Nord	3'000
BURRI René	exposition «Utopia» au Musée des Suisses dans le monde dans le château de Penthes	5'000
DECELIERE Rudy	exposition «Proximité réduite» au Musée Jenisch de Vevey	5'000
ARLOTTI Ariane	exposition «Destinations checkpoints»	5'000
REIST Delphine & FAULON Laurent	Résidence et exposition à l'espace Timtimol de Bakar	4'000
FLUMET Joëlle	production de cinq tirages de «Petites dramaturgies fédérales» présentée à Zurich	2'000
MISSIKA Adrien	exposition «A walk in the park» au Kunsthaus Glarus	5'000
3106610 commande d'art public AC		461'093
A.V. Janssens et P. Lebrun-Cordier	NEONS phase IV	1'203
Melik Ohanian	Les réverbères de la mémoire	15'314
Association Klat	Frankenstein	40'000
Pieter Vermeersch	Les silos à sel	273'501
Peter Downsbrough, P. Permeersch, E. Lanz	Interventions artistiques / chandieu	110'295
Studios Lolos	œuvre dans la cage d'escalier de l'Auberge de Jeunesse	20'780
3106610 restauration d'œuvres AC		20'000
Metaloid SA	sculpture «Jouet pour le vent» d'Albert Rouiller (Inv1975-005)	20'000
3204000 Promotion de la recherche scientifique (montant budgété : CHF 10'000)		5'000
Association Impascience	Frayeurs et tremblements	5'000
3401000 Fonds Jeunes Talents (sportif/ive-s individuels-e-s) (montant budgété : CHF 35'000)		5'000
Johan Niklès		5'000
3401000 Fonds Elite (sportif/ive-s individuels-e-s) (montant budgété : CHF 35'000)		29'050
Julien Bill		5'000
Gregory Meichtry		1'050
Jonathan Charles Jaquet		1'000
Benoît Schwarz		2'000
Damien Tollardo		2'000
Guillaume Girod		2'000
Juliane Robra		2'000
Loïc Perizzolo		2'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Lucas tramèr		2'000
magali comte		2'000
patricia desplanches		2'000
romuald hausser		2'000
sébastien chevallier		2'000
swann oberson		2'000
3401000 Fonds soutien aux clubs sportifs y compris l'élite (montant budgété : CHF 220'000)		115'900
Aquasynchro Genève		10'000
Association clubs sportifs		2'000
trial moto club Genève		1'000
APAR&T - Association Patinoires		1'500
badminton club de Genève		10'000
Association cant genevoise		3'500
Association cantonale		2'500
chênois-Genève volleyball club sportif		44'000
stade Genève Athlétisme		25'000
club d'échecs des cavaliers Fous		1'600
urban-training Association		4'800
ski club satus Genève		8'000
satus Athlétisme Genève		2'000
3401000 Fonds Aide à l'organisation de manifestations et/ou projets sportifs (montant budgété : CHF 330'000)		413'380
Association genevoise de handball		3'000
badminton club de Genève		2'500
Association cant genevoise		10'000
Association cantonale genevoise gymnastique		10'000
vivicittà satus Genève		
club d'échecs de Genève		12'000
Fédération suisse de sports subaqua		5'000
pétanque du camp		2'000
squash club de Genève		4'000
Association cyclotour du Léman		2'500
Association des Jeux		175'000
Association Ge tennis table		6'000
Genève Natation 1885		2'500
servette HC		7'500
triathlon international Genève		8'300
vélo club Lancy		2'000
XTREM de la Rade		3'000
Association Genève marathon		50'000
sports universitaires		2'000
Association courses hors stades région		5'000
société nautique de Genève		10'000
Association du GVA wakesurf tour		4'000
centre régional d'escalade sportive		10'000
club nautique de Versoix		9'500
Fédération genevoise d'échecs		30'000
Lions de Genève		7'000
satigny 2013		3'180
tour cycliste des jeunes		3'000
pétanque Plainpalaisienne		400
tennis club onex		500
twirling club Genève		1'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
geneva senior open		500
club hygiénique de Plainpalais		5'000
La Pétanque genevoise		2'000
concours hippique international		15'000
3401000 Fonds Aide à la formation des jeunes (montant budgété : CHF 300'000)		287'128
Association Régionale Genève Tennis		10'000
Aquasynchro Genève		14'000
chênois-genève volleyball club sportif		3'000
Genève Natation 1885		24'260
Association Proxifoot		5'000
Natation sportive Genève		19'199
Association sportive Charmilles		3'800
GVASK8		5'000
supgenève		5'000
Taekwondo Académie Genève		2'000
Football club city		7'312
ski club Esperance Genève		1'040
collonge-bellerive wake sport		5'000
Budo Association de Genève		17'256
Budo club des grottes		2'232
Association genevoise de gymnastique		12'373
Association clubs boxe Amateur		34'508
Académie de volleyball de Genève		15'349
Basket club Latino carouge		3'000
C S Interstar		2'000
UGS - Hockey sur gazon		3'532
Association. HOPE-geneva basketball		17'981
centre de promotion des espoirs		31'311
Genève Éducation Football		42'975
3401000 Fonds soutien au sport handicap (montant budgété : CHF 60'000)		24'000
société des sourds de Genève		3'000
swiss open de tennis		21'000

4.5 ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ

4.5.1 FAITS MARQUANTS

L'équipe de direction du DEUS s'est investie durant toute l'année pour coordonner et appuyer les projets et activités des services et soutenir le magistrat dans la conduite des politiques publiques dont il a la charge. sous son impulsion, le programme urbanature a été lancé et se déploiera ces prochaines années, avec l'ambition de casser la minéralité de l'environnement urbain en offrant des espaces de verdure intégrés dans les quartiers. En novembre 2013, le projet convergences, qui visait en particulier la fusion du SIS et du service de sécurité de l'aéroport (SSA), a été stoppé par décision du conseil d'administration de Genève Aéroport. Deux raisons principales ont dicté ce choix :

le coût de l'alignement des conditions d'engagement du personnel SSA sur celles du SIS, en particulier en ce qui concerne les horaires de travail et la prévoyance professionnelle ;

la remise en cause de la construction d'une caserne dans la halle 7 de Palexpo.

cette décision a amené le SIS à repositionner ses priorités et ses projets stratégiques, notamment à entreprendre une réflexion sur son organisation, en vue de disposer, à terme, d'un dispositif organisationnel calé sur le concept opérationnel en cours d'élaboration sous l'égide du canton. L'analyse du besoin concernant l'ouverture d'une base de départ sur la rive droite reste d'actualité dans ce cadre.

toujours dans le domaine du sauvetage et des secours, le SIS et ses partenaires ont participé, au mois de mai, à un exercice catastrophe transfrontalier. cet exercice, d'une durée de trois jours, simulait un accident de train transportant des hydrocarbures. outre le SIS, il impliquait notamment du personnel sapeur-pompier professionnel français, les armées suisse et française, le personnel sapeur-pompier professionnel du SSA, les compagnies volontaires des communes, l'école de formation et le personnel ambulancier.

En juin 2013, le grand conseil a voté la révision de la Loi sur la Police municipale (LAPM). de nouvelles compétences sont ainsi accordées aux agentes et agents de la police municipale (APM) pour renforcer la sécurité de proximité et mieux articuler les rôles respectifs de la police cantonale et de la police municipale. cette dernière peut désormais verbaliser les détenteurs et détentrices de drogues, contrôler certaines infractions à la Loi sur la circulation routière et à la loi sur les étrangers. Les APM seront formés et auront désormais la latitude de procéder à des auditions et de transmettre leurs rapports

directement à la justice, sans passer par la police cantonale. En parallèle, le SEEP a revu les horaires des APM en les étendant, jusqu'à 3 heures du matin les jeudis, vendredis et samedis. cette mesure s'inscrit dans la volonté du magistrat d'agir prioritairement contre les incivilités, la petite délinquance de rue et les nuisances sonores (action sonitus). Assorties au renforcement des effectifs votés par le conseil municipal, ces dispositions contribuent à donner une visibilité accrue à la police municipale de la ville de Genève.

2013 a été l'année des 150 ans des espaces verts de la ville de Genève. Pour fêter cet anniversaire, les équipes du SEVE ont proposé plusieurs animations et événements. qu'il s'agisse d'un jardin itinérant, d'une application smartphone, du fleurissement du pont de la machine ou encore de plusieurs parcours autour d'arbres remarquables, la ville s'est mise au vert durant tout l'été. Le vote, par le conseil municipal du crédit d'aménagement de la pointe nord de Plainpalais (Harry-Marc) est également à mentionner dans les points forts de l'année. sur un plan plus opérationnel, le SEVE a entrepris l'adaptation de son dispositif de nettoyage des grands parcs afin d'en améliorer la propreté, y compris durant le week-end.

une ville sûre, une ville verte mais aussi une ville propre. Pour ce faire, VVP a étendu ses horaires de nettoyage durant le week-end. Ainsi, durant les beaux jours, les équipes de VVP ont travaillé chaque samedi et dimanche entre 4 et 12 h, et l'après-midi, de 15 à 18 h. Autre volet important de la mission du service : informer et sensibiliser la population à la gestion et au tri des déchets. dans ce cadre, une opération remarquée a renvoyé aux habitantes et aux habitants de Genève une image représentant 35 tonnes de déchets produits en trois jours, sous forme d'une météorite d'un diamètre de 6 mètres posée sur la plaine de Plainpalais. citons enfin l'engagement des quatre premières femmes dans l'unité «nettoyement de l'espace public» de VVP.

Enfin, l'année 2013 a vu la finalisation d'une première étape du projet REGATE (regroupement des ateliers) avec le transfert du personnel des ateliers du service des pompes funèbres au LOM. cette mesure doit désormais permettre de mutualiser les moyens et les compétences en matière d'atelier mécanique (garage municipal) et ateliers généraux. Le LOM veillera en 2014 à apporter toute son expertise pour poursuivre l'efficacité recherchée. Notons encore que le LOM poursuit la mise en œuvre de la PR-929 visant à renouveler le parc véhicules du SEVE et de VVP.

4.5.2 COMMENTAIRE SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

Lors de l'élaboration du projet de budget 2013, le DEUS indiquait quelques exemples de projets à mettre en œuvre. Ces projets s'inscrivent dans la vision du département, à savoir « développer notre capacité d'agir efficacement et rapidement sur le terrain, dans les quartiers, pour améliorer concrètement le quotidien des habitant-e-s. ».

En complément aux éléments développés dans les faits importants, nous pouvons mentionner les points suivants :

Le SIS a poursuivi sa démarche d'objectivation des coûts de l'école latine de formation des sapeuses-pomprières et sapeurs-pompiers, ceci en vue de la finalisation d'une convention avec le corps lausannois et d'accords avec les autres corps utilisant la structure de formation. Il a, par ailleurs, participé à différents projets menés en collaboration avec le canton et toujours en cours, notamment la refonte de l'organisation de la protection civile. L'analyse de l'organisation cantonale d'intervention en cas de sinistres dans les domaines nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC) a permis au service d'obtenir le financement, par le canton, d'un poste d'officier ou d'officière NRBC, pour une durée de trois ans. Sur un plan plus interne, le SIS a engagé, avec la direction des systèmes d'information et de communication (DSIC), un projet de révision du système d'aide à l'engagement du personnel sapeur-pompier professionnel et volontaire (centrale d'alarme et d'engagement). Notons encore que le vote de 7 nouveaux postes par le conseil municipal et la réallocation de ressources internes permettra d'augmenter de 10 unités le personnel sapeur-pompier en 2014.

L'effectif des APM a continué sa progression, passant à 155 postes en 2013. Avec les 19 postes votés dans le cadre du PB 2014, et sous réserve de l'octroi de postes dans le cadre du budget 2015, la volonté de disposer d'un corps de 200 APM au 31.12.2015 sera concrétisée. Parallèlement, le département entend augmenter le nombre de postes de police ou antennes de quartier ». Il a entrepris, en 2013, des discussions dans ce sens concernant différents lieux.

Le secteur formation du SEEP a mis en œuvre, conjointement avec la Police cantonale, un plan de formation de l'ensemble du corps des APM aux nouvelles compétences qui leur ont été dévolues dans le cadre de la révision de la loi sur la police municipale.

Par ailleurs, la collaboration entre la Police cantonale et la Police municipale a été formalisée par un contrat local de sécurité (CLS). Le principe de ces patrouilles mixtes a permis d'élargir le spectre des interventions des APM.

Le SEVE poursuit l'avancement de ses projets, lesquels se déploient, pour la plupart, sur du moyen et long terme. La gestion différenciée, qui se développe depuis ces dernières années, doit encore s'inscrire dans une vision globale et cohérente des sites. Le service a progressé dans la mise en œuvre des plans d'entretien et a achevé la géolocalisation des arbres ainsi que le relevé de leur état sanitaire.

La réforme développée dans le cadre du projet OGIAZ a placé sous la responsabilité du service VVP le nettoyage des petits espaces verts situés dans les quartiers de la ville. Ce changement a été consolidé et les équipes de VVP ont maintenant pris la maîtrise des nouveaux lieux à entretenir, ceci dans le cadre d'une étroite collaboration avec le SEVE. Confronté à la récurrence des incivilités en matière de déchets sauvages, VVP a entrepris de tester des poubelles à forte contenance dans divers sites.

Le LOM est fortement sollicité par la constante augmentation des manifestations organisées sur l'espace public, lesquelles mobilisent des moyens importants en matériel et forces de travail. L'entretien d'un mobilier urbain vieillissant, notamment pour ce qui concerne les bancs publics, constitue un défi auquel le regroupement des ateliers du service des pompes funèbres et du LOM devrait permettre de faire face. Enfin, force est de relever un autre challenge important pour ce service : l'entretien et les nombreuses réparations effectués sur un parc de véhicules généralement trop âgés.

4.5.3 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

en milliers de francs	DEUS	SIS	SEEP	LOM	VVP	SEVE	total
Administration générale	2'323	900	99	13'666	23	10	17'021
sécurité publique	5	52'240	40'720				92'965
culture et loisirs	37	9	5	4'637	4	36'190	40'882
trafic		81	27	32	1'591	66	1'796
protection et aménagement de l'environ.	71	11	0	261	60'536	443	61'323
total	2'437	53'241	40'851	18'596	62'154	36'709	213'988

REVENUS PAR SERVICE

en milliers de francs	DEUS	SIS	SEEP	LOM	VVP	SEVE	total
Administration générale				236			236
sécurité publique		19'561	31'479				51'039
culture et loisirs				2'502		1'145	3'647
protection et aménagement de l'environ.					1'902		1'902
total		19'561	31'479	2'737	1'902	1'145	56'824

4.5.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ	TOTAL CHARGES	213'987'502	213'552'605	434'896	0%	205'401'997
	TOTAL REVENUS	56'824'351	51'307'964	5'516'387	11%	58'951'165
en francs		C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
O ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
CHARGES		16'346'360	17'338'319	-991'959	-6%	16'237'547
30 charges de personnel		8'717'046	9'507'414	-790'367	-8%	8'930'645
301 traitements du personnel		6'888'113	7'692'707	-804'594	-10%	7'043'492
303 assurances sociales		561'819	613'578	-51'759	-8%	539'967
304 caisses de pensions et de prévoyance		961'111	960'366	745	0%	941'580
305 Assurance maladie et accidents		208'825	170'547	38'277	22%	213'438
306 prestations en nature		36'276	55'000	-18'724	-34%	54'770
308 personnel interimaire		0	12'000	-12'000		1'336
309 Autres charges du personnel		60'904	3'216	57'688	1794%	136'063
31 biens, services et marchandises		6'783'744	6'557'752	225'992	3%	6'589'615
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité		29'172	47'500	-18'328	-39%	38'760
311 mobilier, machines, véhicules et matériel		372'209	326'500	45'709	14%	286'627
312 eau, énergie, combustible		429'669	362'552	67'117	19%	409'972
313 Achats de fournitures et autres marchandises		1'194'621	1'670'200	-475'579	-28%	1'474'865
314 entretien des immeubles par des tiers		1'709'774	1'431'744	278'030	19%	1'785'357
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers		2'168'113	1'781'635	386'478	22%	1'794'058
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation		442'780	466'600	-23'820	-5%	396'276
317 dédommagements		30'619	46'860	-16'241	-35%	23'473
318 honoraires et prestations de service		406'311	423'261	-16'950	-4%	379'367
319 frais divers		475	900	-425	-47%	859
33 Amortissements		589'370	1'062'829	-473'459	-45%	455'788
331 Amortissements ordinaires du PA		589'370	1'061'329	-471'959	-44%	455'788
334 pertes sur débiteurs		0	1'500	-1'500		0
39 imputations internes		256'200	210'324	45'876	22%	261'499
390 intérêts répartis		55'620	49'011	6'609	13%	53'619
391 mise à disposition de locaux		128'890	129'680	-790	-1%	128'940
392 autres prestations internes		71'689	31'633	40'056	127%	78'940
REVENUS		235'641	132'000	103'641	79%	334'629
42 revenus des biens		9'400	10'000	-600	-6%	8'700
427 immeubles du patrimoine administratif		8'400	10'000	-1'600	-16%	8'700
429 Autres revenus		1'000	0	1'000	--	0
43 revenus divers		182'039	102'000	80'039	78%	272'647
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service		37'411	60'000	-22'589	-38%	48'267
435 ventes		9'865	2'000	7'865	393%	500
436 dédommagements de tiers		68'323	0	68'323	--	145'728
439 Autres contributions		66'440	40'000	26'440	66%	78'153
49 imputations internes		44'202	20'000	24'202	121%	53'282
492 Autres prestations internes		44'202	20'000	24'202	121%	53'282

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)					
CHARGES	0	42'400	-42'400		13'054
36 subventions accordées	0	42'400	-42'400		13'054
365 subventions accordées - institutions privées	0	42'400	-42'400		13'054
09 DIVERS (NON VENTILABLES)					
CHARGES	674'773	500'000	174'773	35%	503'937
30 charges de personnel	674'773	500'000	174'773	35%	503'937
307 prestations aux pensionnés	674'773	500'000	174'773	35%	503'937
1 SÉCURITÉ PUBLIQUE					
10 PROTECTION JURIDIQUE					
CHARGES	6'528'103	5'115'000	1'413'103	28%	5'770'035
36 subventions accordées	6'528'103	5'115'000	1'413'103	28%	5'770'035
365 subventions accordées - institutions privées	6'013'308	4'865'000	1'148'308	24%	5'481'330
366 subventions accordées - personnes physiques	514'795	250'000	264'795	106%	288'705
REVENUS	28'533'774	25'983'000	2'550'774	10%	27'732'992
42 revenus des biens	28'051'114	25'488'000	2'563'114	10%	27'052'320
427 immeubles du patrimoine administratif	28'051'114	25'488'000	2'563'114	10%	27'052'320
43 revenus divers	482'661	495'000	-12'339	-2%	680'672
431 émoluments administratifs	307'684	385'000	-77'316	-20%	337'224
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	174'977	110'000	64'977	59%	343'448
11 SÉCURITÉ MUNICIPALE					
CHARGES	34'197'159	34'857'639	-660'479	-2%	30'323'588
30 charges de personnel	29'590'372	30'915'842	-1'325'470	-4%	26'542'423
300 Autorités et commissions	0	25'000	-25'000		0
301 traitements du personnel	23'298'358	24'168'330	-869'972	-4%	20'877'639
303 assurances sociales	1'888'171	1'928'330	-40'159	-2%	1'587'470
304 caisses de pensions et de prévoyance	3'025'266	2'958'216	67'049	2%	2'678'437
305 assurance maladie et accidents	398'670	542'560	-143'889	-27%	363'508
306 prestations en nature	732'378	938'714	-206'336	-22%	692'648
309 autres charges du personnel	247'529	354'692	-107'163	-30%	342'721
31 biens, services et marchandises	2'289'675	2'068'118	221'557	11%	2'325'602
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	513'163	194'500	318'663	164%	291'708
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	19'541	20'500	-959	-5%	165'066
312 eau, énergie, combustible	327'072	335'871	-8'799	-3%	274'260
313 achats de fournitures et autres marchandises	95'302	124'100	-28'798	-23%	81'314
314 entretien des immeubles par des tiers	306'796	281'998	24'798	9%	470'939
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	286'265	348'454	-62'189	-18%	413'023
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	411'999	520'500	-108'501	-21%	357'841
317 dédommagements	33'326	60'000	-26'674	-44%	33'669
318 honoraires et prestations de service	292'281	176'695	115'586	65%	228'469
319 frais divers	3'931	5'500	-1'569	-29%	9'314
33 amortissements	756'712	352'575	404'138	115%	-195'279
331 amortissements ordinaires du PA	263'868	52'575	211'294	402%	37'068
334 pertes sur débiteurs	492'844	300'000	192'844	64%	-232'347

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
35 dédommagements à des collectivités publiques	295'117	269'000	26'117	10%	411'363
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	295'117	269'000	26'117	10%	411'363
36 subventions accordées	35'443	50'000	-14'557	-29%	20'104
365 subventions accordées - institutions privées	29'611	50'000	-20'389	-41%	20'104
366 subventions accordées - personnes physiques	5'832	0	5'832	--	0
39 imputations internes	1'229'841	1'202'104	27'737	2%	1'219'376
390 intérêts répartis	20'540	26'331	-5'791	-22%	30'419
391 mise à disposition de locaux	1'143'727	1'123'044	20'683	2%	1'136'207
392 autres prestations internes	65'574	52'729	12'845	24%	52'750
REVENUS	2'944'980	2'080'250	864'730	42%	4'673'200
42 revenus des biens	6'145	0	6'145	--	2'569
429 autres revenus	6'145	0	6'145	--	2'569
43 revenus divers	2'274'000	1'660'000	614'000	37%	2'736'878
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	45'532	65'500	-19'968	-30%	55'200
436 dédommagements de tiers	539'681	84'500	455'181	539%	929'136
437 amendes	1'528'808	1'500'000	28'808	2%	1'610'987
439 autres contributions	159'979	10'000	149'979	1500%	141'556
45 dédommagements de collectivités publiques	0	0	0	--	1'000'000
451 cantons	0	0	0	--	1'000'000
49 imputations internes	664'835	420'250	244'585	58%	933'753
492 autres prestations internes	664'835	420'250	244'585	58%	933'753
14 INCENDIE ET SECOURS					
CHARGES	48'607'604	48'033'034	574'570	1%	46'248'083
30 charges de personnel	39'278'326	39'091'638	186'688	0%	37'759'291
301 traitements du personnel	30'651'579	30'696'418	-44'839	-0%	29'437'836
303 assurances sociales	2'473'904	2'444'001	29'903	1%	2'231'247
304 caisses de pensions et de prévoyance	4'292'417	4'052'945	239'473	6%	4'210'181
305 assurance maladie et accidents	520'639	719'450	-198'810	-28%	509'798
306 prestations en nature	276'766	251'500	25'266	10%	265'991
309 autres charges du personnel	1'063'020	927'324	135'696	15%	1'104'238
31 biens, services et marchandises	6'153'109	5'803'484	349'625	6%	6'156'523
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	95'487	146'100	-50'613	-35%	103'996
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	800'890	792'600	8'290	1%	895'495
312 eau, énergie, combustible	477'687	506'403	-28'716	-6%	501'373
313 achats de fournitures et autres marchandises	1'495'599	1'365'500	130'099	10%	1'403'396
314 entretien des immeubles par des tiers	1'369'874	1'037'793	332'081	32%	1'195'170
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	595'123	1'065'258	-470'135	-44%	1'026'572
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	38'865	13'600	25'265	186%	32'824
317 dédommagements	421'414	334'300	87'114	26%	385'829
318 honoraires et prestations de service	647'086	526'930	120'156	23%	601'525
319 frais divers	211'084	15'000	196'084	1307%	10'342
33 amortissements	2'538'482	2'428'124	110'358	5%	1'496'407
331 amortissements ordinaires du PA	2'391'511	2'328'124	63'387	3%	1'129'174
334 pertes sur débiteurs	146'971	100'000	46'971	47%	367'234

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
36 subventions accordées	37'886	37'111	775	2%	36'767
365 subventions accordées - institutions privées	37'886	37'111	775	2%	36'767
39 imputations internes	599'801	672'677	-72'876	-11%	799'094
390 intérêts répartis	71'933	58'190	13'743	24%	65'250
391 mise à disposition de locaux	488'668	573'900	-85'232	-15%	685'826
392 Autres prestations internes	39'200	40'587	-1'387	-3%	48'018
REVENUS	19'172'106	18'572'393	599'713	3%	19'515'931
42 revenus des biens	5'762	1'000	4'762	476%	4'653
427 immeubles du patrimoine administratif	-984	0	-984	--	1'959
429 autres revenus	6'746	1'000	5'746	575%	2'694
43 revenus divers	6'143'418	5'856'775	286'643	5%	6'499'887
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	4'977'958	5'718'675	-740'717	-13%	5'552'001
435 ventes	226'137	102'600	123'537	120%	169'304
436 dédommagements de tiers	875'531	35'500	840'031	2366%	721'735
439 autres contributions	63'791	0	63'791	--	56'846
44 parts à des recettes et contrib. sans affectation	1'464'099	1'300'000	164'099	13%	1'409'689
441 parts à des recettes cantonales	1'464'099	1'300'000	164'099	13%	1'409'689
45 dédommagements de collectivités publiques	11'254'517	11'226'118	28'399	0%	11'214'516
450 confédération	244'518	244'518	0	0%	244'518
452 communes	11'009'999	10'981'600	28'399	0%	10'969'998
46 subventions acquises	200	20'000	-19'800	-99%	35'340
461 subventions acquises - cantons	0	20'000	-20'000		35'340
469 autres subventions	200	0	200	--	0
49 imputations internes	304'110	168'500	135'610	80%	351'846
491 mise à disposition de locaux	16'180	21'000	-4'820	-23%	32'796
492 autres prestations internes	287'930	147'500	140'430	95%	319'050
16 PROTECTION CIVILE					
CHARGES	3'632'629	3'492'595	140'034	4%	3'890'100
30 charges de personnel	1'946'747	1'942'262	4'485	0%	1'974'299
301 traitements du personnel	1'574'312	1'572'847	1'465	0%	1'614'376
303 assurances sociales	130'329	125'966	4'363	3%	125'818
304 caisses de pensions et de prévoyance	205'850	197'378	8'472	4%	204'080
305 Assurance maladie et accidents	25'940	35'351	-9'411	-27%	27'981
306 prestations en nature	9'582	9'000	582	6%	49
309 autres charges du personnel	733	1'720	-987	-57%	1'995
31 biens, services et marchandises	786'125	812'293	-26'168	-3%	1'499'076
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	4'310	9'000	-4'690	-52%	3'865
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	16'194	21'000	-4'806	-23%	19'257
312 eau, énergie, combustible	278'694	292'146	-13'452	-5%	338'127
313 achats de fournitures et autres marchandises	50'482	69'500	-19'018	-27%	64'614
314 entretien des immeubles par des tiers	274'013	265'532	8'481	3%	865'513
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	29'526	26'500	3'026	11%	35'211
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	10'329	0	10'329	--	10'261
317 dédommagements	3'415	8'980	-5'565	-62%	3'291
318 honoraires et prestations de service	117'763	118'635	-872	-1%	157'436

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
319 frais divers	1'400	1'000	400	40%	1'500
33 Amortissements	760'389	564'251	196'137	35%	149'823
331 Amortissements ordinaires du PA	760'389	564'251	196'137	35%	149'476
334 pertes sur débiteurs	0	0	0	--	347
35 Dédommagements à des collectivités publiques	42'189	120'000	-77'811	-65%	208'124
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	42'189	120'000	-77'811	-65%	208'124
36 subventions accordées	7'814	6'300	1'514	24%	9'011
365 subventions accordées - institutions privées	7'814	6'300	1'514	24%	9'011
39 imputations internes	89'365	47'489	41'876	88%	49'768
390 intérêts répartis	62'723	11'633	51'090	439%	14'051
391 mise à disposition de locaux	19'952	33'856	-13'904	-41%	30'356
392 autres prestations internes	6'690	2'000	4'690	235%	5'361
REVENUS	388'513	387'300	1'213	0%	1'028'332
42 revenus des biens	128'884	300'000	-171'116	-57%	193'670
427 immeubles du patrimoine administratif	128'839	300'000	-171'161	-57%	193'670
429 autres revenus	45	0	45	--	0
43 revenus divers	30'054	7'300	22'754	312%	382'737
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	19'687	7'300	12'387	170%	9'737
435 ventes	46	0	46	--	741
436 dédommagements de tiers	10'320	0	10'320	--	372'259
45 dédommagements de collectivités publiques	2'560	0	2'560	--	2'920
451 cantons	2'560	0	2'560	--	2'920
46 subventions acquises	217'153	80'000	137'153	171%	415'225
461 subventions acquises - cantons	217'153	80'000	137'153	171%	415'225
49 imputations internes	9'863	0	9'863	--	33'781
491 mise à disposition de locaux	0	0	0	--	30'380
492 autres prestations internes	9'863	0	9'863	--	3'401
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	5'643'195	5'588'463	54'732	1%	4'849'031
30 charges de personnel	2'728'189	2'827'288	-99'099	-4%	2'755'862
301 traitements du personnel	2'163'862	2'298'730	-134'868	-6%	2'215'472
303 assurances sociales	178'624	183'587	-4'963	-3%	171'345
304 caisses de pensions et de prévoyance	298'958	283'246	15'712	6%	272'186
305 assurance maladie et accidents	84'260	57'572	26'688	46%	90'543
306 prestations en nature	1'465	3'000	-1'535	-51%	5'236
309 autres charges du personnel	1'020	1'152	-132	-11%	1'080
31 biens, services et marchandises	1'393'146	1'503'760	-110'614	-7%	591'406
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	72'131	85'000	-12'869	-15%	80'330
313 achats de fournitures et autres marchandises	48'865	47'500	1'365	3%	43'310
314 entretien des immeubles par des tiers	1'032'891	1'144'046	-111'155	-10%	175'167
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	12'896	18'000	-5'104	-28%	11'560
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	1'302	8'000	-6'698	-84%	5'522
317 dédommagements	1'225	0	1'225	--	942

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
318 honoraires et prestations de service	162'102	201'214	-39'112	-19%	210'019
319 frais divers	61'733	0	61'733	--	64'556
33 Amortissements	157'553	159'413	-1'859	-1%	148'915
331 Amortissements ordinaires du PA	157'531	154'413	3'118	2%	140'813
334 pertes sur débiteurs	22	5'000	-4'978	-100%	8'102
36 subventions accordées	1'358'009	1'094'400	263'609	24%	1'347'987
361 subventions accordées - cantons	313'547	223'000	90'547	41%	286'073
362 subventions accordées - communes	8'301	5'200	3'101	60%	10'944
363 subventions accordées - propres établissements	452	1'000	-548	-55%	1'992
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	42'261	29'000	13'261	46%	52'593
365 subventions accordées - institutions privées	916'701	828'200	88'501	11%	929'685
366 subventions accordées - personnes physiques	14'134	6'000	8'134	136%	14'737
367 subventions accordées - étranger	62'612	2'000	60'612	3031%	51'962
39 imputations internes	6'299	3'603	2'696	75%	4'862
390 intérêts répartis	3'983	3'603	380	11%	4'165
392 autres prestations internes	2'316	0	2'316	--	697
REVENUS	2'501'910	2'290'200	211'710	9%	2'732'848
43 revenus divers	1'577'006	1'349'400	227'606	17%	1'600'419
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	1'547'042	1'344'400	202'642	15%	1'551'434
436 dédommagements de tiers	29'965	5'000	24'965	499%	21'833
439 autres contributions	0	0	0	--	27'153
49 imputations internes	924'903	940'800	-15'897	-2%	1'132'429
492 autres prestations internes	924'903	940'800	-15'897	-2%	1'132'429
33 PARCS ET PROMENADES					
CHARGES	35'178'867	36'096'382	-917'515	-3%	36'741'491
30 charges de personnel	26'288'351	27'104'258	-815'908	-3%	27'150'209
301 traitements du personnel	20'854'422	22'006'528	-1'152'107	-5%	21'611'823
303 assurances sociales	1'692'686	1'751'623	-58'938	-3%	1'649'721
304 caisses de pensions et de prévoyance	2'666'071	2'704'126	-38'055	-1%	2'838'821
305 assurance maladie et accidents	711'592	492'285	219'307	45%	736'071
306 prestations en nature	234'594	138'800	95'794	69%	136'594
309 autres charges du personnel	128'988	10'896	118'092	1084%	177'179
31 biens, services et marchandises	4'404'313	4'447'826	-43'513	-1%	5'999'121
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	60'293	33'600	26'693	79%	81'304
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	309'498	248'200	61'298	25%	370'523
312 eau, énergie, combustible	896'388	1'083'579	-187'191	-17%	894'980
313 achats de fournitures et autres marchandises	1'061'488	1'135'900	-74'412	-7%	1'240'548
314 entretien des immeubles par des tiers	739'514	596'392	143'122	24%	1'781'944
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	250'940	283'963	-33'023	-12%	209'464
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	396'612	340'500	56'112	16%	396'782
317 dédommagements	47'447	52'140	-4'693	-9%	55'870
318 honoraires et prestations de service	630'972	664'952	-33'980	-5%	948'054
319 frais divers	11'163	8'600	2'563	30%	19'653

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
33 Amortissements	3'547'254	3'645'219	-97'965	-3%	2'695'194
331 Amortissements ordinaires du PA	3'547'254	3'645'219	-97'965	-3%	2'283'700
332 Amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	411'495
36 subventions accordées	198'870	221'300	-22'430	-10%	64'247
365 subventions accordées - institutions privées	198'870	221'300	-22'430	-10%	64'247
39 imputations internes	740'080	677'779	62'301	9%	832'720
390 Intérêts répartis	240'349	350'902	-110'553	-32%	405'063
391 mise à disposition de locaux	277'600	267'332	10'268	4%	279'185
392 Autres prestations internes	222'131	59'545	162'586	273%	148'471
REVENUS	1'145'361	797'821	347'540	44%	971'940
42 revenus des biens	13'738	13'721	17	0%	13'738
427 immeubles du patrimoine administratif	13'738	13'721	17	0%	13'738
43 revenus divers	794'896	480'000	314'896	66%	667'520
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	342'667	461'000	-118'333	-26%	333'416
435 ventes	7'853	4'000	3'853	96%	7'381
436 dédommagements de tiers	420'103	0	420'103	--	303'000
438 prestations du personnel pour les investissements	16'235	15'000	1'235	8%	15'502
439 Autres contributions	8'037	0	8'037	--	8'221
49 imputations internes	336'728	304'100	32'628	11%	290'682
492 Autres prestations internes	336'728	304'100	32'628	11%	290'682
34 SPORTS					
CHARGES	29'821	19'000	10'821	57%	19'834
36 subventions accordées	29'821	19'000	10'821	57%	19'834
365 subventions accordées - institutions privées	29'821	19'000	10'821	57%	19'834
35 AUTRES LOISIRS					
CHARGES	30'000	30'000	0	0%	30'000
36 subventions accordées	30'000	30'000	0	0%	30'000
365 subventions accordées - institutions privées	30'000	30'000	0	0%	30'000
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	0	0	0	--	10'000
36 subventions accordées	0	0	0	--	10'000
365 subventions accordées - institutions privées	0	0	0	--	10'000
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	1'796'265	1'645'000	151'265	9%	1'529'104
31 biens, services et marchandises	1'796'265	1'645'000	151'265	9%	1'529'104
314 entretien des immeubles par des tiers	1'796'265	1'645'000	151'265	9%	1'529'104
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
71 APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX					
CHARGES	261'451	439'293	-177'842	-40%	260'120
31 biens, services et marchandises	261'451	439'293	-177'842	-40%	260'120
312 eau, énergie, combustible	261'451	439'293	-177'842	-40%	260'120

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	60'916'366	60'212'029	704'337	1%	58'831'953
30 charges de personnel	39'557'927	38'236'076	1'321'851	3%	38'458'820
301 traitements du personnel	31'630'510	30'974'648	655'862	2%	30'716'043
303 Assurances sociales	2'572'244	2'464'477	107'767	4%	2'317'774
304 caisses de pensions et de prévoyance	3'686'542	3'693'020	-6'478	-0%	3'800'716
305 assurance maladie et accidents	1'176'510	718'543	457'967	64%	1'136'908
306 prestations en nature	212'306	188'000	24'306	13%	260'601
308 personnel interimaire	187'936	180'000	7'936	4%	158'375
309 autres charges du personnel	91'879	17'388	74'491	428%	68'403
31 biens, services et marchandises	19'118'926	19'913'239	-794'313	-4%	19'621'447
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	191'075	177'300	13'775	8%	219'971
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	235'316	257'400	-22'084	-9%	327'328
312 eau, énergie, combustible	355'438	356'267	-829	-0%	319'731
313 achats de fournitures et autres marchandises	1'236'653	980'700	255'953	26%	1'218'128
314 entretien des immeubles par des tiers	164'227	67'589	96'638	143%	175'916
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	528'114	752'425	-224'311	-30%	487'147
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	63'956	45'000	18'956	42%	29'329
317 dédommagements	15'473	22'200	-6'727	-30%	15'867
318 honoraires et prestations de service	16'318'394	17'252'558	-934'164	-5%	16'817'020
319 frais divers	10'281	1'800	8'481	471%	11'010
33 Amortissements	1'884'044	1'901'410	-17'366	-1%	477'016
330 Amortissements ordinaires du PF	24'502	0	24'502	--	0
331 Amortissements ordinaires du PA	1'862'192	1'901'410	-39'219	-2%	476'666
334 pertes sur débiteurs	-2'650	0	-2'650	--	350
39 imputations internes	355'469	161'304	194'165	120%	274'670
390 intérêts répartis	64'868	30'228	34'640	115%	51'509
391 mise à disposition de locaux	164'062	66'600	97'462	146%	107'619
392 autres prestations internes	126'539	64'476	62'063	96%	115'543
REVENUS	1'902'046	1'065'000	837'046	79%	1'961'262
43 revenus divers	1'854'909	1'051'000	803'909	76%	1'872'751
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	63'342	71'000	-7'658	-11%	59'154
435 ventes	567'573	500'000	67'573	14%	688'617
436 dédommagements de tiers	770'816	0	770'816	--	660'079
439 autres contributions	453'178	480'000	-26'822	-6%	464'901
46 subventions acquises	0	0	0	--	38'777
461 subventions acquises - cantons	0	0	0	--	38'777
49 imputations internes	47'137	14'000	33'137	237%	49'735
492 autres prestations internes	47'137	14'000	33'137	237%	49'735
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.					
CHARGES	144'907	143'451	1'456	1%	144'118
35 dédommagements à des collectivités publiques	71'439	70'000	1'439	2%	70'650
352 dédommagements à des collect. publiques - communes	71'439	70'000	1'439	2%	70'650

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
36 subventions accordées	73'468	73'451	17	0%	73'468
365 subventions accordées - institutions privées	73'468	73'451	17	0%	73'468
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
REVENUS	20	0	20	--	29
42 revenus des biens	20	0	20	--	29
420 Avoirs à vue	20	0	20	--	29

4.5.5 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

05 Administration générale

313 Achats de fournitures et autres marchandises

cet écart s'explique par la constitution d'un stock de pièces détachées du garage municipal porté au bilan.

10 Protection juridique

365 subventions accordées – institutions privées

366 subventions accordées – personnes physiques

Le dépassement budgétaire est le fait des gratuités accordées pour l'utilisation du domaine public. ces gratuités restent toujours difficiles à évaluer puisqu'elles dépendent du nombre de demandes et des conditions d'octroi associées.

427 Immeubles du patrimoine administratif

La contrepartie des gratuités accordées pour l'utilisation du domaine public, la redevance d'affichage supérieure aux prévisions et des taxes de chantiers en augmentation constituent l'essentiel de l'écart.

11 sécurité municipale

310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité

ce dépassement est compensé par un revenu identique dans le groupe 427 de la politique publique « protection juridique ». Il s'agit de prestations gratuites de la SGA relatives à la mise en conformité de supports d'affichage existants et l'installation de nouveaux supports conformément à la convention.

14 Incendie et secours

434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service

L'essentiel de l'écart provient d'une facturation des interventions moins importante qu'estimée.

72 traitement des déchets

313 Achats de fournitures et autres marchandises

L'achat de sel permettant de garantir un stock minimum pour la viabilité hivernale et l'augmentation du prix du carburant expliquent le dépassement.

315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers

un nouveau marché public pour l'entretien des abris bus a permis une économie substantielle.

318 Honoraires et prestations de service

une forte diminution du tonnage des déchets incinérés (~1'500 tonnes) explique l'essentiel de cet écart positif.

4.5.6 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	Fixes					Auxiliaires		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B2013	Écart postes	c 2013	B 2013	Écart
05	Administration générale	57.9	3.0	60.9	62.0	-1.1	237'773	628'930	-391'157
11	sécurité municipale	237.2	16.0	253.2	248.0	5.2	24'502	120'000	-95'498
14	incendie et secours	253.5	5.5	259.0	256.8	2.2	195'344	142'000	53'344
16	protection civile	14.8	-	14.8	15.8	-1.0	-	-	-
30	encouragement à la culture	19.8	2.0	21.8	23.5	-1.7	218'323	170'000	48'323
33	parcs et promenades	199.9	3.5	203.4	214.3	-10.9	113'789	180'000	-66'211
72	traitement des déchets	333.2	7.0	340.2	329.4	10.8	814'543	463'638	350'905
	TOTAL	1'116.3	37.0	1'153.3	1'149.8	3.5	1'604'275	1'704'568	-100'293

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.5.7 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
subventions monétaires	301	296	5	2%	153
Administration générale	0	42	-42		13
sécurité publique	33	27	5	19%	33
culture et loisirs	201	159	42	26%	30
prévoyance sociale	0	0	0	--	10
protection et aménagement de l'environ.	67	67	0	0%	67
gratuités	7'999	6'393	1'606	25%	7'242
sécurité publique	6'577	5'181	1'396	27%	5'803
culture et loisirs	1'416	1'205	210	17%	1'432
protection et aménagement de l'environ.	6	6	0	0%	6
total	8'299	6'689	1'610	24%	7'395

4.5

4.5.8 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs	C 2013	B 2013	Écart
4 Environnement urbain et sécurité	300'696	296'000	4'696
08 immeuble du patr. admin. (non ventil.)	0	42'400	-42'400
365 subventions accordées - institutions privées	0	42'400	-42'400
soutien actions s/espace public (voir PP 11 et 30)	0	42'400	-42'400
11 sécurité municipale	5'291	0	5'291
365 subventions accordées - institutions privées	5'291	0	5'291
soutien actions s/espace public (voir PP 08 et 30)	5'291	0	5'291
14 incendie et secours	22'300	22'300	0
365 subventions accordées - institutions privées	22'300	22'300	0
Association pour la formation de jeunes sapeurs-pompiers	10'300	10'300	0
société internationale de sauvetage du Léman	12'000	12'000	0
16 protection civile	5'000	5'000	0
365 subventions accordées - institutions privées	5'000	5'000	0
REDOG - société suisse pour chiens de recherche et de sauvetage	5'000	5'000	0
30 encouragement à la culture	41'805	0	41'805
365 subventions accordées - institutions privées	41'805	0	41'805
Association «La Plateforme»	4'805	0	4'805
soutien actions s/espace public (voir PP 08 et 11)	37'000	0	37'000
33 parcs et promenades	129'300	129'300	0
365 subventions accordées - institutions privées	129'300	129'300	0
genève ville et champs (nouvelle subvention)	129'300	129'300	0
35 autres loisirs	30'000	30'000	0
365 subventions accordées - institutions privées	30'000	30'000	0
société genevoise d'horticulture - concours international de roses nouvelles de genève	30'000	30'000	0
78 autres tâches de protection de l'env.	67'000	67'000	0
365 subventions accordées - institutions privées	67'000	67'000	0
Association la libellule	51'500	51'500	0
Association pour la sauvegarde du Léman	15'500	15'500	0

4.5.9 GRATUITÉS

en francs	C 2013	B 2013	Écart
4 Environnement urbain et sécurité	7'998'718	6'392'962	1'605'756
10 protection juridique	6'528'103	5'115'000	1'413'103
365/366 subv. accordées - institutions privées & pers. physiques	6'528'103	5'115'000	1'413'103
gratuités SEEP Attestations, émoluments	34'580	35'000	-420
gratuités SEEP chantiers	357'952	250'000	107'952
gratuités SEEP installations saisonnières	11'463	20'000	-8'538
gratuités SEEP taxes d'empiètement	452'683	400'000	52'683
gratuités SEEP taxes manifestations	5'540'837	4'250'000	1'290'837
gratuités SEEP taxes publicité	130'589	160'000	-29'411
11 sécurité municipale	30'152	50'000	-19'848
365/366 subv. accordées - institutions privées & pers. physiques	30'152	50'000	-19'848
gratuités SEEP Attestations, émoluments	216	0	216
gratuités SEEP Location de signaux routiers	29'936	50'000	-20'064

en francs	C 2013	B 2013	Écart
14 incendie et secours	15'586	14'811	775
365 subventions accordées - institutions privées	15'586	14'811	775
Ass. int. Plainpalais sauveteurs auxiliaires	9'336	9'336	0
diverses gratuités sis	5'492	5'475	17
gratuités sis transport sanitaire	759	0	759
16 protection civile	2'814	1'300	1'514
365 subventions accordées - institutions privées	2'814	1'300	1'514
mise à disposition matériel	1'506	1'300	206
rabais octroyés SAPP	1'308	0	1'308
30 encouragement à la culture	1'316'204	1'094'400	221'804
361 subventions accordées - cantons	313'547	223'000	90'547
rabais octroyés manif & matériel de fêtes - divers cantons	313'547	223'000	90'547
362 subventions accordées - communes	8'301	5'200	3'101
rabais octroyés manif & matériel de fêtes - div. communes	8'301	5'200	3'101
363 subventions accordées - propres établissements	452	1'000	-548
rabais octroyés manif & matériel de fêtes - div. propres établ.	452	1'000	-548
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	42'261	29'000	13'261
rabais octroyés manif & matériel de fêtes - div. ét. mixtes	42'261	29'000	13'261
365 subventions accordées - institutions privées	874'897	828'200	46'697
rabais octroyés manif & matériel de fêtes - institutions privées	874'897	828'200	46'697
366 subventions accordées - personnes physiques	14'134	6'000	8'134
rabais octroyés manif & matériel de fêtes - pers. physiques	14'134	6'000	8'134
367 subventions accordées - étranger	62'612	2'000	60'612
rabais octroyés manif & matériel de fêtes - étranger	62'612	2'000	60'612
33 parcs et promenades	69'570	92'000	-22'430
365 subventions accordées - institutions privées	69'570	92'000	-22'430
divers tiers externes vge	69'570	92'000	-22'430
34 sports	29'821	19'000	10'821
365 subventions accordées - institutions privées	29'821	19'000	10'821
csi - entretien des végétaux	29'821	19'000	10'821
78 autres tâches de protection de l'env.	6'468	6'451	17
365 subventions accordées - institutions privées	6'468	6'451	17
panda-club wwf (locaux bois de la bâtie)	6'468	6'451	17

4.6 COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ

4.6.1 FAITS MARQUANTS

dans sa feuille de route, le conseil administratif a défini quatre axes prioritaires :

- 1) développer le soutien aux familles
- 2) promouvoir une politique d'inclusion sociale
- 3) favoriser la cohésion sociale dans l'environnement urbain
- 4) renforcer le tissu culturel et social, qui passe notamment par la vie associative

ces priorités ressortent des politiques publiques conduites par le département dans le domaine de la petite enfance, de l'enfance, de la jeunesse et de l'action sociale.

dans le domaine de la petite enfance, l'enjeu majeur consiste à augmenter l'offre de places d'accueil afin de répondre à la demande des familles tout en maintenant la qualité pédagogique. L'extension de l'espace de vie enfantine « La dent de lait » (+28 places), l'ouverture d'une institution à la rue rothschild (52 places), la réouverture de la crèche des minoteries après travaux (71 places) et la création de nouvelles places dans les institutions existantes ont porté la capacité du dispositif à 3'248 places fin 2013. A noter que l'espace de vie enfantine de crescendo, menacé avec la fermeture du site de merck serono, a pu être maintenu, grâce à un partenariat avec l'université : 52 places ont été sauvées, dont 35 destinées aux habitants du quartier.

Plusieurs études visant à mieux comprendre les besoins des parents et à optimiser les places dans les IPE existantes ont été initiées. Enfin, la ville collabore étroitement aux travaux menés par le canton pour rédiger la nouvelle loi constitutionnelle pour la petite enfance.

Au total, plus de 7'000 enfants ont été accueillis dans les 75 institutions de la petite enfance (IPE) subventionnées, dont 4500 très régulièrement.

En matière de politique de l'enfance, la ville assume la responsabilité de 29 établissements primaires, représentant 53 écoles, qui ont accueilli près de 10'700 écoliers. La patrouille scolaire, forte de 105 personnes, posées sur 70 emplacements, assure pour sa part la sécurité sur le chemin des écoliers.

La ville participe activement et finance le groupement pour l'animation parascolaire (GIAP). Au total, près de 7'200 enfants étaient inscrits au GIAP pour l'année scolaire 2013-2014.

La ville soutient et finance également les 13 associations de cuisines et restaurants scolaires, qui proposent chaque jour près de 5'200 repas aux écoliers. Elle a subventionné 12 ludothèques (et 2 ludobus), qui permettent de jouer, interagir et emprunter des jeux. Elle aménage et entretient une centaine de places de jeux et a inauguré les premiers parcours proxisports. La politique de la jeunesse prolonge celle de l'enfance. Avec onze travailleuses et travailleurs sociaux hors murs, la ville mène des activités de prévention, d'accompagnement éducatif, de suivi des jeunes, en favorisant le dialogue, l'échange et l'intégration.

cette équipe propose notamment aux jeunes la mise à disposition d'une dizaine de locaux en gestion accompagnée, l'encadrement d'animations l'été dans les parcs, l'accès à 24 salles de sports ou encore la gestion du skatepark de plainpalais. Elle a organisé le festival urban geneva en septembre 2013, en collaboration avec le service des sports.

Les 15 maisons de quartier accueillent, quant à elles, près de 500 enfants par jour les mercredis et durant les vacances scolaires.

La politique sociale de la ville a pour objectif de soutenir les personnes en difficultés financières et sociales domiciliées sur le territoire de la commune.

Les unités d'actions communautaires (UAC) développent une action sociale de proximité, mobilisant des centaines de bénévoles, des dizaines d'associations et institutions, afin de favoriser la mixité sociale et culturelle, de soutenir la parentalité et de lutter contre l'isolement. 2013 a vu l'ouverture de deux points info services dans les quartiers de servette et plainpalais pour accueillir, informer, orienter et accompagner les habitants dans leurs démarches administratives.

En ce qui concerne les aînés, de nombreuses activités ont été organisées, à cité seniors ou dans les espaces de quartier aînés, dont les premières promotions seniors. La ville favorise aussi le maintien à domicile des personnes à autonomie réduite dans trois immeubles avec

infirmier et accorde son soutien aux deux EMS gérés par la Fondation pour l'Accueil et l'Hébergement de personnes âgées.

La ville a délivré 8'750 prestations financières, principalement pour des personnes âgées et des familles. La nouvelle allocation de rentrée scolaire, destinée aux enfants scolarisés à l'école primaire ou au cycle d'orientation et versée sous condition de revenu, a connu un vif succès avec près de 2'700 allocations demandées acceptées.

Depuis près de dix ans, la ville organise, avec de nombreux partenaires, un dispositif hivernal d'urgence afin d'offrir un lit chaud aux personnes démunies. Durant l'hiver 2012-2013, 1'250 personnes ont trouvé refuge dans les deux abris PC. Avec la collaboration des principaux partenaires du domaine de la lutte contre l'exclusion, la ville a organisé deux journées de réflexion sur cette question.

Ces politiques publiques sont complétées par des subventions versées à des partenaires associatifs. En 2013, l'unité de la vie associative a soutenu nominativement 144 associations et a traité 200 demandes de financements ponctuels.

Le département assume deux missions découlant du droit fédéral : la tenue des registres de l'état civil ainsi que les prestations de pompes funèbres, la gestion des installations funéraires et des cimetières.

Début 2013, l'état civil a dû adapter ses procédures de travail pour répondre aux changements du code civil concernant le droit du nom. En fin d'année, les arrondissements de l'état civil genevois ont été chargés par le canton d'enregistrer les déclarations de partenariat cantonal effectuées, auparavant, par la chancellerie.

La ville a dû également, à plusieurs reprises en 2013, faire face aux difficultés de fonctionnement du crématoire – sans que la qualité du service public n'en soit affectée.

4.6.2 COMMENTAIRE SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

profitant des 25 ans de la convention des nations unies relative aux droits de l'enfant, la ville a lancé un projet transversal « 2014, année de l'enfance ». ce projet va recenser les prestations offertes par la ville aux moins de 12 ans, les confronter aux exigences des textes légaux et proposer, à l'issue de ce diagnostic, un plan d'action pluriannuel. Les résultats des travaux menés seront présentés en novembre 2014 lors d'un colloque.

en ce qui concerne la petite enfance, la ville a pour objectif de créer 147 nouvelles places en crèche en 2014 et 420 places d'ici 2016. 2014 verra l'ouverture d'une structure de coordination pour l'accueil familial de jour qui emploiera une vingtaine de mamans de jour, prenant en charge des dizaines d'enfants.

L'introduction du mercredi matin scolaire à la rentrée 2014 va signifier un changement important pour les écoliers. une étude a été lancée pour mieux cerner les besoins des familles en termes d'accueil para et périscolaire.

L'ouverture de la villa freundler va permettre à une dizaine de jeunes de bénéficier d'un logement temporaire en attendant de trouver un toit pérenne.

Au-delà, la ville travaille à développer des logements relais, qui pourraient offrir un toit momentané à des personnes en recherche d'un logement durable.

dans la continuité des assises de la précarité, le département va revoir le dispositif de prise en charge des sans-abris et le cas échéant faire des propositions pour le renforcer.

afin de compléter le dispositif d'information sociale, la ville ouvrira deux autres points infos services.

L'état civil conduira le projet de numérisation des registres, afin de simplifier et d'accélérer le traitement des demandes d'actes des habitants.

enfin, la ville va mettre en œuvre le réaménagement du cimetière de châtelaine et des installations funéraires du cimetière des rois.

4.6.3 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

en milliers de francs	SJS	SDPE	ECO	CIV	SPF	SOC	DEJ	total
Administration générale	4'380	8	4	49	3	21		4'465
sécurité publique				3'807				3'807
enseignement et formation	627	13	58'167					58'807
culture et loisirs	2'800	11	5'362		2	2'015	12'548	22'739
prévoyance sociale	9'214	91'415	4'117			36'922	5'817	147'485
trafic							115	115
protection et aménagement de l'environ.					12'548			12'548
total	17'021	91'447	67'649	3'856	12'553	38'959	18'480	249'966

REVENUS PAR SERVICE

en milliers de francs	SJS	SDPE	ECO	CIV	SPF	SOC	DEJ	total
Administration générale	127							127
sécurité publique				1'710				1'710
enseignement et formation			4'431					4'431
culture et loisirs			663			154		817
prévoyance sociale		3'375	1'991			2'048	2'125	9'538
protection et aménagement de l'environ.					4'279			4'279
finances et impôts						4		4
total	127	3'375	7'085	1'710	4'279	2'206	2'125	20'907

4.6.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ	TOTAL CHARGES	249'966'154	251'152'893	-1'186'738	0%	245'599'237
	TOTAL REVENUS	20'907'216	19'428'792	1'478'424	8%	19'408'737
en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012	
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
CHARGES	4'415'255	3'589'811	825'444	23%	3'708'611	
30 charges de personnel	3'723'392	3'066'641	656'751	21%	3'151'272	
301 traitements du personnel	2'791'838	2'413'006	378'832	16%	2'548'040	
303 Assurances sociales	229'762	193'065	36'697	19%	195'413	
304 caisses de pensions et de prévoyance	577'285	317'912	259'373	82%	335'836	
305 assurance maladie et accidents	42'653	52'942	-10'288	-19%	38'861	
306 prestations en nature	1'680	3'400	-1'720	-51%	1'820	
309 autres charges du personnel	80'174	86'316	-6'142	-7%	31'303	
31 biens, services et marchandises	512'707	342'306	170'401	50%	379'055	
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	24'353	34'000	-9'647	-28%	40'756	
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	6'269	0	6'269	--	27'168	
312 eau, énergie, combustible	12'527	12'000	527	4%	11'265	
313 achats de fournitures et autres marchandises	731	0	731	--	70	
314 entretien des immeubles par des tiers	15'610	11'617	3'993	34%	18'790	
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	133'471	36'233	97'238	268%	37'300	
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	13'322	0	13'322	--	10'420	
317 dédommagements	22'710	11'480	11'230	98%	16'146	
318 honoraires et prestations de service	281'491	234'776	46'715	20%	215'024	
319 frais divers	2'224	2'200	24	1%	2'116	
33 amortissements	738	738	0	0%	738	
331 amortissements ordinaires du PA	738	738	0	0%	738	
39 imputations internes	178'418	180'126	-1'708	-1%	177'546	
390 intérêts répartis	42	65	-23	-36%	75	
391 mise à disposition de locaux	157'307	151'584	5'723	4%	151'369	
392 autres prestations internes	21'070	28'477	-7'407	-26%	26'102	
REVENUS	126'988	105'000	21'988	21%	130'611	
42 revenus des biens	105'000	105'000	0	0%	105'000	
427 immeubles du patrimoine administratif	105'000	105'000	0	0%	105'000	
43 revenus divers	21'988	0	21'988	--	25'611	
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	4'303	0	4'303	--	629	
436 dédommagements de tiers	17'686	0	17'686	--	24'982	
08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)						
CHARGES	50'000	50'000	0	0%	50'000	
36 subventions accordées	50'000	50'000	0	0%	50'000	
365 subventions accordées - institutions privées	50'000	50'000	0	0%	50'000	
1 SÉCURITÉ PUBLIQUE						
10 PROTECTION JURIDIQUE						
CHARGES	3'807'265	4'269'366	-462'101	-11%	3'617'985	
30 charges de personnel	3'124'312	3'345'997	-221'685	-7%	2'904'662	
301 traitements du personnel	2'550'476	2'730'425	-179'949	-7%	2'373'497	

4.6

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
303 Assurances sociales	205'276	215'670	-10'394	-5%	180'949
304 caisses de pensions et de prévoyance	312'637	333'391	-20'755	-6%	292'442
305 Assurance maladie et accidents	40'993	61'471	-20'477	-33%	41'092
306 prestations en nature	1'956	3'600	-1'644	-46%	2'174
309 Autres charges du personnel	12'974	1'440	11'534	801%	14'508
31 biens, services et marchandises	264'313	393'855	-129'542	-33%	306'004
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	27'035	61'700	-34'665	-56%	28'081
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	11'840	7'500	4'340	58%	3'378
312 eau, énergie, combustible	16'030	20'791	-4'761	-23%	20'804
313 achats de fournitures et autres marchandises	957	11'500	-10'543	-92%	11'548
314 entretien des immeubles par des tiers	58'596	67'000	-8'404	-13%	65'918
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	38'636	97'851	-59'215	-61%	67'866
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	53'840	50'000	3'840	8%	53'614
317 dédommagements	6'353	13'220	-6'867	-52%	7'233
318 honoraires et prestations de service	51'027	61'793	-10'766	-17%	47'562
319 frais divers	0	2'500	-2'500		0
33 Amortissements	2'285	95'975	-93'691	-98%	1'775
331 Amortissements ordinaires du PA	1'775	95'975	-94'200	-98%	1'775
334 pertes sur débiteurs	510	0	510	--	0
35 dédommagements à des collectivités publiques	185'468	216'000	-30'532	-14%	187'020
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	185'468	216'000	-30'532	-14%	187'020
39 imputations internes	230'887	217'539	13'348	6%	218'524
390 intérêts répartis	47	89	-42	-47%	98
391 mise à disposition de locaux	203'868	203'868	0	0%	203'868
392 Autres prestations internes	26'972	13'582	13'390	99%	14'558
REVENUS	1'709'905	1'544'700	165'205	11%	1'537'717
42 revenus des biens	262	0	262	--	91
429 Autres revenus	262	0	262	--	91
43 revenus divers	1'709'642	1'544'700	164'942	11%	1'537'626
431 émoluments administratifs	1'612'304	1'533'000	79'304	5%	1'520'117
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	4'420	5'000	-580	-12%	4'660
435 ventes	8'260	6'700	1'560	23%	7'740
436 dédommagements de tiers	84'658	0	84'658	--	5'109
2 ENSEIGNEMENT ET FORMATION					
21 ÉCOLES PUBLIQUES					
CHARGES	58'806'572	59'334'927	-528'354	-1%	63'315'464
30 charges de personnel	16'724'870	16'567'299	157'571	1%	17'037'252
301 traitements du personnel	12'551'262	13'140'047	-588'785	-4%	12'941'465
303 Assurances sociales	1'030'412	1'034'224	-3'812	-0%	990'002
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'267'593	1'292'627	-25'034	-2%	1'343'150
305 Assurance maladie et accidents	222'175	296'585	-74'410	-25%	226'465
306 prestations en nature	61'108	51'000	10'108	20%	44'189
308 personnel interimaire	1'487'982	741'200	746'782	101%	1'444'328
309 Autres charges du personnel	104'339	11'616	92'723	798%	47'655

en francs		C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
31	biens, services et marchandises	14'453'322	14'313'975	139'347	1%	14'870'721
310	fournitures de bureau, imprimés, publicité	37'630	48'038	-10'408	-22%	30'489
311	meublier, machines, véhicules et matériel	702'876	652'000	50'876	8%	586'577
312	eau, énergie, combustible	4'098'283	3'688'717	409'566	11%	3'904'621
313	achats de fournitures et autres marchandises	562'634	529'096	33'538	6%	600'185
314	entretien des immeubles par des tiers	6'334'449	6'508'883	-174'434	-3%	7'090'175
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	362'896	399'059	-36'163	-9%	345'621
316	loyers, fermages et redevance d'utilisation	552'483	549'910	2'573	0%	582'906
317	dédommagements	409'968	443'254	-33'286	-8%	438'262
318	honoraires et prestations de service	1'392'064	1'494'068	-102'004	-7%	1'291'578
319	frais divers	40	950	-911	-96%	307
33	amortissements	14'145'260	13'995'768	149'492	1%	17'379'576
331	amortissements ordinaires du PA	14'145'094	13'995'768	149'326	1%	14'095'362
332	amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	3'280'296
334	pertes sur débiteurs	166	0	166	--	3'919
35	dédommagements à des collectivités publiques	10'335'708	10'460'533	-124'826	-1%	9'886'525
351	dédommagements à des collect. publiques - cantons	212'467	305'000	-92'534	-30%	123'266
352	dédommagements à des collect. publiques - communes	10'123'241	10'155'533	-32'292	-0%	9'763'259
36	subventions accordées	900'883	1'072'095	-171'212	-16%	985'301
361	subventions accordées - cantons	208'616	317'890	-109'274	-34%	201'408
365	subventions accordées - institutions privées	657'711	724'205	-66'494	-9%	750'603
366	subventions accordées - personnes physiques	34'556	30'000	4'556	15%	33'290
39	imputations internes	2'246'530	2'925'257	-678'727	-23%	3'156'088
390	intérêts répartis	1'607'157	2'332'612	-725'455	-31%	2'557'014
391	mise à disposition de locaux	377'080	325'500	51'580	16%	333'180
392	autres prestations internes	262'293	267'145	-4'852	-2%	265'894
REVENUS		4'431'241	4'486'002	-54'761	-1%	4'510'796
42	revenus des biens	3'842'731	3'881'491	-38'760	-1%	4'033'364
427	immeubles du patrimoine administratif	3'841'931	3'881'491	-39'560	-1%	4'032'864
429	autres revenus	800	0	800	--	500
43	revenus divers	345'223	262'200	83'023	32%	227'040
434	autres redevances d'utilis. et prest. de service	25'301	19'000	6'301	33%	24'962
435	ventes	2'879	2'400	479	20%	2'191
436	dédommagements de tiers	282'451	40'800	241'651	592%	175'426
438	prestations du personnel pour les investissements	32'080	200'000	-167'920	-84%	21'589
439	autres contributions	2'512	0	2'512	--	2'872
45	dédommagements de collectivités publiques	205'941	222'000	-16'059	-7%	214'512
452	communes	205'941	222'000	-16'059	-7%	214'512
46	subventions acquises	799	5'000	-4'201	-84%	4
469	autres subventions	799	5'000	-4'201	-84%	4
49	imputations internes	36'547	115'311	-78'764	-68%	35'877
491	mise à disposition de locaux	31'557	113'071	-81'514	-72%	31'557
492	autres prestations internes	4'990	2'240	2'750	123%	4'320

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	1'767'224	1'809'341	-42'117	-2%	523'417
31 biens, services et marchandises	1'233'766	1'244'300	-10'534	-1%	0
314 entretien des immeubles par des tiers	1'233'766	1'244'300	-10'534	-1%	0
36 subventions accordées	533'458	565'041	-31'583	-6%	523'417
365 subventions accordées - institutions privées	533'458	565'041	-31'583	-6%	523'417
33 PARCS ET PROMENADES					
CHARGES	0	0	0	--	1'074'501
31 biens, services et marchandises	0	0	0	--	1'074'501
314 entretien des immeubles par des tiers	0	0	0	--	1'074'501
34 SPORTS					
CHARGES	145'420	135'000	10'420	8%	166'172
31 biens, services et marchandises	12'420	0	12'420	--	-1'144
314 entretien des immeubles par des tiers	12'420	0	12'420	--	-1'144
33 Amortissements	0	0	0	--	8'174
331 Amortissements ordinaires du PA	0	0	0	--	8'174
36 subventions accordées	133'000	135'000	-2'000	-1%	158'000
365 subventions accordées - institutions privées	133'000	135'000	-2'000	-1%	158'000
39 imputations internes	0	0	0	--	1'142
390 intérêts répartis	0	0	0	--	1'142
35 AUTRES LOISIRS					
CHARGES	20'825'913	21'391'966	-566'053	-3%	19'450'263
30 charges de personnel	887'387	899'869	-12'482	-1%	781'761
301 traitements du personnel	697'713	733'567	-35'854	-5%	636'266
303 Assurances sociales	56'918	58'721	-1'803	-3%	48'681
304 caisses de pensions et de prévoyance	120'439	90'077	30'362	34%	84'549
305 assurance maladie et accidents	11'953	17'120	-5'167	-30%	11'813
306 prestations en nature	0	0	0	--	120
309 Autres charges du personnel	364	384	-20	-5%	332
31 biens, services et marchandises	666'400	564'857	101'543	18%	603'229
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	3'590	0	3'590	--	18'830
312 eau, énergie, combustible	134'170	118'159	16'011	14%	151'870
313 achats de fournitures et autres marchandises	6'165	0	6'165	--	3'208
314 entretien des immeubles par des tiers	287'492	199'214	88'278	44%	174'310
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	3'691	0	3'691	--	2'244
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	188'487	241'484	-52'997	-22%	211'837
317 dédommagements	1'320	0	1'320	--	1'320
318 honoraires et prestations de service	41'484	6'000	35'484	591%	39'607
319 frais divers	0	0	0	--	3
33 Amortissements	191'815	729'790	-537'975	-74%	191'815
331 Amortissements ordinaires du PA	191'815	729'790	-537'975	-74%	191'815
36 subventions accordées	18'355'886	18'505'278	-149'392	-1%	17'105'959
361 subventions accordées - cantons	9'570'318	9'567'832	2'486	0%	8'650'084
365 subventions accordées - institutions privées	8'785'568	8'937'446	-151'878	-2%	8'455'876

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
39 imputations internes	724'425	692'172	32'253	5%	767'498
390 intérêts répartis	21'906	31'702	-9'796	-31%	36'643
391 mise à disposition de locaux	631'711	616'172	15'539	3%	644'992
392 autres prestations internes	70'808	44'298	26'510	60%	85'863
REVENUS	817'192	773'602	43'590	6%	789'897
42 revenus des biens	677'040	679'602	-2'562	-0%	682'769
427 immeubles du patrimoine administratif	677'040	679'602	-2'562	-0%	682'769
43 revenus divers	140'152	94'000	46'152	49%	107'128
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	118'940	94'000	24'940	27%	94'662
436 dédommagements de tiers	21'212	0	21'212	--	12'466
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE					
CHARGES	102'325'870	103'702'719	-1'376'850	-1%	97'321'807
30 charges de personnel	7'520'104	7'818'874	-298'769	-4%	7'273'237
300 Autorités et commissions	7'721	9'000	-1'279	-14%	10'549
301 traitements du personnel	5'994'817	6'252'074	-257'256	-4%	5'790'212
303 Assurances sociales	492'651	498'027	-5'376	-1%	445'590
304 caisses de pensions et de prévoyance	836'424	915'185	-78'761	-9%	864'887
305 assurance maladie et accidents	96'816	135'621	-38'805	-29%	92'719
306 prestations en nature	2'825	4'800	-1'975	-41%	3'469
309 autres charges du personnel	88'852	4'168	84'684	2032%	65'812
31 biens, services et marchandises	4'597'179	5'100'174	-502'995	-10%	4'305'546
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	115'019	130'357	-15'338	-12%	97'915
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	358'325	303'700	54'625	18%	292'287
312 eau, énergie, combustible	211'234	229'761	-18'527	-8%	222'893
313 achats de fournitures et autres marchandises	55'127	96'250	-41'123	-43%	47'935
314 entretien des immeubles par des tiers	912'190	1'301'530	-389'340	-30%	939'353
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	216'078	232'148	-16'070	-7%	162'047
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	1'420'581	1'479'436	-58'855	-4%	1'410'498
317 dédommagements	32'824	36'800	-3'976	-11%	34'040
318 honoraires et prestations de service	1'271'701	1'285'592	-13'891	-1%	1'095'287
319 frais divers	4'102	4'600	-498	-11%	3'291
33 amortissements	2'486'482	2'423'049	63'433	3%	2'032'999
331 amortissements ordinaires du PA	2'406'882	2'423'049	-16'167	-1%	2'034'449
334 pertes sur débiteurs	79'600	0	79'600	--	-1'450
36 subventions accordées	86'897'663	87'556'684	-659'021	-1%	82'809'211
361 subventions accordées - cantons	0	0	0	--	249'719
365 subventions accordées - institutions privées	86'277'385	87'076'684	-799'300	-1%	82'068'204
366 subventions accordées - personnes physiques	620'278	480'000	140'278	29%	491'289
39 imputations internes	824'441	803'939	20'502	3%	900'814
390 intérêts répartis	202'680	241'854	-39'174	-16%	297'716
391 mise à disposition de locaux	384'276	408'456	-24'180	-6%	408'599
392 autres prestations internes	237'485	153'629	83'856	55%	194'500

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
REVENUS	7'490'860	6'972'266	518'594	7%	6'824'720
42 revenus des biens	5'462'109	5'422'036	40'073	1%	5'407'390
427 immeubles du patrimoine administratif	5'462'109	5'421'236	40'873	1%	5'407'390
429 autres revenus	0	800	-800		0
43 revenus divers	441'233	18'600	422'633	2272%	399'951
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	275'025	0	275'025	--	297'318
435 ventes	62'140	15'000	47'140	314%	37'861
436 dédommagements de tiers	74'136	3'600	70'536	1959%	46'668
439 autres contributions	29'931	0	29'931	--	18'104
45 dédommagements de collectivités publiques	63'080	65'000	-1'920	-3%	58'220
451 cantons	20'000	20'000	0	0%	20'000
452 communes	43'080	45'000	-1'920	-4%	38'220
46 subventions acquises	1'524'439	1'466'630	57'809	4%	959'159
460 subventions acquises - confédération	896'309	540'000	356'309	66%	355'689
461 subventions acquises - cantons	126'630	126'630	0	0%	126'630
469 autres subventions	501'500	800'000	-298'500	-37%	476'840
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	45'159'629	44'426'918	732'711	2%	44'205'691
30 charges de personnel	11'540'247	12'282'578	-742'330	-6%	10'790'300
301 traitements du personnel	9'157'140	9'627'834	-470'694	-5%	8'668'414
303 assurances sociales	754'425	766'746	-12'321	-2%	668'136
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'151'794	1'426'514	-274'720	-19%	1'024'626
305 assurance maladie et accidents	151'863	211'472	-59'609	-28%	144'384
306 prestations en nature	2'827	7'500	-4'673	-62%	1'286
308 personnel interimaire	221'054	200'000	21'054	11%	196'000
309 autres charges du personnel	101'144	42'512	58'632	138%	87'454
31 biens, services et marchandises	6'281'550	5'977'641	303'909	5%	5'950'373
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	346'045	397'346	-51'301	-13%	225'293
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	106'267	98'000	8'267	8%	143'271
312 eau, énergie, combustible	347'854	327'288	20'566	6%	322'638
313 achats de fournitures et autres marchandises	56'659	61'000	-4'341	-7%	86'720
314 entretien des immeubles par des tiers	1'398'457	930'601	467'856	50%	1'177'169
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	168'501	213'602	-45'101	-21%	183'022
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	3'067'634	3'104'173	-36'539	-1%	3'061'083
317 dédommagements	39'241	47'850	-8'609	-18%	50'002
318 honoraires et prestations de service	739'432	787'591	-48'159	-6%	691'543
319 frais divers	11'459	10'190	1'269	12%	9'631
33 amortissements	2'004'296	2'063'352	-59'056	-3%	3'177'116
331 amortissements ordinaires du PA	2'002'918	2'063'352	-60'434	-3%	1'763'457
332 amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	1'413'658
334 pertes sur débiteurs	1'378	0	1'378	--	0
35 dédommagements à des collectivités publiques	308'348	0	308'348	--	0
352 dédommagements à des collect. publiques - communes	308'348	0	308'348	--	0

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
36 subventions accordées	23'192'816	22'417'652	775'164	3%	22'382'019
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	707'477	624'970	82'507	13%	582'128
365 subventions accordées - institutions privées	9'242'768	8'977'882	264'886	3%	9'264'421
366 subventions accordées - personnes physiques	13'242'571	12'814'800	427'771	3%	12'535'470
37 subventions redistribuées	43	0	43	--	98
371 subventions redistribuées - cantons	43	0	43	--	98
39 imputations internes	1'832'329	1'685'695	146'634	9%	1'905'787
390 intérêts répartis	345'773	330'487	15'286	5%	488'892
391 mise à disposition de locaux	1'274'150	1'251'574	22'576	2%	1'235'422
392 autres prestations internes	212'406	103'634	108'772	105%	181'473
REVENUS	2'047'616	1'774'622	272'994	15%	2'039'215
42 revenus des biens	1'421'112	1'280'622	140'490	11%	1'401'193
425 prêts du patrimoine administratif	116'469	116'468	1	0%	116'469
427 immeubles du patrimoine administratif	1'304'643	1'164'154	140'489	12%	1'284'724
43 revenus divers	173'279	114'000	59'279	52%	179'641
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	84'502	99'000	-14'498	-15%	91'864
435 ventes	7'795	7'000	795	11%	8'818
436 dédommagements de tiers	70'482	0	70'482	--	64'159
439 autres contributions	10'500	8'000	2'500	31%	14'800
46 subventions acquises	443'954	380'000	63'954	17%	449'055
461 subventions acquises - cantons	430'182	380'000	50'182	13%	351'748
469 autres subventions	13'772	0	13'772	--	97'307
47 subventions à redistribuer	43	0	43	--	98
471 subventions à redistribuer - cantons	43	0	43	--	98
49 imputations internes	9'228	0	9'228	--	9'228
491 mise à disposition de locaux	9'228	0	9'228	--	9'228
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	3'360	3'360	0	0%	3'360
36 subventions accordées	3'360	3'360	0	0%	3'360
365 subventions accordées - institutions privées	3'360	3'360	0	0%	3'360
65 TRAFIC RÉGIONAL					
CHARGES	111'682	110'000	1'682	2%	108'938
36 subventions accordées	111'682	110'000	1'682	2%	108'938
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	111'682	110'000	1'682	2%	108'938
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	405	55'000	-54'595	-99%	2'655
31 biens, services et marchandises	405	55'000	-54'595	-99%	2'655
318 honoraires et prestations de service	405	55'000	-54'595	-99%	2'655
74 CIMETIÈRES ET CRÉMATOIRES					
CHARGES	12'547'488	12'274'485	273'003	2%	11'971'714
30 charges de personnel	7'675'577	7'900'219	-224'642	-3%	7'725'886
301 traitements du personnel	6'122'783	6'363'385	-240'602	-4%	6'148'338

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
303 Assurances sociales	504'218	506'812	-2'594	-1%	470'801
304 caisses de pensions et de prévoyance	781'977	754'885	27'091	4%	829'167
305 Assurance maladie et accidents	123'886	143'763	-19'876	-14%	126'016
306 prestations en nature	83'459	118'350	-34'891	-29%	93'191
309 Autres charges du personnel	59'254	13'024	46'230	355%	58'373
31 biens, services et marchandises	3'728'116	3'212'221	515'895	16%	3'090'580
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	60'634	65'439	-4'805	-7%	54'126
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	50'456	41'700	8'756	21%	43'966
312 eau, énergie, combustible	501'303	446'361	54'942	12%	456'445
313 achats de fournitures et autres marchandises	1'553'750	1'230'200	323'550	26%	977'778
314 entretien des immeubles par des tiers	1'194'626	964'053	230'573	24%	1'164'256
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	129'780	166'497	-36'717	-22%	173'302
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	20'683	7'500	13'183	176%	15'281
317 dédommagements	14'583	36'600	-22'017	-60%	18'655
318 honoraires et prestations de service	199'652	247'871	-48'219	-19%	180'821
319 frais divers	2'649	6'000	-3'351	-56%	5'952
33 Amortissements	836'767	852'730	-15'963	-2%	823'213
331 amortissements ordinaires du PA	816'300	837'730	-21'430	-3%	811'476
334 pertes sur débiteurs	20'467	15'000	5'467	36%	11'737
36 subventions accordées	12'372	0	12'372	--	4'455
366 subventions accordées - personnes physiques	12'372	0	12'372	--	4'455
39 imputations internes	294'655	309'315	-14'660	-5%	327'581
390 intérêts répartis	62'022	87'087	-25'065	-29%	100'122
391 mise à disposition de locaux	203'712	203'712	0	0%	203'712
392 Autres prestations internes	28'921	18'516	10'405	56%	23'746
REVENUS	4'279'143	3'772'600	506'543	13%	3'575'421
42 revenus des biens	399'927	380'000	19'927	5%	228'619
427 immeubles du patrimoine administratif	396'893	380'000	16'893	4%	227'750
429 Autres revenus	3'033	0	3'033	--	870
43 revenus divers	3'731'798	3'392'600	339'198	10%	3'274'145
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	2'753'098	2'435'000	318'098	13%	2'358'017
435 ventes	818'226	950'000	-131'774	-14%	770'398
436 dédommagements de tiers	65'561	7'600	57'961	763%	67'372
439 Autres contributions	94'912	0	94'912	--	78'358
49 imputations internes	147'419	0	147'419	--	72'657
492 Autres prestations internes	147'419	0	147'419	--	72'657
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.					
CHARGES	0	0	0	--	78'650
36 subventions accordées	0	0	0	--	78'650
365 subventions accordées - institutions privées	0	0	0	--	78'650
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	73	0	73	--	8
31 biens, services et marchandises	1	0	1	--	8
319 frais divers	1	0	1	--	8

en francs	C 2013	B 2013	ÉCART	%	C 2012
32 Intérêts passifs	73	0	73	--	0
320 engagements courants	73	0	73	--	0
REVENUS	272	0	272	--	361
42 revenus des biens	272	0	272	--	361
420 Avoirs à vue	79	0	79	--	138
421 créances	193	0	193	--	203
429 Autres revenus	0	0	0	--	20
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER					
REVENUS	4'000	0	4'000	--	0
42 revenus des biens	4'000	0	4'000	--	0
423 Immeubles du patrimoine financier	4'000	0	4'000	--	0

4.6.5 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

54 institutions pour la jeunesse

314 Entretien des immeubles par des tiers

La nouvelle répartition des compétences entre le service de la jeunesse et la direction du patrimoine bâti (DPBA) a eu pour effet le transfert, en 2013, de travaux d'entretien des maisons de quartier (MQ). cette répartition des compétences a parfois engendré un report dans l'exécution de ces derniers pour un montant total de CHF 249'066.-. A titre d'exemple, le «concept sécurité» ne sera mis en place dans les MQ qu'à partir de 2014. D'autres travaux d'entretien, tels ceux du skatepark de Plainpalais, ont été également reportés à 2014.

365 subventions accordées – institutions privées

L'enveloppe de CHF 1.0 mio prévue pour financer l'accueil familial de jour (AFJ) n'a pas été utilisée. L'assemblée constitutive de l'association pour l'AFJ a eu lieu en 2013 et les premiers engagements de personnel se sont fait début 2014. Par ailleurs, les Associations de cuisines et restaurants scolaires (ACRS) sont subventionnées au déficit. ce dernier a été inférieur de quelque CHF 60'000.- par rapport aux prévisions. concernant les subventions en nature, les transports de repas pour les restaurants scolaires n'avaient pas été budgétisés pour CHF 270'500.-.

434 Autres redevances d'utilisation et prestations de service

il s'agit de la contrepartie de la gratuité des transports de repas pour les restaurants scolaires (CHF 270'500.-, voir point précédent – groupe 365 -). cette gratuité n'avait pas été prévue au budget.

460 subventions acquises – confédération

Les subventions fédérales de l'OFAS pour le programme d'impulsion pour l'accueil extra-familial des enfants étaient versées, jusqu'en 2011, au terme de la 1^{ère} et de la 2^{ème} année d'exploitation. Depuis 2012, l'OFAS verse des acomptes sur ces demandes d'aides financières. Les projets des Espaces de vie infantine Jeanne Hersch, Germaine Duparc et Dent de Lait ont par conséquent bénéficié de montants plus importants, ce qui explique l'augmentation des revenus. En 2014, les montants attendus concernant ces trois institutions seront diminués d'autant.

469 Autres subventions

Le Fonds intercommunal (FI) verse une participation unique de CHF 5'000.- par place lors de la création d'IPE. Le FI ne traite que les dossiers reconnus par l'OFAS. sa participation à l'EVE Prieuré (52 places) était initialement budgétée pour 2013. ce dossier étant toujours à l'étude auprès de l'OFAS, le FI n'a pas été en mesure de confirmer sa participation financière pour 2013.

58 Aide sociale

352 dédommagements à des collectivités publiques – communes

cette charge non budgétée correspond à la part de la ville de Genève au financement des centres de maintien à domicile et aux foyers de jour qui incombent aux communes (LSDOM, Art. 19). Elle est partiellement compensée par :

CHF 91'000.- de non-dépensé en lien avec le transfert du bail du CMD Pâquis sur les lignes 314 et 316. En effet, le bail a été repris par l'IMAD fin 2012.

CHF 50'182.- d'augmentation de revenus eu égard au fait que le bail du CMD des Eaux-vives n'a pas encore été transféré. Les charges ont été refacturées.

366 subventions accordées – personnes physiques

Le dépassement est dû, d'une part, aux prestations sociales accordées aux personnes âgées pour CHF 654'780.-, et, d'autre part, à la prise en charge des cotisations minimales AVS : un rattrapage de facturation de la caisse de compensation AVS a eu lieu en 2013 pour CHF 190'909.-. ce dépassement est compensé par un non dépensé sur diverses prestations.

74 cimetières et crématoires

313 Achats de fournitures et autres marchandises

L'augmentation de la charge des convois consiste en la comptabilisation des frais d'obsèques gratuits suite à l'adaptation des tarifs de la taxe d'incinération à CHF 600.- dès le 1^{er} janvier 2013. Il s'agit de la contrepartie de l'augmentation des revenus suite à cette adaptation des tarifs. cette augmentation de gratuité n'avait pas été prévue au budget 2013.

434 Autres redevances d'utilisation et prestations de service

L'augmentation est due à la comptabilisation des frais d'obsèques gratuits suite à l'adaptation des tarifs de la taxe d'incinération qui a été fixée à CHF 600.-. cette augmentation de gratuité n'avait pas été prévue au budget 2013.

4.6.6 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	Fixes					Auxiliaires		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B2013	Écart postes	C 2013	B 2013	Écart
05	Administration générale	15.3	1.0	16.3	13.9	2.4	422'174	324'770	97'404
10	Protection juridique	23.6	1.5	25.1	23.2	1.9	146'117	156'610	-10'493
21	Écoles publiques	120.5	15.3	135.8	134.3	1.5	440'163	134'950	305'213
35	Autres loisirs	6.4	-	6.4	6.7	-0.3	23'339	11'320	12'019
54	Institutions pour la jeunesse	50.9	0.5	51.4	51.9	-0.5	415'767	227'085	188'682
58	Aide sociale	69.3	0.8	70.1	72.8	-2.7	1'315'732	986'220	329'512
74	cimetières et crématoires	55.6	5.0	60.6	60.8	-0.2	225'594	71'700	153'894
	TOTAL	341.6	24.1	365.7	363.6	2.1	2'988'886	1'912'655	1'076'231

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.6.7 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2013	B 2013	Écart	%	C 2012
subventions monétaires	116'221	117'048	-828	-1%	109'997
Administration générale	50	50	0	0%	50
enseignement et formation	825	996	-172	-17%	901
culture et loisirs	14'369	14'592	-223	-2%	13'085
prévoyance sociale	100'865	101'300	-435	-0%	95'774
trafic	112	110	2	2%	109
protection et aménagement de l'environ.	0	0	0	--	79
gratuités	13'970	13'367	604	5%	14'212
enseignement et formation	76	76	0	1%	85
culture et loisirs	4'653	4'613	40	1%	4'703
prévoyance sociale	9'225	8'674	551	6%	9'417
trafic	3	3	0	0%	3
protection et aménagement de l'environ.	12	0	12	--	4
total	130'191	130'415	-224	-0%	124'209

4.6.8 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs	C 2013	B 2013	Écart
5 cohésion sociale et solidarité	116'220'724	117'048'238	-827'514
08 immeuble du patr. admin. (non ventil.)	50'000	50'000	0
365 subventions accordées - institutions privées	50'000	50'000	0
forum des démocraties participatives	50'000	50'000	0
21 Écoles publiques	824'682	996'290	-171'608
361 subventions accordées - cantons	208'616	317'890	-109'274
9 ^{ème} année du co	38'520	40'890	-2'370
budget participatif dans les écoles	151'880	230'000	-78'120
rêtes dans les écoles	7'067	25'000	-17'933
subvention p/promotions décentralisées, cortège	11'149	22'000	-10'851
365 subventions accordées - institutions privées	581'510	648'400	-66'890
Ass.ctres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, grpt gen.(CEMEA)	4'600	4'600	0
Association Atelier x	20'600	20'600	0
Association École des parents	60'000	60'000	0
Association université ouvrière de genève (uog)	240'400	240'400	0
Association université populaire albanaise	67'000	67'000	0
Association université populaire du canton de genève	150'000	150'000	0
frais de perfectionnement professionnel et de stages	13'110	80'000	-66'890
grpt cant.genevois des ass.de parents d'élèves des écoles primaires et enfantines (GAPP) - Pédibus	25'800	25'800	0
366 subventions accordées - personnes physiques	34'556	30'000	4'556
courses scolaires, aides aux parents	34'556	30'000	4'556
30 encouragement à la culture	183'900	222'600	-38'700
365 subventions accordées - institutions privées	183'900	222'600	-38'700
Association L'Atelier d'Art	-38'700	0	-38'700
black movies	15'000	15'000	0
ciné transat	100'000	100'000	0
tierra incognita	20'000	20'000	0
villa dutoit	87'600	87'600	0
34 sports	28'000	30'000	-2'000
365 subventions accordées - institutions privées	28'000	30'000	-2'000
école de cirque	28'000	30'000	-2'000
35 autres loisirs	14'157'412	14'339'232	-181'820
361 subventions accordées - cantons	9'570'318	9'567'832	2'486
diverses activités enfance et écoles (trf du groupe 365 en 2013)	16'700	20'000	-3'300
FAS'e	7'130'306	7'249'832	-119'526
FAS'e (salaires ludothèques)	2'423'312	2'298'000	125'312
365 subventions accordées - institutions privées	4'587'094	4'771'400	-184'306
Activités enfance et jeunesse	514'851	598'800	-83'949
Association centre protestant de vacances (cpv)	175'300	175'300	0
Association cheetah-Baby Plage	10'300	10'300	0
Association des unions chrétiennes de genève	142'500	142'500	0
Association du scoutisme genevois	83'500	83'500	0
Association genevoise pour vacances familiales	3'100	3'100	0
Association La Bataille des livres	10'300	10'300	0
Association païdos	41'200	41'200	0

en francs	C 2013	B 2013	Écart
Association usagers bains des pâquis	245'000	245'000	0
Association vacances nouvelles	46'400	46'400	0
centres de loisirs	2'616'300	2'530'000	86'300
clubs d'âinés ville et Fédération	20'800	22'200	-1'400
colonies diverses, travaux aux colonies	185'028	230'000	-44'972
Fédération des colonies de vacances catholiques romaines du canton de Genève	4'100	4'100	0
Fédération des colonies laïques	4'100	4'100	0
Fédération protestante des colonies de vacances	4'100	4'100	0
GLAJ-Groupe de Liaison des Associations de Jeunesse	41'200	41'200	0
Ludothèques	348'715	489'000	-140'285
MJSR-Mouvement de la Jeunesse suisse romande	10'300	10'300	0
Rinia contact	20'000	20'000	0
salle de spectacle des maisons de quartier	60'000	60'000	0
54 institutions pour la jeunesse	80'225'546	81'254'746	-1'029'200
365 subventions accordées - institutions privées	79'605'268	80'774'746	-1'169'478
Acquisitions de matériel pour crèches et garderies	401'498	400'000	1'498
Ass.groupe de coordination pour l'accueil et l'hébergement des jeunes à Genève (CAHJ)	23'200	23'200	0
Association Boîte à Boulots	271'500	271'500	0
Association Caritas-Jeunesse	41'800	41'800	0
Association Fourchette verte	10'300	10'300	0
Astural, service éducatif itinérant	18'000	18'000	0
CODAP	10'000	10'000	0
crèches, garderies et jardins d'enfants	77'415'767	78'545'346	-1'129'579
Fondation pour l'avenir	10'300	10'300	0
restaurants scolaires	833'916	894'300	-60'384
travaux crèches, garderies, jardins d'enfants	568'987	550'000	18'987
366 subventions accordées - personnes physiques	620'278	480'000	140'278
restaurants scolaires	381'455	380'000	1'455
restaurants scolaires (participation VGE repas impayés)	238'824	100'000	138'824
58 Aide sociale	20'639'502	20'045'370	594'132
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	707'477	624'970	82'507
participation frais d'exploitation maisons de vacances pour personnes âgées (nouvelle roseraie)	707'477	624'970	82'507
365 subventions accordées - institutions privées	6'689'454	6'605'600	83'854
Actions sociales ponctuelles	608'933	595'000	13'933
Activités socio-culturelles et activités physiques ludiques	166'371	140'000	26'371
ADC - Association de Défense des Chômeurs	150'000	150'000	0
ALCIP - Lutte injustice sociale précarité	30'000	30'000	0
Association 360	86'700	86'700	0
Association Aspasia	440'200	440'200	0
Association camarada	52'800	52'800	0
Association carrefour-rue	302'800	302'800	0
Association centre de consultation spécialisé dans le traitement des abus sexuels (CTAS)	10'300	10'300	0
Association centre de contact suisses-immigrés	181'400	181'400	0
Association centre F-Information	165'000	165'000	0

en francs	C 2013	B 2013	Écart
Association centre genevois du volontariat	96'200	96'200	0
Association club en fauteuil roulant Genève	99'400	99'400	0
Association colis du cœur	20'600	20'600	0
Association collectif de soutien aux sans-papiers de Genève	51'500	51'500	0
Association genevoise des malentendants	27'800	27'800	0
Association gymnastique seniors Genève	8'400	8'400	0
Association icvolontaires-suisse (icv)	12'400	12'400	0
Association Insieme	74'200	74'200	0
Association La coulou	139'200	139'200	0
Association Le caré	266'300	266'300	0
Association Le Racard	476'800	476'800	0
Association Le triologue	214'900	214'900	0
Association Lecture et compagnie	10'300	10'300	0
Association Lestime	128'900	128'900	0
Association Lire et Écrire	25'000	25'000	0
Association mouvement des Aînés, section genevoise	50'000	50'000	0
Association Partage, Partenariat Alimentaire genevois	273'200	273'200	0
Association pour le bateau Genève	257'700	257'700	0
Association voie F	90'000	90'000	0
AVIVO-Ass.de défense et de détente de tous les retraités	159'800	159'800	0
conseil des anciens	5'000	5'000	0
Fédération genevoise des associations LGBT	25'000	25'000	0
Fondation «Au cœur des grottes»	360'800	360'800	0
Fondation Institut international de recherches pour la paix à Genève (GIPRI)	25'800	25'800	0
Fondation suisse du service social international	30'000	30'000	0
Fondation trajets - buanderie	550'000	550'000	0
La carte blanche	15'000	15'000	0
Mouvement populaire des familles	50'000	50'000	0
Plate-forme Associations d'Aînés Genève	75'000	75'000	0
Société coopérative Armée du salut Œuvre sociale - Accueil de nuit	555'000	555'000	0
Vie dans les quartiers (anc.proximité et vie associative)	320'750	277'200	43'550
366 subventions accordées - personnes physiques	13'242'571	12'814'800	427'771
A.v.s. paiement des cotisations	315'909	125'000	190'909
Action communautaire	80'421	200'800	-120'379
Actions sociales exclusion (square hugo)	865'146	900'000	-34'854
Allocation rentrée scolaire	558'550	0	558'550
Allocations sociales	282'600	800'000	-517'400
Allocations sociales ponctuelles	165'480	385'000	-219'520
Espace aînés	396'610	400'000	-3'390
Prestations municipales	10'658'780	10'004'000	654'780
Prestations municipales et allocations avant 2013 en retour	-80'925	0	-80'925
65 trafic régional	111'682	110'000	1'682
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	111'682	110'000	1'682
Noctambus	111'682	110'000	1'682

4.6.9 GRATUITÉS

en francs	C 2013	B 2013	Écart
5 cohésion sociale et solidarité	13'970'395	13'366'872	603'523
21 écoles publiques	76'201	75'805	396
365 subventions accordées - institutions privées	76'201	75'805	396
Assoc. des parents d'élèves de l'école eaux-vives	0	3'565	-3'565
Assoc. Lire et écrire	6'587	0	6'587
Fédération des A.P.E. du cycle d'orientation	9'563	9'563	0
GAPP Group. cant. genevois ass. parents d'élèves	18'091	20'717	-2'626
Groupe enseignants coordin. redistrib. Intersco. G.E.C.R.I.	5'946	5'946	0
Groupe responsables bâtiments scolaires vge	1'510	1'510	0
Lo'13'to - Gares 17	22'360	22'360	0
Lo'13'to - Gares 19	12'144	12'144	0
30 encouragement à la culture	349'558	342'441	7'117
365 subventions accordées - institutions privées	349'558	342'441	7'117
Association bureau culturel	31'504	32'000	-496
Association de musiciens cent villages	8'584	8'584	0
Association la bulle d'air	53'944	53'944	0
Association lieux de rencontre et de culture	18'000	0	18'000
Groupe réalisation audiovisuel GRAD	1'437	1'437	0
Groupement expérimental de TV HB9 TM (sécheron)	13'236	13'236	0
kultura - rte de chêne 41b	14'447	17'336	-2'889
kultura - rue du nant 25	36'630	44'100	-7'470
villa dutoit - Association de la villa dutoit	161'832	161'832	0
zanco - théâtre itinérant	9'944	9'972	-28
34 sports	105'000	105'000	0
365 subventions accordées - institutions privées	105'000	105'000	0
Association usagers bains des pâquis	105'000	105'000	0
35 autres loisirs	4'198'473	4'166'046	32'427
365 subventions accordées - institutions privées	4'198'473	4'166'046	32'427
1,2,3, Planète - Europe ludoth.	1'227	1'227	0
1,2,3, Planète ludoth.	44'294	44'294	0
Aéro-club de Genève	7'842	7'842	0
Arcade ados - village suisse 3	28'404	28'404	0
Arcade ados - village suisse 3 - chauffage	1'196	0	1'196
Arcade coop montbrillant	25'028	45'800	-20'772
Ass. ludothèques genevoises - château-bloch 19	12'732	12'732	0
Assoc. le café - bout-du-monde 6 (supprimée)	0	72'944	-72'944
Assoc. le chalet - bout-du-monde 6	145'888	72'944	72'944
Assoc. le chalet - bout-du-monde 6 - chauffage	11'441	0	11'441
Assoc. PULP 68 - Rte de vernier 115	40'132	40'132	0
Assoc. SALAMANDRA - Rte de vernier 115	19'328	19'328	0
Assoc. vacances nouvelles	2'663	2'663	0
Assoc. vacances nouvelles - Grand-Pré 11	25'424	26'508	-1'084
Assoc. vacances nouvelles - Grand-Pré 11 - chauffage	1'084	0	1'084
Association païdos - Louis-Favre 43	40'848	40'848	0
Association païdos - Louis-Favre 43 - chauffage	2'145	0	2'145

en francs	C 2013	B 2013	Écart
Association Païdos - servette 20	41'984	41'984	0
Association Païdos - servette 20 - chauffage	1'731	0	1'731
ATB (Atelier Boguet) - battoirs 10	31'744	31'744	0
Ateliers Bricolos (Païdos) - vignes 2	25'164	25'164	0
Ateliers Bricolos (Païdos) - vignes 2 - chauffage	2'218	0	2'218
centre de loisirs berne 50	251'167	251'167	0
centre de loisirs - cheval-blanc 8	19'036	19'036	0
centre de loisirs - cheval-blanc 8 - chauffage	1'191	0	1'191
centre de loisirs - franchises 54	80'702	80'702	0
centre de loisirs Plainpalais - rue de la tour 1	308'130	308'130	0
centre de rencontres franchises vieusseux-villars	3'568	3'568	0
club gare versoix	6'189	6'189	0
club train passion	6'189	6'189	0
collectif ex-haro & co - verseuse 8 (trf à A21 dépt 1)	0	55'980	-55'980
compagnie 1602	6'392	6'392	0
créAteliers - rue Jean-Jacquet 1	21'090	21'000	90
créAteliers 129 m2 - rue du Léman 14	37'560	35'300	2'260
créAteliers 22 m2 - rue du Léman 14	8'652	8'532	120
div. util. salles communales par DEJ	4'169	0	4'169
eaux-vives ludoth.	68'472	68'472	0
eq sécheron - ludothèque	29'194	29'194	0
féd. des colonies de vacances du canton de GE	2'939	2'939	0
franchises ludoth.	34'563	34'563	0
genolier colonie (Insieme-Genève)	502'360	502'360	0
groupe de Liaison Associations de Jeunesse	18'177	18'177	0
groupe Fudges (nouvelle)	6'251	0	6'251
groupe intérêts vieusseux villars franchises	48'797	48'900	-103
groupe Louis 1984	7'929	5'244	2'685
groupe scout d'Intervention en cas de catastrophe (GSICC)	5'451	5'451	0
groupe tanganyika , st-martin-st-pierre	5'228	5'228	0
héli-passion club Genève	5'077	5'077	0
Jardin Robinson - verseuse 8	19'212	19'212	0
La source - rue du Lac 17	46'524	46'600	-76
Les Plattets	145'190	145'190	0
Local musique - Aire 100	15'276	4'140	11'136
Ludobus - 2 places parking	2'400	2'400	0
maison de quartier chausse-coq (dépôt)	1'338	1'338	0
maison de quartier de la jonction	182'368	182'368	0
maison de quartier de la jonction - chauffage	13'790	0	13'790
mouvement jeunesse suisse romande	34'598	34'598	0
MQ Acacias - route des Acacias 17-19-21	150'000	132'000	18'000
MQ - chausse-coq 4	126'630	126'630	0
MQ Asters-servette - schaub 45 (001)	26'592	26'592	0
MQ Asters-servette - schaub 45 (001) - chauffage	1'272	0	1'272
MQ Asters-servette - schaub 45 (012)	84'032	84'032	0
MQ Asters-servette - schaub 45 (012) - chauffage	1'851	0	1'851

en francs	C 2013	B 2013	Écart
MQ Asters-servette - servette 100	32'096	0	32'096
MQ champel - peschier 32	127'484	127'484	0
MQ Eaux-vives - rte Frontenex 56	205'420	205'420	0
MQ Jonction - vélodrome 8	13'596	13'596	0
MQ Jonction - vélodrome 8 - chauffage	778	0	778
MQ Pâquis - rue des buis 14	191'414	191'415	-1
MQ Pré-en-Bulle - montbrillant 16-18	24'456	25'000	-544
MQ Pré-en-Bulle - parking (nouvelle)	90	0	90
MQ saint-Jean - rue du furet 7	370'573	370'573	0
MQ st-Jean - source st-Jean 3	25'956	25'956	0
pâquis-sécheron ludoth.	25'503	25'503	0
petit-saconnex ludoth.	37'583	37'583	0
plainpalais-jonction ludoth.	101'520	101'520	0
pré-picot ludoth.	27'348	27'348	0
prêt-ludes ludoth.	18'791	18'791	0
rhatia, group. amis chemin de fer	17'138	17'138	0
saint-Jean ludoth.	36'744	40'099	-3'355
servette ludoth.	31'207	31'207	0
société de géographie	2'560	2'560	0
société des colonies de vacances de plainpalais	9'650	9'650	0
société des sapeurs-Pompiers de plainpalais (supprimée)	0	21'773	-21'773
st gervais - arcade gutenber 5 (nouvelle)	14'705	0	14'705
ramagotchi centre loisirs montbrillant 30 - Gares 31	7'552	7'552	0
robogame (nouvelle)	5'816	0	5'816
vieille-ville et environs ludoth.	14'094	14'094	0
zanco	4'336	4'336	0
54 institutions pour la jeunesse	6'672'117	6'301'938	370'179
365 subventions accordées - institutions privées	6'672'117	6'301'938	370'179
31-décembre restaurant scolaire	11'745	11'745	0
31-décembre restaurant scolaire - transport repas	5'934	0	5'934
A.M.P. Barthélémy-menn/rue verte 1 restaurant scolaire	78'108	78'108	0
A.M.P. Barthélémy-menn/rue verte 1 restaurant scolaire - transport repas	15'689	0	15'689
ACSP - La Pépinière-mq jonction restaurant scolaire	20'973	20'973	-1
Allières restaurant scolaire	23'825	23'825	0
Allières restaurant scolaire - transport repas	11'377	0	11'377
Allobroges restaurant scolaire	34'227	34'227	0
Allobroges restaurant scolaire - transport repas	11'826	0	11'826
Assoc. des rest. scolaires champel	8'365	8'365	0
Association des amis du Dr Korczak	20'652	20'652	0
Association du centre de l'orangerie	54'857	54'857	-1
Associations Jeunesse (eaux-vives)	28'187	28'187	0
Associations pour la jeunesse	21'811	21'811	0
Astural	6'419	6'419	0
carl-vogt 69 restaurant scolaire	45'636	45'636	0
carl-vogt 69 restaurant scolaire - transport repas	7'673	0	7'673
cayla restaurant scolaire	34'898	34'898	0

en francs	C 2013	B 2013	Écart
cayla restaurant scolaire - transport repas	12'124	0	12'124
champel - cité universitaire restaurant scolaire (nouvelle)	3'145	0	3'145
chateaubriand pavillon restaurant scolaire	10'570	10'570	0
chateaubriand pavillon restaurant scolaire - transport repas	5'317	0	5'317
cité-jonction restaurant scolaire	6'040	6'040	0
cité-jonction restaurant scolaire - transport repas	5'043	0	5'043
cité-rive association des restaurants scolaires	4'669	4'669	0
contamines restaurant scolaire	27'684	27'684	0
contamines restaurant scolaire - transport repas	10'775	0	10'775
crèche des ouches	203'349	203'349	0
crèche Eaux-vives	205'128	205'128	0
crèche Eaux-vives - chauffage	9'716	0	9'716
crèche école Europe (dépôt exposition)	2'565	2'565	0
crèche école Pré-Picot (dépôt meubles et matériel)	5'576	5'576	0
crèche maison des Enfants (3.5 pces)	37'640	37'640	0
crèche maison des Enfants (3.5 pces) - chauffage	2'079	0	2'079
crèche planète des enfants	84'729	84'729	0
crèche P'tit monde	45'428	45'428	0
crèche P'tit monde - chauffage	3'276	0	3'276
crochettes restaurant scolaire	51'844	51'844	0
de budé restaurant scolaire	23'489	23'489	0
devin-du-village restaurant scolaire	17'114	17'114	0
devin-du-village restaurant scolaire - transport repas	8'634	0	8'634
Eaux-vives restaurant scolaire	33'556	33'556	0
école Franchises (cuisine pour crèche)	16'445	16'445	0
EQ sécheron - restaurant scolaire	44'646	44'646	0
EQ sécheron - transport repas	17'457	0	17'457
EQ sécheron -crèche	337'718	337'718	0
Europe restaurant scolaire	56'039	56'039	0
Féd. cuisines et rest. scolaires canton de Genève	2'939	2'939	0
Fédération des institutions de la petite enfance - FGPE	5'740	5'740	0
Ferdinand-Hodler restaurant scolaire	30'368	30'368	0
Ferdinand-Hodler restaurant scolaire - transport repas	12'869	0	12'869
FON - Fond. officielle de la jeunesse - village-suisse 3	184'068	184'068	0
FON - Fond. officielle jeunesse - voltaire 9	159'000	159'000	0
Franchises restaurant scolaire	27'180	27'180	0
Franchises restaurant scolaire - transport repas	9'882	0	9'882
Geisendorf restaurant scolaire	31'878	31'878	0
Geisendorf restaurant scolaire - transport repas	11'632	0	11'632
Genêts restaurant scolaire	41'777	41'777	0
Gnomes Ludiques	20'052	20'052	0
Grottes restaurant scolaire	32'717	32'717	0
Grottes restaurant scolaire - transport repas	12'416	0	12'416
Jardin d'enfants Grenade	49'952	49'952	0
Jardin d'enfants papillons - rieu 22	34'812	34'812	0
Jonction restaurant scolaire	91'368	91'128	240

en francs	C 2013	B 2013	Écart
Jonction restaurant scolaire - transport repas	14'439	0	14'439
Le corbusier restaurant scolaire	51'676	51'676	0
LE99 - crèche	297'334	297'334	0
LE99 - restaurant scolaire	66'441	66'483	-42
Liotard restaurant scolaire	12'080	12'080	0
Liotard restaurant scolaire - transport repas	11'900	0	11'900
Lyon 99 - transport repas	11'975	0	11'975
Micheli-du-crest restaurant scolaire	23'321	23'321	0
Micheli-du-crest restaurant scolaire - transport repas	12'124	0	12'124
MQ Jonction - La Pépinière - tr. repas	3'397	0	3'397
MQ St-Jean - restaurant scolaire	20'469	20'489	-20
MQ St-Jean - transport repas	4'484	0	4'484
Ouches restaurant scolaire	26'006	26'006	0
Ouches restaurant scolaire - transport repas	7'344	0	7'344
Pâquis restaurant scolaire	95'635	95'635	0
Parlement des Jeunes	8'892	8'892	0
Pastourelle	77'112	77'112	0
Peschier restaurant scolaire	34'563	34'563	0
Peschier restaurant scolaire - transport repas	15'142	0	15'142
Plainpalais (Hugo-de-Senger) restaurant scolaire	33'892	33'892	0
Plantaporrêts restaurant scolaire	58'220	58'220	0
Pomme d'Api jardin d'enfants	38'422	36'240	2'182
Pré-Picot restaurant scolaire	10'906	10'906	0
Pré-Picot restaurant scolaire - transport repas	10'303	0	10'303
Roches restaurant scolaire	41'106	41'106	0
Roches restaurant scolaire - transport repas	7'534	0	7'534
Saint-Gervais restaurant scolaire	51'005	51'005	0
Saint-Jean restaurant scolaire	27'851	27'851	0
Saint-Jean restaurant scolaire - transport repas	2'151	0	2'151
Salle communale «Coccinelle» Eaux-vives restaurant scolaire	38'250	38'250	0
SDPE-Asters - Soubeyran 6	198'709	198'709	0
SDPE-Atelier des Petits	61'276	61'276	0
SDPE-Bois de la Bâtie	33'556	33'556	0
SDPE-Champel - Alf.-Bertrand 20	0	291'790	-291'790
SDPE-Champel - Bout-du-Monde 4B	0	87'537	-87'537
SDPE-Champel - Louis-Aubert 2	522'304	142'977	379'327
SDPE-Châteaubriand	290'039	290'039	0
SDPE-Frontenex	72'948	72'948	0
SDPE-Gazouillis	116'716	116'716	0
SDPE-Île aux Trésors	140'059	140'059	0
SDPE-La Souris verte (anc. Asters-X) - Schaub 38	70'030	70'030	0
SDPE-Madeleine	288'872	288'872	0
SDPE-Pré-Picot EVF	154'649	154'649	0
Secteur petite enfance A.Carfagni-Pâquis - La Pirouette	66'484	66'484	0
Secteur petite enfance A.Carfagni-Pâquis - La Pirouette - chauff.	2'923	0	2'923
Secteur petite enfance de la servette - crèche des Asters - Soubeyran 8	33'240	33'240	0

en francs	C 2013	B 2013	Écart
secteur petite enfance de la servette - crèche des asters - soubeyran 8 - chauff.	2'302	0	2'302
secteur petite enfance de Plainpalais - chaumettes - Lombard 5	28'104	28'104	0
secteur petite enfance de Plainpalais - chaumettes - Lombard 5 - chauff.	1'775	0	1'775
secteur petite enfance de Plainpalais - minoteries	234'304	234'304	0
secteur petite enfance de Plainpalais - minoteries - chauffage	16'318	0	16'318
secteur petite enfance de saint-gervais - sujet 34 loc. poussette	9'972	9'972	0
secteur petite enfance de saint-gervais - sujet 34 loc. poussette - chauff.	603	0	603
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - favre 33	125'716	125'716	0
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - favre 33 - chauff.	5'055	0	5'055
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - favre 37	22'360	22'360	0
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - favre 39	24'476	24'476	0
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - Gd Pré 11 (102m2)	31'828	30'824	1'004
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - Gd Pré 11 (22m2)	2'452	2'452	0
secteur petite enfance Plainpalais - crèche des sources (300m2)	90'660	90'660	0
secteur petite enfance Plainpalais - crèche des sources (300m2) - chauff.	3'736	0	3'736
secteur petite enfance Plainpalais - crèche des sources (67m2)	20'248	20'248	0
secteur petite enfance Plainpalais - crèche des sources (67m2) - chauff.	942	0	942
secteur st-gervais - EVE du sujet	279'732	279'732	0
secteur st-gervais - EVE du sujet - chauffage	17'727	0	17'727
SMP - La source bleue	6'543	6'543	0
trembley restaurant scolaire	32'773	15'995	16'778
vidollet restaurant scolaire	24'873	14'932	9'941
vidollet restaurant scolaire - transport repas	4'437	0	4'437
vollandes restaurant scolaire	20'134	20'134	0
vollandes restaurant scolaire - transport repas	6'622	0	6'622
58 Aide sociale	2'553'314	2'372'282	181'032
365 subventions accordées - institutions privées	2'553'314	2'372'282	181'032
AA groupe centre	24'366	24'366	0
Ass. défense des chômeurs	23'872	23'872	0
Ass. défense des chômeurs - chauffage	1'126	0	1'126
Ass. suisse des invalides	71'924	71'924	0
Assoc. «solidarité femmes»	120'332	120'332	0
Assoc. carrefour-rue - montbrillant 3	73'132	73'132	0
Assoc. carrefour-rue - stand 3/3bis	36'072	36'072	0
Assoc. des habitants 95 F av. d'Aïre	4'573	4'573	0
Assoc. habitants quartier concorde - chemin des sports 4	13'044	13'100	-56
Assoc. journées du cœur	8'957	5'971	2'986
Assoc. rialogue - ch.de la forêt	33'844	33'844	0
Association 360°	22'664	22'664	0
Association Action civique intempestive	87'600	87'600	0
Association Apprentissages sans frontière (supprimée)	0	52'520	-52'520
Association Aspasia	13'596	13'596	0
Association l'expérience	16'104	16'104	0
Association solidarité femmes africaines	26'189	39'284	-13'095
Association vives	70'028	70'028	0
ATD quart-monde	46'250	46'250	0

en francs	C 2013	B 2013	Écart
Atelier d'art - rue du Môle 42 bis	20'655	27'300	-6'645
Autrement-Aujourd'hui assoc.	11'447	7'940	3'507
carrefour Rue - Etuves 15	4'356	4'356	0
carrefour Rue - Point d'eau vermont 21	20'432	20'432	0
centre social protestant	67'392	67'392	0
conseil des Anciens	9'540	9'540	0
croix-rouge genevoise (Eaux-vives)	29'742	29'742	0
croix-rouge suisse, section genevoise (dépôt)	5'451	5'451	0
croix-rouge-vet'shop Arcade-Eaux-vives	16'620	16'620	0
EMS Résidence Fort-Barreau	412'080	206'040	206'040
EMS Résidence Les Tilleuls	604'176	604'176	0
fédération icvolontaires - carouge 104	6'576	6'578	-2
Fogolar Furlan di Ginevra	8'097	8'097	0
Fond. Au cœur des grottes - ch. Dr-J.-L.-Prévost 19 (nouvelle)	31'500	0	31'500
Fond. Au cœur des grottes - Rue Zurich 40	32'940	32'940	0
Fondation Cap Loisirs	3'778	3'778	0
Fondation Pro Patria	6'380	6'380	0
Fondation Pro Patria - chauffage	372	0	372
Fondation suisse service social international	4'460	4'460	0
Fondation trajets - buanderie - Pont-d'Arve 35	73'872	63'364	10'508
Foyer Soubeyran - Foyer de jour LIVADA (supprimée)	0	54'092	-54'092
Groupe sida Genève - Louis-Favre 43	45'000	45'000	0
Groupement expérimental d'émissions TV	10'048	10'048	0
Groupes familiaux Al-Anon 13m2	3'669	3'669	0
Groupes familiaux Al-Anon 92m2	7'531	7'531	0
Gym seniors	14'043	14'043	0
Gym seniors - salle des Asters	2'528	0	2'528
La carte blanche	46'944	46'068	876
LE99 - diverses associations	38'779	38'779	0
Maison de la naissance La Roseraie	48'000	0	48'000
Mouvement des aînés - Carl-vogt 2	30'672	30'672	0
Mouvement des aînés - Carl-vogt 4 - parking	2'520	2'520	0
Mouvement populaire des familles	16'426	16'426	0
Première ligne - rue des Grottes 8	5'032	5'032	0
Quai 9 (Première ligne)	58'656	58'656	0
S.A.I.G (soc. ass. italiennes de GE)	42'308	42'308	0
T-Interactions - Carouge 106	21'300	21'300	0
T-Interactions - rue du Grand-Pré 11	39'932	39'932	0
Voix Libres associations - Grottes 28	30'400	30'400	0
Voix Libres associations - Grottes 32	25'988	25'988	0
62 Routes communales	3'360	3'360	0
365 subventions accordées - institutions privées	3'360	3'360	0
MQ Plainpalais - Prévost-Martin 19 parking	3'360	3'360	0
74 cimetières et crématoires	12'372	0	12'372
366 subventions accordées - personnes physiques	12'372	0	12'372
gratuités accordées selon dérogation CA	12'372	0	12'372

5

PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

5 PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

5.1 PSDD - SUIVI ANNUEL 2011-2014 PAR OBJECTIF

contexte

Le Programme stratégique de développement durable (PSDD) 2011-2014, adopté le 24 septembre 2010 par le conseil administratif (CA), vise avant tout l'élaboration d'une vision cohérente et transversale du développement durable (DD). La ville de Genève s'est donc dotée d'objectifs communs, concrets et mesurables pour une période donnée, dont le suivi annuel est l'objet des pages suivantes.

Le CA a délégué à madame sandrine salerno, conseillère administrative en charge du département des finances et du logement (DFL), la coordination et le suivi de la mise en œuvre du PSDD. En complément, pour en assurer la transversalité, le comité de pilotage du PSDD est composé des directeurs et directrices des départements de la ville de Genève (CODIR).

Le service Agenda 21 – ville durable (A21) est chargé de son opération-

nalisation, en collaboration avec 16 équipes de projet réparties dans l'Administration municipale. Le suivi annuel des objectifs du PSDD, publié dans ce rapport, se base sur les informations transmises par les cinq départements.

De manière générale, ce programme peut être considéré comme un projet novateur, notamment par sa mise en œuvre interdépartementale.

nouveautés 2013

L'année 2013 correspond au troisième suivi annuel du PSDD. La réalisation des objectifs formulés les années précédentes s'est donc poursuivie dans le cadre des outils mis en place en 2010, puis optimisés en 2012. Une notice méthodologique expliquant la manière de faire le suivi a été publiée en 2013 sur le site internet de la ville de Genève ¹.

En complément aux pages internet

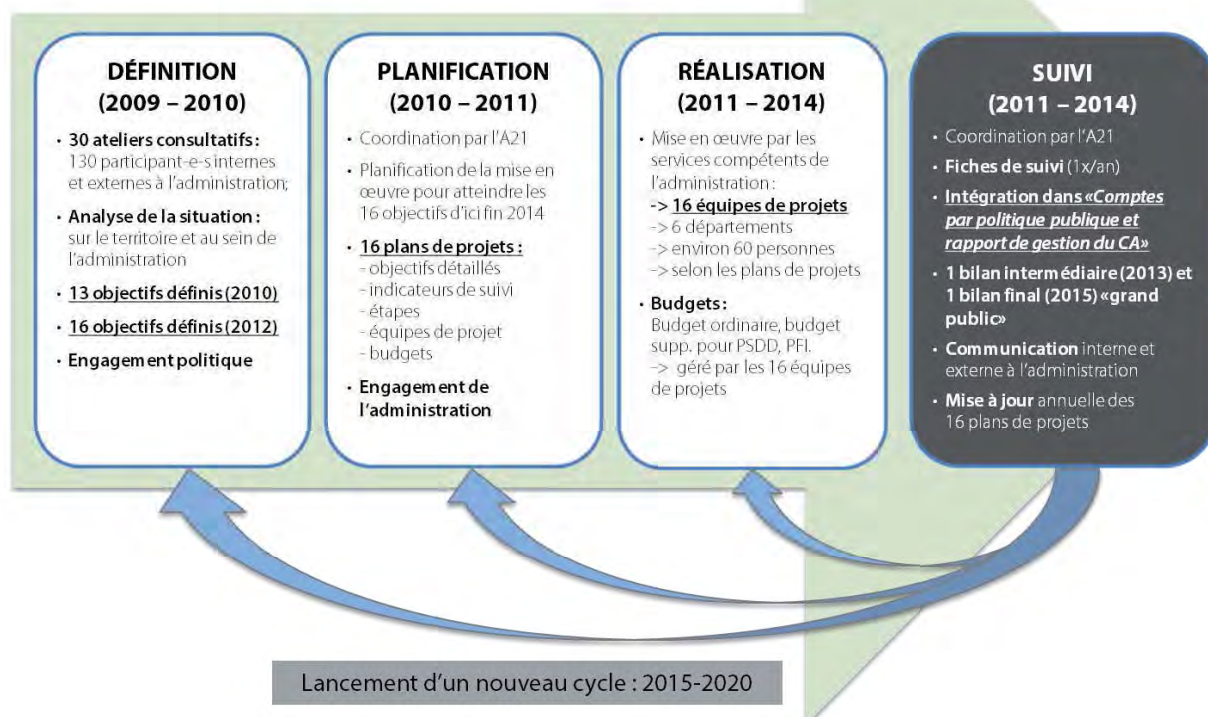
dédiées à chaque objectif et au rapport de suivi annuel, une lettre d'information trimestrielle électronique, « Genève, ville durable », a été lancée en 2013. chacun-e peut s'y abonner pour recevoir des actualités au sujet des réalisations DD de la ville ainsi que l'agenda des événements ².

Perspectives 2014-2015

En 2014, le premier cycle de ce programme d'amélioration continue touchera à sa fin. Le service A21 réalisera donc un bilan des 4 années de mise en œuvre et communiquera le degré d'atteinte des objectifs. Le renouvellement du programme en vue de son deuxième cycle pour la période 2015-2020 sera préparé en 2014.

^{1,2} <http://www.ville-geneve.ch/ville-durable>

Cycle d'amélioration continue du «Programme stratégique de développement durable de la Ville de Genève (2011-2014)»



Résumé

Évaluation globale

	2011	2012	2013
OBJECTIF 1 : VISION PARTAGÉE	  	  	  
OBJECTIF 2 : PARTICIPATION	  	  	  
OBJECTIF 3 : QUALITÉ DE L'AIR	  	  	  
OBJECTIF 4 : ÉNERGIE ET CLIMAT	  	  	  
OBJECTIF 5 : BIODIVERSITÉ	  	  	  
OBJECTIF 6 : ACHATS DURABLES	  	  	  
OBJECTIF 7 : AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	  	  	  
OBJECTIF 8 : MOBILITÉ	  	  	  
OBJECTIF 9A : INTÉGRATION	  	  	  
OBJECTIF 9B : INCIVILITÉS	  	  	  
OBJECTIF 10 : ÉCONOMIE LOCALE	  	  	  
OBJECTIF 11 : CONDITIONS DE TRAVAIL	  	  	  
OBJECTIF 12A : HANDICAP ET CULTURE	  	  	  
OBJECTIF 12B : INFRASTRUCTURES CULTURELLES	  	  	  
OBJECTIF 12C : DÉONTOLOGIE DANS LES MUSÉES	  	  	  
OBJECTIF 13 : COOPÉRATION	  	  	  

5.1

Légende

Évaluation globale

   = bonne

   = moyenne

   = mauvaise

Degré de réalisation de l'objectif

 = atteint

 = partiellement atteint

 = pas atteint ou reporté

- = non évaluable

Résultats planifiés en 2013

✓ = réalisé

~ = partiellement réalisé ou léger retard

✗ = pas réalisé, reporté ou abandonné

OBJECTIF 1 : VISION PARTAGÉE

évaluation globale   

LA VILLE DE GENÈVE ÉLABORE AVEC LES ACTRICES ET ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE UNE VISION PARTAGÉE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE SA GOUVERNANCE.

responsable : DFL

collaborations : AUT, DCA, DCS, DEUS et SJS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)		seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)			au 31.12.2012			au 31.12.2013		
1.1 INTERNE À L'ADMINISTRATION : LE CA ET LE CM, AINSI QUE L'ENSEMBLE DU PERSONNEL MUNICIPAL, SONT RÉGULIÈREMENT INFORMÉS SUR LE SUIVI DU PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD). 								
nombre de personnes ayant participé à une formation sur le développement durable en ville de Genève		max	50	25		50	13	
		min	25			25		
pourcentage des groupes cibles internes à l'administration tenus informés annuellement (CA, CM, CODIR, correspondant-e-s Agenda 21)		max	100%	100%		100%	100%	
		min	75%			75%		
faits marquants 2013 et/ou remarques : ✓ Formation sur le coming-out (1 ^{ère} édition des midis du DD). ✓ séance de bilan intermédiaire (2011-2012) au comité des directeurs et directrices (CODIR) et aux correspondant-e-s A21. ✓ Information CM dans le cadre des processus budgétaires. ✓ mise à disposition de bilans complets sur le web. ✓ forte implication de l'admin. pour la conférence Genève 2013. ~ un article sur les deux prévus publié dans le magazine interne vg mag. ✗ renonciation à l'envoi d'un courrier à l'ensemble du personnel. ✗ une seule formation continue pour le personnel sur la vision partagée du développement durable (nouveaux formats lancés pour 2014)								
1.2 EXTERNE À L'ADMINISTRATION : LA VILLE DE GENÈVE INFORME LES HABITANT-E-S ET SES PARTENAIRES DU CONTENU DU PROGRAMME STRATÉGIQUE ET LES SENSIBILISE AUX ENJEUX DU DD. 								
nombre d'actions de communication à destination du grand public		max	12	10		12	20	
		min	8			8		
nombre d'abonné-e-s à la lettre d'information trimestrielle (externe à l'administration)		max	250	180		300	468	
		min	230			250		
nombre de « clics » sur les pages Genève ville durable du site internet de la ville de Genève (total global annuel)		max	7985	9500		10400	9901	
		min	7259			9500		
faits marquants 2013 et/ou remarques : ✓ Lettre d'information trimestrielle «Genève, ville durable» lancée en octobre. Elle compte 518 abonné-e-s et se poursuit en 2014. mise à disposition de bilans complets sur le web. ✓ conférence Genève 2013 (voir détail dans le bilan global). ✓ conférence «grand public» avec Patrick Viveret, philosophe alter-mondialiste, sur le rapport à la richesse. ✓ soutien à la manifestation «Planetsolar Deepwater». ✓ soirée environnement à cinétransat. ✓ Articles dans chaque édition du vivre à Genève (thèmes : participation, conférence Genève 2013, bilan 2011-2012 du PSD, protection du climat, monitoring des villes durables). ✓ stand à l'accueil des nouveaux habitant-e-s. ✓ co-organisation de l'escalade des retraité-e-s. ✗ projet de sondage mesurant les perceptions des habitante-e-s mis en attente.								
1.3 PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE : LA VILLE DE GENÈVE S'ASSURE DE LA PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À L'ÉLABORATION ET AU SUIVI DES OBJECTIFS PRIORITAIRES.								
nombre annuel de participant-e-s de la société civile aux journées de suivi		max	60	0				
		min	50					
faits marquants 2013 et/ou remarques : ✗ Abandon de la journée de suivi au profit de la lettre d'information et d'un bilan final après 4 ans. ~ réflexion en cours sur ce sous-objectif et son indicateur, en vue d'une adaptation aux nouvelles priorités.								

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
L'objectif progresse (conférence internationale, lettre d'information, articles,...), malgré une évaluation globale moyenne. Les formations seront à renforcer en 2014.	
✓ réalisation de la conférence genève 2013 (trois jours de débats sur la durabilité urbaine, 850 personnes présentes en provenance de 51 pays, 16 partenaires membres du comité international de préparation, 20 partenaires sponsors de la région, 7 sessions plénières traduites anglais-français, avec 36 intervenant-e-s européen-ne-s de haut niveau, 1 session des maires, 29 ateliers thématiques avec des expert-e-s de chaque domaine, dont un tiers sur les aspects non-environnementaux de la durabilité ; 17 visites de site dans la région genevoise, 48 exposant-e-s). ✓ Lancement de la Lettre d'information «Genève, ville durable». ✓ Plusieurs actions de communication durant l'année (Planetsolar, cinetransat, articles vivre à Genève,...). ✓ création de plusieurs supports de communication (plaquette et roll-up). ✓ Augmentation des clics sur les pages Internet du programme. pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/vision-partagee-developpement-durable/	~ une seule formation interne sur le développement durable. En 2014, déploiement d'un nouveau concept de formation interne (midis du développement durable). ~ Intensifier en 2014 la communication avec le CA et le CM qui s'avère insuffisante. ✗ Abandon de la journée annuel de suivi au profit d'une communication par le biais d'une lettre d'information. La prochaine consultation est prévue dans le cadre du renouvellement du programme stratégique de développement durable (fin 2014 ou courant 2015).

OBJECTIF 2 : PARTICIPATION

évaluation globale



LA VILLE DE GENÈVE ÉTABLIT DES STANDARDS ET UNE MARCHE À SUIVRE EN MATIÈRE DE PARTICIPATION.

responsable : DFL

collaborations : AUT, DCA, DCS, DEUS et SJS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
2.1 D'ICI FIN 2014, LA VILLE MET À DISPOSITION DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE UN GUIDE SPÉCIFIQUE CONTENANT DES STANDARDS ET UNE MARCHE À SUIVRE EN MATIÈRE DE PARTICIPATION.							😊
% de l'état d'avancement de l'objectif de mise à disposition du guide spécifique	max	30 %	30 %	●	60 %	45 %	●
	min	15 %			45 %		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ~ En 2013 le CA a renvoyé au groupe de projet de l'obj. 2 la proposition d'élaborer une charte de la participation en ville de Genève et l'a invité à lui proposer une procédure de participation propre à couvrir le domaine des grands projets. cette procédure devrait par la suite être intégrée à l'ensemble du dispositif de gouvernance participative. Le groupe de projet a entamé une réflexion sur ces sujets.
- ~ Dès lors, une redéfinition des besoins et des attentes de la ville quant à cet objectif est nécessaire.

15 % : État des lieux des démarches participatives en vdg
 30 % : rapport d'évaluation sur les démarches participatives en vdg et plus particulièrement sur les contrats de quartier
 45 % : création du groupe d'accompagnement
 60 % : proposition d'un guide par le groupe d'accompagnement
 75 % : validation du guide
 90 % : publication du guide (papier et pdf)
 100 % : diffusion du guide (en interne et à l'externe)

2.2 D'ICI FIN 2014, L'ENSEMBLE DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION CONCERNÉS PAR LES DÉMARCHES PARTICIPATIVES AURA SUIVI UNE FORMATION CONTINUE SUR L'UTILISATION DU GUIDE (1 PERSONNE MIN/ SERVICE CONCERNÉ)							
% des services de l'administration concernés par les démarches participatives ayant suivi la formation continue sur l'utilisation du guide (1 personne min/service concerné)	max						
	min						

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✕ remarque : cet objectif est dépendant de l'objectif 2.1. Le début des formations ne pourra pas débuter avant 2015.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
L'objectif progresse, toutefois un certain retard a été pris en 2013. Il devra rapidement être comblé pour permettre la diffusion du guide sur la participation en fin d'année 2014, comme prévu initialement.	
✓ création du groupe d'accompagnement ✓ reconnaissance partagée de la nécessité d'une définition de la participation en ville de Genève pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/participation/ http://www.ville-geneve.ch/quartiers-geneve/contrats-quartier	

OBJECTIF 3 : QUALITÉ DE L'AIR

évaluation globale   

LA VILLE DE GENÈVE RATIONALISE ET ASSAINIT SON PARC DE VÉHICULES AFIN DE DIMINUER DE FAÇON SIGNIFICATIVE LES ÉMISSIONS POLLUANTES.

responsable : DEUS

collaborations : COGEVE

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)		seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)			au 31.12.2012			au 31.12.2013		
3.1 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE APPROUVE ET MET EN ŒUVRE UNE NOUVELLE POLITIQUE ET STRATÉGIE DE GESTION ET DE RENOUVELLEMENT DES VÉHICULES. 								
degré de réalisation et de mise en œuvre de la nouvelle politique et stratégie de gestion et de renouvellement des véhicules		max	35 %	35 %		70 %	75 %	
		min	20 %			55 %		
faits marquants 2013 et/ou remarques : ✓ Le Programme d'actions 2013-2015 (PA) validé par le comité des directeurs et directrices (CODIR) le 27 août 2013. ✓ La Directive générale relative à la cession de véhicules et engins (action 2.1 du PA) a été validée le 8 janvier 2014. ~ Les fiches de suivi de la mise en œuvre du PA seront élaborées en 2014. degré de réalisation : 70 % : plan d'actions validé 100 % : plan d'actions mis en œuvre								
3.2 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE MET EN PLACE UN SYSTÈME D'INFORMATION QUI INTÈGRE ET CONNECTE ENTRE ELLES LES DIFFÉRENTES DONNÉES RELATIVES À LA GESTION DU PARC DE VÉHICULES (FINANCES, ASSURANCES, ENTRETIEN ET MAINTENANCE, ENVIRONNEMENT, TYPOLOGIE DES VÉHICULES, ETC.). 								
degré de déploiement du système d'information du parc de véhicules		max	50 %	35 %		90 %	95 %	
		min	30 %			65 %		
faits marquants 2013 et/ou remarques : ✓ Le nouveau système d'information est opérationnel depuis avril 2013 (action 7 du PA). ✓ une nouvelle procédure permet d'affecter analytiquement les coûts d'acquisition par objet (véhicule, engin, remorque, etc.). c'était déjà le cas pour les coûts de fonctionnement (carburant, assurance, entretien et maintenance, etc.) mais pas pour les coûts d'investissement (acquisition). ✓ Le nouveau système d'information et la vue des coûts d'acquisition par objet permettront d'améliorer la gestion du parc de véhicules. degré de déploiement : 90 % : outils en production (yc. migration des données) 100 % : outils en production ajustés (yc. ajustements éventuels)								
3.3 D'ICI 2014, PLUS DE 80 VÉHICULES ET ENGINS VÉTUSTES SONT REMPLACÉS PAR DES VÉHICULES TECHNIQUEMENT ADAPTÉS AUX BESOINS ET PERFORMANTS DU POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL, DANS LE CADRE DE L'ASSAINISSEMENT DU PARC ACTUEL. 								
nombre de véhicules et engins du plan d'assainissement inclus dans un nouveau processus de remplacement		max	50	50		65 (81%)	50 (63%)	
		min	30			45 (56%)		
nombre total de véhicules et engins du plan d'assainissement remplacés		max	40	28		60 (75%)	46 (58%)	
		min	25			45 (56%)		
faits marquants 2013 et/ou remarques : ✓ Le crédit n° 2 (PR-869, PR-929) est en cours de réalisation. PR-869 : Les 6 véhicules du plan d'assainissement de cette PR ont été remplacés. PR-929 : Des 30 véhicules du plan d'assainissement de cette PR, 17 seront remplacés au cours du 1^{er} semestre 2014. Le solde sera remplacé en 2015. ✗ En 2013, il y a eu une volonté politique de diminuer fortement le volume des investissements de la ville de Genève. cette situation a conduit à reporter d'une année le dépôt de la proposition de crédit prévue pour 2013. ✗ Au 31.12.13, la valeur de l'indicateur 3.3b est proche du seuil minimum. toutefois, 17 véhicules et engins du plan d'assainissement seront livrés au cours du 1^{er} semestre 2014 (PR-929), ce qui permettrait d'atteindre la cible avec un décalage de 6 mois.								

5.1

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
3.4 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE DIMINUE DE 4% LES ÉMISSIONS DE CO2 ANNUELLES GÉNÉRÉES PAR LA CONSOMMATION DE CARBURANT DU PARC DE VÉHICULES PAR RAPPORT À L'ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2010.							
variation des émissions de co ₂ annuelles générées par la consommation de carburant par rapport à l'année de référence (2010)	max	-4% (2363)	-4.8% (2344)	●	-4% (2363)	-5% (2338)	●
	min	-2% (2412)			-2% (2412)		
moyenne des variations des émissions de co ₂ annuelles générées par la consommation de carburant de la période de 2011 à 2014 par rapport à l'année de référence (2010)	max	-4% (2363)	-2.58% (2344)	●	-4% (2363)	-3.3% (2344)	●
	min	-2% (2412)			-2% (2412)		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ La quantité d'émissions de co₂ en 2013 est pratiquement la même qu'en 2012 (diminution de 6 tonnes co₂), mais la tendance à la baisse des émissions de co₂ se confirme par rapport à l'année de référence (2010).
- ✓ un nouvel indicateur (moyenne des émissions de co₂ par véhicule) est renseigné à partir de 2013. L'avantage de cet indicateur est qu'il n'est pas influencé par l'évolution de la taille du parc de véhicules. Il permet d'apprécier de manière plus objective l'évolution des émissions de co₂.

- ✗ La mise en corrélation des résultats et de la nouvelle stratégie de gestion et de renouvellement des véhicules a été reportée.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement du département en charge de la mise en œuvre et principalement sur les crédits d'investissements relatifs au renouvellement et à l'assainissement du parc de véhicules.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
L'objectif global est en bonne voie de réalisation. En 2013, la politique de gestion des véhicules et engins a été validée et le nouveau système d'information est opérationnel. un retard de six mois dans le renouvellement des véhicules est dû au report des crédits d'investissements.	
✓ Le programme d'actions 2013-2015 de la politique de gestion des véhicules et engins est finalisée et validée le 27 août 2013. son degré de réalisation et de mise en œuvre avance comme prévu. ✓ Le monitoring des émissions de co₂ annuelles générées par la consommation de carburants porte désormais sur une période de 4 ans (de 2010 à 2013). sur cette période, on observe une diminution progressive de la consommation de combustibles fossiles. de plus, la qualité des données de consommation de carburants s'est sensiblement améliorée entre 2010 et 2013. ✓ D'un point de vue de la gestion du parc, deux avancées importantes ont eu lieu en 2013 : - La mise en œuvre d'un nouvel outil de gestion du parc sur SAP. ce nouveau système d'information véhicules est opérationnel depuis avril 2013. - L'application d'une nouvelle procédure qui permet d'affecter analytiquement les coûts d'acquisition (investissement) à chaque nouveau véhicule du parc.	~ un retard a été pris dans le rythme de renouvellement et d'assainissement du parc véhicules. En effet, aucune proposition de crédit pour le renouvellement de véhicules n'a été déposée ni en 2012 ni en 2013. ~ cette situation découle de la volonté politique de limiter et de diminuer le volume des crédits et des dépenses d'investissements pour l'ensemble de l'administration. or, ce retard pris dans le rythme de renouvellement a un impact négatif sur l'état du parc de véhicules. ~ bien que la qualité des données de consommation de carburants soit sensiblement meilleure, il reste encore des aspects à améliorer au niveau de la saisie des données. ~ pour continuer à développer le système d'information véhicules, il s'agit d'intégrer les données environnementales et de créer un lien avec le logiciel vepruvige (passerelle informatique).
pour plus d'info : www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/qualite-local/	

OBJECTIF 4 : ÉNERGIE ET CLIMAT

évaluation globale



LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE SA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE EN VISANT UN TERRITOIRE À ZÉRO ÉMISSION DE CO₂ ET 100% D'ÉNERGIES RENOUVELABLES EN 2050. ELLE RÉDUIT SA CONSOMMATION D'ÉNERGIE DE MOITIÉ, NOTAMMENT PAR L'ASSAINISSEMENT ÉNERGÉTIQUE DE SES BÂTIMENTS ET PARTAGE SES OBJECTIFS AVEC LES AUTRES ACTRICES ET ACTEURS DU TERRITOIRE.

responsable: DCA

collaborations: DFL et DEUS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
4.1 D'ICI FIN 2014, MISE EN ŒUVRE DE LA TOTALITÉ DU PROGRAMME D' ACTIONS DE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE (VERSION 2009-2013).							😊
pourcentage d'actions terminées (33 actions inscrites au programme)	max	70%	77%	●	80%	86%	●
	min	50%			60%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Le premier cycle de mise en œuvre de la politique énergétique et climatique s'achève en 2013. une méthodologie pour évaluer la mise en œuvre du plan d'actions a été établie. certaines actions s'inscrivent aujourd'hui dans les pratiques des services et sont pérennisées pour l'avenir. un nouveau plan d'action 2014 - 2018 est en cours d'élaboration.
- ✓ Le premier bilan du plan d'actions est extrêmement positif et montre le chemin parcouru en seulement quatre ans. avec notamment la mise en œuvre d'un catalogue d'indicateurs et de tableaux de bord qui permettent une vision plus transversale des projets et un suivi de leur évolution dans le temps.

4.2 D'ICI FIN 2014, RÉDUCTION DE 15% DES ÉMISSIONS DE CO₂ DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF MUNICIPAL (CONVENTION D'OBJECTIF POUR L'EXONÉRATION DE LA TAXE SUR LE CO₂ - BASE 2005).							😊
taux de réduction des émissions de CO ₂ – Patrimoine administratif municipal (tonne CO ₂)	max	13%	13.2%	●	14%	15.2%	●
	min	11%			12%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Les outils de comptabilisation des émissions de CO₂ sont opérationnels tant à l'échelle de l'administration que du territoire. Les tendances sont positives et le premier cycle d'application de la loi sur le CO₂ se solde par un excédent de certificats d'émission pour la ville de Genève (réduction des émissions de CO₂ plus importante que prévue dans la convention d'objectifs avec l'office fédéral de l'environnement (OFEV).
- ✓ Les objectifs fixés dans le cadre de la convention des maires de la commission européenne sont monitorés. La tendance est favorable. L'effort doit être poursuivi jusqu'en 2020 pour l'ensemble du territoire.

4.3 D'ICI FIN 2014, RÉDUCTION DE 10% DES CONSOMMATIONS MUNICIPALES D'ÉNERGIE DE CHAUFFAGE (BASE 2005).							😊
taux de réduction des consommations d'énergies thermiques	max	9.33%	7.08%	●	10.67%	7.76%	●
	min	7.78%			8.89%		
nombre de chaudières municipales assainies depuis 2009	max	45	61	●	50	76	●
	min	35			40		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Les entretiens et assainissements de chaufferies sont effectués selon des plannings annuels. Les objectifs fixés sont d'ores et déjà atteints.
- ~ La consommation d'énergies thermiques fossiles se réduit régulièrement. cependant, pour prétendre atteindre l'objectif ambitieux fixé, il conviendrait de réaliser les projets d'assainissement des grands ensembles et développer des infrastructures de quartier basées sur les énergies renouvelables.
- ~ Les conditions climatiques 2013 n'ont pas été favorables, avec un arrêt du chauffage très tard dans la saison, soit le 7 juin. ceci ne s'était pas vu depuis 1984.

4.4 D'ICI FIN 2014, COUVERTURE DE 12% DES BESOINS MUNICIPAUX D'ÉNERGIE DE CHAUFFAGE PAR DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (BASE 2005).							😞
part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement thermique municipal	max	9.64%	3.01%	●	10.95%	3.06%	●
	min	5.35%			6.60%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Le développement significatif des énergies renouvelables implique impérativement la réalisation d'infrastructures d'envergures à l'échelle des quartiers. dans cette optique, l'année est marquée par le démarrage du projet « cadeco-jonction ». ce projet prévoit d'alimenter en chaleur, provenant en quasi-totalité d'origine renouvelable, une vingtaine de bâtiments dans le quartier de la jonction d'ici 2017, à des coûts similaires aux solutions traditionnelles recourant à des énergies fossiles. ce projet fera progresser très rapidement la part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement énergétique global de la ville de Genève.
- ✓ L'approvisionnement en gaz du conservatoire et Jardin botaniques (CJB) est aujourd'hui entièrement couvert par du biogaz (nouveau produit mis sur le marché par les SSG en 2013). Le site des CJB, un des plus importants consommateurs du patrimoine administratif, est aujourd'hui approvisionné à 100% par des énergies renouvelables.
- ✗ La part des énergies renouvelables pour couvrir les besoins en énergie de chauffage progresse plus lentement que prévu.

5.1

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	
		au 31.12.2012			au 31.12.2013			
indicateur(s)								
4.5 D'ICI FIN 2014, RÉDUCTION DE 30 % DES CONSOMMATIONS D'ÉLECTRICITÉ DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC MUNICIPAL (BASE 2005).								
taux de réduction de la consommation d'électricité pour l'éclairage public municipal	max	31%	32%		31%	36%		
	min	29%			29%			

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ depuis 2010, plus de 4'500 points lumineux, ainsi que le cordon lumineux de la Rade, ont pu être remplacé. La première phase d'assainissement de l'éclairage public est achevée et dépasse les objectifs fixés initialement. Les consommations électriques ont été réduites de 36%, tout en permettant d'obtenir un gain important au niveau de la qualité de l'éclairage.

4.6 D'ICI FIN 2014, ENGAGEMENT DE RÉDUCTION D'ÉNERGIE SUR LE TERRITOIRE MUNICIPAL (BASE 2005). STATISTIQUES SIG ET CANTON DE GENÈVE.							
consommation d'électricité du territoire de la ville de Genève (gwh)	max				1'273	1'190 (2012)	●
	min				1'324		
consommation de gaz du territoire de la ville de Genève (gwh)	max				955	1'043 (2012)	●
	min				1'201		
consommation de mazout du territoire de la ville de Genève (gwh)	max				1'063	897 (2012)	●
	min				1'208		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ La planification énergétique est désormais inscrite dans la loi sur l'énergie. Les concepts énergétiques territoriaux sont liés aux plans localisés de quartier (PLQ) et aux plans directeurs de quartier (PDQ). La pratique est désormais bien ancrée et permet une collaboration fructueuse entre les services de l'urbanisme et de l'énergie.
- ✓ Au moment de la publication, les données 2013 n'étaient pas encore disponibles.
- ✓ La ville participe au groupe de travail cantonal pour la stratégie thermique territoriale. Le rôle des acteurs a été formalisé et la coordination est en cours de mise au point.

4.7 LA VILLE DE GENÈVE PARTAGE SES OBJECTIFS AVEC LES AUTRES ACTRICES ET ACTEURS DU TERRITOIRE.							
nombre d'actions de communication	max	14	20	●	14	28	●
	min	10			10		
nombre d'affiches display publiées	max				385	385	●
	min				385		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Accueil de groupes d'étudiants, de délégations suisses et étrangères
- ✓ publications techniques
- ✓ participation à des conférences, séminaires et groupes de travail régionaux et internationaux
- ✓ valorisation de l'image de «Genève - ville durable», à travers les actions de communication
- ✓ vingt-sept collectivités publiques suisses et françaises, dont la ville de Genève, se sont mobilisées autour du projet REVE d'Avenir, dont l'objectif est de dépasser les 3x20 fixés par l'union européenne d'ici 2020 (à savoir, augmenter de 20 % l'efficacité énergétique, diminuer de 20 % les émissions de CO2 et couvrir 20 % des besoins en énergie par des énergies renouvelables). Dans cette perspective, des affiches «display» ont été réalisées pour tous les bâtiments appartenant à la ville de Genève. celles-ci permettent de rendre lisible et visible l'utilisation de l'énergie et de l'eau dans tous les bâtiments concernés. La plateforme Internet pour publier les affiches «display» est en cours d'élaboration.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite en respectant les budgets de fonctionnement et les crédits d'investissements.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
objectifs très ambitieux et globalement en bonne voie de réalisation. En 2013, l'objectif annuel est partiellement atteint, dû principalement au poids des énergies renouvelables encore trop faible par rapport à l'approvisionnement thermique municipal global.	
✓ Le premier cycle de mise en œuvre de la politique énergétique et climatique s'achève en 2013, avec un bilan extrêmement positif qui montre le chemin parcouru en seulement quatre ans. ✓ Les outils de comptabilisation des émissions de CO₂ sont opérationnels tant à l'échelle de l'administration que du territoire. La ville de Genève a réalisé plus d'économies de CO₂ que prévues dans la convention d'objectifs avec l'OFEV. ✓ Les objectifs fixés en matière de nombre de chaudières municipales assainies (76) sont d'ores et déjà atteints. ✓ Le site du conservatoire et des jardins botaniques (CJB), quatrième consommateur du patrimoine administratif, est aujourd'hui approvisionné à 100% par des énergies renouvelables. ✓ Plus de 4'500 points lumineux, ainsi que le cordon lumineux de la rade, ont été remplacés depuis 2010. cela a permis de diminuer la consommation d'électricité de l'éclairage public municipal. ✓ Plusieurs groupes de travail ont été mis en place (en interne et à l'externe de l'administration) en vue d'engager une réduction des consommations d'énergie sur le territoire municipal. ✓ signature d'une convention tripartite entre la ville de Genève, le canton et SIG pour le développement de cadeco-jonction, dès 2017. pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/energie-climat/	✗ La consommation d'énergies thermiques fossiles se réduit régulièrement. cependant, pour prétendre atteindre l'objectif ambitieux fixé, il conviendrait de réaliser les projets d'assainissement des grands ensembles et de développer des infrastructures de quartier basées sur les énergies renouvelables. ✗ Le déploiement d'installations recourant aux énergies renouvelables se poursuit, mais à un rythme irrégulier par rapport au trend linéaire des objectifs de la stratégie «100% renouvelable en 2050».

OBJECTIF 5 : BIODIVERSITÉ

évaluation globale   

LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE DES ESPACES NATURELS ET DES HABITATS DE QUALITÉ, EN RÉSEAU, POUR AUGMENTER LA BIODIVERSITÉ.

responsable: DCS

collaborations: DCA et DEUS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
5.1 INVENTAIRE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FLORE).							
5.1.1 d'ici fin 2014, les 23 sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève bénéficient d'un inventaire floristique (plantes vasculaires).							
nombre de sites prioritaires inventoriés	max	23	23				
	min	20					
5.1.2 d'ici fin 2014, 100 sites en ville de Genève (sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève ou arbres isolés représentatifs par leur essence et le nombre d'espèces de lichens qui s'y développent) font l'objet d'un inventaire sur les lichens.							
nombre de sites sur lesquels un inventaire sur les lichens a été réalisé (dès 2012)	max	35	30		65	66	
	min	30			50		
5.1.3 d'ici fin 2014, 100 sites en ville de Genève (sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève ou arbres isolés représentatifs par leur essence et le nombre d'espèces de mousses qui s'y développent) font l'objet d'un inventaire sur les mousses.							
nombre de sites sur lesquels un inventaire sur les mousses a été réalisé (dès 2012)	max	35	35		65	72	
	min	30			50		
5.1.4 d'ici fin 2014, 10 murs « sanctuaires » présents sur le territoire de la ville de Genève sont définis sur la base d'un inventaire sur les lichens et les mousses.							
nombre de murs ayant fait l'objet d'un inventaire sur les lichens et les mousses (dès 2012)	max	7	5		10	8	
	min	5			8		
nombre de murs «sanctuaires» définis (fin 2014)	max	-	-	-			
	min	-					
5.1.5 d'ici fin 2014, les milieux naturels des 23 sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève sont cartographiés.							
nombre de sites prioritaires cartographiés	max	100%	100%				
	min	100%					

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ 2 nouveaux sites prioritaires ont été inventoriés en ville de Genève, qui porte le total à 25 sites (5.1.1) : site de la rue de l'Encyclopédie et site de la voie-creuse.
- ✓ 2 nouvelles espèces de lichens pour la Suisse et 11 pour le canton, ainsi que 2 espèces de mousse nouvelles pour le canton ont été découvertes.
- ✓ Fin 2013, 41% des mousses connues dans le canton ont été inventoriées en ville de Genève.

- ~ Le budget initialement prévu au début du projet pour l'année 2013 a été diminué d'environ 30% pour les inventaires. Le résultat est néanmoins très satisfaisant.

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
5.2 INVENTAIRE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FAUNE).							
5.2.1 D'ici fin 2014, 100% des espèces d'insectes connues sur l'ensemble du territoire de Genève (ville et canton) sont répertoriées.							
% d'espèces d'insectes connues sur l'ensemble du territoire de Genève (ville et canton) répertoriées	max	60 %	100 %				
	min	30 %					
5.2.2 D'ici fin 2014, 5 sites d'intérêt sur le territoire de la ville de Genève font l'objet d'un inventaire et d'une cartographie des coléoptères du bois.							
nombre de sites d'intérêt ayant fait l'objet d'un inventaire et d'une cartographie des coléoptères du bois	max	2	4		3	4	
	min	1			2		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ inventaire complémentaire des coléoptères du bois : bois de la bâtie et du bout du monde.
- ✓ identification de 50 arbres remarquables pour les coléoptères du bois, dont 30 ont été documentés (photos, caractéristiques, etc.).

5.3 SAUVEGARDE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FLORE).							
5.3.1 D'ici fin 2014, 7 espèces prioritaires (selon la liste des espèces prioritaires cantonales) présentes sur le territoire de la ville de Genève bénéficient d'un plan d'action de protection.							
nombre de plans d'action réalisés	max	2	1	●	3	3	●
	min	1			2		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ plans d'action pour *grimmia crinita* (mousse) et *Phaeophyscia hirsuta* (lichen).
- ~ Le budget initialement prévu au début du projet pour l'année 2013 a été diminué d'environ 30 % pour les inventaires. Le résultat est néanmoins très satisfaisant.

5.4 SAUVEGARDE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FAUNE).							
5.4.1 D'ici fin 2014, 4 espèces prioritaires de coléoptères du bois inventoriées et cartographiées bénéficient d'un plan d'action de protection.							
nombre de plans d'action réalisés	max	1	2	●	3	2	●
	min	1			2		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ finalisation du 1^{er} gîte à Lucane (coléoptère) de la ville au parc La Grange et construction de 2 gîtes à grand capricorne(coléoptère) au parc Trembley et à la Perle du lac.
- ✓ réalisation et mise à disposition du SEVE par MHN de 2 panneaux didactiques pour gîtes grand capricorne et Lucane à destination du grand public (rédaction, réalisation par graphiste, production).
- ✓ compléments et mise à jour des plans d'actions du grand capricorne et du Lucane (coléoptères) et mise en cohérence de ces derniers avec plans DGNP au niveau cantonal.
- ✗ pas de nouveau plan d'action en raison des besoins urgents exprimés par la DGNP et les jardiniers et jardinières du SEVE, nos efforts ont été redéployés sur les actions non-prévues énumérées ci-contre.

5.5 MENER DES ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE SENSIBILISATION SUR LA BIODIVERSITE.

5.5.1 Deux actions de communication sont réalisées par an sur la biodiversité.

nombre d'actions de communication réalisées par année	max	2	4		2	12	
	min	2			2		

Faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Article dans la Feuille verte (CJB).
- ✓ conférences et atelier lors de la 7e conférence européenne des villes durables - Genève 2013 (CJB).
- ✓ Appel à infos sur coléoptères des bois dans vivre à Genève (MHN).
- ✓ Article dans L'hermine (MHN).
- ✓ 2 jours de médiation au centre commercial de Meyrin (MHN).

- ✓ Pose statue au gîte du parc de la grange avec animation et article dans la tribune de Genève (MHN).
- ✓ Mise à jour des informations sur sites internet (CJB, MHN).
- ✓ Présentation des projets PSDO sur site internet de la commune d'Aire-la-Ville (MHN).
- ✓ Article dans Le messager (MHN).
- ✓ renvoi dans Le musée en 80 histoires (MHN).
- ✓ mention dans la brochure des 150 ans du SEVE (MHN).

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
CHF 160'000.- (CHF 60'000.- CJB / 30'000.- DSIC / 70'000.- MHN)	CHF 153'779.- (CHF 60'000.- CJB / 27'648.- DSIC / 66'131.- MHN)
Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
objectifs ambitieux et globalement en bonne voie de réalisation ✓ La mise en place des gîtes à coléoptères au parc La Grange et au parc Trembley (en présence de 4 classes d'élèves) a été extrêmement bien accueillie par la population et les médias. Ils devraient se multiplier en 2014. ✓ Les transversalités développées entre les CJB, MHN, SEVE et URB durant ces 3 ans commencent à porter leurs fruits en ouvrant de nouvelles perspectives en termes d'efficacité, de cohérence et de pertinence des actions menées par ces services. pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/biodiversite/ http://www.ville-ge.ch/cjb/conservation_activites_geneve_ville_durable.php	
	✗ Le budget initialement prévu au début du projet pour l'année 2013 a été diminué d'environ 30% pour les inventaires, ce qui nous obligera à revoir à la baisse les objectifs définis en début de projet. ✗ Le contrat d'un collaborateur temporaire MHN n'a pu être renouvelé pour 2014 dû au règlement interne RH. Ceci impactera négativement plusieurs objectifs déterminants du volet coléoptères (inventaires 100 arbres remarquables, plans de gestion, installation de gîtes à insectes, actions de communication, etc.)

- ¹ selon la liste cantonale des sites et espèces prioritaires (Lambelet-Haueter, C. C. Schneider et B. von Arx (2011) conservation des plantes vasculaires du canton de Genève : espèces et sites prioritaires. conservatoire et jardin botaniques de la ville de Genève - hors-série n° 12). cet ouvrage présente la liste 256 espèces de plantes vasculaires dites « prioritaires » car plus ou moins fortement menacées sur le plan cantonal voire national. ces espèces sont présentes sur un ensemble de 433 sites, eux-mêmes qualifiés de « prioritaires ».

OBJECTIF 6 : ACHATS DURABLES

évaluation globale



LA VILLE DE GENÈVE ACHÈTE EN PRENANT EN COMPTE DES CRITÈRES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DEMANDE AUX ÉTABLISSEMENTS AUTONOMES ET AUX ORGANISMES SUBVENTIONNÉS DE FAIRE DE MÊME.

responsable: DFL

collaborations: DCA, DEUS, DCS, SJS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
6.1 D'ICI FIN 2014, 65 % DES ACHATS DE L'ADMINISTRATION SONT EFFECTUÉS EN RESPECTANT LA LÉGISLATION SUR LES MARCHÉS PUBLICS ET EN INTÉGRANT SYSTÉMATIQUEMENT DES CRITÈRES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.							
% des achats de biens et services réalisé en intégrant les 3 piliers du DD sur l'ensemble de l'administration	max	-	-	-	-	-	-
	min	-			-		
% des achats de biens et services réalisé en intégrant les 3 piliers du DD centralisés à la CMAI	max	100%	100%				
	min	100%					

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ état des lieux annuel sur les outils à disposition réalisé.
- ✓ outils d'évaluation de la durabilité développés en interne et en collaboration avec un bureau spécialisé en environnement.
- ✓ projet de cartographie des achats en cours de réalisation. ce travail permettra à terme l'établissement d'un premier diagnostic ville de Genève.
- ✓ méthodologie d'évaluation des assortiments à références nombreuses (par ex.: fournitures de bureau). Évaluation écologique des produits de nettoyage. Évaluation écologique et sociale des vêtements de travail.
- ✓ ces développements permettent dès à présent une meilleure prise en compte des critères de développement durable dans le cadre de nombreux appels d'offres.
- ✗ pas d'évaluation possible précise avant le développement d'un outil de gestion permettant de suivre les dépenses précisément. projet d'un logiciel de gestion de la relation fournisseurs (SRM) en attente de validation du plan biennal des systèmes d'information et de communication (PSIC).
- ✗ La création de critères/standards de développement durable (DD) est actuellement en attente.
- ✗ Le développement d'un outil de gestion permettant le suivi et la catégorisation des dépenses est actuellement en attente (pas avant 2015).

6.2 POURSUIVRE LE PROCESSUS DE CENTRALISATION, LA RÉORGANISATION DES ACHATS ET L'OPTIMISATION DES PROCESSUS D'APPROVISIONNEMENT À L'ÉCHELLE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE.							
nombre de contrats signés après adjudication de marchés selon AIMP (année en cours) ¹	max	45	27	●	45	22	●
	min	20			20		
nombre de projets d'appel d'offres lancés (année en cours) ¹	max	16	12	●	13	8	●
	min	8			8		
% des achats de biens et de services achetés de façon centralisée (dès 2014)	max	-	-	-	-	-	-
	min	-			-		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ une réflexion globale sur le positionnement de l'unité et de ses missions a été initiée. Aujourd'hui le DD fait déjà partie des objectifs de la ville. Parallèlement, une directive transversale portant sur l'acquisition des biens et des services est en cours d'élaboration. Elle intègre notamment la politique que la ville de Genève entend mener en matière d'acquisition de biens et de services et les critères de centralisation d'achat (périmètre).
- ✓ une directive ayant pour but de définir les règles et d'harmoniser les pratiques en matière d'acquisition de fournitures et de services a été finalisée. y figure notamment la politique d'achat de la vdg incluant le respect des principes de développement durable.
- ✓ élaboration et formalisation de l'ensemble du processus d'achat selon les marchés publics.
- ✓ optimisation de la mise en œuvre des procédures d'appels d'offres.
- ✓ état des lieux par type de prestation et par entreprise sociale et création de l'indicateur «recours à des entreprises sociales» pour les achats de fournitures de services en 2015.
- ✓ deux acheteurs ont été engagés (1^{er} avril et 1^{er} décembre).
- ✗ cette année, plusieurs projets d'importance ont été abandonnés ou reportés principalement pour des raisons d'ordre organisationnel.
- ✗ Le cours marchés publics III n'a pas eu lieu cette année.
- ✗ projet de cartographie des achats en cours de réalisation. ce travail permettra à terme l'établissement d'un premier diagnostic ville de Genève. ce projet représente un premier jalon vers la mise à disposition éventuelle d'une plateforme d'achat.

¹ uniquement CMAI: à terme, l'objectif est d'étendre cet indicateur à toute l'administration municipale.

5.1

6.3

D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE DEVIENT UNE RÉFÉRENCE DANS LES ACHATS DURABLES ET RESPONSABLES ET FAIT PARTAGER SON EXPÉRIENCE AUX AUTRES COMMUNES.

nombre d'actions de communication	max	4	2		4	0	
	min	2			2		
nombre de sollicitations pour des conférences	max	4	4		2	2	
	min	2			1		

✓

faits marquants 2013 et/ou remarques :

2 sollicitations pour des conférences ont été réalisées.

✕

vacance du poste de responsable sur 2013 explique en partie le report des actions de communication.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
CHF 410'000.-	CHF 340'000.-
L'engagement de deux nouveaux acheteurs prévu en 2012 a été effectué en 2013. La différence entre le budget et les dépenses provient des dates d'engagement des 2 acheteurs (1 ^{er} avril et 1 ^{er} décembre). Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

Points positifs	Points d'améliorations
L'objectif n'est actuellement pas en très bonne voie de réalisation, notamment en raison de la vacance du poste de responsable de l'unité. En 2014, un accent particulier sera mis sur le développement d'un outil de gestion permettant l'évaluation de l'objectif détaillé 6.1 ainsi que sur la création de critères/standards de développement durable.	
✓ exemplarité de la CMAI : prise en compte systématique de critères de développement durable pour l'ensemble des achats qu'elle réalise. ✓ directive générale relative aux achats de fournitures et de services en cours de finalisation. ✓ développement de méthodologies d'évaluation de la durabilité pour une meilleure prise en compte des composantes sociale et environnementale du développement durable dans le cadre de nombreux appels d'offres. ✓ projet de cartographie des achats de fournitures et de services en cours de réalisation. ✓ cartographie des entreprises sociales en cours. Pour plus d'info : www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/achats-responsables/	~ Les recours déposés dans le cadre des procédures d'appel d'offres ont partiellement grevé les résultats attendus. ✗ projet de mise en place d'un SRM toujours en attente.

OBJECTIF 7 : AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

évaluation globale



LA VILLE DE GENÈVE OPTIMISE L'OCCUPATION DURABLE DU SOL SUR SON TERRITOIRE.

responsable : DCA

collaborations : DFL, DEUS, DCS, SJS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
7.1 AFIN D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS QUE LA VILLE DE GENÈVE S'EST FIXÉE EN MATIÈRE DE GESTION DURABLE DU SOL, LA CONDUITE DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL "GENÈVE 2020" (PDCOM) EST INTÉGRÉE DANS UN PROCESSUS D'ÉVALUATION ET D'AMÉLIORATION CONTINUE.							😊
nombre de fiches d'indicateurs construites et communiquées	max	12	15	●	24	19	●
	min	10			18		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ en plus des 19 indicateurs construits et communiqués en 2013, les 15 indicateurs publiés en 2012 ont été mis à jour.
- ✗ Abandon de certains indicateurs qui se révélaient être peu pertinents. c'est pourquoi le résultat final comprend 19 indicateurs et non 24. En 2014, un indicateur sera vraisemblablement ajouté.
- ✗ La distinction entre indicateurs complémentaires et cibles a disparu du projet.

7.2 RÉALISATION ET SUIVI QUALITATIF DES FICHES D' ACTIONS PAR PROGRAMME URBAIN (VOIR PDCOM)							😊
% de fiches d'actions par programme urbain réalisées et suivies (sur un total de 27 fiches)	max				75%	100%	●
	min				50%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ réalisation et publication de toutes les fiches-actions.

7.3 ÉLABORER UN PROJET VISANT À METTRE EN PLACE UN QUESTIONNAIRE DE SATISFACTION SUR LA QUALITÉ DE VIE DES HABITANT-E-S/EMPLOYÉ-E-S EN VILLE DE GENÈVE.							😞
état d'avancement du projet	max				75%	25%	●
	min				50%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Le service de l'urbanisme a élaboré un plan de projet pour mesurer l'opportunité et la faisabilité d'un tel projet. celui-ci a été discuté sur un plan technique avec les autres départements. Il reste encore à trouver un service pilote pour porter concrètement ce projet.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés a pu être prise en charge par le budget de fonctionnement des services du département concerné.	

5.1

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
Les objectifs 7.1 et 7.2 ont été revus en cours d'année (fiches-indicateurs et actions) et sont en bonne voie de réalisation. Le portage de l'enquête de satisfaction reste encore à clarifier.	
✓ disponibilité des résultats sur Internet. ✓ large diffusion des résultats (CA, CM, État, public).	~ concrétisation du projet de questionnaire de satisfaction sur la qualité de vie des habitants/employés en ville de Genève. ~ visibilité des résultats sur le site Internet à améliorer. ~ Allègement de la procédure de mise à jour visant à pouvoir publier des résultats dès juin 2014.
pour plus d'info :	
www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/amenagement-territoire/	
http://www.ville-geneve.ch/themes/amenagement-construction-logement/urbanisme-planification/plan-directeur-communal/monitoring/	

OBJECTIF 8 : MOBILITÉ

évaluation globale



LA VILLE DE GENÈVE DIMINUE DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE LA PART MODALE DU TRAFIC INDIVIDUEL MOTORISÉ À GENÈVE EN RENFORÇANT LES MOBILITÉS DOUCES, L'INFRASTRUCTURE ET L'UTILISATION DES TRANSPORTS PUBLICS ET EN RATIONALISANT LE STATIONNEMENT. ELLE LIMITE ÉGALEMENT LES COMPORTEMENTS DOMMAGEABLES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT, DE QUALITÉ DE VIE ET DE SÉCURITÉ.

responsable: DCA

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
8.1 MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS « MOBILITÉ » INSCRITS AU PLAN DIRECTEUR GENÈVE 2020 ET INTÉGRATION DU PROGRAMME D’ACTIONS DU SAM DANS UN PROCESSUS D’ÉVALUATION D’ICI 2012, PUIS D’AMÉLIORATION CONTINUE.							
nombre de fiches d’indicateurs construites et communiquées (dès 2012)	max	2	2				
	min	1					

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ indicateurs de mobilité intégrés dans le plan directeur communal Genève 2020.
- ✓ poursuite des études en matière d'assainissement du bruit, développement et améliorations du réseau cyclables, sécurité aux abords des écoles, améliorations de zones 30km/h, développement de l'offre en stationnement pour les vélos, projets d'aménagement dans les quartiers, accompagnement des grands projets, etc.
- ~ Abandon de l'intention de définir des indicateurs supplémentaires pour le plan directeur communal Genève 2020, certains se révélant être non pertinents. c'est pourquoi le nombre de fiches d'indicateurs n'a pas augmenté en 2013 et ne devrait plus augmenter. cet objectif est considéré comme atteint. Il n'est donc plus pertinent de l'évaluer en tant que tel.

8.2 DÉVELOPPER UN SET D'INDICATEURS POUR CHAQUE THÉMATIQUE DU PROGRAMME D' ACTION DU SAM ET L'INTÉGRER DANS LE SYSTÈME DE MONITORING DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL (PDCOM).							
nombre d'indicateurs définis et intégrés dans le monitoring du PDCOM	max	2	2	●			
	min	2					
nombre de fiches d'indicateurs construites et communiquées à travers le monitoring du PDCOM (dès 2012)	max	2	2	●			
	min	1					

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ fiche assainissement du bruit routier réalisée.
- ✓ fiche aménagements cyclable: travail important réalisé avec le canton pour mettre à jour la base de données cantonale des aménagements cyclables. La méthode de calcul de la ville de Genève est différente de celle du canton. fiche 2013 basée sur la méthode de la ville.
- ~ cet objectif est considéré comme atteint. Il n'est donc plus pertinent de l'évaluer en tant que tel. Il convient à présent de suivre l'évolution des objectifs et des indicateurs au travers de chaque fiche réalisée.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
En 2013, les indicateurs ont atteint leur valeur cible maximale et ne peuvent plus évoluer en tant que tels. La ville explore la pertinence de développer de nouveaux objectifs détaillés et de nouveaux indicateurs pour 2014. ✓ Les fiches créées en 2012 permettent de communiquer à satisfaction sur les réalisations en matière de mobilité, dans le domaine concerné. ✓ La création des indicateurs et des fiches relatives est directement liée au monitoring du PDCOM (cf. objectif 7). ~ La base de données des aménagements cyclables doit faire l'objet d'une attention particulière dès lors qu'elle est alimentée par le canton. Le processus de vérification proposé devra être testé et fiabilisé en 2014. pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/mobilite/ http://www.ville-geneve.ch/themes/amenagement-construction-logement/urbanisme-planification/monitoring/priorites-indicateurs/	

OBJECTIF 9A : INTÉGRATION

évaluation globale



LA VILLE DE GENÈVE FAVORISE L'ACCÈS AUX PRESTATIONS DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE ET DE SES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS AUX MIGRANTES ET AUX MIGRANTS NON FRANCOPHONES.

responsable : SJS

collaborations : DFL

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
9A.1 D'ICI À FIN 2013, DES OUTILS DE COMMUNICATION SPÉCIFIQUES SUR LES PRESTATIONS DES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ ONT ÉTÉ DÉVELOPPÉS À L'ATTENTION DE 5 COMMUNAUTÉS ÉTRANGÈRES À GENÈVE							
nombre d'outils de communication retenus et mis en œuvre	max				5	0	
	min				2		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ création du groupe d'accompagnement avec partenaires externes dont le BIE et des associations de migrant-e-s. élaboration d'une méthodologie de travail.
- ~ Le programme d'intégration cantonal poursuit 8 axes stratégiques avec pour chacun des enveloppes financières dédiées. La ville de Genève doit s'insérer dans ces axes afin de maximiser la pertinence des objectifs poursuivis, ce qui a nécessité un ajustement des objectifs avec ce programme.
- ✗ L'élaboration des supports de communication a été reportée d'une année.

9A.2 D'ICI À FIN 2013, UNE FORMATION TYPE DE SENSIBILISATION AUX DIFFÉRENCES CULTURELLES EST PROPOSÉE AUX EMPLOYÉ-E-S DE PROXIMITÉ (RBS, TSHM, CAC, PERSONNEL DES CRÈCHES, LUDOTHÉCAIRES, ETC.).							
% d'employé-e-s de proximité formé-e-s	max				30 %	30 %	
	min				15 %		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ formation dispensée à tous les services du département de la cohésion sociale et de la géance immobilière municipale.
- ✓ formation offerte à 20 agent-e-s de proximité sur la médiation culturelle.
- ✓ 2 heures de conférence interactives ont été offertes à 160 collaboratrices et collaborateurs de la ville de Genève.
- ✓ feed-back positif des 160 questionnaires de satisfaction.

9A.3 D'ICI À FIN 2014, UN CONCEPT DE MÉDIATION CULTURELLE EST DÉVELOPPÉ NOTAMMENT EN LIEN AVEC L'OUVERTURE DES POINTS INFO-SERVICES							
un concept de médiation réalisé	max				réalisé	réalisé	
	min				réalisé		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ formation à la médiation culturelle réalisée. Les résultats de l'étude démontrent l'importance de la création de tels lieux pour favoriser l'intégration culturelle dans les quartiers. un concept de médiation culturelle envers les roms pour les agents de proximité a été développé en collaboration avec le conseil de l'Europe.
- ✓ ce concept a mené à l'organisation d'une formation pour le personnel de terrain de la ville de Genève (police municipale, voirie, UAC) et pour des personnes roms formés à la médiation.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
CHF 288'540.-	CHF 220'054.- (comprenant : formation, médiation culturelle, coordination et communication)
Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
La mise en œuvre a débuté en 2013 et l'objectif a pu être évalué pour la première fois. un accent devra être mis en 2014 sur l'élaboration des supports de communication à l'attention de 5 communautés étrangères pour atteindre l'objectif fixé. ✓ 30 % d'employé-e-s de proximité ont été formé-e-s pour les sensibiliser aux différences culturelles ✓ un concept de médiation culturelle a été développé en relation avec la population rom, qui se poursuivra en 2014 en collaboration avec le conseil de l'Europe. ✗ malgré la création d'un groupe d'accompagnement, le nombre de supports de communication prévus pour 2013 à l'attention de 5 communautés étrangères à Genève n'a pas été atteint. L'articulation avec la politique cantonale en a en partie ralenti leur élaboration. pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/action-communautaire-proximite/	

OBJECTIF 9B : INCIVILITÉS

évaluation globale



LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE UN PROJET PILOTE DE LUTTE CONTRE LES INCIVILITÉS DANS LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES, CULTURELLES ET SPORTIVES.

responsable: DCS

collaborations : DFL, DEUS, SJS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
9B.1 D'ICI À FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE A DÉFINI, MIS EN ŒUVRE ET TESTÉ UN MODE OPÉRATOIRE TRANSVERSAL SUR LA GESTION DES CONFLITS ET DES INCIVILITÉS.							
état des lieux réalisé des problématiques de sécurité et d'incivilités et des types d'interventions existants en ville de Genève (dès 2013)	max			réalisé	mandat		
	min			mandat			
validation par le CA d'un mode opératoire transversal (dès 2013)	max			réalisé	-		
	min			réalisé			
évaluation réalisée du projet pilote (dès 2013)	max			réalisé	-		
	min			réalisé			

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ un bilan sur la «traversée nocturne» a été réalisé fin 2013.

- ✗ bien que cet objectif ne soit pas encore réalisé, le mandat pour la réalisation de l'état des lieux est en cours depuis décembre 2013. Il s'achèvera en avril 2014. un comité interdépartemental a été constitué (DCS, DEUS, SJS); le mandat a été confié à Mobilité; le cahier des charges et la planification sont disponibles.

9B.2 D'ICI À FIN 2014, LE DCS A FORMÉ L'ENSEMBLE DE SON PERSONNEL « TERRAIN » À LA GESTION DES CONFLITS ET DES INCIVILITÉS ET À L'APPROCHE DE LA SÉCURITÉ PRÉVENTIVE.							
taux de diminution des cas d'incivilités (base 2011) dans l'infrastructure choisie (phase test) enregistrés par l'USP (interventions de la police comprise)	max	75%	65%	●	85%	85%	●
	min	60%			75%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ En 2013, 193 personnes ont été formées sur environ 600 personnes concernées par la problématique de l'accueil des publics, soit 32%, dont :
1) 105 personnes ont bénéficié de la formation «optimiser le contact avec le public» en 2013, soit l'ensemble du personnel de terrain du service des sports (formation sur-mesure à la gestion des conflits).
2) 88 participant-e-s impliquant les équipes de surveillance des 3 musées, soit l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices concerné-e-s (formation sur-mesure aux techniques de surveillance et de sécurité).
- ✓ nous estimons que depuis 2011, 85 % du personnel de terrain a donc été formé.

- ~ report de la formation sur-mesure à l'approche des problématiques d'incivilités dans les infrastructures culturelles - module spécial pour les MUSEES en 2014 et pour les salles de spectacle (SAT) dans un premier temps. Le mandataire est l'observatoire universitaire de la sécurité de l'UNIGE. Le lancement du programme est prévu en automne 2014.

9B.3 D'ICI À FIN 2014, DIMINUTION DE 20% DE CAS D'INCIVILITÉS (BASE 2011) DANS L'INFRASTRUCTURE CHOISIE (PHASE TEST) ENREGISTRÉS PAR L'USP (INTERVENTIONS DE LA POLICE COMPRISE).							
% des cas d'incivilités (base 2011) dans l'infrastructure choisie (phase test) enregistrés par l'usp (interventions de la police comprise)	max	-	-		5%	5%	●
	min	-			2%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ valeur cible atteinte, si l'on considère le cas-test de la BGE.
- ✓ un mandat est en cours, lancé en 2013, pour une action de teambuilding de l'unité de sécurité préventive (usp), avec des objectifs de cohésion d'équipe, de clarification des missions (mise à jour des cahiers des charges). Il s'agit d'une phase de transition pour l'équipe, qui a été beaucoup mobilisée dans cette démarche, dans le but de gagner en cohérence d'action et en efficacité.
- ✓ le service des sports est de plus en plus demandeur : en 2013, l'équipe des usp a été renforcée. Il s'agira d'être attentif à prioriser les besoins de plus en plus pressants.
- ✓ Les vernets sont annoncés comme site d'intervention pour 2014.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
CHF 205'000.-	CHF 174'000.-
Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
Le volet formation de l'objectif et la traversée nocturne sont des points positifs pour 2013. Les autres volets de l'objectif (mandat, observatoire, recadrage des missions de l'usp) mériteront d'être améliorés en 2014.	
✓ grande plus-value des formations, qui se sont très bien passées, grande satisfaction des participant-e-s. ✓ net gain de l'unité de sécurité préventive (usp), dû à l'engagement de trois auxiliaires supplémentaires. ✓ la traversée nocturne a été une réussite, l'heure est aux décisions politiques. ✓ soutien précieux de la DRH. ~ le défi majeur à relever pour le travail de l'équipe de l'usp est la priorisation des besoins ainsi que le recadrage des missions. ✗ l'observatoire universitaire des incivilités de l'UNIGE a pris un retard certain.	
pour plus d'info :	
http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/vivre-ensemble/	


LA VILLE AUGMENTE DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE LA PART DES PRODUITS LOCAUX ET DE SAISON CONSOMMÉS AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS PROPRIÉTÉS DE LA VILLE DE GENÈVE.

responsable: SJS

collaborations: DFL

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)	au 31.12.2012			au 31.12.2013			
10.1 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) DES MENUS « GENÈVE RÉGION - TERRE AVENIR » (GRTA).							😊
% d'établissement proposant 1 menu GRTA par mois	max	80%	83%	●	90%	76%	🟡
	min	60%			70%		
10.2 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) DES MENUS « GENÈVE RÉGION - TERRE AVENIR » (GRTA).							😊
% d'établissement proposant quotidiennement au moins 1 produit GRTA	max	80%	95%	●	95%	95%	●
	min	60%			80%		
% d'établissement proposant quotidiennement au moins 2 produits GRTA (dès 2013)	max				10%	13%	●
	min				50%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ contacts réguliers entre direction générale de l'agriculture (DGA) et les services de la ville dans un but d'amélioration continue.
 - ✓ lettre annuelle de rappel et bilan aux ACRS et IPE.
 - ✓ fourniture des listes actualisées des entreprises fournisseuses aux équipes de cuisine.
 - ✓ mise en évidence du/des produit/s GRTA dans le libellé des menus.
 - ✓ contrôle des conditions d'affichage et de l'utilisation de la marque GRTA par le service de la consommation et des affaires vétérinaires du canton dans les ACRS et IPE.
 - ✓ rencontre annuelle des équipes de cuisine avec resp. GRTA par l'intermédiaire des services de la ville.
 - ✓ évaluation annuelle de la satisfaction de la demande (volume, diversité de l'offre, régularité de l'approvisionnement, problèmes rencontrés...).
 - ✓ sondage informel auprès des équipes de cuisine.
 - ✓ demande aux ACRS d'adhérer au cahier des charges restauration collective GRTA (= 2 produits GRTA/j.). 2 associations (11 restaurants) ont obtenu la certification en novembre 2013.
- ~ Le nombre d'ACRS proposant un menu GRTA mensuel a diminué, l'accent ayant plutôt porté cette année sur l'augmentation du nombre de produits GRTA par jour, conformément au cahier des charges GRTA. une stratégie va être développée courant 2014 pour permettre l'augmentation du nombre de menus GRTA par mois.
 - ~ ACRS: calcul des surcoûts par DGA pour quelques produits; pas de chiffrage précis du surcoût car comptabilité gérée par ACRS et IPE et non par les services de la ville de Genève.
 - ✗ Aucune rencontres entre les équipes de cuisine (IPE et ACRS) et entreprises fournisseuses n'a été organisée.
 - ✗ Pas de bilan de la rencontre annuelle entre équipes de cuisine et responsables GRTA.

10.3 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) DES ACTIONS DE SENSIBILISATION POUR LES ENFANTS.							😊
nombre d'actions de sensibilisation auprès des enfants	max	8	9	●	8	10	●
	min	6			6		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Affiches et masque de menus présents toute l'année dans les restaurants scolaires; serviettes proposées en juin 2013 à tous les enfants (5'000), plus lors des 10 animations (800 enfants).
 - ✓ 10 écoles ont accueilli les animations GRTA de l'État de Genève, soit plus de 800 enfants touché-e-s; séance préalable d'information à l'équipe parascolaire.
- ✓ 36 ateliers de cuisine locale accueillant 10 enfants à chaque fois ont été organisés dans deux écoles différentes, dans le cadre des ateliers sports et animations.

10.4 AUGMENTATION DU NOMBRE D'ENTREPRISES LABELLISÉES GRTA							
nombre d'entreprises labellisées GRTA	max	300	335	-	360	340	-
	min	280			300		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

La campagne peut avoir un effet sur le nombre d'entreprises labellisées GRTA, par le marché induit par les lieux de restauration collective. Il est clair, toutefois que l'évolution du nombre d'entreprises dépend de nombreux autres facteurs, échappant à l'action de la ville de Genève. cet objectif est donc à titre informatif, mais ne rentre pas dans l'évaluation de l'objectif global

10.5 AUGMENTER LE NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS PUBLICS (CAFÉS, RESTAURANTS) PROPRIÉTÉS DE LA VILLE OU SITUÉS SUR SON TERRITOIRE QUI PARTICIPENT À LA SEMAINE DU GOÛT.DES MENUS « GENÈVE RÉGION - TERRE AVENIR » (GRTA). 							
% d'établissements propriété de la ville participant à la semaine du goût	max	50 %	30 %				
	min	30 %					
nombre de lieux situés sur la ville de Genève intéressés à la semaine du goût	max	8	8		15	25	
	min	4			10		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Augmentation globale du nombre d'établissements participant à la semaine du goût (47) en raison principalement des nouveaux lieux non propriété de la ville.
- ✓ pour la première fois, le nombre d'établissement non propriété de la ville est majoritaire.
- ~ L'objectif d'augmenter le nombre de ces établissements n'est plus pertinent, car l'important est de réunir un maximum de lieux, propriété ou non de la ville de Genève. L'indicateur n'a donc pas été relevé en 2013.

10.6 AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ENGAGEMENT DES ÉTABLISSEMENTS PARTICIPANT À LA SEMAINE DU GOÛT. 							
% d'établissements ayant reçu la plus haute catégorie du label «semaine du goût», décerné par le service Agenda 21 (dès 2013)	max				25%	49%	
	min				15%		
% d'établissement proposant un plat du jour «semaine du goût» et ayant établi une relation directe avec un producteur de la région. (dès 2013)	max				70%	30%	
	min				50%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ introduction d'un cahier de charge avec 3 niveaux d'engagements ainsi que d'une charte.
- ✓ près de 50% des établissements respectent de manière globale les engagements demandés.
- ✗ une majeure partie des établissements ont proposé un plat du jour, par contre, ils étaient peu à respecter le lien direct avec les producteurs et productrices. Il est constaté que la plupart des restaurants passent par des intermédiaires, ce qui n'est pas forcément mauvais si les informations sont disponibles. or, en 2013 ça a rarement été le cas.
- ✗ Les liens directs avec les producteurs et productrices ou l'exigence de transparence/ information est assez rarement respectée.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
SJS : CHF 145'022.-	SJS : CHF 145'022.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite en partie (SJS) ou totalement (DFL) sur le budget de fonctionnement des services en charge de la mise en œuvre.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
2013 a été une année de transition pour permettre une amélioration des objectifs initiaux. Il en découle une évaluation globale moyenne, due à la mise en place de nouveaux objectifs (ACRS/IPE), ou due à des valeurs cibles en décalage avec les nouvelles priorités (semaine du goût).recadrage des missions de l'USP) mériteront d'être améliorés en 2014.	
ACRS/IPE : ✓ Important travail de mise en relation entre les différents acteurs et actrices (canton, équipe de cuisine, entreprises fournisseuses,...), ainsi qu'un fort soutien de ces acteurs pour faciliter la mise en oeuvre de cet objectif. ✓ 2 associations (11 restaurants) ont obtenu en novembre 2013 la certification restauration collective GRTA (= 2 produits GRTA/j.). ✓ Augmentation du nombre d'entreprises labellisées GRTA et donc de l'offre. ✓ Amélioration de l'offre de sensibilisation pour les enfants dans les écoles. semaine du goût: ✓ Augmentation globale du nombre d'établissements participants (47). objectifs de qualité ajoutés et précisés (charte, niveaux d'engagements). ✓ engagement de meilleure qualité des établissements (moins de restaurants ne jouant pas le jeu). ✓ partenariat consolidé avec la société des cafetiers. ✓ Accueil de plus en plus favorable des restaurateur-trice-s, ainsi qu'une meilleure compréhension des enjeux. pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/economie-locale/ http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/manifestations-evenements/semaine-gout/	ACRS/IPE : ~ Le nombre d'ACRS proposant un menu GRTA mensuel a diminué, l'accent ayant plutôt porté cette année sur l'augmentation du nombre de produits GRTA par jour, conformément au cahier des charges GRTA. une stratégie va être développée courant 2014 pour permettre l'augmentation du nombre de menus GRTA par mois. ~ calcul des surcoûts par la direction générale de l'Agriculture du canton (DGA) pour quelques produits; pas de chiffrage précis du surcoût, car la comptabilité est gérée par les ACRS et IPE et non par les services de la ville de Genève. ✗ Aucune rencontre entre équipe de cuisine (IPE et ACRS) et entreprises fournisseuses n'a été organisée. semaine du goût: ~ Les principaux défauts du projet (mauvaise communication des restaurants, peu ou pas de liens directs avec les producteurs-trice-s, trop de restaurants qui font le minimum, confusion produits locaux et recettes du terroir) n'ont pas été résolus avec les nouveaux critères d'engagements. une réflexion a été menée pour adopter une approche plus personnalisée, en vue de la prochaine édition : mieux se focaliser sur la spécialité / plus-value de chaque restaurant, faire plus de coaching, envisager la communication de manière individuelle.

OBJECTIF 11 : CONDITIONS DE TRAVAIL

évaluation globale   

LA VILLE DE GENÈVE AUGMENTE LES POSSIBILITÉS DE TEMPS PARTIEL ET D'EMPLOIS PARTAGÉS DANS SON ADMINISTRATION AFIN DE FACILITER L'ARTICULATION ENTRE VIE PROFESSIONNELLE ET PRIVÉE.

responsable: DFL

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
11.1 D'ICI FIN 2014, 100 % DES EMPLOYÉ-E-S DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE ONT ÉTÉ INFORMÉ-E-S DES POSSIBILITÉS D'ACCÈS AU TEMPS PARTIEL ET SUR LES QUESTIONS D'ÉQUILIBRE ENTRE VIE PRIVÉE ET PROFESSIONNELLE.							
nombre d'interventions effectuées dans les séminaires du catalogue annuel de formation	max	12	12		13	41	
	min	8			9		
% d'employé-e-s touché-e-s par des formations "égalité"	max	3.5 %	4 %		5.5 %	13 %	
	min	2.2 %			4 %		
nombre d'actions de communication réalisées (internes et publiques)	max	2	1		3	7	
	min	1			2		
nombre de rencontres DRH-RRHD organisées qui traitent du temps partiel (dès 2013)	max				4	5	
	min				2		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Le % d'employé-e-s informé-e-s- a substantiellement augmenté, en particulier grâce aux séminaires «conduite de l'entretien périodique» rendu obligatoire pour les supérieur-e-s hiérarchiques.
- ✓ mise en œuvre du 1^{er} emploi partagé en ville de Genève : une femme et un homme se partagent à 50 % le poste d'administrateur et d'administratrice du fonds chômage au service Agenda 21-ville durable.

Actions de communication :

- ✓ 2 interventions sur mesure relatives "à la déconstruction des stéréotypes de genre" ;
- ✓ 1 journée "Futur en tous genres" ;
- ✓ 2 interventions publiques : au BPE en promotion des emplois partagés ; à l'université de Genève dans le cadre d'une formation continue.
- ✓ présentation des actions menées en vdg auprès des partenaires sociaux ainsi que des associations genevoises.

11.2 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE A EFFECTUÉ UN ÉTAT DES LIEUX DU TEMPS PARTIEL AU SEIN DE SON ADMINISTRATION ET A MIS EN PLACE UN MONITORING ANNUEL.							
état des lieux du temps partiel au sein de l'administration effectué (au 31.12.2012)	max				effectué	effectué	
	min				effectué		
monitoring du temps partiel au sein de l'administration effectué	max				effectué	effectué	
	min				effectué		
existence d'une nouvelle procédure RH à mettre en œuvre permettant de récolter les données nécessaires pour effectuer le suivi de cet objectif (dès 2014)	max						
	min						

données statistiques complémentaires (ville de Genève) :

En 2013 : postes proposés à temps partiel I (50 % à 89 %) correspond à 25 %. pas d'augmentation depuis 2012.

En 2013 : répartition «femmes-hommes» des postes à temps partiel I (50 % à 89 %) correspond à 74 % de femmes et 26 % d'hommes. Légère diminution de l'écart depuis 2012 (4 %).

En 2013 : répartition des postes à temps partiel I (50 % à 89 %) entre les dépt. de l'admin. correspond à 42 % au DPA, 29 % au DFL, 30 % au DCA, 36 % au DCS, 7 % au DEUS et 34 % au DCSS. Plus forte augmentation depuis 2012 : DFL (+3 %).

En 2013 : répartition des postes à temps partiel I (50 % à 89 %) par classe de salaire correspond à 21 % des non-cadres (classes A-H), 41 % des cadres intermédiaires (classes I-M) et 19 % des cadres supérieur-e-s (classes N-V). seul les cadres intermédiaires ont augmenté depuis 2012 (+2 %).

5.1

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite presque totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global, à l'exception des frais de réceptions pris en charge par le CA.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
objectif en bonne voie de réalisation	
✓ Le % d'employé-e-s informé-e-s- a substantiellement augmenté, en particulier grâce aux séminaires «conduite de l'entretien périodique» obligatoire pour les supérieur-e-s hiérarchiques. ✓ mise en œuvre du 1^{er} emploi partagé en ville de Genève : une femme et un homme se partagent à 50% le poste d'administrateur et d'administratrice du Fonds chômage au service Agenda 21-ville durable.	~ Les domaines de progression demeurent la promotion du temps partiel auprès des hommes et des postes de cadres supérieur-e-s. A noter que ces domaines sont fortement liés à une culture d'organisation du travail qui implique un travail en profondeur et dans le temps; de même qu'ils sont liés à une organisation personnelle et familiale qui dépasse le champ d'action de la ville de Genève en tant qu'employeur. Par ailleurs, 13% du personnel touché peut sembler toujours un pourcentage bas. En fait, il est à mettre en perspective avec les employé-e-s travaillant à temps partiel 1 (25% des postes, au 31.12.13), et le % augmente de facto du fait que leurs collègues et supérieur-e-s hiérarchiques sont informé-e-s (ce % reste difficilement mesurable).
pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/conditions-travail/	

LA VILLE DE GENÈVE FAVORISE L'ACCÈS À L'OFFRE CULTURELLE POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES.

responsable: dcs

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
indicateur(s)							
12A.1 LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE UN RÉSEAU DE PARTENARIATS EFFICACES AVEC LES ASSOCIATIONS ŒUVRANT DANS LE HANDICAP ET LES ASSOCIATIONS CULTURELLES DANS LE BUT DE TRAVAILLER EN PARTENARIAT.							
nombre d'actions par année réalisées en partenariat	max	5	6		6	6	
	min	3			5		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Les 2 projets ci-dessous non prévus en 2013 ont permis un bel élargissement de la base de données.
 - 1) «Naturellement». ce projet de land art qui a été mis en œuvre avec le soutien du CRFG a permis de porter la question de la culture et du handicap à un niveau régional.
 - 2) «Le festival out of the box». ce festival sur l'art inclusif a permis d'inscrire Genève dans une perspective nationale avec le réseau intégréArt piloté par le % culturel migros.
- ✓ outre les mêmes partenaires qu'en 2012 les nouveaux partenaires ont été : SGIPA, CRFG, ferme de chosal, les interprètes indépendantes.
- ✓ La traduction de spectacles et de contes en langue des signes a été modélisée et mise en œuvre à plusieurs reprises.

12A.2 LA VILLE DE GENÈVE FACILITE L'ACCÈS AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (VISUEL, OU AUDITIF, OU MENTAL, OU À MOBILITÉ RÉDUITE) À SES MUSÉES, SES THÉÂTRES ET SES MANIFESTATIONS.							
nombre de typologies de mesure (concepts) d'accessibilité par type de handicap mis en œuvre par année	max	5	5	●	6	7	●
	min	3			4		
nombre d'actions mises en œuvre par année	max	15	16	●	15	21	●
	min	10			10		
nombre de manifestations par année pouvant accueillir des personnes en situation de handicap (visuel, ou auditif, ou mental, ou à mobilité réduite) (dès 2014)	max						
	min						

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Le projet de parcours vidéoguidé a été modifié en parcours audiodécrit en tant que première phase d'adaptation d'un des sentiers culturels proposés par la ville de Genève.
- ✓ 3 expositions ont été audiodécrites en 2013 : au MEG à l'Ariana et au MAH. La médiation s'est faite dans certains cas avec des personnes en situation de handicap visuel.
- ✓ 2 spectacles ont été audiodécrits : l'un au grand théâtre, l'autre à la comédie. Il convient de mentionner que le théâtre de carouge s'est inspiré de notre action et a, lui aussi, pu programmer un spectacle audiodécrit grâce à l'expertise de la ville de Genève.
- ✓ série de 6 visites (handicap mental) dans 5 musées de la ville de Genève et une pièce de théâtre.
- ✓ 3 pièces de théâtre ont été surtitrées par la ville.
- ✓ traduction en langue des signes du nouveau programme de spectacles et contes.
- ✓ un festival d'art inclusif a vu le jour, intitulé "out of the box" lors duquel la ville a proposé un spectacle bilingue oral et LSF.
- ✓ un artiste de renommée internationale a travaillé avec des personnes handicapées pour créer une œuvre d'art et de nature (visible aux CJB, 2013-2014). cette réalisation a fait l'objet d'un programme de médiation (125 élèves et 139 personnes en situation de handicap).
- ~ un concept d'accessibilité au sein d'une manifestation du Département de la culture et du sport (dcs) n'a pas encore été mis en œuvre, mais est en cours d'élaboration et se matérialisera probablement lors de la prochaine nuit des musées.

12A.3 LA VILLE DE GENÈVE OFFRE UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE DEGRÉ D'ACCESSIBILITÉ DE SES MUSÉES POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (TOUS HANDICAPS CONFONDUS).							
nombre de musées de la ville de Genève offrant une information détaillée sur l'accès pour les personnes en situation de handicap	max	2	3	●	2	2	●
	min	1			1		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Le projet a été transformé et adapté aux nouveaux besoins. En effet, dans le cadre de la refonte du site internet du musée d'art de l'histoire, une rubrique a été pensée pour donner l'information de manière simple aux publics en situation de handicap. Il en est presque de même pour l'Ariana qui a créé de nouvelles pages à ce sujet afin de pouvoir bacculer ces contenus dans le futur site qui devrait être en ligne début 2014. En outre, le site Accessibilité.ch devrait permettre de remplacer à terme le projet de fiche avec un système plus interactif sur le web.

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013		
12A.4 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE MET EN ŒUVRE UN PLAN DE COMMUNICATION SUR L'ACCÈS AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (VISUEL, OU AUDITIF, OU MENTAL, OU À MOBILITÉ RÉDUITE) À SES MUSÉES, SES THÉÂTRES ET SES MANIFESTATIONS.							
plan de communication	max	réalisé	réalisé	●	réalisé	réalisé	●
	min	réalisé			réalisé		
nombre d'actions de communication	max	10	14	●	10	10	●
	min	6			6		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ toutes les actions ont fait l'objet de communication avec des fiches descriptives, des mailings de relance, de l'affichage, des flyers d'information, des discours, des communiqués et dossiers de presse. L'information a été bien relayée dans les supports des associations concernées ainsi que dans des médias plus généraux comme le vivre à Genève, le courrier ou L'éman bleu.
- ✓ Le plan de communication s'est formalisé avec les supports décrit ci-contre. Il convient de relever qu'une série de vidéos sur les mesures a été réalisée ainsi qu'un film long métrage sur la question de la culture et du handicap.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
CHF 214'000.-	CHF 191'542.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite également sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
objectif ambitieux et en bonne voie de réalisation ✓ Le projet handicap et culture de la ville de Genève a maintenant valeur d'exemple au niveau cantonal, régional et national. ✓ Le réseau de partenariat s'étoffe et génère de nouvelles synergies, donnant naissance à des projets nouveaux portés par les partenaires. ✓ Les mesures mises en place essaient dans les réseaux des opérateurs culturels. ✓ La communication est relayée par les institutions concernées du domaine du handicap et font l'objet dans certains cas d'une complète réappropriation. ✓ Le projet visant à l'intégration de personnes en situation de handicap au sein de l'offre culturelle est déjà passé au palier de l'inclusion de ces personnes dans le domaine culturel (par exemple en tant que médiateur ou médiatrice). ~ Il est parfois difficile d'éliminer les barrières de l'accès à la culture, sachant que pour des personnes en situation de handicap les freins sont accrus : barrières physiques multiples, mais aussi symboliques (historique d'exclusion). pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/	

OBJECTIF 12B : INFRASTRUCTURES CULTURELLES

évaluation globale   

LA VILLE DE GENÈVE MET À NIVEAU LES INFRASTRUCTURES CULTURELLES.

responsable: DCS

collaborations: DCA

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	
indicateur(s)		au 31.12.2012			au 31.12.2013			
12B.1 LA VILLE DE GENÈVE MET À NIVEAU SES INFRASTRUCTURES CULTURELLES SELON LES PLANS FINANCIERS D'INVESTISSEMENT (PFI).								
% de mise en œuvre du PFI	max	40%	44.6%		50%	56.6%		
	min	25%			40%			

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ 3 nouveaux chantiers se sont ouverts : bot 3, La console et les dépôts des collections à l'écoquartier Jonction.
- ✓ Les travaux d'assainissement acoustique des salles de l'usine, la cave 12 et la rénovation des façades du MHN ont été terminés.
- ✓ 1 nouveau crédit de réalisation a été déposé (Am stram gram : machinerie).
- ✗ 2 crédits d'étude déjà votés ont été reportés car ils n'ont pas été considérés prioritaires.
- ✗ Le crédit d'étude pour la BGE Bastions a été refusé.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global et principalement sur les crédits d'investissements	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
Les investissements dans les infrastructures culturelles sont satisfaisants, malgré quelques reports de crédits.	
✓ 3 nouveaux chantiers se sont ouverts : bot 3, La console et les dépôts des collections à l'écoquartier Jonction. ✓ Les travaux d'assainissement acoustique des salles de l'usine, la cave 12 et la rénovation des façades du MHN ont été terminés. ✓ 1 nouveau crédit de réalisation a été déposé (Am stram gram : machinerie). pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/	✗ 2 crédits d'étude déjà votés ont été reportés car ils n'ont pas été considérés prioritaires. ✗ Le crédit d'étude pour la BGE Bastions a été refusé.

LA VILLE DE GENÈVE RENFORCE LA DÉONTOLOGIE DANS LES MUSÉES.

responsable: dcs

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)		seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	
indicateur(s)			au 31.12.2012			au 31.12.2013			
12C.1 D'ICI FIN 2013, LA VILLE DE GENÈVE SE DOTE D'UN DOCUMENT DE RÉFÉRENCE POUR LA POLITIQUE D'ACQUISITION DE SES INSTITUTIONS PATRIMONIALES, RENFORÇANT L'ENGAGEMENT DÉONTOLOGIQUE DESDITES INSTITUTIONS ET ASSURANT LA CONFORMITÉ DES COLLECTIONS AUX NORMES ÉTHIQUES ET JURIDIQUES DE LA PROFESSION.									😊
% de mise en œuvre d'un document de référence encadrant la politique d'acquisition des musées et des institutions patrimoniales municipales		max	50%	50%	●	75%	60%	●	
		min	25%			50%			
faits marquants 2013 et/ou remarques : ✓ Le document n'a pas encore été soumis au conseil administratif (CA), car il dépend d'aspects financiers liés à la mise en œuvre de la politique d'acquisition des musées. La validation du service juridique a par contre été obtenue. ✗ La mise en ligne se fera après la validation du CA. 25% : création du document 50% : validation par la commission de déontologie 75% : validation par le CA 100% : mise en ligne du document									
12C.2 D'ICI FIN 2014, 100% DES CONVENTIONS RELATIVES AUX PARTENARIATS, DONNS, LEGS, DÉPÔTS ET PRÊTS D'OBJETS, D'ŒUVRES OU DE COLLECTIONS AUX INSTITUTIONS PATRIMONIALES DE LA VILLE DE GENÈVE ONT ÉTÉ RELUES ET MISES À JOUR.									😊
% des conventions relatives aux partenariats, dons, legs, dépôts et prêts d'objets, d'œuvres ou de collections aux institutions patrimoniales de la ville de genève relues et mises à jour		max	50%	50%	●	80%	80%	●	
		min	40%			60%			
faits marquants 2013 et/ou remarques : ✓ La relecture des conventions a fait émerger la nécessité de se doter de documents-type (prévu en 2014, nouvel objectif). L'idée est d'harmoniser et fluidifier les processus et de capitaliser sur l'important travail de relecture des conventions.									
12C.3 À DATER DE 2011, LES OBJETS, ŒUVRES OU COLLECTIONS DONT LA PROVENANCE EST INSUFFISAMMENT DOCUMENTÉE OU NON-CONFORME AUX NORMES ÉTHIQUES ET JURIDIQUES INTERNATIONALES, FONT SYSTÉMATIQUEMENT L'OBJET D'UN EXAMEN ET DE RECOMMANDATIONS DE LA PART DE LA COMMISSION DE DÉONTOLOGIE.									😊
% des cas litigieux traités		max	100%	100%	●	100%	100%	●	
		min	90%			90%			
établissement d'un rapport annuel d'activités permettant le suivi des recommandations de la commission de déontologie		max	rapport 2011 établi	rapport 2011 établi	●	rapport 2012 établi	rapport 2012 établi	●	
		min	rapport 2011 établi			rapport 2012 établi			
faits marquants 2013 et/ou remarques : ✓ Le rapport 2010-2012 a été réalisé et présenté au CA, il n'est pas encore en ligne (cf. obj. 12c1). ✓ Le règlement est en ligne.									

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
CHF 43'800.-	CHF 16'600.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite également sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
L'objectif est en bonne voie de réalisation et 100% des cas litigieux ont été traités, même si la validation et la mise en ligne du document de référence ont pris un peu de retard.	
✓ dans le cadre des chantiers menés aujourd'hui sur les musées, la commission de déontologie constitue un pilier éthique. cette démarche permet aux institutions de porter un regard critique sur elles-mêmes. ✓ 100% des cas litigieux ont été traités en 2011 et 2012 par la commission de déontologie. ✓ perspective à venir : le travail fait au niveau du document de référence pour les collections patrimoniales va être mené pour le domaine de l'art contemporain (2014). pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/	✗ La clarification de la relation contractuelle avec l'expert en charge du mandat a pris plusieurs mois; cependant la réalisation des objectifs a progressé, avec un peu moins de rapidité que prévu.

OBJECTIF 13 : COOPÉRATION

évaluation globale   

LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE SA POLITIQUE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN PRIVILÉGIANT LA COOPÉRATION AVEC DES VILLES, EN FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET EN CONTRIBUANT AU RENFORCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES. ELLE S'ENGAGE À Y CONSACRER 0,7% DE SON BUDGET DE FONCTIONNEMENT DÈS 2018.

Responsable: DFL

collaborations: DCS et SJS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)	au 31.12.2012			au 31.12.2013			
13.1 D'ICI 2018, LA VILLE DE GENÈVE S'ENGAGE À ATTEINDRE LE 0,7% DE SON BUDGET DE FONCTIONNEMENT DÉDIÉ À DES PROJETS DE COOPÉRATION.							
évolution de la part du budget de fonctionnement consacré à la coopération	max	0.45%	0.54%		0.59%	0.61%	
	min	0.40%			0.54%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ budget supplémentaire de 500'000 CHF accepté

ce pourcentage tient compte des frais de fonctionnement de la DGS (charges de personnel, honoraires et prestations de service).

13.2 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE OPTIMISE LA GESTION OPÉRATIONNELLE ET FINANCIÈRE D'ANALYSE ET DE SUIVI DES PROJETS SOUTENUS PAR LE FONDS DE SOLIDARITÉ DE LA VILLE DE GENÈVE.							
constitution d'une commission consultative externe	max	-	réalisé				
	min	réalisé					
état d'avancement du processus d'optimisation (dès 2012)	max	20%	18%		80%	80%	
	min	10%			60%		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ Le processus global détaillé du secrétariat a été réalisé.
- ✓ 90% des associations qui ont déposé une demande ont eu un entretien avec un des membres du secrétariat.
- ✓ trois évaluations ont été réalisées sur le terrain dont deux par des mandataires externes. une directive relative aux déplacements à l'étranger du secrétariat de la DGS pour des visites sur le terrain a été édictée.
- ✓ Le formulaire des conditions d'octroi d'une subvention a été modifié. une évaluation externe sur un projet a été mandatée. cependant il n'existe pas d'évaluation systématique.

20% : Définition des processus du secrétariat.
40% : Affinage des formulaires de dépôt d'un dossier et documents d'accompagnement.
60% : Définition des critères techniques de sélection des projets
80% : Bilan et pistes d'amélioration du soutien aux associations pour améliorer la présentation des dossiers.
100% : Formalisation des outils de suivi, incluse la visite de terrain.

13.3 D'ICI FIN 2014, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EST PRIS EN COMPTE DANS LA SÉLECTION DES PROJETS DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT FINANÇÉS PAR LA VILLE DE GENÈVE							
intégration dans le formulaire de demande de subvention d'un chapitre sur le développement durable	max				réalisé	réalisé	
	min				réalisé		
état d'avancement de la mise en place des critères de développement durable (dès 2014)	max						
	min						

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ intégration dans le formulaire de demande de subvention des points suivants en lien avec le dd.

Mise en place de critères de dd (dès 2014) :
10% : définition de la collaboration service Agenda 21 - ville durable
40% : Définition des thématiques générale de dd
80% : Définition des critères pour les thématiques de dd
100% : Intégration des critères dd dans la sélection des projets

13.4 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE GAGNE EN VISIBILITÉ ET SE POSITIONNE COMME UN ACTEUR RECONNU DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT GRÂCE À SES ACTIONS D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION.							
nombre d'actions d'information et de sensibilisation à la coopération au développement soutenues ou organisées par la ville de Genève	max	15	15		20	12	
	min	5			10		

faits marquants 2013 et/ou remarques :

- ✓ la ville de Genève a participé et/ou organisé 12 événements en lien avec la coopération au développement

✗ Le plan d'action de communication n'a pas été réalisé
~ Les supports physiques de communication ont été réalisés, mais les supports virtuels sont en cours de réalisation

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2013	dépenses liées au budget supplémentaire 2013
CHF 500'000.-	CHF 500'000.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite également sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
L'augmentation des ressources et l'optimisation de la gestion sont des objectifs en bonne voie de réalisation. L'enjeu principal pour 2014 sera la mise en place de critères de développement durable pour la sélection des projets.	
✓ Augmentation du budget de 500'000 CHF. ✓ description détaillée des processus du secrétariat. ✓ optimisation de l'accompagnement des associations. ✓ organisation et participation à plusieurs événements extérieurs. ✓ intégration dans le formulaire de demande de subvention d'un chapitre sur le développement durable.	✗ report de la définition des thèmes généraux de développement durable. ✗ Le plan d'action de communication n'a pas été réalisé. ~ Les supports physiques de communication ont été développés mais les supports virtuels sont en cours de réalisation. ~ une réflexion est en cours sur l'implication du service Agenda 21 - ville durable au sein du secrétariat de la DGVS pour le volet développement durable.
pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/cooperation/	

DÉLÉGATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

6 DÉLÉGATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

6.1 DÉLÉGATION GENÈVE VILLE SOLIDAIRE (DGVS)

En 2013, grâce à une augmentation budgétaire de CHF 500'000.- pour l'aide au développement, la ville de Genève s'est approchée un peu plus de l'objectif qu'elle s'est fixée dans son programme stratégique de développement durable (PSDD)¹. Elle a en effet consacré 0.61%² de son budget à la solidarité internationale. Cette augmentation a permis de soutenir un plus grand nombre de projets et d'élargir ainsi le cercle des bénéficiaires dans les pays du sud. Cet effort, déployé depuis plusieurs années, est largement reconnu. La ville de Genève a ainsi été désignée « championne suisse en matière de coopération internationale » par solidar dans le cadre de son classement annuel « penser globalement – agir localement »³.

En 2013, la ville de Genève a soutenu un total de 142 projets, dont 18 pluriannuels.

Au cours de l'année, la DGVS s'est réunie à 5 reprises et a rendu une décision par voie circulaire. Elle a examiné 89 demandes de financement ; 62 ont été approuvées et 18 ont été au préalable préavisées favorablement par la commission consultative. Le conseil administratif (CA) a systématiquement suivi la DGVS dans ses choix.

Dans le cadre de la convention liant la ville de Genève à la Fédération genevoise de coopération (FGC), 44% des fonds dédiés à la solidarité internationale ont été confiés à cette organisation. Cette subvention a permis à la FGC de financer 60 projets et 2 plans d'actions, menés par 34 associations dans les domaines de la protection de l'environnement, de l'aide à l'enfance, de l'éducation, de la santé et du renforcement de la société civile.

Au niveau opérationnel, l'année 2013 a été marquée par la consolidation des processus internes du secrétariat. La mise en place de nouveaux formulaires pour les demandes de subvention et de grilles d'analyse pour l'examen des projets, des rapports financiers et des rapports d'activité a également permis d'optimiser le fonctionnement du secrétariat.

Pour finir, le CA a confié un mandat d'évaluation à un prestataire externe concernant un projet médical au Bénin. Ce type de prestations est essentielle, afin de vérifier l'utilisation correcte des fonds consentis (pertinence, efficacité, efficacité, utilité) et de s'assurer de l'impact à moyen et long terme sur les populations bénéficiaires.

¹ objectif 13, coopération : « La ville de Genève développe sa politique de solidarité internationale en privilégiant la coopération avec des villes, en favorisant le développement durable et en contribuant au renforcement des administrations locales. Elle s'engage à y consacrer 0,7% de son budget de fonctionnement dès 2018. »

² ce pourcentage tient compte des frais de fonctionnement de la DGVS (charges de personnel, honoraires et prestations de service).

³ <http://www.solidar.ch/rating-solidar-des-communes-3.html>

DÉLÉGATION GENÈVE VILLE SOLIDAIRE (DGVS)

INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (1/6)

367 Budget 2013: CHF 1'585'000.- + CHF 539'000.- (transférés de la rubrique «coopérations décentralisées») = CHF 2'124'000.- /projets financés par l'intermédiaire de la Fédération genevoise de coopération (FGC).

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
afrique	BENIN	Genève tiers-monde	renforcement des organisations socioprofessionnelles et promotion de l'emploi des jeunes (2012-2014), cotonou	25'865
		Helvetas	coton et cultures biologiques et équitables autour des aires protégées, parcs de la Pendjari et du w	35'649
	BURKINA FASO	Action de soutien de l'enfance démunie	développement du centre de formation des aménageurs ruraux de Guié : « intégrer la sauvegarde de l'environnement dans l'agriculture sahélienne »	50'000
		centre écologique Albert Schweitzer	Appui à la gestion des déchets municipaux de Saaba (Kadiogo, région du centre), Gourcy (Zondoma, région du nord) et Pô (Nahouri, région du sud)	24'514
		centre écologique Albert Schweitzer	Appui à la gestion des déchets municipaux de trois communes	28'300
		enfants du monde	Les femmes enceintes, les familles et les communautés en action pour améliorer la santé maternelle et néonatale (Phase 2) dans les régions du centre-Est et du centre-nord	50'000
		Graine de baobab	Agro-écologie dans 9 villages (Ouâda, V1, V4, V3, Boumbin, Kilaoré, Gandin, Dabaré, Naï), province du Boulgou, centre Est	18'457
	BURUNDI	Innovations et réseaux pour le développement	renforcement du réseau Grands-Lacs (RAPES-GL) dans le plaidoyer pour la gouvernance de la sécurité alimentaire et l'insertion socio-économique des jeunes, Burundi, RDC et Rwanda	72'000
	CAMEROUN	Innovations et réseaux pour le développement	Programme de formation et d'appui au développement local (PROFADEL), régions du Littoral, centre, ouest et Est	69'750
	MADAGASCAR	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation	soutien à l'amélioration de la scolarité et de l'éducation en milieu rural (communes d'Androvakely, d'Antanetibé et de Belanitra)	31'256
	MALI	Amis suisses villages de Dogons	Hydraulique villageoise et développement communautaire (2013-2015) : 5e région, cercle de Bankass et Koro, Pays Dogon	30'000
		Tourism for help	gestion d'un centre de formation et d'apprentissage (Doni Blon) sur les métiers liés au tourisme - une chance offerte aux jeunes en rupture professionnelle, communauté urbaine de Ségou	35'000
	NIGER	Swissaid	Appui à la production agricole dans la commune rurale de Torodi, département de Say, région de Tillabéry	20'000
		Swissaid	Appui à la société civile engagée en faveur d'une gestion transparente des revenus des industries extractives	26'000
		Swissaid	sécurité alimentaire et renforcement des capacités de la commune de Birni N'Gaouré (2013-2014), Préfecture de Boboye	27'521
	RD CONGO	Commission tiers-monde de l'Eglise protestante	Appui au centre pilote de formation professionnelle au Nord-Kivu, Rusayo, ville de Goma, territoires de Walikale, Masisi, Nyiragongo et Rutshuru	47'300
		L'association de soutien au théâtre des Intrigants	Promotion du théâtre en milieu scolaire à Kinshasa, quartier de N'djili	53'727
	RWANDA	Espoir pour ceux qui ont faim	Appui aux associations et coopératives agricoles de la province du Sud	39'400
	SENEGAL	Agir avec les Scouts pour une terre meilleure	contribution du scoutisme à la dynamique de paix en Casamance, phase 2	42'249
		Association pour l'accès à l'éducation et à la formation	Appui à l'insertion socio-économique de jeunes gens par l'éducation et la formation professionnelle en agriculture urbaine et périurbaine, Thiès	25'407
		Espace Femmes International	Formation en ligne (e-learning) en genre et développement 2013-2015, Afrique de l'ouest	50'000
	TANZANIE	Association pour le développement des aires protégées	gestion communautaire des ressources naturelles dans la division d'Inyonga (2012-2013), 13 villages, District de Mpanda, Rukwa	30'000
	TCHAD	Utopie Nord-Sud	gestion des ordures ménagères par les comités d'assainissement de la ville de Mongo	12'346

6.1

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(2/6)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
	TOGO	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation	éducation et protection sociales des enfants filles démunies travailleuses dans le secteur informel au togo (2012-2014), Lomé	36'000
		Association pour l'accès à l'éducation et à la formation	soutien à l'éducation et à la formation professionnelle pour enfants orphelins de parents victimes du sida (2011-2013), Lomé	42'750
Amérique centrale	GUATEMALA	Helvetas	PRODET: développement économique rural territorial	44'646
	HAÏTI	kombit	programme de développement local 2013-2014 du réseau des organisations de productrices et de producteurs Agricoles de la Grand'Anse (ROPAGA), presqu'île du sud	58'000
	MEXIQUE	madre tierra suisse	santé communautaire: formation de promoteurs et promotrices, campagnes de santé et forums. chiapas, jacaltenango	40'000
	NICARAGUA	Espace femmes international	prévention de la violence de genre et accès à la justice, mulukuku	16'850
		urbamonde	renforcement de la dynamique inter-municipale de gestion du territoire bassin versant du rio grande, matagalpa, nicaragua	21'573
	SALVADOR	centrale sanitaire suisse romande	réhabilitation intégrale des blessés de guerre et des enfants/jeunes handicapés à chalatanango	20'000
		enfants du monde	collaborer avec les individus, les familles et les communautés pour améliorer la santé maternelle et infantile (Phase 2013) dans 8 municipalités	51'965
Amérique du sud	BOLIVIE	instituto para el desarrollo humano	de l'espace privé à la société civile, une sexualité sans dérapage. prévention des abus sexuels et prévention de la violence dans les 1 ^{ères} relations affectives chez les adolescent-e-s de quillacollo	49'157
	BRÉSIL	E-changer	Promotion des droits des enfants et adolescents en milieu urbain, en partenariat avec le cedeca interlagos, sao paulo	37'865
		mouvement populaire des familles	menuiserie vida nova - formation professionnelle et sociale pour adolescents et jeunes, ville de joao Pessoa, paraíba, nordeste	26'280
	COLOMBIE	genève tiers-monde	quand les quartiers populaires se mobilisent contre la dégradation environnementale. endacol	22'000
		genève tiers-monde	culture paysanne périurbaine et souveraineté alimentaire	26'000
		mouvement pour la coopération internationale	éducation de base des adultes avec des communautés emberas du département d'antioquia, communes de dabeida y frontino	20'000
	EQUATEUR	traditions pour demain	le poids des mots et le choc de l'image pour l'identité culturelle kichwa au nord	27'207
	PEROU	genève tiers-monde	intégration scolaire des élèves vivant avec un handicap (systématisation, publication et diffusion), cusco, région sud andine	21'505
		kallpa	municipalités promotrices de la santé qui s'investissent dans la petite enfance, san juan de lurigancho	47'500
Asie	BANGLADESH	enfants du monde	collaborer avec les individus, les familles et les communautés afin d'améliorer la santé maternelle et néonatale (Phase 2013-2014), district de netrokona	50'000
Europe	SUISSE	centre europe-tiers monde	publication "L'organisation de grands événements sportifs et leurs impacts dans les pays du sud" (titre provisoire)	19'005
		centre europe-tiers monde	publication "se débarrasser des béquilles" par v. tandon	24'150
		centre europe-tiers monde	soutien 2013 aux pages "solidarité" du courrier	50'000
		cinémas des trois mondes	15 ^{ème} Festival Filmar en America latina	25'000
		déclaration de berne	matériel pédagogique pour une alimentation responsable et une agriculture durable	12'600
		Food first, information and action network, FIAN suisse	campagne de sensibilisation pour le droit à l'alimentation	34'020

INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (3/6)

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
		Innovations et réseaux pour le développement	nouveau manuel de gestion des ONG et des OP	30'000
		Jardins de cocagne	réalisation de films : vie et luttes de nos partenaires africains - une collaboration exemplaire dans la durée	19'436
		magasins du monde	Promouvoir le commerce équitable et la consommation responsable	15'750
divers continents	DIVERS PAYS	caritas	Plan d'action quadriennal 2012-2015	260'000
		terre des hommes suisse	Plan d'action quadriennal 2013-2016	130'000
sous-total				2'124'000
367 Budget 2013: CHF 3'455'000.- (- CHF 539'000) = CHF 2'916'000.-				
Afrique	BENIN	waterlex	Mise en place du cadre décentralisé pour l'accès universel à l'eau	50'000
		GMFER	Programme de prévention et de traitement des fistules obstétricales à l'hôpital de saint-Jean de Tanguéta	20'000
	BURKINA FASO	Académie de droit international humanitaire	renforcement des capacités en droits humains des magistrats	10'000
		Buud-yam	construction d'un centre de santé à Mesga	37'230
		Maison d'accueil Burkina Faso	Projet de construction d'un foyer de jeunes filles	41'400
		Vankadiy	Forage d'un puits dans l'école de Fada N'Gourma	4'000
	BURUNDI	Alliance internationale pour la gestion de l'eau de pluie	Ecoles bleues, Bubanza	36'500
		Artisans de Paix	Mise en œuvre des cercles de paix	25'000
	CAMEROUN	Avocats sans frontières suisse	défense des LGBT à Yaoundé	40'000
		ESOFÉ - SUISSE	Programme d'éducation et développement à Bakwat	10'000
	CAP-VERT	Archipel 238	soutien à une école, Ile de Fogo	5'000
	CÔTE D'IVOIRE	conservatoire et jardin botaniques de la ville de Genève	Projet de palmiers solidaires	59'000
		Les dents soufflent de vie	Prévention des maladies bucco-dentaires	5'000
	DIVERS PAYS	Association genevoise pour l'alimentation infantile	Promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant Bénin, Gabon et Burkina Faso	96'843
	EGYPTE	Ecumenical Alliance for human rights	Appui aux femmes défavorisées au Caire	30'000
		Fondation Alkarama	renforcement du droit humanitaire et de l'état de droit au Caire	50'000
	GUINÉE BISSAU	Fondation suisse du service social international	marriage communautaire pour améliorer la situation des enfants	30'820
	MADAGASCAR	glocal	soutien à la mise en œuvre de l'Agenda 21 dans les communes rurales	45'540
	MALI	Forum civique européen	soutien de 21 villages, commune de Fala	40'000
	MAROC	Bureau international pour le respect des droits de l'homme au Sahara occidental	Formation en droits humains	32'590
	MAURITANIE	Association pour la prévention contre la torture	monitoring du traité international pour la prévention de la torture	50'377
	OUGANDA	Keiser Initiative for Uganda	rénovation de l'école primaire de Busunga	10'000
		sidecole	Projet pour les enfants des rues	9'500
	RD CONGO	Fondation Pro Victimis	soutien des femmes victimes de violences sexuelles, Bunia	55'000
		Groupe de réflexion sur l'Afrique et le RD Congo	Reboisement agro-forestier au Sud Kivu	20'000
		Organisation mondiale contre la torture	Finalisation de la maison des femmes victimes de violences sexuelles à Goma	75'000

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(4/6)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
	RWANDA	comité pour le concours des grands lacs	concours du droit international et humanitaire des grands lacs, kigali	20'600
		dignité en détention	construction d'un centre de détention à nyagatare	65'000
		Eirene suisse	Promotion de la paix à nyaruguru, Huye, Gisuraga	45'000
	SENEGAL	cayla solidaire	AFEE femme, enfant, environnement	10'000
		conservatoire et jardin botaniques de la ville de Genève	Projet de coopération au Sénégal 2013-2014	33'659
		Fonds de solidarité et de développement	contribution au remplacement du matériel radio à dakar	10'000
	SUD SOUDAN	radio dakar	contribution à la campagne de sensibilisation de la radio dakar	9'410
		Les amis de soeur emmanuelle	centre de formation professionnelle à Lologo	75'000
		Médecins sans frontières	prévention et prise en charge de la malnutrition infantile à massakory	80'000
	TUNISIE	Avocats sans frontières suisse	conférence Afrique sur la cour pénale internationale, tunis	20'000
		Le centre de conseils et d'appui pour les jeunes en matière de droits de l'homme	renforcement des jeunes défenseurs des droits humains en Afrique nord	75'000
		International bridges to justice	Projet de justice équitable pour tous	40'694
Amérique centrale	GUATEMALA	commission internationale de juristes	Accès des groupes vulnérables et autochtones à la justice	56'597
	HAITI	Association de l'Arche du bouclier bleu	centre de traitement du patrimoine documentaire, port-au-Prince	50'000
		Lumière pour haïti	centre de formation professionnelle, port-au-Prince	58'000
		Médecins du monde suisse	reconstruction du dispensaire Dufour, phase II	60'000
Amérique du sud	BRESIL	Aquaverde	Reforestation en terre surui, Rondonia	46'486
		nordesta reforestation et éducation	Projet abeilles, Etat Alagoas	49'788
	CHILI	Association territoires solidaires	Programme de planification stratégique à la vallée d'Itaca	40'000
	COLOMBIE	Association lectures partagées	création d'un réseau de lecture en zone rurale de la province de Nariño	25'000
		Fondation aide aux enfants	Promefa, insertion sociale des mères célibataires	50'000
	PARAGUAY	conservatoire et jardin botaniques de la ville de Genève	Projet de coopération au Paraguay 2013-2014	48'843
	PEROU	Association du muletier au guide de montagne	Formation de guides de haute montagne	5'000
Asie	AFGHANISTAN	Bakhtar development network	cours intensifs pour sages-femmes communautaires	27'395
	ARMENIE	Association utopiana	transformer : un camion pour la promotion de la culture, Erevan	55'000
	CAMBODGE	Association krousar thmey	Programme de protection de l'enfance, centre Serey Sophon, Région Banteay Mean	48'128
	INDE	terre des hommes suisse	contribution au projet en Inde (marche de l'espoir 2013)	5'000
	TIBET	Peu-La au Tibet	soutien à la population nomade du haut plateau	35'000
	VIETNAM	Association One Action	Projet connecting the Ho Gui Hamlet	6'000
		Association pour l'enfance du Vietnam	soutien de l'école An Binh	5'000
Divers continents	DIVERS PAYS	Association suisse contre l'impunité	Programme de lutte contre l'impunité	59'900
		Fondation l'appel de Genève	Lutte contre les violences sexuelles dans les conflits armés	80'000

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(5/6)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
		Fondation martin ennals	3 Projets pour 3 nominés, Prix martin ennals 2013, Haïti, Egypte, Russie	34'950
		Fondation martin ennals	Bourses pour 3 nominés du Prix martin ennals 2013	15'000
		organisation mondiale contre la torture	Mise en oeuvre des normes internationales visant à protéger les enfants privés de liberté contre la torture et les mauvais traitements au Bénin et en Uruguay	50'000
		PALC association	Tribunal d'évictions octobre 2013	15'000
		Peace brigades international	renforcement de la protection des défenseurs des droits humains	40'000
		Peace brigades international	renforcement des mécanismes de protection des défenseurs et défenseuses des droits humains	30'000
		service international des droits de l'homme	Geneva training course on international human rights Law	20'000
Europe	GENEVE	Association lectures partagées	soutien à la sensibilisation en droits humains au collège sismondi	3'150
		centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones	tournée des peuples autochtones aux Nations Unies	40'000
		centre international de formation à l'enseignement des droits de l'homme	Formation pour le renforcement de capacités EPU	10'000
		département de la culture et du sport	contribution à la conférence Lift-3	6'500
		Fédération genevoise de coopération	contribution aux frais de fonctionnement	183'200
		Festival du film et forum international sur les droits humains	Programme solidarité de la 12 ^{ème} édition du FIFDH	110'000
		Festival du film et forum international sur les droits humains	Evénement contre les violences faites aux femmes RDC	10'000
		Peace watch Switzerland	tournée suisse des travailleurs agricoles du Guatemala	2'000
moyen-orient	LIBAN	Rencontres et cultures du monde arabe	Journées de la science à Beyrouth	50'000
	TERRITOIRES PALESTINIENS	Alliance pour la restauration du patrimoine culturel dans la ville sainte de Jérusalem	Protection du cimetière Mamilla, Jérusalem	5'000
		Association Palestine demain	soutien à la cantine scolaire "Hope Flowers school", Bethléhem	10'000
		comité national suisse d'appui au Tribunal Russell sur la Palestine	quatrième session du Tribunal Russell	20'000
		Défense des enfants international	Programme de justice pour mineurs dans le monde arabe	25'000
		Fondation les instruments de la paix	centre de réparation d'instruments à cordes	75'000
		Musée d'ethnographie de Genève	entreposage des œuvres du patrimoine de Gaza	22'183
		SURGIR	Lutter ensemble contre les violences sexuelles	1'000
Europe	GENEVE	Fédération genevoise coopération	retour du non-dépensé de la contribution du Fonds des villes contre la pauvreté 2010	-85'448
		globalplanetwork	solde non utilisé Atelier média armes nucléaires	-15'000
			solde non dépensé en 2013	54'165
sous-total				2'916'000

6.1

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(6/6)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
367 Budget 2013: CHF 159'500				
Amérique du sud	COLOMBIE	comité international de la croix-rouge	subvention 2013	51'500
divers	DIVERS	médecins sans frontières	subvention 2013	8'000
	DIVERS PAYS	TRIAL	subvention 2013	100'000
sous-total				159'500
367 TOTAL				5'199'500
365 Budget 2013: CHF 301'600.-				
		Association cap vert - Genève	subvention nominative 2013	2'000
		Association centre Europe - tiers monde	subvention nominative 2013	51'500
		Association Genève tiers-monde	subvention nominative 2013	15'500
		CAGI (Mandat international)	subvention nominative 2013	50'000
		Fédération genevoise de coopération	Accord cadre 2012-2016	92'800
		Fondation de l'Appel de Genève	subvention nominative 2013	30'900
		Fondation Didé	subvention nominative 2013	5'200
		Fondation du Docip	subvention nominative 2013	20'600
		organisation mondiale contre la torture	subvention nominative 2013	18'600
		serv. intern. pour les droits de l'homme	subvention nominative 2013	4'100
		terre des hommes suisse, section romande	subvention nominative 2013	8'900
			non-dépensé 2013	1'500
TOTAL				301'600
total 365+367				5'501'100

(cf tableau 4.2.8 subventions monétaires en page 99)

6.2 DÉLÉGATION À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La délégation à l'aménagement du territoire a pour but de traiter des dossiers d'aménagement des espaces publics ou de plans d'affectation du sol conduits par les services du département des constructions et de l'aménagement, par le service des espaces verts ou par des tiers et portant sur le territoire de la ville de Genève.

La délégation donne l'orientation des études, des rapports et travaux à exécuter, et en définit les priorités. Elle décide des options stratégiques en relation avec les dossiers d'aménagement. Les dossiers ainsi traités sont régulièrement rapportés au conseil administratif par le département des constructions et de l'aménagement en vue des décisions à prendre qui relèvent de sa compétence.

Elle est composée des magistrats en charge du département des constructions et de l'aménagement (monsieur rémy pagani, conseiller administratif), du département de la culture et du sport (monsieur sami kanaan, conseiller administratif) et du département de l'environnement urbain et de la sécurité (monsieur guillaume barazzone, conseiller administratif). La délégation comprend également la présence permanente de la direction du département des constructions et de l'aménagement (madame isabelle charollais, codirectrice, et monsieur claudé-alain macherel, codirecteur).

La présidence a été assurée successivement par monsieur sami kanaan, de janvier à juin 2013, puis par monsieur guillaume barazzone, de juin à décembre 2013.

En 2013, la délégation s'est réunie à 10 reprises. madame annick viaccoz, assistante de direction au département des constructions et de l'aménagement, a assuré la prise des notes de séances.

La délégation a instruit de nombreux dossiers. Parmi les objets les plus importants il convient de citer notamment :

Rade

sous l'égide de la délégation a été initiée la définition et la rédaction d'un cahier des charges en vue d'un concours d'idées permettant de définir une image directrice et des principes d'aménagement. La méthode consiste à proposer une vision à long terme de l'aménagement de la rade tout en proposant des améliorations et des réalisations concrètes à court et moyen terme.

Parking des clés-de-rive et piétonisation du centre-ville

En relation avec la résolution R-167 du 31 octobre 2012, intitulée « pour que la stratégie de piétonisation puisse un jour se réaliser, construisons le parking dit des clés-de-rive », la délégation a décidé de proposer au conseil administratif un préavis favorable à la requête préalable en autorisation déposée par les constructeurs du parking des clés-de-rive, à la condition qu'une convention et des accords soient signés permettant de garantir une simultanéité des procédures concernant à la fois la

construction dudit parking et la réalisation d'une vaste zone piétonne au centre-ville.

Plaine de Plainpalais

La délégation a suivi le processus de traitement par les commissions spécialisées du conseil municipal des deux demandes de crédit concernant la dernière étape de réaménagement de la plaine de Plainpalais, soit d'une part l'aménagement du mail périphérique et, d'autre part, la réfection de la pointe nord, constituée d'un espace de verdure fortement dégradé.

Projet « Les Réverbères de la Mémoire »

Le projet, issu à l'origine d'une volonté du conseil municipal votée à une très large majorité, consiste à ériger dans l'espace public un monument œuvre de l'artiste melik ohanian, dédié à la mémoire commune des genevois et des arméniens et offert par la communauté arménienne de Genève. Depuis les débuts ce projet fait l'objet d'une opposition marquée de la part des représentants du gouvernement de Turquie et de certains milieux associatifs turcs actifs en Suisse. Après une évaluation approfondie des lieux possibles pour ce projet, en tenant compte de nombreux paramètres (nature du projet, contraintes patrimoniales et techniques, etc.), le choix de la délégation s'est porté sur le parc de l'Ariana, propriété de la ville de Genève, la délégation a consacré plusieurs séances à ce dossier particulièrement délicat, qui suscite aussi des interrogations de la part de la Berne fédérale ainsi que des Nations Unies à Genève ; la délégation s'est employée à rassurer les différents interlocuteurs sur la nature universelle et pacifique du message véhiculé par ce projet.

Gare de Cornavin

La délégation a été régulièrement informée du dossier d'extension de la gare de Cornavin. Elle a pris connaissance des différentes variantes et des conditions qui ont permis d'opter pour une extension en sous-sol, laquelle, contrairement à la proposition initiale des CFF en faveur d'une extension en surface, permettra de sauvegarder la dimension urbanistique de la partie basse du quartier des Grottes.

La délégation a également traité de nombreux autres dossiers, au gré de l'actualité ou des nécessités exprimées. Il s'agit notamment :

- du projet Praille – Acacias – Vernets, dont la lente phase de gestation met en évidence la difficulté à trouver des intérêts convergents entre les différentes entités concernées ;
- du suivi du dossier du CEVA, notamment s'agissant des aménagements extérieurs aux pourtours des deux gares situées sur le territoire municipal, ainsi que derniers développements en matière de sécurité ;
- du projet de rénovation et d'extension de la galerie marchande métroshopping de Cornavin ;

- du projet « cheneviers IV », qui prévoit à terme la construction d'une nouvelle usine d'incinération des ordures ménagères ;
 - d'un projet de réalisation d'une zone à priorité piétonne sur le quai des bergues, conformément aux accords conclus avec l'état de genève et manor dans le cadre du тсов ;
 - de la signalétique des wc-publics, dont le programme de rénovation suit son cours ;
 - du projet d'implantation d'une structure éphémère dans le lit du rhône à la hauteur du pont de la machine, destinée à la baignade ;
 - du projet FUSIO, qui a pour but de revoir le mode de collecte des ordures ;
 - de l'accès au parc des eaux-vives, en vue de supprimer tout trafic de transit ;
 - du réaménagement du quai gustave-Ador, avec sécurisation des traversées piétonnes, création d'une piste cyclable à double sens et mise en place d'un revêtement phono absorbant.
- « vieusseux » ;
 - les directions des hôtels Four seasons hôtel des bergues et The Ambassador, puis le représentant d'une partie des commerçants du quai des bergues, dans le cadre du projet de fermeture du quai à la circulation ;
 - la direction de l'institut de hautes études internationales et du développement (ИНΕΙD) pour la présentation d'un projet d'espace de rencontre entre la genève internationale, la cité et ses visiteurs, intitulé « Portail des nations » ;
 - les mandataires d'un projet éphémère, pour deux ans, de bains lacustres sur le rhône, à la hauteur du pont de la machine, dans le cadre des festivités liées au bicentenaire de l'entrée de genève dans la confédération.

Enfin, la Délégation a procédé aux auditions suivantes :

- la direction de la fondation des parkings, concernant le projet de rénovation et d'extension de la galerie marchande Métroshopping ;
- madame nurdan bayraktar golder, consul général de turquie à genève, puis les représentants de l'union arménienne de suisse, puis enfin les représentants de la fédération des associations turques de suisse romande, concernant le projet « Les réverbères de la mémoire » ;
- la direction générale de l'environnement (DIME) et SIG pour une présentation du projet « cheneviers IV » ;
- madame michèle künzler, conseillère d'état en charge du DIME, accompagnée du directeur de la DGM pour un échange au sujet du dossier des transports publics ;
- le département cantonal de l'urbanisme (DU), accompagné de représentants de la FIPDI (Fondation des immeubles pour les organisations internationales), de la mission suisse auprès des nations-unies et de la fédération internationale des sociétés de la croix-rouge et du croissant-rouge, pour une présentation du projet d'extension des bâtiments que cette dernière occupe au petit-saconnex ;
- la société vallartigroup et les mandataires du projet de construction du parking des clés-de-rive, pour une présentation du dossier ;
- la SCHG (société coopérative d'habitation genève), pour une présentation du projet lauréat du concours

ANNEXES

7 ANNEXES

7.1 PRÉSENTATIONS « LÉGALES »

7.1.1 CHARGES DE FONCTIONNEMENT PAR POLITIQUE PUBLIQUE ET CHAPITRE COMPTABLE

en francs

Administration générale	01 CONSEIL MUNICIPAL	02 CONSEIL ADMINISTRATIF, MAIRE ET ADJOINT	05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE	08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)	09 DIVERS (NON VENTILABLES)	TOTAL
CHARGES	2'528'877	2'122'730	236'038'637	13'019'443	5'368'984	259'078'671
30 charges de personnel	1'818'361	1'381'506	200'758'132	1'764'702	5'368'984	211'091'685
300 Autorités et commissions	1'748'928		1'520			1'750'448
301 traitements du personnel		1'268'352	64'342'125	1'442'619		67'053'095
303 Assurances sociales	66'050	101'644	5'279'518	119'448		5'566'660
304 caisses de pensions et de prévoyance			128'251'322	168'726		128'420'048
305 Assurance maladie et accidents	2'828	11'271	1'337'700	26'599		1'378'398
306 prestations en nature			115'230	6'586		121'815
307 prestations aux pensionnés					5'368'984	5'368'984
308 personnel interimaire			50'511			50'511
309 autres charges du personnel	555	240	1'380'206	725		1'381'726
31 biens, services et marchandises	611'392	726'101	21'211'568	5'982'188		28'531'249
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	68'826	3'837	1'373'556	-		1'446'220
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	2'294	3'742	719'061	101'087		826'184
312 eau, énergie, combustible			1'417'485	445'823		1'863'307
313 Achats de fournitures et autres marchandises	548	1'845	3'085'347	43'773		3'131'514
314 entretien des immeubles par des tiers	1'337	9'677	2'443'028	2'971'971		5'426'013
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	25'015	16'896	4'211'892	15'453		4'269'255
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	-	11'953	1'013'615	269'935		1'295'503
317 dédommagements	169'917	134'608	697'977			1'002'502
318 honoraires et prestations de service	339'222	497'822	5'282'201	1'846'710		7'965'955
319 frais divers	4'232	45'721	967'405	287'437		1'304'796
33 Amortissements	83'579		8'458'008	2'991'317		11'532'904
330 Amortissements ordinaires du PF			639'760			639'760
331 Amortissements ordinaires du PA	83'579		7'029'482	3'865'965		10'979'027
334 pertes sur débiteurs			788'766	-874'648		-85'883
35 dédommagements à des collectivités publiques			39'438	1'095		40'534
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons			28'282	1'095		29'378
352 dédommagements à des collect. publiques - communes			11'156			11'156
36 subventions accordées	2'000		24'800	1'741'749		1'768'549
360 subventions accordées - confédération				387'780		387'780
361 subventions accordées - cantons			4'800	17'706		22'506
363 subventions accordées - propres établissements				3'405		3'405
365 subventions accordées - institutions privées	2'000		20'000	1'328'985		1'350'985
366 subventions accordées - personnes physiques				3'873		3'873
37 subventions redistribuées			83'575			83'575
376 personnes physiques			83'575			83'575
39 imputations internes	13'545	15'123	5'463'115	538'393		6'030'176
390 intérêts répartis	1'638		847'348	502'244		1'351'230
391 mise à disposition de locaux		-	3'770'954	17'580		3'788'534
392 autres prestations internes	11'907	15'123	844'813	18'570		890'412

en francs

sécurité publique	10 PROTECTION JURIDIQUE	11 SÉCURITÉ MUNICIPALE	14 INCENDIE ET SECOURS	16 PROTECTION CIVILE	TOTAL
CHARGES	10'335'369	50'433'303	48'607'604	3'632'629	113'008'905
30 charges de personnel	3'124'312	29'590'372	39'278'326	1'946'747	73'939'757
301 traitements du personnel	2'550'476	23'298'358	30'651'579	1'574'312	58'074'725
303 assurances sociales	205'276	1'888'171	2'473'904	130'329	4'697'679
304 caisses de pensions et de prévoyance	312'637	3'025'266	4'292'417	205'850	7'836'170
305 assurance maladie et accidents	40'993	398'670	520'639	25'940	986'243
306 prestations en nature	1'956	732'378	276'766	9'582	1'020'682
309 autres charges du personnel	12'974	247'529	1'063'020	733	1'324'257
31 biens, services et marchandises	264'313	2'289'675	6'153'109	786'125	9'493'222
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	27'035	513'163	95'487	4'310	639'995
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	11'840	19'541	800'890	16'194	848'465
312 eau, énergie, combustible	16'030	327'072	477'687	278'694	1'099'483
313 achats de fournitures et autres marchandises	957	95'302	1'495'599	50'482	1'642'339
314 entretien des immeubles par des tiers	58'596	306'796	1'369'874	274'013	2'009'279
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	38'636	286'265	595'123	29'526	949'549
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	53'840	411'999	38'865	10'329	515'032
317 dédommagements	6'353	33'326	421'414	3'415	464'508
318 honoraires et prestations de service	51'027	292'281	647'086	117'763	1'108'156
319 frais divers	-	3'931	211'084	1'400	216'415
33 amortissements	2'285	756'712	2'538'482	760'389	4'057'867
331 amortissements ordinaires du PA	1'775	263'868	2'391'511	760'389	3'417'543
334 pertes sur débiteurs	510	492'844	146'971	-	640'324
35 dédommagements à des collectivités publiques	185'468	16'531'261		42'189	16'758'918
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	185'468	16'531'261		42'189	16'758'918
36 subventions accordées	6'528'103	35'443	37'886	7'814	6'609'246
365 subventions accordées - institutions privées	6'013'308	29'611	37'886	7'814	6'088'618
366 subventions accordées - personnes physiques	514'795	5'832			520'627
39 imputations internes	230'887	1'229'841	599'801	89'365	2'149'895
390 intérêts répartis	47	20'540	71'933	62'723	155'243
391 mise à disposition de locaux	203'868	1'143'727	488'668	19'952	1'856'215
392 autres prestations internes	26'972	65'574	39'200	6'690	138'436

en francs

enseignement et formation		21 ÉCOLES PUBLIQUES	TOTAL
CHARGES		59'201'154	59'201'154
30	charges de personnel	16'724'870	16'724'870
301	traitements du personnel	12'551'262	12'551'262
303	Assurances sociales	1'030'412	1'030'412
304	caisses de pensions et de prévoyance	1'267'593	1'267'593
305	Assurance maladie et accidents	222'175	222'175
306	prestations en nature	61'108	61'108
308	personnel interimaire	1'487'982	1'487'982
309	autres charges du personnel	104'339	104'339
31	biens, services et marchandises	14'453'322	14'453'322
310	fournitures de bureau, imprimés, publicité	37'630	37'630
311	meublier, machines, véhicules et matériel	702'876	702'876
312	eau, énergie, combustible	4'098'283	4'098'283
313	Achats de fournitures et autres marchandises	562'634	562'634
314	entretien des immeubles par des tiers	6'334'449	6'334'449
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	362'896	362'896
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	552'483	552'483
317	dédommagements	409'968	409'968
318	honoraires et prestations de service	1'392'064	1'392'064
319	frais divers	40	40
33	Amortissements	14'145'260	14'145'260
331	Amortissements ordinaires du PA	14'145'094	14'145'094
334	pertes sur débiteurs	166	166
35	dédommagements à des collectivités publiques	10'335'708	10'335'708
351	dédommagements à des collect. publiques - cantons	212'467	212'467
352	dédommagements à des collect. publiques - communes	10'123'241	10'123'241
36	subventions accordées	1'295'465	1'295'465
361	subventions accordées - cantons	208'616	208'616
365	subventions accordées - institutions privées	1'042'093	1'042'093
366	subventions accordées - personnes physiques	39'556	39'556
367	subventions accordées - étranger	5'200	5'200
39	imputations internes	2'246'530	2'246'530
390	intérêts répartis	1'607'157	1'607'157
391	mise à disposition de locaux	377'080	377'080
392	Autres prestations internes	262'293	262'293

en francs

culture et loisirs	30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE	33 PARCS ET PROMENADES	34 SPORTS	35 AUTRES LOISIRS	TOTAL
CHARGES	259'557'527	35'178'867	48'561'482	21'144'701	364'442'578
30 charges de personnel	128'984'254	26'288'351	22'625'616	887'387	178'785'607
300 autorités et commissions	6'525				6'525
301 traitements du personnel	103'411'301	20'854'422	18'343'267	697'713	143'306'703
303 Assurances sociales	8'473'662	1'692'686	1'493'271	56'918	11'716'536
304 caisses de pensions et de prévoyance	13'182'945	2'666'071	2'237'060	120'439	18'206'515
305 assurance maladie et accidents	2'228'152	711'592	386'593	11'953	3'338'290
306 prestations en nature	443'081	234'594	62'935	-	740'610
308 personnel interimaire	615'571				615'571
309 autres charges du personnel	623'016	128'988	102'489	364	854'857
31 biens, services et marchandises	42'506'605	4'404'313	9'088'919	666'400	56'666'237
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	6'025'204	60'293	261'852		6'347'350
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	2'576'276	309'498	577'392	3'590	3'466'756
312 eau, énergie, combustible	3'272'353	896'388	3'275'243	134'170	7'578'154
313 achats de fournitures et autres marchandises	2'073'099	1'061'488	928'381	6'165	4'069'133
314 entretien des immeubles par des tiers	10'046'152	739'514	1'883'737	287'492	12'956'895
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	1'745'438	250'940	203'585	3'691	2'203'654
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	3'439'911	396'612	43'136	188'487	4'068'147
317 dédommagements	449'590	47'447	16'660	1'320	515'016
318 honoraires et prestations de service	12'629'212	630'972	1'892'698	41'484	15'194'366
319 frais divers	249'370	11'163	6'234	-	266'767
33 Amortissements	10'729'739	3'547'254	5'767'889	191'815	20'236'698
331 amortissements ordinaires du PA	10'631'622	3'547'254	5'838'465	191'815	20'209'156
334 pertes sur débiteurs	98'117		-70'576		27'541
35 dédommagements à des collectivités publiques			1'374'917		1'374'917
352 dédommagements à des collect. publiques - communes			1'374'917		1'374'917
36 subventions accordées	74'293'704	198'870	8'937'384	18'674'674	102'104'631
361 subventions accordées - cantons	380'939			9'570'318	9'951'257
362 subventions accordées - communes	89'397				89'397
363 subventions accordées - propres établissements	6'305'356				6'305'356
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	42'261				42'261
365 subventions accordées - institutions privées	66'897'964	198'870	8'836'384	9'104'356	85'037'574
366 subventions accordées - personnes physiques	469'934		101'000		570'934
367 subventions accordées - étranger	107'851				107'851
38 Attribution aux financements spéciaux	36'533				36'533
386 Attribution aux financements spéciaux	36'533				36'533
39 imputations internes	3'006'692	740'080	766'757	724'425	5'237'954
390 intérêts répartis	820'103	240'349	377'133	21'906	1'459'491
391 mise à disposition de locaux	1'299'923	277'600	32'893	631'711	2'242'127
392 autres prestations internes	886'666	222'131	356'731	70'808	1'536'336

7.1

en francs

prévoyance sociale		54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE	58 AIDE SOCIALE	TOTAL
CHARGES		102'871'042	53'868'625	156'739'667
30	charges de personnel	7'520'104	11'774'191	19'294'296
300	Autorités et commissions	7'721	7'233	14'953
301	traitements du personnel	5'994'817	9'340'441	15'335'258
303	Assurances sociales	492'651	769'811	1'262'461
304	caisses de pensions et de prévoyance	836'424	1'175'218	2'011'642
305	Assurance maladie et accidents	96'816	156'369	253'184
306	prestations en nature	2'825	2'827	5'652
308	personnel interimaire		221'054	221'054
309	Autres charges du personnel	88'852	101'240	190'092
31	biens, services et marchandises	4'597'179	6'359'989	10'957'169
310	fournitures de bureau, imprimés, publicité	115'019	346'045	461'064
311	meublier, machines, véhicules et matériel	358'325	106'267	464'592
312	eau, énergie, combustible	211'234	347'854	559'087
313	Achats de fournitures et autres marchandises	55'127	56'659	111'785
314	entretien des immeubles par des tiers	912'190	1'398'457	2'310'647
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	216'078	168'501	384'579
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	1'420'581	3'067'634	4'488'215
317	dédommagements	32'824	39'343	72'167
318	honoraires et prestations de service	1'271'701	817'770	2'089'471
319	frais divers	4'102	11'459	15'562
33	Amortissements	2'486'482	2'004'296	4'490'777
331	Amortissements ordinaires du PA	2'406'882	2'002'918	4'409'800
334	pertes sur débiteurs	79'600	1'378	80'978
35	dédommagements à des collectivités publiques		308'348	308'348
352	dédommagements à des collect. publiques - communes		308'348	308'348
36	subventions accordées	87'442'835	31'583'054	119'025'889
360	subventions accordées - confédération		3'000	3'000
364	subventions accordées - sociétés d'économie mixte		707'477	707'477
365	subventions accordées - institutions privées	86'822'557	11'483'006	98'305'563
366	subventions accordées - personnes physiques	620'278	13'985'403	14'605'681
367	subventions accordées - étranger		5'404'168	5'404'168
37	subventions redistribuées		43	43
371	subventions redistribuées - cantons		43	43
39	imputations internes	824'441	1'838'704	2'663'145
390	intérêts répartis	202'680	345'773	548'453
391	Mise à disposition de locaux	384'276	1'274'150	1'658'426
392	Autres prestations internes	237'485	218'781	456'266

en francs

trafic	62 ROUTES COM- MUNALES	65 TRAFFIC RÉGIONAL	TOTAL
CHARGES	41'723'770	1'261'570	42'985'340
30 charges de personnel	7'113'648		7'113'648
301 traitements du personnel	5'733'479		5'733'479
303 Assurances sociales	465'090		465'090
304 caisses de pensions et de prévoyance	706'899		706'899
305 Assurance maladie et accidents	200'004		200'004
306 prestations en nature	5'508		5'508
309 autres charges du personnel	2'668		2'668
31 biens, services et marchandises	13'959'356		13'959'356
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	357		357
312 eau, énergie, combustible	1'096'369		1'096'369
313 achats de fournitures et autres marchandises	51'935		51'935
314 entretien des immeubles par des tiers	12'655'533		12'655'533
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	803		803
317 dédommagements	60'936		60'936
318 honoraires et prestations de service	93'423		93'423
33 Amortissements	15'502'888		15'502'888
331 Amortissements ordinaires du PA	15'502'888		15'502'888
36 subventions accordées	2'323'375	1'261'570	3'584'945
360 subventions accordées - confédération	115'495		115'495
361 subventions accordées - cantons	115'495	190'700	306'195
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	457'644	1'049'620	1'507'264
365 subventions accordées - institutions privées	1'634'741	21'250	1'655'991
39 imputations internes	2'824'504		2'824'504
390 intérêts répartis	2'730'074		2'730'074
391 mise à disposition de locaux	76'012		76'012
392 autres prestations internes	18'418		18'418

en francs

protection et aménagement de l'environ.	71 APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX	72 TRAITEMENT DES DÉCHETS	74 CIMETIÈRES ET CRÉMA- TOIRES	78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.	79 AMÉNAGE- MENT DU TERRITOIRE	TOTAL
CHARGES	4'441'686	61'378'509	12'547'488	6'822'896	7'080'028	92'270'607
30 charges de personnel	2'948'058	39'557'927	7'675'577	3'350'505	4'886'185	58'418'253
301 traitements du personnel	2'383'864	31'630'510	6'122'783	2'677'967	3'978'973	46'794'096
303 Assurances sociales	189'114	2'572'244	504'218	220'998	324'307	3'810'882
304 caisses de pensions et de prévoyance	276'888	3'686'542	781'977	366'883	508'347	5'620'637
305 Assurance maladie et accidents	87'393	1'176'510	123'886	43'667	61'910	1'493'368
306 prestations en nature	9'622	212'306	83'459	1'463	-	306'850
308 personnel interimaire		187'936				187'936
309 autres charges du personnel	1'176	91'879	59'254	39'528	12'648	204'485
31 biens, services et marchandises	1'285'487	19'581'069	3'728'116	891'877	1'007'676	26'494'225
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité		191'075	60'634	46'441	68'639	366'789
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	79	235'316	50'456	1'817	21'798	309'466
312 eau, énergie, combustible	685'796	355'438	501'303	12'443	29'932	1'584'911
313 achats de fournitures et autres marchandises	41'271	1'236'653	1'553'750	-	1'071	2'832'744
314 entretien des immeubles par des tiers	6'486	164'227	1'194'626	13'089	45'368	1'423'796
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	336'575	528'114	129'780	26'470	116'869	1'137'808
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation		63'956	20'683	11'307	29'857	125'803
317 dédommagements	10'425	15'473	14'583	9'652	22'214	72'347
318 honoraires et prestations de service	73'993	16'780'538	199'652	751'606	654'153	18'459'942
319 frais divers	130'862	10'281	2'649	19'050	17'775	180'618
33 Amortissements	164'129	1'884'044	836'767	1'010'000	837'317	4'732'258
330 Amortissements ordinaires du PF		24'502				24'502
331 Amortissements ordinaires du PA	164'129	1'862'192	816'300	1'000'000	847'623	4'690'245
334 pertes sur débiteurs		-2'650	20'467	10'000	-10'306	17'511
35 dédommagements à des collectivités publiques				71'439		71'439
352 dédommagements à des collect. publiques - communes				71'439		71'439
36 subventions accordées			12'372	913'841		926'213
365 subventions accordées - institutions privées				838'960		838'960
366 subventions accordées - personnes physiques			12'372	74'881		87'253
37 subventions redistribuées				50'000		50'000
375 subventions redistribuées - institutions privées				50'000		50'000
39 imputations internes	44'011	355'469	294'655	535'234	348'849	1'578'219
390 intérêts répartis	30'435	64'868	62'022	56'083	40'568	253'976
391 mise à disposition de locaux	11'148	164'062	203'712	146'342	306'372	831'636
392 autres prestations internes	2'428	126'539	28'921	332'810	1'909	492'606

en francs

finances et impôts	90 IMPÔTS	92 ENTRE COM- MUNES	94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX	95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER	TOTAL
CHARGES	78'213'830	10'753'707	19'688'814	61'300'562	169'956'913
30 charges de personnel				13'813'046	13'813'046
301 traitements du personnel				11'122'201	11'122'201
303 Assurances sociales				908'450	908'450
304 caisses de pensions et de prévoyance				1'432'365	1'432'365
305 Assurance maladie et accidents				197'998	197'998
306 prestations en nature				57'336	57'336
309 autres charges du personnel				94'696	94'696
31 biens, services et marchandises			427'929	33'888'229	34'316'159
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité				30'942	30'942
311 mobilier, machines, véhicules et matériel				204'355	204'355
312 eau, énergie, combustible				4'353'379	4'353'379
313 achats de fournitures et autres marchandises				154'199	154'199
314 entretien des immeubles par des tiers				17'393'043	17'393'043
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers				279'980	279'980
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation				1'391'291	1'391'291
317 dédommagements				12'253	12'253
318 honoraires et prestations de service			403'845	9'532'633	9'936'478
319 frais divers			24'085	536'154	560'239
32 intérêts passifs			19'260'884		19'260'884
320 engagements courants			47'934		47'934
321 dettes à court terme			55'802		55'802
322 dettes à moyen et long terme			19'088'391		19'088'391
323 dettes envers des entités particulières			68'758		68'758
33 amortissements	24'189'306			2'895'404	27'084'710
330 amortissements ordinaires du PF				2'831'289	2'831'289
331 amortissements ordinaires du PA				704	704
334 pertes sur débiteurs	24'189'306			63'410	24'252'717
34 contributions à d'autres collectivités	32'147'313	10'753'707			42'901'020
341 contributions à communes - contrib. de péréquation		10'753'707			10'753'707
346 compensation financière aux communes françaises	32'147'313				32'147'313
35 dédommagements à des collectivités publiques	21'877'210				21'877'210
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	21'877'210				21'877'210
36 subventions accordées				549'640	549'640
365 subventions accordées - institutions privées				549'640	549'640
39 imputations internes				10'154'244	10'154'244
390 intérêts répartis				8'644'635	8'644'635
391 mise à disposition de locaux				366'200	366'200
392 autres prestations internes				1'143'408	1'143'408

7.2 GRANDES MANIFESTATIONS

En 2013, la comptabilisation en coûts complet a été abandonnée au profit d'une présentation des manifestations en coûts direct. seule la manifestation des «Fêtes de Genève» est présentée en coûts complets.

des éléments statistiques ont également été introduits, apportant ainsi un éclairage nouveau quant au déroulement de ces dernières.

pour mémoire, le tableau ci-dessous, présente les différentes manifestations par année de publication :

grandes manifestations publiées	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Fête de la musique	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Musiques en été festival				x	x	x	x	x	x	x
La ville est à vous		x	x	x	x	x	x	x	x	x
La fureur de lire (biennale)		x		x		x		x		
La nuit de la science (biennale)			x		x		x		x	
centenaire du MAH							x			
Fêtes de Genève		x	x	x	x	x	x	x	x	x
EURO 2008					x					
Fête des écoles							x	x	x	x
2012 Rousseau pour tous									x	

7.2.3 LES FÊTES DE GENÈVE DU 18 JUILLET AU 11 AOÛT 2013

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL DES COÛTS COMPLETS
total des coûts complets	2013	291'900	140'909	330'185	971'775	1'734'769	359'983	2'094'752
	2012	277'493	131'237	373'366	958'275	1'740'341	355'438	2'095'779
	2011	266'800	167'400	402'500	955'900	1'792'600	309'400	2'102'000

7.2.1 FÊTE DE LA MUSIQUE DU 21 AU 23 JUIN 2013

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL DES COÛTS
total des coûts directs	2013	601'168	2'100	72'499	118'940	794'707	1'653'181	2'447'888
	2012	633'200	10'800	110'200	133'800	888'000	1'680'000	2'568'200
	2011	570'000	13'000	60'200	136'700	779'900	1'624'200	2'404'100

chiffres clés

3 jours de manifestation

200'000 spectateurs

500 concerts

7'000 musiciens

2 sites (rive gauche et rive droite)

35 lieux de concerts

2 familles musicales et 21 genre (blues, électro, cœur, chants, etc.)

7.2.2 MUSIQUE EN ÉTÉ FESTIVAL DU 30 JUIN AU 21 AOÛT 2013

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL DES COÛTS
total des coûts directs	2013	24'434	1'825	267'063	10'625	303'947	879'708	1'183'655
	2012	22'900	-	208'000	-	230'900	949'600	1'180'500
	2011	24'000	2'100	317'500	-	343'600	951'300	1'294'900

chiffres clés

50'795 spectateurs dont 8'295 pour les concerts payants

32 concerts

350 musiciens

3 sites dont 2 à ciel ouvert

2 familles musicales et 4 genres (jazz, musique colorée, etc.)

7.2.3 LA VILLE EST À VOUS DE MAI À SEPTEMBRE 2013

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL DES COÛTS
total des coûts directs	2013	302'107	14'750	205'590	10'600	536'047	62'320	598'366
	2012	236'000	14'000	106'300	-	356'300	235'500	591'800
	2011	243'100	15'500	93'800	-	352'400	210'800	563'200

7.2.4 FÊTES DES ÉCOLES DU 26 AU 28 JUIN 2013

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL DES COÛTS
total des coûts directs	2013	95'451	10'100	36'119	-	141'670	746'505	888'176
	2012	118'600	13'600	66'500	-	198'700	707'100	905'800
	2011	116'500	14'800	64'600	-	195'900	720'200	916'100

chiffres clés

3 sites : Parc des Bastions (enfantines) - Parc des Eaux-vives et Parc de la Perle du Lac (primaires)

12'000 spectateurs par sites

environ 12'000 livres distribués aux enfants

27 manèges installés au Parc des Bastions et 4 mondes d'animations thématiques pour les écoles enfantines

8 corps de musique accompagnent le cortège des écoles enfantines

7-8 concerts par site

Animations et activités (châteaux gonflables, murs de grimpe, diverses initiations et démonstrations) aux parcs des Eaux-vives et de la Perle du Lac

7.3 GESTION HÔTELIÈRE

7.3.1 SWISSÔTEL GENÈVE MÉTROPOLÉ

Les résultats enregistrés en 2013 par le swissôtel genève métropole, bien que positifs, ont encore souffert de la morosité du climat des affaires dans le secteur de l'hôtellerie de luxe en suisse et à genève. Le chiffre d'affaires est stable par rapport à 2012. L'hôtel a continué de souffrir de son positionnement sur la clientèle d'affaires. En effet, les entreprises ont ajusté à la baisse leurs standards lorsque leur-e-s employé-e-s voyagent, favorisant les établissements 3 et 4 étoiles au détriment des hôtels 5 étoiles. Par ailleurs, la clientèle touristique a subi une diminution, probablement liée au niveau élevé du franc suisse par rapport à l'euro et au dollar américain.

Les charges ont été maîtrisées à un niveau proche de celles de 2012.

L'exercice 2013 se boucle avec un bénéfice de 1.0 mio contre 0.6 mio en 2012. ce résultat tient compte de 2.8 mios d'amortissement de matériel, de mobilier et des équipements de l'hôtel, ainsi que des intérêts versés à la ville de genève, à hauteur de 0.7 mio. L'exploitation de l'hôtel métropole engendre ainsi des revenus aux comptes de fonctionnement de la ville de genève pour 1.7 mio de francs.

Comptes de résultat comparés 2013-2012

(en milliers de francs)	2013		2012	
Produits d'exploitation		18'807.9		18'802.4
Charges d'exploitation				
Marchandises et frais généraux	13'498.2		13'473.2	
Entretien et maintenance	723.7	14'221.9	729.1	14'202.3
Bénéfice d'exploitation avant intérêts et amortissements		4'586.0		4'600.1
Amortissements		2'839.6		3'070.3
Intérêts versés à la Ville		721.4		883.4
Bénéfice net d'exploitation		1'025.0		646.4

Bilans comparés 2013-2012

ACTIF (en milliers de francs)	2013	2012	PASSIF	2013	2012
Total	54'019.2	54'654.2	Total	54'019.2	54'654.2
Immobilisations	51'011.1	50'425.4	Exigible à long et moyen terme	50'934.1	52'309.0
Terrains	1'001.7	1'001.7	Ville compte d'investissements	50'934.1	52'309.0
Bâtiments, mobilier, matériel	50'009.4	49'423.7			
Stock marchandises et fournitures	385.2	433.9	Exigible à court terme	2'060.0	1'698.8
Marchandises	240.6	332.7			
Fournitures, combustibles	144.6	101.2			
Réalizable et disponible	2'622.9	3'794.9			
Actifs transitoires	110.6	109.4			
Débiteurs, dépôts de garantie	1'275.4	1'756.6			
Liquidités	1'236.9	1'928.9	Bénéfice de l'exercice	1'025.0	646.4

7.3.2 RESTAURANT DU PARC DES EAUX-VIVES

Le restaurant du parc des Eaux-vives a désormais trouvé son rythme de croisière. Le chiffre d'affaires connaît à nouveau une progression de 5.0% pour atteindre 5.5 millions de francs. Dans le même temps, les charges ont progressé de manière moins importante que les revenus. Au final, les comptes sont excédentaires à hauteur de 216'900 francs.

En tenant compte de la charge d'intérêt relative aux investissements consentis par la ville de Genève dans cet édifice et versé par le restaurant du parc des Eaux-vives, l'impact sur les résultats de la ville de Genève est de 242'500 francs.

Comptes de résultat comparés 2013-2012

(en milliers de francs)	2013	2012
Produits d'exploitation	5'462.1	5'201.9
Charges d'exploitation		
Marchandises et frais généraux	4'486.4	4'376.1
Entretien et maintenance	230.2	4'716.6
	186.8	4'562.9
Résultat d'exploitation avant intérêts et amortissements	745.5	639.0
Amortissements	503.0	521.3
Intérêts	25.6	42.2
Bénéfice net / Perte nette d'exploitation	216.9	75.5

Bilans comparés 2013-2012

ACTIF (en milliers de francs)	2013	2012
Total	2'762.4	2'647.6
Immobilisations	1'727.7	1'926.0
Terrains		
Bâtiments, mobilier, matériel	1'127.2	1'236.6
Immobilisations incorporelles	355.5	444.4
Immobilisations financières	245.0	245.0
Stock marchandises et fournitures	237.9	254.6
Marchandises, fournitures, combustibles	237.9	254.6
Réalizable et disponible	796.8	467.0
Actifs transitoires	29.9	34.1
Débiteurs, dépôts de garantie	104.5	198.7
Liquidités	662.4	234.2

PASSIF	2013	2012
Total	2'762.4	2'647.6
Exigible à long et moyen terme	1'071.4	1'000.9
Compte de liaison	1'071.4	1'000.9
Exigible à court terme	1'403.2	1'575.7
Créanciers divers	807.7	1'370.4
Fournisseurs, passifs transitoires	595.5	205.3
Bénéfice / Perte reportée	71.0	(4.5)
Bénéfice / Perte de l'exercice	216.9	75.5

7.4 LEXIQUE

AUTORITÉS, DÉPARTEMENTS ET SERVICES MUNICIPAUX	
A21	Agenda 21 - ville durable
ACE	Administration centrale
ARC	Architecture
ARI	musée de l'Ariana
BAT	bâtiments
BGE	bibliothèque de Genève
BMU	bibliothèques et discothèques municipales
CA	conseil administratif
CFI	contrôle financier
CIV	état civil
CJB	conservatoire et jardin botaniques
CM	conseil municipal
DCS	département de la culture et du sport (ex-DC)
DCA	département des constructions et de l'aménagement
DEJ	jeunesse
DEUS	département de l'environnement urbain et de la sécurité
DFIN	direction financière
DFL	département des finances et du logement
DG	direction générale
DRH	direction des ressources humaines
DSIC	direction des systèmes d'information et de communication
ECO	écoles et institutions pour l'enfance
ENE	énergie
GCI	génie civil
GIM	gérance immobilière municipale
GTG	grand théâtre de Genève
LEX	service juridique
LOM	Logistique et manifestations
MAH	musées d'art et d'histoire
MEG	musée d'ethnographie
MHN	muséum d'histoire naturelle
MHS	musée d'histoire des sciences
SEC	service culturel
SAM	Aménagement urbain et mobilité
SAT	service administratif et technique
SCM	secrétariat du conseil municipal
SDPE	petite enfance (ex-DPE)
SEEP	sécurité et espace publics
SEVE	espaces verts
SIS	incendie et secours
SJS	direction et secrétariat du département de la cohésion sociale et de la solidarité
SPC	promotion culturelle
SPF	pompes funèbres, cimetières et crématoires (ex-FUN)
SPO	sports

SRE	relations extérieures
SOC	social
TAX	taxe professionnelle communale
URB	urbanisme
VVP	voirie – ville propre

AUTRES ABRÉVIATIONS USUELLES

ACAM	Association des cadres de l'Administration municipale
ACG	Association des communes genevoises
AEHR	Association pour l'étude de l'histoire régionale
AFC	administration fiscale cantonale
AIMF	Association internationale des maires francophones
AIMP	Accord intercantonal sur les marchés publics
AM	Agent municipal
AMS	Association des musées suisses
API	Association pour le patrimoine industriel
ASAI	Association suisse des auditeurs internes
ASM	Agent de sécurité municipal
ASPIC	Association pour les intérêts des cyclistes
B	budget
BAC	bâtiment d'art contemporain
BBS	Association des bibliothèques et bibliothécaires suisses
BFQ	budget financier quadriennal
BIPE	bureau d'information petite enfance
BW	business warehouse
C	comptes
CARTS	commission des arts et de la culture
CAS	centres d'action sociale
CCMVL	commission consultative de mise en valeur du livre
CDAG	cabinets d'arts graphiques
CEPTA	centre d'enseignement professionnel technique et artisanal
CEVA	cornavin-eaux-vives-Annemasse
CFE	code de frais par éléments
CFF	chemins de fer fédéraux
CHF	franc suisse
CESID	certificat de formation continue en information documentaire
CICO	commission de l'informatique et de la communication
CIG	centre d'iconographie genevoise
CMAI	centrale municipale d'achat et d'impression
CMMI	capability maturity model + integration
CMNS	commission des monuments de la nature et des sites
COATTRIM	comité d'attribution immobilière
CODIR	comité de direction

COGESIM	comité de gestion immobilière
CP	commission du personnel
CPR	cours de réanimation cardio-pulmonaire
CRER	centre de rééducation et d'enseignement de la roseraie
CVSC	conférence des villes suisses en matière culturelle
DCTI	département des constructions et des technologies de l'information
DD	développement durable
DDP	droit de superficie distinct et permanent
DFAE	département fédéral des affaires étrangères
DIP	département de l'instruction publique
ENSSIB	école nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques
FAPSE	faculté de psychologie et des sciences de l'éducation
FGC	fédération genevoise de coopération
FIHUAT	fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement du territoire
FMAC	fonds municipal d'art contemporain
FSASD	fondation des services d'aide et de soins à domicile
GRTA	genève région terre d'avenir
HEAA	haute école d'arts appliqués
HEG-ID	haute école de gestion - information documentaire
HES	haute école spécialisée
IDEA	instrument de description électronique des archives
IMV	institut et musée voltaire
IPE	institution de la petite enfance
ISI	intégration des systèmes d'information
KCHF	milliers de francs suisses
LAC	loi sur l'administration des communes
MAC	manifestation d'art contemporain
MIOS	millions de francs suisses
OPAIR	ordonnance sur la protection de l'air
OPB	ordonnance sur la protection contre le bruit
OCE	office cantonal de l'emploi
OCM	office cantonal de la mobilité
OCPA	office cantonal pour personnes âgées
OFDT	office fédéral du développement territorial
OCOAE	office communal de l'approvisionnement économique
OMS	organisation mondiale de la santé
PAQ	plan d'achats quadriennal
PB	projet de budget
PAP	procédure d'approbation de plans
PAM	plan d'achat mobilier
PDTC	plan directeur des transports en commun
PETS	programme d'emplois temporaires spéciaux
PFI	plan financier d'investissement
PGCP	planification générale de la protection civile communale
PGEE	plan général d'évacuation des eaux
PIQ	plan informatique quadriennal

PLCP	plan directeur des chemins pour piétons
PLQ	plan localisé de quartier
PR	proposition de crédit d'investissement du conseil administratif destinée au conseil municipal
PRV	plan quadriennal de renouvellement des véhicules et engins (hors SIS et voirie)
PS	plan de site
PSDD	programme stratégique de développement durable
RALAC	règlement d'application de la Loi sur l'administration des communes
RESSI	revue électronique suisse de science de l'information
SEF	scène Ella Fitzgerald
SIDIT	systèmes d'information des infrastructures de télécommunication
SIG	services industriels de Genève
SIPV	système d'information du patrimoine vert
SITG	système d'information du territoire genevois
SITV	système d'information du territoire de la ville
SSVG	service social de la ville de Genève
TCMC	tram cornavin, Meyrin, CERN
TCOB	tram cornavin, onex, Bernex
TGSA	tram Grand-saconnex
TPG	transports publics genevois
TSHM	travailleurs et travailleuses sociaux hors murs
TSR	télévision suisse romande
UAC	unité d'action communautaire
UACP	unité d'action communautaire de proximité
UOG	université ouvrière de Genève
ZIC	zone industrielle de Châtelaine (anciennement SIP)